



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





8000220081

1797 d. 61

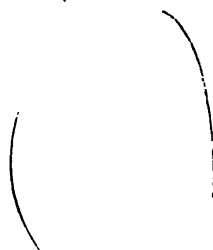








1797



**HISTORIQUE**  
**DE LA**  
**PAPETERIE D'ANGOULÊME**



**HISTORIQUE**  
**DE LA**  
**PAPETERIE D'ANGOULÊME**

**SUIVI D'OBSERVATIONS**  
**SUR LE**  
**COMMERCE DES CHIFFONS**  
**EN FRANCE**

**PAR AUGUSTE LACROIX**  
**FABRICANT DE PAPIER**

---

**PARIS**  
**AD. LAINE ET J. HAVARD**  
**RUE DES SAINTS-PÈRES, 19**

**1863**



# HISTORIQUE

DE LA

## PAPETERIE D'ANGOULÊME.

SUIVI D'OBSERVATIONS  
CONCERNANT LE COMMERCE DES CHIFFONS EN FRANCE.

---

### PREMIÈRE PARTIE.

PAPETERIE A LA MAIN.

---

### CHAPITRE PREMIER.

FABRICATION ANCIENNE. — LÉGISLATION. — LES PAPETERIES  
DE L'ANGOUMOIS AVANT 1789.

Faire l'histoire du papier dans l'antiquité, ce serait tomber dans des redites que nous voulons épargner au lecteur. Chacun sait, au surplus, que les Égyptiens faisaient dans tout le monde un grand commerce de leur papyrus, et que ce papyrus, travaillé ensuite à Rome, lavé, battu au marteau, collé avec la farine ou la gomme, mis sous presse et poli avec la pierre ponce, continua d'être l'objet de la fabrication la plus étendue jusqu'au moment où le papier de coton devint d'un usage général. Ce fut vers le onzième siècle que fut faite cette importante découverte. Tous les États du midi avaient alors des papeteries où l'on faisait le



papier avec du coton pilé et réduit en pâte, papier solide, capable de soutenir la plume, et propre à former un livre sans qu'il fût besoin d'en entremêler les feuillets de feuilles de parchemin, comme on était obligé de faire pour les livres de papier égyptien.

L'invention du papier de coton était due aux Chinois, qui en fabriquaient dès le deuxième siècle de notre ère. Importée en Espagne par les Arabes, répandue peu à peu en Italie, en Grèce, en Orient, elle fit tomber partout le produit contre lequel elle rivalisait, et tomba à son tour dès qu'on eut découvert le moyen de fabriquer le papier avec de vieux chiffons de chanvre ou de lin. Il est fort difficile d'établir le temps et le lieu où fut faite cette découverte; tout ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'il existait des moulins à papier au commencement du quatorzième siècle, notamment à Padoue, à Colle, à Florence, à Fabriano, et que, sous le règne de Philippe de Valois, les papeteries d'Ambert, de Troyes et d'Essonne jouissaient d'une certaine réputation. L'Angoumois avait aussi les siennes sur la rivière des Eaux-Clares et sur la Grande-Boème.

Selon quelques auteurs, les premières manufactures qui furent établies en France le furent sous le règne de saint Louis, au temps des croisades, par trois habitants de l'Auvergne qui, pendant une longue captivité, apprirent les procédés employés par les Arabes pour faire le papier et les rapportèrent dans leur pays natal. On va même jusqu'à citer leurs noms. Ils s'appelaient Montgolfier, Malmenaide et Falguerolles.

Quoi qu'il en soit, le nombre des papeteries ne commença à prendre une certaine importance qu'après l'invention de l'imprimerie ; ce qui le démontre, c'est que la classe des ouvriers papetiers s'était tellement accrue que, dès cette époque, ils formèrent des associations redoutables. L'inquiétude des propriétaires de fabriques devint telle, en 1539, qu'il ne fallut rien moins que l'intervention du roi pour les rassurer. Un compromis régla les droits des maîtres et des ouvriers, et ces droits furent sanctionnés par un édit de François I<sup>er</sup>, qui, en échange des concessions auxquelles se soumirent ceux-ci, leur accorda le privilège de porter des armes, privilège que leur retira Charles IX en 1571. Mais les papetiers étaient trop jaloux de cette prérogative pour se conformer docilement aux ordonnances qui la révoquaient, et longtemps encore ils continuèrent à l'exercer, ainsi que le prouve une sentence d'Angoulême, rendue sous Louis XIV, qui punit plusieurs compagnons pour avoir fait usage de leurs armes dans une querelle.

Dès 1552, la fabrication du papier avait pris à Troyes un si rapide accroissement que la ville, dans le but d'augmenter ses revenus, frappa le papier d'une taxe considérable. Les fabricants alarmés se plaignirent au roi Henri II, qui non-seulement les déchargea de cet impôt, mais ordonna que le papier fût exempt à l'avenir de tous péages et subsides.

Douze ans plus tard, Charles IX signa les premières lettres patentes qui établissaient une imposition sur chaque rame de papier. Cette mesure fut vivement at-

taquée par l'Université, qui soutint que la maintenir, c'était vouloir mettre obstacle au développement de l'instruction. Il en résulta un procès fameux, dans lequel plaidèrent les avocats de Thou et de Montholon. L'Université gagna sa cause, l'impôt fut révoqué, et, le 14 août 1565, un arrêt royal maintint les manufactures de papier dans leurs anciens droits de franchise. La marche progressive de cette nouvelle industrie, qui devait fournir ses produits à toute l'Europe jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, fut un moment arrêtée par l'édit du 21 février 1581, qui fit défense de transporter aucune sorte de papier hors du royaume sans payer un droit de traite. Henri IV, renouvelant les déclarations de Charles IX, affranchit, en 1595, la fabrication et la vente du papier de toutes taxes et impôts. Cependant de nouveaux droits durent être établis dès le commencement du dix-septième siècle; c'est du moins ce que nous fait présumer un arrêt du Conseil du 6 mars 1630, par lequel Louis XIII déchargea le papier de toute imposition quelconque, et fit défense de « prendre ni de lever le droit de dix sous huit deniers sur chacun cent pesant venant du Limousin, ni autres droits généralement quelconques, sur le papier qui se fera tant audit lieu qu'autres lieux, provinces et endroits du royaume. »

Mais ce privilège fut de courte durée, puisque les ordonnances de 1635 créèrent une taxe qu'on régla à proportion du poids et de la qualité du papier. Le gouvernement, pour prévenir cette fois l'opposition de l'Université, n'imagina rien de mieux que de lui

accorder une indemnité de dix mille livres, avec laquelle somme elle pouvait acheter le papier nécessaire aux écoles. Un autre arrêt convertit cette allocation en un don de trente mille rames de papier, dont la distribution fut laissée aux soins du recteur. Cependant, sur les remontrances réitérées des fabricants, dont la plupart ne se soutenaient qu'avec beaucoup de peine, l'État se vit forcé de supprimer son dernier impôt. A partir de cette époque jusqu'au jour où furent signés les désastreux édits de 1655 et 1656, dans la période de seize à vingt années, le nombre des papeteries augmenta avec une telle rapidité qu'il arriva même à quadrupler dans plusieurs provinces.

Comme il n'y avait encore aucun établissement de ce genre en Hollande et en Angleterre, la suppression des droits, l'abondance des matières que les étrangers n'avaient aucun intérêt à détourner, et, par suite, la diminution du prix des papiers, attirèrent parmi nous une affluence considérable de marchands de toutes les nations. Ce fut l'époque la plus florissante de notre industrie. Les moulins travaillaient continuellement. La perfection du papier croissait avec la consommation qu'on en faisait. Les fabricants, stimulés par la protection que Colbert ne cessait d'étendre sur cette branche de notre industrie nationale, augmentaient leurs manufactures et se disputaient la gloire de faire le meilleur papier. On peut juger de l'étendue de ce commerce par le nombre des moulins : dans le simple rayon de six lieues, aux environs d'Angoulême, il y en avait quatre vingts, et trente autres

Léonard, près de Limoges, où il ne se fabriquait que du papier d'impression, dont la consommation se faisait en partie dans les imprimeries de Limoges et de la Guyenne.

Le Languedoc fournissait aussi une grande quantité de papier pour les provinces méridionales de la France et pour le commerce maritime.

Pour les papiers de Casteljaloux, on les envoyait en Hollande pour l'imprimerie. Ceux qui étaient consommés dans le pays arrivaient de l'Auvergne.

Il y avait encore plusieurs belles fabriques à Annanay, sur les confins du Vivarais et de l'Auvergne, dont les papiers d'écriture étaient fort estimés.

La Franche-Comté commençait à établir les siennes, où devaient s'approvisionner le Lyonnais et la Suisse.

La France, on le voit, faisait un grand commerce d'exportation. Nos papiers étaient expédiés à Saint-Malo, au Havre, à Nantes, à la Rochelle, à Bordeaux. De ces ports on les embarquait pour la Grande-Bretagne et notamment pour la Hollande, qui n'était, pour ainsi dire, qu'un entrepôt où nos marchandises arrivaient pour être exportées dans tous les pays du monde.

Mais les arrêts de 1655 et 1656, en établissant un impôt sur les papiers destinés aux actes de justice et de commerce, en rétablissant avec une augmentation les droits de contrôle et de marque, en rétablissant aussi les droits de traite foraine sur la colle et le vieux linge, amenèrent le déclin rapide de la prospérité de la

papeterie, que le règlement de 1671, la guerre avec la Hollande et la révocation de l'édit de Nantes ruinèrent presque totalement. Depuis maintes années, les étrangers, ne trouvant plus les papiers à aussi bon compte que par le passé, avaient profité du nombre d'ouvriers que la diminution du commerce laissait inoccupés, pour établir par leur moyen des manufactures de papiers blancs dans leur pays. En 1686 et 1687, à la suite des persécutions religieuses, ce fut bien pis ; les Hollandais et les Anglais qui s'étaient fixés à Angoulême réclamèrent leurs passe-ports pour retourner dans leur patrie. Les ouvriers papetiers les suivirent, les uns par intérêt, les autres par sympathie religieuse. Un seul marchand d'Amsterdam, le nommé Vincent, qui avait établi des moulins dans l'Angoumois, sortit de France avec cinq cents ouvriers environ. D'autres passèrent en Angleterre, de sorte qu'en 1688 il n'existait au plus que cinquante moulins aux alentours d'Angoulême, et ils se trouvèrent réduits à douze au mois de juillet 1697, le reste des fabricants ayant fait faillite ou étant morts insolubles.

On peut dire la même chose des autres provinces.

Dans le mémoire qu'il envoya en 1701 au conseil d'État, l'intendant de la généralité de Limoges, dont la province d'Angoumois dépendait, proposa divers expédients pour rétablir la papeterie sur son ancien pied.

Si les manufactures sont tombées au point où on les voit aujourd'hui, disait-il, on n'en peut attribuer la cause qu'au peu de débit qui se fait de nos papiers,

à cause de la quantité de moulins qui se sont établis dans les pays étrangers. Pour engager les propriétaires des moulins à continuer à les faire travailler, il serait à propos de faire exempter le maître papetier, c'est-à-dire celui qui conduit le moulin, de collectes, tutelle, curatelle et autres charges publiques, et d'ordonner que les intendants taxeront d'office modérément les moulins, de laquelle taxe les propriétaires seront responsables, et, pour engager les propriétaires des moulins qui sont en chômage ou abandonnés à les rétablir, il faudrait ordonner la même chose à l'égard des maîtres papetiers, et les taxer d'office sans que les uns et les autres pussent être augmentés pendant les trois premières années à compter de celle où ils auront commencé à mettre leurs moulins en état. Il faudrait enfin supprimer sur le papier le plus de droits qu'il sera possible, ou tout au moins les diminuer de moitié, et supprimer le droit de traite foraine sur la peille <sup>1</sup>.

Ces droits furent maintenus, et pourtant, à la faveur de la paix qui venait d'être signée avec la Hollande; et de l'édit de 1697 qui fit diminuer le prix des chiffons en en prohibant la sortie, vingt cuves furent remises en activité dans un court espace de temps, ce qui éleva à trente-cinq le nombre de celles qui travaillaient, savoir : quatorze sur la Grande-Boème, dix sur la Petite-Boème, deux sur la rivière des Eaux-Claires,

<sup>1</sup> Ce mot est, dans l'usage local, synonyme de *chiffon* : les mots *drille* et *patte* avaient la même signification dans d'autres localités; aussi les édits et arrêtés les emploient-ils indifféremment.

une sur la Touvre, deux sur la Charente, six sur la Lizonne. Mais la fabrication, qui avait paru se ranimer, ne put se soutenir contre les droits de sortie.

Vers 1720 il ne subsistait plus en Angoumois que vingt-quatre papeteries, ayant une dizaine de cuves en état de marcher. « Les choses sont à présent en cet état, raconte un contemporain, que les moulins à papier qui s'affirmaient autrefois jusqu'à 1,800 livres ne s'afferment à présent que 500 livres au plus, sur quoi le propriétaire est tenu des grosses réparations qui consomment souvent ce revenu, en sorte qu'après le cours de plusieurs années il se trouve quelquefois n'avoir aucun produit net. Cette cruelle expérience a découragé tout le monde de bâtir ces sortes de moulins. Personne n'en construit plus; le peu de profit que font les maîtres papetiers, joint aux grandes dépenses dont ils sont chargés pour les salaires et la nourriture des ouvriers, depuis que les gens de main-d'œuvre sont devenus plus rares et les choses nécessaires à la vie plus chères, est peut-être cause qu'ils se sont relâchés de leur application à ce travail, ou peut-être aussi que l'augmentation du prix de la peille et de la colle est cause que ces matières y sont épargnées ou de moins bonne qualité. Quoi qu'il en soit, le papier qu'on fabrique à présent n'a plus la même fermeté ni la même netteté et n'est plus si bien collé qu'au passé, ce qui, tendant à le confondre avec tout autre, fera éclipser cette singularité et cette préférence qui le faisaient si fort rechercher dans ce pays. »

Louis XV, pour redonner l'impulsion au commerce



de plus en plus languissant de l'Angoumois, se vit forcé d'accorder quelques privilèges aux négociants de cette province, et, lorsqu'en 1723 il régla les droits que tous les papiers du royaume devaient payer à l'entrée des cinq grosses fermes<sup>1</sup>, il en exempta seulement ceux d'Angoulême.

En 1727, 1730, 1732 et 1739, temps où l'industrielle liberté des Hollandais et leur concurrence ruinaient les manufactures françaises, on ne trouva d'autres moyens de remédier à un si grand mal qu'en renouvelant les règlements de 1671.

L'arrêt de 1730 avait été fait pour le Limousin et l'Angoumois; celui de 1739, applicable à toutes les papeteries de la France, fut complété en 1741 par des articles additionnels qui déterminaient la longueur et la largeur du papier, afin que chaque espèce ayant un prix connu eût aussi une qualité et une forme constantes. Quelques années plus tard, les besoins de la guerre mirent le gouvernement dans la nécessité d'ordonner la perception, pendant douze années, de droits sur le papier, les cartons et différentes marchandises, et d'établir un nouveau droit de marque sur le papier et le parchemin destinés à être employés pour les actes de justice et de commerce. C'était un retour à la législation de 1674. Mais, en 1748 comme en 1674, cette augmentation d'impôts jeta le trouble dans l'industrie. On fut obligé de faire cesser ces

<sup>1</sup> Provinces où la levée des droits était affermée à des particuliers.

droits, dont la levée demeura suspendue en vertu de l'arrêt de 1749. Mais il était déjà trop tard. Plusieurs fabricants de Rouen, alarmés par cette mesure financière, avaient suspendu leurs travaux, et, avant qu'elle fût révoquée, leurs ouvriers avaient passé à l'étranger. La perte était irréparable.

En Angoumois, l'industrie courait à sa ruine. L'ignorance, les préjugés, le découragement, les vexations des commis visiteurs, les entraves apportées par les nouveaux règlements qui assujettissaient le fabricant à produire des sortes de papier dont on n'avait pas besoin, tandis qu'il en aurait écoulé d'autres qui lui manquaient, enfin les enlèvements en fraude des chiffons, la rareté des ouvriers, l'insubordination de ceux qui restaient et leurs coalitions incessantes, avaient amené la destruction du plus grand nombre des fabriques qu'il était trop coûteux d'entretenir et qu'on transformait en métairies. Celles qui pouvaient encore servir à la fabrication, à moitié dégradées, étaient toutes arrêtées au mois de décembre 1750.

Une autre cause qui contribuait à y ralentir l'émulation et à prolonger le malaise du commerce, c'étaient les prérogatives qui avaient été accordées à la manufacture de Colas, exploitée par le sieur Henri père, et qui lui facilitaient le moyen de donner ses marchandises à meilleur prix que les autres fabriques du pays. En 1740, une société de négociants habitant Paris avait obtenu le titre de manufacture royale pour ce moulin et pour d'autres qui lui appartenaient aux environs d'Angoulême. Outre les privilèges attachés

à ce titre, on leur accorda, sous certaines conditions, l'affranchissement, pour dix années, du droit que payaient les autres négociants pour les papiers sortant de la province. Cette société, ayant besoin de quelqu'un d'entendu pour ménager ses intérêts et veiller aux travaux, jeta les yeux sur le sieur Henri père, en faveur duquel elle obtint le titre d'inspecteur général des manufactures royales des papiers d'Angoumois. Peu d'années après, fatigués des détails de leur commerce, les sociétaires firent un arrangement avec le sieur Henri et s'obligèrent à lui payer un prix fixe tous les papiers qu'il leur expédierait. Dès lors il se chargea de certaines dépenses et travailla pour son compte.

Dix années s'écoulèrent, le privilège de la société cessait d'exister. Cependant, le sieur Henri étant mort très-peu de temps après l'expiration de ce privilège, le sieur Dervaud, son principal commis, qui fut nommé curateur de ses enfants, continua le commerce sur l'ancien pied, comme si ce privilège subsistait encore. Il fit l'acquisition de plusieurs moulins, auxquels il donna aussi le titre de Manufacture royale.

Les fabricants de la province demandèrent aussitôt l'annulation de ce titre, en remontrant que le privilège n'était pas personnel, que d'ailleurs il était éteint et que les successeurs du sieur Henri n'avaient pas le droit de s'en servir au détriment des autres papetiers. Au mois de septembre 1753, les sieurs Henri fils et Dervaud présentèrent une requête à M. Machault, ministre d'État, aux fins d'obtenir le renouvellement du

privilège avec extension de prérogatives. Leur requête fut renvoyée à M. de la Millière, alors intendant, pour prendre connaissance de la force de leur fabrique et pour savoir s'ils avaient rempli les anciennes conditions.

L'intendant s'assura que ces conditions n'avaient pas été entièrement exécutées, et, dans son rapport, il représenta au conseil d'État qu'il était nécessaire, dans l'intérêt des autres manufactures, de différer d'accorder aux requérants le renouvellement qu'ils demandaient jusqu'à ce qu'ils eussent rempli toutes les clauses de leur traité. Le conseil d'État ne répondant rien, MM. Trémeau frères commencèrent à se servir de la même empreinte et adressèrent une requête au conseil pour qu'il fût défendu à MM. Dervaud et Henri frères de marquer leurs papiers de la marque *Manufacture royale*. Pour eux, ils consentaient à la supprimer, n'en ayant fait usage que pour s'assurer de la sensation qu'elle pourrait produire dans l'esprit des négociants du royaume. Le privilège concédé au sieur Henri père, disaient-ils, était éteint. L'extension que lui donnaient ses successeurs était une usurpation. Il serait injuste de rendre ce privilège perpétuel.

En l'accordant au sieur Henri, on l'avait limité à dix ans, et l'on avait obligé la compagnie à envoyer au nord de la France tous les papiers qui seraient fabriqués dans sa manufacture; obligation qui n'avait point été remplie, puisque le plus grand commerce de cette manufacture se faisait toujours dans la ville de Bordeaux. De plus, l'ancien inspecteur avait pro-

sur le modèle qu'en donna Duponty, et, après l'avoir fait monter avec sa platine au moulin de Puymoyen, on fit un premier essai en broyant les matières par le moyen d'une manivelle qui faisait tourner le cylindre avec la main. Le papier ainsi fabriqué fut envoyé à M. Bertin, contrôleur général des finances, qui le trouva bien collé, bien égal, mais manquant d'une certaine finesse, et d'un bleu azuré aussi, qui était une des qualités du papier de Hollande. Du reste, la méthode de Duponty ne lui semblait pas mériter beaucoup d'attention, attendu qu'elle avait éprouvé déjà les bontés du Conseil.

Une seconde expérience fut faite en présence de Turgot, alors intendant de la province, et de MM. Dutillet et Duhamel, de l'Académie des sciences. Les échantillons furent encore expédiés au contrôleur des finances. Le papier se trouva de toute beauté. Après une troisième expérience, aussi satisfaisante que les précédentes, une Société se forma, le 17 septembre 1762, pour la fabrication du papier à l'imitation de celui de Hollande, sans qu'il fût question de privilège exclusif. Duponty étant fort avancé en âge, la Société lui donna pour suppléant le fils de M. Duponneau, et fit ensuite l'acquisition du moulin de Montbron, situé dans la paroisse Saint-Martin d'Angoulême, où l'on fabriquait avec des pilons qui entretenaient à peine une cuve six mois. Comme les bâtiments n'étaient ni disposés, ni assez étendus pour y placer des cylindres, on fit construire un nouveau moulin à côté de l'ancien; en même temps, on détourna l'eau de la

rivière pour obtenir une chute de dix-huit pieds. Deux grandes roues furent exécutées sur les modèles qu'en proposa le marquis de Montalembert, un des associés. La machine fut mise définitivement en activité. Plusieurs fois Turgot la vit marcher, et chaque fois il parut content des produits fabriqués. Il en envoya lui-même des spécimens au ministre, lui signalant les perfectionnements que le sieur Duponty avait tenté d'introduire dans les manufactures d'Angoumois. Ce fut en vain que les entrepreneurs de la papeterie à cylindre de Montbron espérèrent recevoir des secours qui les missent à même d'améliorer et d'étendre leur établissement. Ils furent abandonnés à leurs propres ressources, et nul document ne nous indique qu'ils se soient longtemps soutenus.

Contraste étrange : la France, qui, dans la première moitié du dix-septième siècle, avait porté si haut l'art de fabriquer le papier, se trouvait maintenant, sous ce rapport, la plus arriérée des nations. L'État se chargeait de juger quel était le meilleur mode de fabrication, il imposait son choix comme il défendait l'introduction dans les moulins de tout instrument de travail dont il avait, à tort ou à raison, déclaré l'emploi impraticable. La routine se perpétuait, maîtres et ouvriers y obéissaient aveuglément. Pas un procédé, pas un système nouveau, qui ne fût suspect et d'avance banni des manufactures. Il ne faut donc pas s'étonner de l'infériorité de la papeterie française à cette époque. Une législation défectueuse, à laquelle on avait dû se plier depuis cent ans (de 1671 à 1771), avait

seule créé cette situation précaire de notre industrie en entravant toutes les tentatives d'amélioration. Les papiers des plus charmantes, des plus belles éditions qu'eussent publiées naguère les Elzevier, étaient sortis des manufactures de l'Angoumois; et, en plein dix-huitième siècle, l'Angoumois était condamné à ne fabriquer, le plus souvent, que du papier impropre à l'impression. La France, qui avait fourni tant de beaux papiers aux pays étrangers, était réduite à leur acheter leurs qualités supérieures, ou tout au moins à les imiter. Ce développement redoutable de la papeterie étrangère, et les innovations ingénieuses que la Hollande et l'Angleterre ne cessaient d'introduire dans la manière de triturer le chiffon, d'apprêter et de coller le papier, décidèrent à la fin le gouvernement de Louis XV à permettre à tous les fabricants du royaume l'usage des instruments ou des machines qu'ils croiraient les plus utiles. Une fois engagé dans la voie des réformes, il était impossible de s'arrêter à ce premier pas. Il devenait évident que le progrès de nos papeteries ne pouvait être l'effet que d'une loi assez puissante pour mettre nos chiffons à l'abri des détournements opérés de jour en jour par nos habiles voisins.

A quoi eût servi de conseiller l'adoption de nouveaux engins de travail aux fabricants; à quoi bon les encouragements qu'on leur prodiguait; à quoi bon l'accroissement du nombre des moulins, si l'on n'eût cherché à accroître la quantité de matière suffisante à les alimenter? D'un moment à l'autre, la prohibition de la sortie des chiffons devait repa-

raitre. De tous côtés, les fabricants la réclamaient. « Nous ne trouvons de remède à nos maux présents que dans une loi prohibitive, écrivaient les fabricants d'Angoulême au ministre de l'intérieur. Nous la demandons avec confiance, parce qu'elle n'est pas gênante pour les fabricants des autres provinces, qui la demandent comme nous. » Il fallut pourtant encore huit années pour accomplir ce progrès, ou plutôt pour revenir à la législation de 1697. La prohibition fut décrétée le 21 août 1771. Libres de se livrer à tous les essais dont ils pouvaient tirer profit, et assurés qu'ils étaient de ne plus manquer de chiffons, les fabricants se relevèrent bientôt du découragement dans lequel ils étaient tombés. Il est vrai qu'il existait toujours des droits de traite sur la colle et les peilles dans l'intérieur du royaume, et que l'édit du 1<sup>er</sup> mars 1771 avait rétabli sur les papiers et sur les cartons un impôt pareil à celui qui les avait grevés en 1748 ; mais nos chiffons nous restaient, et les papiers étrangers, outre le droit d'entrée dans le royaume, payaient les mêmes droits que le papier français à l'entrée des cinq grosses fermes. La concurrence redevenait possible. Un obstacle s'opposait encore à ce que nos produits pussent rivaliser de qualité avec les produits de nos concurrents, c'était l'arrêté du 18 septembre 1741. Les producteurs de l'Angoumois ne se firent aucun cas de conscience de l'éluder, puisque le consommateur lui-même trouvait avantage aux contraventions qu'ils se permettaient. Les observations de l'inspecteur des papeteries, Des-



marest, sur ce funeste arrêté, trouvent naturellement leur place ici. Écoutons son rapport :

« La première année que je fis l'inspection des moulins à papier de l'Angoumois, je portais dans cette visite le désir de reconnaître toutes les sortes de papiers qui s'y fabriquaient et d'étudier en même temps tous les différents procédés de l'art. Mais je fus très-surpris de ne me pouvoir satisfaire sur le premier article, je ne trouvai que très-peu de papier dans les moulins. Cette soustraction était l'effet de la crainte des saisies que les fabricants redoutaient. Ne connaissant pas les principes que j'avais sur la liberté qu'on doit laisser à l'industrie, ils avaient cru prudent de mettre à l'écart tout leur papier qui n'avait ni le poids ni les dimensions prescrites par le tarif de 1741. J'eus la facilité de m'en convaincre en examinant les formes. Depuis, étant parvenu à rassurer les fabricants et à gagner leur confiance, ils m'ont procuré d'eux-mêmes toutes les preuves que je pouvais désirer d'une convention presque générale. Je pus voir que les espèces de papier le plus en usage n'étaient point conformes au tarif, et que les débitants et les consommateurs spécifiaient exactement les dimensions prohibées ou non prévues par l'arrêt, dans les demandes qu'ils faisaient aux fabricants de telle ou telle sorte de papier.

« Pour me mettre en état de connaître toutes les sortes qui s'écartaient du tarif, ils me firent une collection d'échantillons de ces papiers, et y joignirent un parallèle de leurs dimensions avec celles prescrites par la loi. Enfin ils me représentèrent avec force la

gène et les entraves où ils languissaient depuis longtemps, et ils m'avouèrent que, dans l'alternative d'être punis ou de ne pas suivre le goût des consommateurs, ils avaient préféré se trouver plutôt en contradiction avec la loi qu'avec leurs intérêts et celui de la fabrique.

« Un des plus grands motifs qui les ont déterminés d'abord à s'écarter des règlements quant aux dimensions, aux poids et même aux marques, c'est que la plus grande partie qu'ils fabriquaient passait à l'étranger, comme elle y passe encore. Les demandes de leurs correspondants, qui les avaient enhardis et qui leur avaient fait naître l'idée de plusieurs innovations heureuses, les engagèrent à hasarder, pour la consommation extérieure, des sortes prohibées qui se débitaient avec faveur sous le nom de *papiers étrangers*. Ils y furent d'ailleurs forcés par la nécessité de concourir avec les Hollandais dans nos provinces septentrionales. Les Hollandais, toujours libres de varier leurs formes et surtout les poids, qu'ils proportionnaient aux besoins, auraient écarté nos fabricants d'un commerce qu'ils faisaient seuls autrefois, s'ils n'eussent contrevenu aux règlements. On sent aisément que l'un des grands torts du tarif est d'avoir prétendu rendre fixes des formes qui doivent naturellement être assujetties au caprice de la mode et des besoins qu'elle fait naître.

« La connaissance des inconvénients du tarif actuel fait présumer qu'il n'a pas été rédigé avec toutes les précautions qu'on aurait dû apporter dans

une opération aussi délicate. Toutes les personnes que j'ai consultées, tant fabricants que consommateurs, les imprimeurs surtout qui ont à cœur les belles éditions, conviennent que plusieurs sortes de papiers sont indiquées dans le tarif avec une proportion de pâte trop faible. Ainsi les carrés et raisin, le cornet et la couronne sont trop faibles pour l'impression.

« L'arrêt de 1741 assujettit aussi les fabricants à mettre sur chaque forme : leurs noms, l'année 1742, époque de l'introduction du tarif, la note de la province où le papier se fabrique, et la qualité du papier, comme fin, moyen et bulle. Je ne vois aucune raison de laisser subsister l'époque 1742 ; mais les autres dispositions sont fort indifférentes, si l'on permet à tous les fabricants de supprimer les marques qu'ils jugeront à propos de faire disparaître pour imiter les papiers étrangers et satisfaire aux demandes de leurs correspondants ; enfin, si l'on accorde aux fabricants la liberté de fabriquer avec les formes et les marques d'un autre fabricant, pourvu que ce soit de son aveu et par ses ordres, liberté qui est interdite par l'article VII de l'arrêt du conseil du 12 décembre 1730 et que j'ai cru devoir rétablir pour procurer de l'ouvrage à quelques moulins de Limoges.

« Je ne vois qu'un parti à prendre, celui de la suppression pure et simple d'une loi à laquelle succéderait l'ancienne liberté. Cette suppression du tarif de 1741 sera une action courageuse. Elle rétablira les choses sur le même pied où elles étaient avant 1730, époque d'un premier tarif particulier au Limousin et

à l'Angoumois, ou plutôt elle mettra tout dans l'état où l'industrie se trouvait en 1671, première époque des règlements sur la papeterie en France. Avant 1671, la fabrication du papier était très-animée dans le royaume, ainsi que son exportation à l'étranger, sans le secours d'aucune législation. »

Malgré le maintien de ce tarif, qui subsista jusqu'à la révolution, malgré les charges qui pesaient sur les marchandises, l'impulsion était donnée, la vie était rendue à l'industrie qui, forte de la tolérance de l'inspecteur et stimulée par ses soins actifs, reprit une marche de plus en plus prospère.

Une discussion s'engagea entre les négociants d'Angoulême et le directeur des aides à l'occasion de la liberté d'entrepôt qui venait d'être donnée à plusieurs villes dénommées au tarif du 1<sup>er</sup> mars 1771, c'est-à-dire que les papiers destinés à l'exportation qui arrivaient dans lesdites villes y entraient en franchise. Angoulême réclama le même privilège pour les papiers conduits ou emmagasinés dans ses faubourgs. Elle perdit son procès. Cependant, pour ne pas gêner le commerce, le régisseur jugea qu'on pouvait accorder aux fabricants un délai de six mois pour payer les droits des papiers qu'ils expédieraient de leurs magasins à la destination de tout autre lieu que la ville et les faubourgs de la ville.

En outre, l'arrêt du 21 août 1771 avait décidé que les matières premières envoyées par mer d'une province à une autre dans le royaume, ne pourraient être embarquées que dans les ports de Boulogne, Calais,

le Havre, Rouen, Caen, Saint-Malo, Nantes, la Rochelle, Bordeaux, Agde, Cette et Toulon. Les négociants de la Charente exposèrent au conseil d'État que le port de la Rochelle, affecté à l'Aunis pour le débarquement des peilles qui leur venaient par mer, ne présentait nulle commodité pour l'approvisionnement de leurs papeteries. Les peilles, qui sont une marchandise de vil prix, ne pouvaient pas supporter de gros frais de transport, et il était nécessaire d'économiser sur ces frais. Or, les peilles étant déchargées à la Rochelle et ne pouvant plus être rembarquées, ils étaient obligés de les faire transporter par terre à Rochefort, où ils les faisaient charger sur la Charente pour les remonter par eau jusqu'à Angoulême. En conséquence ils demandèrent qu'on substituât le port de Rochefort à celui de la Rochelle. Comme il était parfaitement égal que les peilles fussent conduites directement à Rochefort, où l'on pouvait prendre les mêmes sûretés qu'à la Rochelle pour empêcher qu'elles ne fussent transportées à l'étranger, le gouvernement ne fit aucune difficulté d'accorder aux négociants ce qu'ils avaient demandé. Enfin, le 22 décembre 1775, il fut permis aux négociants de Rochefort de faire directement, par le port de cette ville, le commerce des îles et colonies françaises de l'Amérique, en se conformant aux dispositions des lettres patentes du mois d'avril 1717.

Tant de concessions accordées aux fabricants de papier, tant de corrections faites aux lois et règlements qui régissaient leur industrie, la liberté du travail

assurée, et les nouveaux débouchés obtenus au dehors excitèrent le courage et l'émulation des manufacturiers, à tel point que le relevé des papeteries, fait avant la Révolution, porte à plus de 1,050 le nombre des cuves existantes en France à cette époque.

L'Angoumois seul avait vingt-cinq papeteries en activité, qui formaient ensemble trente-trois cuves, dont voici la nomenclature :

Sur la Boême : Forges, deux cuves ; Larochandry, une ; Tutebeuf, une ; Lacourade, deux ; les Beauvais, deux ; les Martins, une ; Collas, deux ; Barillon, deux ; Nersac, deux ; l'Abbaye (ancienne), une. Sur le Charraud : Bourisson, une ; Poulet, une ; Moulin - Neuf, une ; Cottier, une ; Vœuil, une ; Breuty, deux ; Girac, deux ; le Martinet, une ; Saint-Michel, une. Sur les Eaux-Clares : Montbron, une ; Chantoiseau, une. Sur la Lisonne : les Marchais, deux ; Labarde, une ; la Palurie, une ; Pisseloube, une.

Nous ne donnerons pas ici les noms de tous les propriétaires de fabriques ; il nous suffira sans doute de faire connaître ceux qui occupaient alors à Angoulême le premier rang comme négociants. C'étaient MM. Sazerac de Forge, propriétaires de Forge ; M. Henry Villarmain, propriétaire de Lacourade et de Collas ; MM. Treteau-Rochebrune, propriétaires de Nersac ; M. Simon Sazerac, propriétaire de Barillon, du Martinet et Saint-Michel ; M. Derveaud, propriétaire de Poulet ; M. Clavaud, propriétaire de Bourisson ; M. Henry aîné, propriétaire de Tutebeuf ; M. Bassuet, propriétaire des Marchais et Pisseloube.

Parmi les familles des maîtres-fabricants qui se distinguèrent le plus dans ces derniers temps, nous citerons les noms des Laroche, des Pepin, des Lacroix, des Gaillard, des Godichaud, des Desmichel, des Durandau, dont quelques-uns étaient fermiers des fabriques qu'ils exploitaient.

La révolution de 1789 éclata ; il serait difficile d'entreprendre de raconter ce qui se passa alors. Mais, avant de faire connaître les principaux faits qui concernent la papeterie, nous allons achever le tableau de la situation où elle se trouvait à ce moment.

C'étaient donc trente-trois cuves qui étaient en pleine activité au moment où éclata la révolution. Six cents ouvriers y étaient occupés. Chaque cuve donnait environ soixante-dix kilogrammes de papier par jour, soit un produit annuel d'environ sept cent mille kilogrammes dans l'Angoumois ; c'est-à-dire qu'en estimant à un franc le kilo les diverses espèces l'une dans l'autre, nous obtiendrons un résultat de 700,000 fr. de papier par an. Toutes ces fabriques étaient au système à bras, et n'avaient encore aucun autre moyen de trituration que des maillets qui furent employés dans nos papeteries tant qu'elles eurent des cuves, c'est-à-dire jusqu'en 1845, où les dernières disparurent complètement à Angoulême.

Parlerons-nous de la qualité des papiers qu'on y fabriquait alors ? Ils étaient en blancheur et en pureté très-inférieurs à ce que sont les nôtres aujourd'hui, et, si nous en faisons la comparaison, nous trouverions qu'ils vaudraient à peine, sous ce rapport,

nos n<sup>os</sup> 4 d'à présent, qui passent pour être de la pâte la plus commune. Le grain en était extrêmement rude et n'eût point permis l'usage de nos plumes de fer; mais ils étaient très-nerveux et fort solides. Par exemple, il est certain qu'ils étaient composés de chiffon de toile de fil de chanvre pur, et exempts de toute matière minérale capable de nuire ou à leur emploi ou à leur solidité. Quelquefois on en fabriquait d'une teinte azurée, à l'instar des Hollandais, mais cette teinte était tellement verdâtre qu'elle était plus désagréable qu'avantageuse. En général, c'était plutôt des papiers d'un blanc mat qu'on fabriquait, et jamais autrement que vergés. On s'adonnait, dans la Charente, plus spécialement à la fabrication des papiers à lettres et à registres pour administration, c'est-à-dire aux papiers collés. Cependant il s'en faisait beaucoup pour l'impression, et ils étaient fort recherchés des Didot, des Crapelet et des imprimeurs étrangers, qui leur accordaient une préférence marquée sur tous les autres.

Quant au prix du chiffon, il pouvait être alors de 16 à 18 fr. les 100 kilos. Mais, si nous nous en rapportons à un compte de fabrication que nous avons extrait d'un ouvrage de Delalande et que nous croyons utile de mettre ci-après sous les yeux du lecteur, le cours en était en moyenne de 12 fr. les 100 kilos. Il y a cependant toute probabilité qu'en 1789 il devait avoir subi une hausse par suite du plus grand nombre de papeteries qui étaient en activité dans toute la France.



## EXTRAIT

### D'UN COMPTE DE REVIENT

ÉTABLI AU MILIEU DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.

---

Quoique les détails purement pécuniaires ne soient pas du ressort des physiciens qui considèrent les arts, cependant ils tiennent trop à la perfection de ces mêmes arts dans un royaume pour qu'on doive les négliger, et nous avons cru qu'on verrait ici avec plaisir un état circonstancié de la dépense et des produits d'une papeterie dans des provinces de France, avec les maillets ordinaires.

#### DÉPENSE.

Il faut, pour entretenir l'ouvrage d'une papeterie pendant l'année, sans interruption, 600 quintaux de chiffons; mettons-les à 8 livres, quoiqu'on les ait souvent à 6 livres et même à 4 livres. . . . . 4,800 liv.

*Nota.* Les 600 quintaux, après avoir été triés et pourris, se réduiront aux  $\frac{2}{3}$  ou 400 quintaux, qui fourniront 3,000 rames de papier.

*A reporter*. . . . . 4,800 liv.

*Report* . . . . . 4,800 liv.

La colle étant à raison d'une livre par rame, 3,000 livres à 7 livres le quintal. . .	210
200 livres d'alun à 20 livres le quintal. . .	40
75 aunes de drap à 40 sols l'aune. . . . .	150

Le maître du moulin faisant les fonctions de sallerant n'a besoin que de quatre ouvriers, savoir : un gouverneur et trois compagnons de cuves, à 120 livres de gages, et 12 sols par jour de nourriture. 1,356

Trois femmes pour laver et préparer les chiffons avant de les pourrir, 45 livres de gages et 6 sols par jour. . . . .	463
---	-----

Bois, charbon. . . . .	150
------------------------	-----

Entretien de l'usine, graisse et savon. .	100
---	-----

Total de la dépense. . . . .	<u>7,269 liv.</u>
------------------------------	-------------------

Les matières propres pour la colle se trouvent également dans toutes les provinces; mais l'Auvergne seule en épuise plusieurs. Les papeteries de la Franche-Comté et des autres provinces circonvoisines n'ont guère que le rebut, qu'elles payent jusqu'à 3 ou 4 livres le quintal, même en estimant très-peu le papier qui en provient, et que l'on prend en payement.

#### PRODUIT.

On suppose 300 jours ouvrables dans l'année, puisqu'on ne chôme, dans ces fortes manufactures, que

les dimanches et fêtes principales ; chaque jour, on peut faire dix rames de papier grand format, du poids de 12 à 14 livres. c'est-à-dire pendant l'année 3,000 rames.

200 quintaux de matière font 1,419 rames du poids de 14 livres, première qualité, à 5 livres la rame..... 7,145 liv.

133 quintaux font 1,111 rames du poids de 12 livres, seconde qualité, à 4 livres la rame..... 4,444

67 quintaux font 1,111 rames, petit format, du poids de 6 livres, à 30 sols la rame..... 1,666

---

Total du produit de 400 quintaux  
de matière..... 13,255 liv.

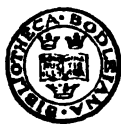
---

Ainsi, l'on voit qu'une cuve et un moulin peuvent rendre environ 6,000 livres de revenu, en supposant qu'on y travaille avec exactitude et avec succès ; l'expérience prouve, à la vérité, qu'il se fait plus d'un dixième de cassé ou de papier défectueux, même dans une bonne papeterie, beaucoup plus dans les mauvaises ; mais il reste encore de quoi exciter suffisamment l'émulation des fabricants de papier.

Suivant le calcul fait dans d'autres établissements, il paraît que 300 quintaux de chiffons, matière brute, donnent 250 quintaux de papier, et qu'une cuve n'emploie que 300 quintaux de chiffons ; d'où il suit qu'elle ne doit fournir que 250 quintaux de papier, au lieu de 400 que donne le précédent état.

Le prix moyen du papier dans les fabriques, le fort portant le faible, est de 8 s. 4 d. la livre (le papier bulle n'est qu'à 5 s. 1/2); ainsi, suivant ce calcul, une cuve ne pourrait vendre chaque année que pour 10,400 livres de papier.

Supposons donc qu'une cuve puisse consommer par année 300 quintaux de chiffons non déliassés, ce qu'un royaume tel que la France peut fournir de chiffons sera capable d'entretenir environ mille cuves. Suivant un relevé fait dans les bureaux de la Franche-Comté, il en sort, année commune, 8,000 quintaux, sans compter 8,000 quintaux qui se consomment dans les fabriques de cette province; or la Franche-Comté ne peut guère être estimée que la vingtième partie de la France : ainsi il y a au moins 300 milliers de quintaux de chiffons à recueillir en France chaque année, d'où il paraît qu'il en doit passer considérablement chez l'étranger, car il n'y a pas actuellement quatre cents cuves où l'on travaille continuellement dans le royaume, c'est-à-dire à peine la moitié de ce qu'il pourrait y en avoir.





## CHAPITRE II.

### CONDITIONS ENTRE PROPRIÉTAIRE ET FABRICANT.

---

Voyons quelles étaient les conditions qui existaient entre le propriétaire de fabrique et le fabricant. Ce propriétaire était ordinairement un riche négociant qui résidait non pas dans le moulin, comme en Auvergne, mais à la ville où était sa maison de commerce. Pour l'exploitation de son moulin il faisait choix, je ne dirai pas d'un gérant, car ce nom ne serait point applicable dans cette occasion, mais d'un homme pratique, que l'on appelait *Maitre-fabricant*. Le propriétaire était tenu de recevoir tout le papier fabriqué dans son moulin; il était obligé, en outre, de faire un capital de trois mille livres par cuve à son fabricant. Ce capital s'appelait *cabal*. Le cabal était inaliénable, et par conséquent, lorsque le maitre-fabricant sortait de la fabrique, il rendait le cabal intact. Ce fut une règle à laquelle aucun fabricant n'a failli.

Nous pourrions appeler ce régime : fabrication à l'entreprise. C'en était là l'esprit, car le maître-fabricant était tenu de s'approvisionner à son propre compte de toutes les matières qui lui étaient nécessaires.

Il avait aussi à sa charge tous les frais d'entretien du moulin et de main-d'œuvre des ouvriers. En prenant pour base le cours moyen des marchandises, le propriétaire recevait le papier à raison du poids déterminé à trois cents livres qu'on nommait une *charge*. La charge se payait dans les derniers temps à raison de 80 à 90 francs, en tant que le prix du chiffon ne dépassait pas 20 francs la charge.

Il résultait de ces conditions que le propriétaire était seul chargé de la vente du produit de son moulin. C'était à lui d'en tirer le meilleur parti possible. Il ne s'occupait aucunement de la fabrication, ce qui ne l'empêchait pas d'être regardé comme le véritable fabricant, et comme aucun papier ne pouvait être livré au commerce sans la marque du maître de fabrique, c'était son nom ou son empreinte qui figurait toujours sur les produits.

Nos calculs établissent que le propriétaire tirait un revenu net de trois à quatre mille livres du produit d'un moulin à une cuve ; le bénéfice d'un maître fabricant pouvait s'élever à trois mille livres pour une cuve et à sept mille pour deux cuves ; mais, pour arriver à ce résultat modeste où se bornait toute son ambition, il fallait qu'à toute la prudence et l'activité imaginables, qu'à la connaissance approfondie des procédés de fabrication, il joignît l'habitude de la manipulation ;

il fallait en un mot qu'il fût capable de remplacer tout ouvrier absent, n'importe à quel poste. Les usages voulaient en outre que, dans un intérêt d'économie, le maître-fabricant, lorsqu'il n'avait qu'une cuve, occupât l'emploi de sallerant.

Par conséquent, il devait pratiquer lui-même les opérations du collage du papier et en surveiller les apprêts.

Comme il était d'usage que la journée commençât de trois à quatre heures du matin, il était indispensable qu'il fût levé le premier pour s'assurer si tout le monde était arrivé. Négligeait-il de faire sa ronde, il avait à craindre que, pour une cause ou une autre, le travail ne commençât que très-tard et que la journée de plusieurs hommes ne fût perdue. Sa femme et ses enfants travaillaient généralement à la salle aux apprêts.

Si nous devons comparer nos papeteries d'aujourd'hui à celles d'autrefois, nous regarderions les unes comme de véritables palais quand les autres nous paraîtraient de misérables masures. Les ateliers avaient à peine les fermetures pour garantir les ouvriers des intempéries des saisons.

Enfin, dirons-nous à la honte des propriétaires des anciennes fabriques, les fabricants étaient logés dans un vieux bâtiment de la papeterie beaucoup moins bien que ne le sont aujourd'hui nos plus pauvres ouvriers. Leur logement consistait en une grande pièce au rez-de-chaussée, et quelquefois en une ou deux chambres. La première pièce n'était point planchée, mais seulement pavée de petits cailloux biscornus. Les portes



en étaient mal closes, les fenêtres garnies de carreaux de verre, extrêmement étroits. C'est dans cette pièce que se faisait la cuisine et que maîtres, ouvriers et domestiques prenaient leurs repas à la même table. C'est là aussi que couchaient tous les gens de la maison. Pour tout ameublement, on y voyait quelques chaises de paille, un buffet à étagère contenant quelque vaisselle de faïence; une vieille armoire en noyer, accusant plusieurs siècles d'existence. Trois ou quatre lits d'une forme aussi antique, une table, et quelques images de sainteté accrochées à la muraille. Quant aux chambres hautes, les planchers en étaient fort mal joints, et l'air y pénétrait de toutes parts. Les fenêtres et les vitres étaient si étroites que le jour y arrivait à peine.

Les ouvriers mariés, logés dans l'établissement, n'avaient qu'une seule chambre au rez-de-chaussée. D'après le logement des maîtres, l'on peut penser ce qu'était le leur. Quant aux ouvriers non mariés, rien n'était plus navrant que de voir leurs grabats entassés sur le sol, dans des chambres humides, malpropres, presque sans jour ni air.

Telles étaient les habitations de nos aïeux, habitations que nos pères ont prises dans l'état de dégradation et de pauvreté que nous venons de décrire, et qu'ils ont occupées encore assez longtemps pour que nous en ayons pu juger par nous-mêmes.

---

## CHAPITRE III.

### CORPORATION DES PAPETIERS DE L'ANGOUMOIS.

---

Il est certains usages, certaines coutumes qui, durant de longs siècles et dans certaines provinces, ont résisté à tous les événements. Opposées le plus souvent aux coutumes d'une contrée voisine, elles n'étaient la loi, elles ne constituaient le droit que dans le pays qui les avait adoptées, et elles y passaient de génération en génération avec leur caractère originel, sans que rien en justifiât la nécessité, sans que rien fit prévoir le jour où elles cesseraient d'être. La papeterie n'échappait pas à cette diversité de mœurs et d'usages. Le régime des fabriques différait d'une province à l'autre; les coutumes en papeterie n'étaient pas les mêmes en Angoumois qu'en Normandie, en Limousin qu'en Languedoc. Par conséquent ce que nous dirons des papeteries de l'Angoumois ne saurait être appliqué entièrement aux autres parties de la France.

La corporation des papetiers d'Angoumois n'avait pas de statuts écrits. Les usages qu'ils s'étaient faits, et qui se perpétuaient sans altération parmi eux, n'en étaient pas moins une loi dont personne ne pouvait s'écarter sans danger. Ils devaient ne se marier qu'entre eux, et nul n'était admis à l'apprentissage du métier, s'il n'était fils ou frère de compagnon. L'on comprend combien la première de ces règles dut rendre vivaces l'esprit turbulent et l'opiniâtreté qui dominaient l'association; combien la seconde dut restreindre le nombre des ouvriers dans les papeteries, et quels embarras, quelle dépendance elle créa pour les maîtres fabricants; ce fut elle surtout que les ordonnances royales s'appliquèrent sans trêve à détruire, sans jamais y parvenir complètement.

Ainsi, de temps immémorial, les papetiers angoumoisins formaient une race distincte de la population au milieu de laquelle ils vivaient; race hostile même aux ouvriers papetiers des autres provinces qu'ils nommaient *étrangères*, à l'exception de la Gascogne et du Bearn, avec qui ils avaient un traité d'alliance.

Le fabricant était obligé de placer ses enfants à la cuve dès l'âge de douze ans, de les y nourrir et de leur donner douze francs par mois. De son côté, l'apprenti qui prenait d'abord l'emploi de coupeur de peille était tenu de payer un droit de bienvenue. Cette bienvenue consistait en un repas donné aux ouvriers de l'établissement; il s'y buvait un nombre fixe de bouteilles de vin; puis, lorsque plus tard ce même

apprenti passait à un emploi supérieur, il ne pouvait l'occuper sans avoir payé un droit plus important, qu'on appelait alors *droit d'affutage*, ou plus vulgairement *payer son vin*. Ce droit était réglé en raison du nombre d'ouvriers de l'établissement dans lequel travaillait l'apprenti, dans tous les cas, la somme destinée à l'acquit de ce droit devait être employée en repas ou espèces de festins qui étaient prolongés deux, et quelquefois trois jours. L'ouvreur, le coucheur, le leveur et le gouverneur, étaient tous tenus à l'acquit de ce droit pour être admis au rang de compagnon. Le fils du maître était assujéti à la même obligation, et la somme qu'il devait dépenser était un peu plus élevée que celle d'un simple ouvrier. Les maîtres assistaient assez généralement à ces repas, auxquels les parents et amis étaient également invités. On délivrait ensuite en bonne forme un diplôme au récipiendaire.

Il résultait souvent de cette obligation que l'ouvrier qui prenait ainsi le titre de compagnon et qui n'avait pas la somme nécessaire pour s'acquitter de son droit d'affutage, contractait un emprunt envers le maître, et qu'il engageait ainsi le fruit de son travail pour plusieurs mois. Tant qu'un fils de maître ne s'était pas acquitté de son droit, il ne pouvait occuper aucun emploi d'ouvrier même dans la fabrique de son père; il lui était, en outre, interdit de remplacer l'ouvrier qui, pour un jour, venait à manquer.

Lorsqu'un ouvrier venait à quitter une fabrique, en entrant dans une autre il était tenu de payer une

bienvenue (c'est-à-dire un repas) à ses nouveaux camarades.

Quand il arrivait à un ouvrier d'être sans ouvrage, il avait droit de lever sa rente, c'est-à-dire de se faire nourrir par ses camarades, dans les moulins où il jugeait à propos de s'arrêter. C'eût été en vain qu'un maître eût entrepris de s'opposer à cet usage. Il ne pouvait non plus admettre un ouvrier papetier étranger, à poste fixe dans son moulin. Dans certains cas, un conseil choisi parmi les ouvriers des diverses fabriques était appelé à juger les différends qui survenaient. Les droits que s'arrogeait ce conseil allaient jusqu'à interdire une papeterie dont le maître se serait trop écarté des statuts de la corporation. Si une interdiction (qu'ils appelaient *damnation*) venait à être prononcée contre une fabrique, il fallait une nouvelle assemblée du grand conseil pour lever cette interdiction.

Enfin les ouvriers avaient eux-mêmes désigné les jours de fêtes qu'ils devaient chômer, et le nombre en était considérable. Il y avait impossibilité pour les maîtres de faire travailler ces jours-là, sous peine d'être traduits devant le conseil.

Nous ne parlerons pas d'une foule d'autres petites obligations que les compagnons s'imposaient entre eux ou imposaient aux maîtres; mais telles furent les règles les plus importantes que les ouvriers papetiers de l'Angoumois suivirent invariablement, malgré les amendes et les emprisonnements que les règlements de police prononcèrent contre eux.

Les premiers statuts qui concernent les corpora-

tions des ouvriers papetiers, en général, remontent à l'année 1671. Ces statuts renouvelés par Louis XV, à son avènement à la couronne, reçurent de très-grandes modifications en 1739. On y avait ajouté déjà, en 1730, quelques dispositions en faveur des fabriques du Limousin que l'on voulait relever et encourager. Les maîtres-fabricants de la généralité de Limoges, un de leurs fils, travaillant avec eux, et le premier ouvrier avaient été exemptés de la collecte des tailles, de la milice et du logement des gens de guerre, privilège que le règlement de 1739 étendit à tous les fabricants du royaume et à tous les ouvriers compagnons, mais en permettant aux maîtres, pour remédier à la rareté croissante des travailleurs, de prendre dans leurs moulins tel nombre d'apprentis qu'ils jugeraient convenable, soit fils de compagnons ou autres. Les peines les plus sévères furent portées contre l'ouvrier qui se refusait à recevoir un apprenti étranger. A partir de ce moment, l'on ne put être admis à l'apprentissage avant d'avoir douze ans accomplis ; un brevet passé par devant notaire constatait la demande d'admission en apprentissage, dont la durée était fixée à quatre années consécutives chez le même maître, sous peine de n'acquérir aucun droit pour parvenir à la maîtrise. Les quatre années d'apprentissage révolues, l'apprenti, devenu compagnon, devait servir encore pendant quatre ans chez ses maîtres. Défense expresse aux ouvriers de quitter leur maître, qu'ils ne l'eussent averti six semaines auparavant, en présence de deux témoins.

Obligation pour le fabricant d'avertir les ouvriers six semaines avant que de les renvoyer. D'autres articles spéciaux prononcèrent la prison et de fortes amendes contre les ouvriers prévenus de coalition, et contre les fabricants qui seraient convaincus d'avoir débouché et attiré chez eux les ouvriers d'une autre fabrique. Ces sages précautions n'eurent pourtant qu'un résultat médiocre, surtout en Angoumois, où le désordre fut porté à son comble.

Les ouvriers refusèrent obstinément de prêter leur ministère, comme on voulait les y obliger, pour apprendre leur métier aux nouveaux apprentis. Les compagnons étrangers, reçus par les fabricants, furent battus et chassés des moulins. Force leur fut de quitter le pays. Peu à peu les ouvriers manquant, il n'y eut plus une seule cuve suffisamment pourvue d'hommes et de femmes; puis la pénurie et la cherté des matières empirant la position des maîtres, les manufactures se fermèrent successivement, quelques-unes pour ne plus s'ouvrir, de telle sorte que, des moulins qui subsistaient encore, pas un ne marchait régulièrement à la fin de l'année 1750.

La misère devenait affreuse. Un désastre complet menaçait le reste des fabriques angoumoises.

Le malheur commun rapprocha les propriétaires, les fabricants et les ouvriers, qui se concertèrent pour conjurer une ruine totale. Reconnaissant que, « depuis quatre-vingts ans ou environ, ils avaient vu de père en fils tomber plus de soixante moulins à papier, tant en Angoumois que sur la Lizonne, tandis que les moulins

du Limousin, du Périgord et des environs de Bergerac, s'étaient tous soutenus et travaillaient actuellement, » ils se réunirent, le 23 janvier 1751, dans la chambre du conseil de la juridiction consulaire de la ville d'Angoulême pour signer un traité qui modifiait l'ancienne organisation des fabriques.

Les maîtres-colons consentirent à augmenter le salaire des ouvriers, à la condition que ceux-ci n'apporteraient plus d'obstacles à l'admission des étrangers dans les cuves. En conséquence, ils restaient libres de choisir les sujets où ils jugeraient à propos pour remplir la place d'apprenti et de vireur, quand même ces apprentis ne seraient ni fils ni parents de maîtres ou de compagnons.

Ces derniers s'engagèrent à instruire les apprentis qu'on leur confierait, à la condition que l'apprenti payerait quarante sous sur ses gages, pour chaque mois, aux ouvriers de la cuve, pour les dédommager de vingt-huit pintes de vin qu'il avait coutume de leur donner par mois pour apprendre à devenir coucheur, leveur, gouverneur, sallerant et ouvrier. Le vireur fut également tenu de leur payer vingt sous par mois.

Les compagnons promirent aussi de travailler leur journée entière, de ne plus se refuser à faire les sortes de papiers qui leur seraient commandées, de prendre soin des formes, de les conserver et de les nettoyer, moyennant quoi les fabricants leur payeraient en plus de leurs gages les *avantages* qu'ils avaient coutume de leur payer sur certains papiers difficiles. Ces avan-



tages ou gratifications avaient été abolis par l'édit de 1739.

Le prix *des vins* qu'on payait pour passer d'un grade à l'autre fut diminué.

Les vins d'affutage et de bienvenue pour la place de coucheur et leueur, ces deux places n'en faisant qu'une, furent fixés à la somme de dix livres.

Le coucheur qui devenait gouverneur devait payer seulement pour son repas d'affutage la somme de dix livres.

Le gouverneur passant ouvrier payait pareille somme de dix livres.

Dans le cas où un apprenti serait jugé capable de devenir ouvrier tout d'un coup, il fut convenu qu'il payerait pour son droit la somme de trente livres.

Le sallerant, ayant déjà payé son repas à la cuve ou à quelque autre place, ne devait le payer de nouveau que s'il devenait ouvrier : les apprentis et vireurs se trouvant le plus souvent sans père ni mère, les maîtres-colons étaient libres de s'ajuster avec eux, tant pour leur nourriture que pour leurs gages.

Les rentes que les compagnons sans ouvrage allaient lever dans les autres moulins étaient supprimées, ainsi que les vins d'enterrement.

Le maître demeurait libre de choisir pour le louer à l'année le voiturier qu'on appelait *couteau*, chargé du transport dans la province des peilles et autres matières pour l'approvisionnement du moulin.

Le *couteau* ne devait plus payer que six livres pour son droit.

Outre le salaire des femmes délisseyes ou trieuses de papier, l'usage était de leur tremper la soupe, ce que l'on estimait aller à plus de 25 sols par mois pour chacune; les maîtres devaient s'entendre avec elles pour supprimer cet usage, et convenir de ce qu'ils devaient leur accorder comme compensation.

D'autre part, il fut convenu entre les propriétaires et les maîtres fabricants que si, dans un espace de six mois, lesdits maîtres fabricants ne trouvaient pas leur compte à ne plus nourrir les ouvriers comme avant le traité, ils en avertiraient leurs bourgeois (c'est ainsi qu'on appelait le propriétaire), et qu'ils seraient libres de quitter le moulin sans dommages et intérêts, après avoir fait écouler leurs cabaux.

Il semble que la concorde aurait dû se rétablir, et que les ouvriers eussent dû se soumettre au moins au traité qu'ils venaient d'accepter librement. Il n'en fut rien. Les coutumes sur lesquelles ils avaient passé condamnation leur étaient trop chères, étaient trop l'essence, le principe vital de leur association, pour qu'ils eussent la volonté ferme et sincère d'y renoncer si tôt. Les abus furent les mêmes et aussi nombreux qu'auparavant. La création de la papeterie à cylindre de Montbron, dont nous avons parlé, donna lieu aux désordres les plus graves. La machine Duponty étant inconnue de la province, il n'y avait pas dans le pays un ouvrier qui fût capable de la gouverner. Les entrepreneurs furent donc obligés d'attirer un ouvrier étranger. Ceux de la manufacture se coalisèrent pour exiger du nouveau venu une bienvenue de quarante

écus, somme qui faisait à peu près la moitié de ce qu'il gagnait dans une année.

Les entrepreneurs proposèrent de payer dix écus, mais les compagnons persistèrent à dire qu'ils ne souffriraient pas d'étrangers dans la fabrique, qu'il y avait assez d'ouvriers dans la province, et qu'ils ne donnaient à celui-ci qu'un mois pour prendre son parti. Au bout d'un mois, les nommés Jean Leblanc, Carroit, Lamblard et Desmichel, principaux chefs de la rébellion, s'armèrent de bâtons et se mirent à la recherche du gouverneur, qu'ils trouvèrent dans les étendoirs du vieux moulin. Des menaces on passa aux voies de fait. Un sergent, de garde à la porte de la fabrique, entendant le bruit, quitta son poste pour monter en hâte dans les étendoirs avec sa hallebarde, et réussit à faire descendre les émeutiers. La bataille recommença dans les cours et dans la petite garenne de Saint-Martin. Le gouverneur, muni d'un certificat du chirurgien, porta plainte par-devant le subdélégué de l'intendant de Limoges, à Angoulême. Comme la connaissance de toutes les querelles de cette nature avait été accordée aux intendants par l'arrêt de 1739, et que l'attribution qui en avait été fixée au terme de cinq années n'avait pas été prorogée depuis, le subdélégué ne voulut pas prendre sur lui-même de décider en cette occasion, sans y avoir été autorisé auparavant par un arrêt du conseil. Il écrivit à l'intendant pour le prier d'obtenir cette autorisation le plus tôt possible, car il était important de faire un exemple pour contenir dans la suite ceux qui seraient tentés

de se livrer à de pareilles mutineries. Il expliquait en même temps la position embarrassante dans laquelle se trouvaient tous les maîtres du pays ; « car, disait-il, dans le cas où, suivant l'article 48 de l'arrêt du 27 janvier 1739, aucun maître n'admettrait les mutins à travailler dans son moulin, ils auront la voie, quoique proscrite par l'article 13 de l'ordonnance de M. de Lamillière, d'aller faire la quête dans les autres moulins pour subsister sans rien faire. Voilà une guerre déclarée dans toutes les formes, et je ne sais comment on viendra à bout de rétablir le bon ordre. D'un autre côté, s'ils n'étaient pas punis, ils continueraient à désoler leurs maîtres, et il faudrait renoncer à faire venir des ouvriers des autres provinces, même à faire des apprentis autres que ceux que les ouvriers voudraient bien admettre, en se conformant à leurs usages, qui, selon eux, doivent faire une loi à laquelle rien ne peut résister. » L'intendant ordonna à son subdélégué de faire exécuter l'arrêt de 1739 et les ordonnances particulières à la police des papeteries. Mais ce fut en vain qu'on essaya d'intimider les accusés ; ils répondirent qu'ils aimaient mieux rester en prison pendant un an que de renoncer à leurs anciens usages. Renvoyés de la papeterie de Montbron, nous les retrouvons inculpés dans les procédures qui eurent lieu à la suite des troubles survenus de 1767 à 1777 dans les manufactures de papier établies à la Motte, près Verberie, et à celle de Courtalin, près Faremoutier, qui appartenait alors au célèbre Réveillon. L'arrêt du 26 février 1777, rendu contre les

incessantes coalitions des ouvriers papetiers , et que nous reproduisons en entier dans nos pièces justificatives, renferme d'intéressants détails sur les désordres qui éclatèrent dans ces fabriques.

Les maîtres colons ne cessant de se soutirer des ouvriers les uns aux autres, et les ouvriers de former des complots au moyen desquels ils disposaient à leur gré de l'exploitation des papeteries, un nouveau décret, placardé dans toutes les cuves de l'Angoumois, abolit définitivement les rentes et les vins d'affutage. Le fabricant devait donner douze sous à l'ouvrier passant qui était dans le besoin, mais il était défendu à cet ouvrier d'entrer dans la cuve. Un ouvrier domicilié qui se trouvait dans le besoin eut droit à une demi-livre de pain et une demi-bouteille de vin, mais le repas ne pouvait être pris que dans la maison du maître. Chaque maître fut tenu d'avoir un apprenti pris indistinctement parmi les enfants des familles papetières ou non papetières; les ouvriers furent rigoureusement obligés à le former à toutes les places. Cette instruction devait être payée à raison de quarante sous par mois pendant la durée de l'apprentissage, partageables entre ceux qui auraient instruit l'apprenti.

Défense expresse de faire circuler dans les moulins des avis tendant à former des associations contraires au bon ordre, de prononcer aucune amende les uns contre les autres, de faire cesser le travail, de quitter le moulin avant d'avoir donné six semaines au fabricant, de s'opposer à la réception des ouvriers étran-

gers, de rien exiger d'eux, sous peine d'un mois de prison contre celui qui serait porteur d'un avis et de cinquante livres d'amende solidaire contre les ouvriers des moulins d'où les avis seraient partis, et de pareille somme contre ceux des ouvriers des moulins qui s'y seraient conformés. Les amendes devaient être remises au syndic de la corporation pour en appliquer un tiers aux affaires de la communauté, et les deux autres tiers aux plus pauvres de la paroisse ou des moulins dans lesquels étaient les condamnés. Commandement aux maîtres fabricants de s'assembler dans la quinzaine devant le subdélégué de l'intendant de Limoges à Angoulême pour procéder à l'élection d'un syndic et d'un adjoint. Au bout d'un an le syndic devait sortir de sa place, l'adjoint devenait syndic, et était remplacé de même chaque année par l'élection des fabricants assemblés devant le subdélégué. Entre autres obligations qui incombaient au syndic, il devait tenir un registre coté et paraphé par le subdélégué, où il inscrivait les noms et surnoms des maîtres colons de chaque moulin, ainsi que le nom et la situation du moulin.

Cependant les papeteries, entraînées dans le mouvement industriel créé par le ministère de Turgot, s'étaient rouvertes, et, après tant d'épreuves, retrouvaient les éléments de leur ancienne prospérité.

La masse des travailleurs aspirait à une reprise d'affaires; les ouvriers malveillants, maintenus par la surveillance active et rigide de la chambre syndicale, étaient obligés de concourir au mouvement général;

les discordes s'affaiblissaient, les plaintes pour insubordination devenaient moins fréquentes ; les maîtres avaient recouvré une sorte d'indépendance qui leur permettait d'accélérer les progrès de leur industrie. Mais, après les grands événements survenus en 1789, tout changea.

La dissension éclata de nouveau, et plus que jamais les fabricants eurent à souffrir du mauvais vouloir de leurs ouvriers. Sur ces entrefaites, l'Assemblée constituante supprima les maîtrises et jurandes. Plus de privilèges ; il fut permis à chacun d'exercer le métier le plus conforme à ses aptitudes. Or, tandis que le libre exercice des professions était déclaré de droit commun, tandis que les autres corporations disparaissaient, celle des papetiers, résistante au décret du 17 mars 1791 par son refus d'instruire tout apprenti qui ne serait fils ou parent d'un papetier, demeurait seule debout, du moins dans l'Angoumois.

Avec les corporations, les chambres syndicales se trouvaient dissoutes. Les ouvriers charentais firent leur profit de cette suppression ; car, débarrassés de la surveillance de leur chambre, ils eurent la facilité de reprendre leurs anciennes coutumes, au moyen desquelles ils renouèrent si étroitement leur association que de 1789 à 1827, date où s'éteignit la vieille race des papetiers pour faire place à une génération imbuë des idées nouvelles, l'histoire de la papeterie de l'Angoumois se borne seulement à l'histoire des excès des ouvriers et des répressions stériles dont ils furent sans cesse l'objet.

Alors reparurent les droits de bienvenue, les vins d'affutage et de réception, le chômage des fêtes, même de celles supprimées, les repas d'enterrement, c'est-à-dire la cessation des travaux pendant un jour dans les moulins d'une même rivière, à la mort d'un compagnon ; puis les rentes, les rétributions forcées, les avantages, les suppléments de salaires, les amendes et les damnations. L'empire, en enlevant les deux tiers des ouvriers aux fabriques de l'Angoumois, rendit plus intolérables encore les exigences de ceux qui restèrent. Aucune ordonnance de police n'eut le pouvoir d'affaiblir le règlement qu'ils s'étaient fait, qu'ils exécutaient avec une merveilleuse entente, et que les maîtres furent contraints de subir sous peine de voir leurs ateliers interdits. On peut juger quelle devait être la position de ces derniers au milieu d'une population d'ouvriers hostiles, opiniâtres, forts de leur union, intéressés à repousser toutes les découvertes, à s'opposer à l'application des systèmes d'où devaient dépendre les progrès de la papeterie.

Cet antagonisme continua, pour ainsi dire, tant que dura le système de fabrication à la cuve ; car, après 1815, à l'heure de la reprise commerciale, ceux qu'avaient épargnés les dernières guerres ou que la conscription épargna dans la suite, sentant le besoin qu'on avait d'eux, se firent encore un jeu, au risque même de rester sans travail, d'exiger de leurs maîtres le plus de concessions possible, sans vouloir se départir en rien des vieilles règles de leur corporation, ni modifier les procédés de fabrication que la routine.



avait perpétués dans les moulins. M. Canson, en établissant chez lui, vers 1820, un nouveau règlement, souleva les rumeurs de ses ouvriers; mais, résolu d'en finir une bonne fois avec leur tyrannie, il n'hésita pas à les congédier tous et prit des hommes étrangers au métier de papetier, qu'il forma lui-même à leur nouvelle profession.

Cet acte de fermeté fit une très-grande sensation.

Dès ce moment, les fabricants purent prendre des ouvriers où bon leur sembla, sans que les autres se montrassent trop récalcitrants. Enfin, en 1827, les manufacturiers d'Angoulême, pour que rien désormais ne fit obstacle aux progrès de leur industrie, sollicitèrent et obtinrent du préfet une ordonnance qui mit définitivement un terme aux coutumes si onéreuses et si incommodes pour eux, qui se maintenaient toujours parmi les compagnons papetiers de la Charente. Ceux-ci répondirent par un refus formel de se soumettre à l'arrêté préfectoral, et tous à la fois ils cessèrent leurs travaux. Cette suspension dura deux mois. Des assemblées fréquentes avaient lieu à la Couronne, et, à la suite d'un grand procès intenté par les fabricants à un de leurs confrères qui avait eu la faiblesse de rouvrir sa manufacture en promettant de se conformer aux usages de la corporation, ces assemblées devinrent menaçantes; on fut même contraint d'avoir recours à la force armée. Peu à peu les mutins se calmèrent, et, comprenant leurs vrais intérêts, ils acceptèrent sans réserve les conditions qui leur étaient faites. Les fabricants, de

leur côté, s'empressèrent d'accorder des secours aux familles malheureuses. Le système mécanique, en se propageant, acheva de déraciner ces vieilles coutumes, dont il ne resta bientôt plus aucun vestige.

---



## CHAPITRE IV.

### PAPETERIE A LA MAIN, DE 1789 A 1835.

---

En 1790 le gouvernement établit des mercuriales par lesquelles le prix de la vente au détail de toutes espèces de marchandises était déterminé. Celui du papier était limité à un tiers en sus du prix de fabrique. Ce cours obligatoire et incertain de nos produits, ayant lieu dans un moment déjà bien difficile, eut pour conséquence immédiate l'interruption presque générale des travaux. Cette mesure avait été prise pour arrêter les spéculations de tous genres auxquelles s'étaient livrés certains accapareurs qui avaient fait hausser le prix de toutes espèces de marchandises. On sait que le célèbre Ouvrard avait acheté, en 1789, tout le papier qui pouvait être fabriqué à Angoulême pendant trois années, et, bien qu'il ne pût obtenir l'exécution complète de son marché, il réalisa, dit-on, cent mille écus de bénéfice.

L'état d'abondance où se trouvaient les magasins des agioteurs permit de satisfaire encore quelque temps aux demandes des commerçants; mais cet ap-

provisionnement fut vite consommé, et, lorsque les magasins furent vides, aucun fabricant ne se hasarda à remplacer les produits enlevés : le chiffon, du reste, était devenu extraordinairement rare ; on ne savait plus où s'en procurer. Nos premières assemblées, tout entières au remaniement politique, oublièrent de faire appliquer les anciennes lois protectrices de notre commerce, et laissaient ainsi aux spéculateurs la faculté de nous enlever nos matières premières ; nos chiffons passèrent donc sans obstacle à l'étranger. Cependant, sur les représentations de quelques fabricants qui avaient le désir de reprendre la fabrication, fut rendu le décret du 15 mars 1791, qui s'opposa à la sortie du chiffon, en même temps qu'il frappait d'un droit d'entrée tout papier venant de l'étranger. Les spéculateurs ne tinrent d'abord aucun compte de la défense et continuèrent à livrer nos chiffons à nos voisins ; en même temps les enrôlements volontaires dépeuplèrent les fabriques, qui s'arrêtèrent complètement, faute de matière, faute d'ouvriers et par manque de capitaux.

Le commerce manquait de papier, et, la république n'en trouvant pas pour le service de ses administrations, la Convention dut aviser aux moyens extrêmes : elle mit les papeteries en réquisition, mais en exemptant les ouvriers papetiers du service militaire et en décrétant, le 13 avril 1793, la prohibition de la sortie des chiffons, qu'elle fit exécuter avec une sévérité inflexible.

L'heureux effet que l'on devait attendre de ces deux

dernières mesures fut neutralisé momentanément par l'application du *maximum* que la Convention venait de décréter. Il fixait le prix de vente des marchandises d'après les mercuriales de 1790; mais c'était un cours invariable et forcé. C'était, au surplus, le moment le plus critique de la révolution, et la terreur n'était nullement faite pour relever l'industrie. Tout commerce était impossible. Une reprise d'affaires paraissait peu probable, et un impôt forcé venait d'être levé sur toutes les propriétés; alors les propriétaires se déterminèrent donc à mettre leurs papeteries en vente plutôt que de se ruiner en frais d'entretien et de réparation; mais il arriva ce qui arrive quand on tient à vendre, c'est que l'acheteur se soucie d'autant moins d'acheter que les offres sont plus pressantes. Ce fut seulement lorsque le plus fort de l'orage fut passé, que quelques-uns des anciens maîtres-fabricants se décidèrent à se porter acquéreurs ou à redevenir fermiers des fabriques qu'ils avaient abandonnées. Néanmoins M. Villarmain n'avait pas complètement cessé de fabriquer à Lacourade, et, dès 1791, MM. Poupelet et Lacroix jeune avaient entrepris l'exploitation de Girac.

Cependant les agitations politiques s'apaisèrent; une sorte de calme se rétablit; les fabricants, à la faveur du système de prohibition remis en vigueur par la loi de 1793, recommencèrent peu à peu leurs travaux, et, à la fin du siècle dernier, la plus grande partie des papeteries se trouvaient en activité, bien que les avantages de la fabrication fussent considéra-

blement réduits par l'augmentation du prix de la main-d'œuvre et par l'interruption des rapports de la France avec les pays étrangers qui achetaient le plus de papiers.

L'empire se fonda : l'ordre à l'intérieur était complètement rétabli, l'espérance pénétrait dans toutes les classes de la société. Il n'y avait plus que la guerre qui pouvait peser encore sur la marche du commerce. Tous les débouchés nous étant fermés, l'heure d'une véritable prospérité se trouvait encore éloignée pour chacune de nos grandes industries. Cependant Napoléon I<sup>er</sup>, qui ne négligeait rien pour en accélérer l'essor, avait ordonné qu'une exposition générale des produits français aurait lieu à Paris. C'était en 1806. A cette exposition, sept fabricants de papier d'Angoulême concoururent, et tous obtinrent des récompenses. C'étaient MM. Tremeau-Rochebrune, Henri Villarmain, Laroche-ainé, Lacroix jeune, Poupelet, Henry aîné et Rabouin.

Jusque-là, néanmoins, la fabrication du papier était à peu près restée dans les conditions du passé, et il n'y avait été obtenu, pour ainsi dire, aucun perfectionnement.

Nous devons dire toutefois que, depuis quelques années, M. Henri Villarmain avait adopté, le premier en Angoumois, dans sa fabrique de Lacourade, un nouveau système de cylindre que le sieur l'Ecrevisse, mécanicien hollandais, avait employé avec succès à Essonne, et que M. Pierre Montgolfier avait établi, dès 1778, dans sa papeterie d'Annonay. Ce cy-

lindre était composé de lames saisies dans un moyeu de bois, ce qui le rendait très-léger, quand, au contraire, ceux dont on avait fait l'application à Montargis et à Montbron étaient d'une seule pièce et en fer fondu, et par conséquent tellement lourds que la pâte qui en sortait se trouvait trop coupée; les filaments, en perdant leur liant, ne donnaient plus qu'un papier sans aucune solidité, sans aucun carteux, qualité à laquelle on a toujours tenu. C'est sans doute la raison qui avait détourné les fabricants d'en continuer l'emploi. Avec les cylindres à moyeu en bois et à nouveau système d'engrenage, on avait moins à craindre cet inconvénient : aussi eurent-ils un tout autre succès.

M. Lacroix jeune les adopta après M. Villarmain, et en fit établir un dans la papeterie de Saint-Michel, qu'il avait achetée en 1806.

Bien que ces cylindres fussent employés simplement comme auxiliaires aux maillets, l'heureuse application qu'on venait d'en faire produisit une véritable révolution dans les fabriques d'Angoulême. Il n'y eut pas un fabricant qui ne voulût s'en servir, en raison des avantages qu'on en obtenait, soit dans la célérité de la trituration, soit dans un degré de blancheur de pâte bien supérieur.

C'est encore en 1806 que l'on fabriqua pour la première fois à Angoulême le papier vélin. Dès 1750 on en fabriquait en Hollande, et en 1781 on commença à en fabriquer à Annonay. Ces papiers étant d'un grain moins rude et plus doux à l'impression, M. Ambroise Didot en fit une commande, à cette



époque, aux frères Jouhannot, qu'il voulut surveiller et guider lui-même dans les opérations de ce travail. De son côté, M. François Montgolfier tentait d'en fabriquer ; ils réussirent en même temps, et le gouvernement, pour les récompenser l'un et l'autre de cette importante innovation, leur accorda à chacun une médaille d'or. En 1806 la réputation des maisons Montgolfier, Jouhannot, Canson et Blanchet frères, Klébert de Rives, était déjà très-répandue ; et l'exposition dont nous venons de parler leur valut de nouveaux triomphes. La célébrité des fabricants d'Angoulême était encore bien au-dessous de la leur, mais dès ce moment ils firent tous leurs efforts pour les suivre. Ce fut seulement alors que les produits des fabriques de la Charente commencèrent à être plus connus à Paris, et que dans le commerce même de l'imprimerie ils obtinrent une préférence marquée. Ceux des anciens maîtres fabricants qui purent devenir propriétaires de fabriques se distinguèrent particulièrement et en peu d'années ; M. Lacourade, qui avait succédé à M. Henri Villarmain ; M. Laroche puiné, M. Gaudin fils aîné et Lacroix jeune portèrent les papiers d'Angoulême à un degré de perfection qui approchait beaucoup de celui des papiers d'Annonay. Ainsi se passèrent les choses jusqu'en 1814.

Ce fut à cette époque que le célèbre Bertholet introduisit le blanchiment dans la papeterie. Cette précieuse découverte, que perfectionnèrent ensuite plusieurs de nos savants chimistes, permit aux fabricants d'obtenir un progrès immense dans la blancheur et

la pureté de leurs produits. Ce mode de préparation des pâtes se répandit avec une rapidité incroyable, et, en moins d'une année, il n'était pas une papeterie d'Angoulême qui n'en fit usage. Puis vinrent le matrissage, l'échange, le satinage aux cartons et à la presse hydraulique, et divers autres procédés qui permirent à nos fabricants de faire toutes les espèces de papier sans cesser de se consacrer à la spécialité des papiers collés ou à écrire, qui a toujours été la fabrication de prédilection des papeteries de l'Angoumois.

Tandis que les sciences, par leurs découvertes, élargissaient chaque jour le champ de l'industrie, l'épuisement où des guerres interminables avaient jeté la France, et plus encore l'inquiétude qu'inspirait de nouveau l'avenir, ne laissaient pas que de faire subir des interruptions fréquentes à la prospérité du commerce. Mais après la rentrée des Bourbons, quand les passions politiques furent apaisées et que les esprits furent libres de toute préoccupation, la persuasion de la tranquillité, désormais assurée, fit renaître la confiance; les capitaux circulèrent; avec les beaux-arts refleurirent toutes les branches de l'industrie française, et, comme nos relations à l'extérieur étaient rétablies, comme tous les débouchés que la guerre nous avait si longtemps fermés nous étaient rendus, le commerce prit de jour en jour un développement plus considérable. On peut dire qu'avec le règne de Louis XVIII commençait l'âge d'or du commerce et de l'industrie.

Les commandes faites à nos fabricants étaient déjà si nombreuses qu'ils ne pouvaient plus arriver à les remplir toutes. La maison Lefranc, de Paris, à qui succédèrent quelques années plus tard MM. Cornuault et Poret, et qui, dès le commencement de ce siècle, s'était plus particulièrement livrée au commerce du papier d'Angoulême, en avait, pour ainsi dire, accaparé la vente exclusive. M. Lefranc était un homme d'une haute capacité commerciale, actif, entreprenant; sa longue expérience des affaires et le charme que l'on trouvait dans ses rapports particuliers lui avaient concilié la sympathie de tous les fabricants charentais; il sut si habilement s'emparer de leur esprit, et l'influence qu'il exerça sur eux fut si grande, qu'il parvint à leur ôter toute idée d'établir des magasins à Paris et même d'y venir, ne fût-ce que pour leur agrément; ceux qui les premiers visitèrent la capitale ne le firent qu'en 1822. C'était un moyen adroit de prévenir toute concurrence. M. Lefranc fut l'homme qui, néanmoins, donna la plus grande impulsion à l'accroissement de la vente du papier d'Angoulême; à lui seul il achetait les deux tiers de nos produits.

Après M. Lefranc, MM. Rabouin et Périer, de Paris, Jardel et Peltingeas, de Bordeaux, Duval, de Nantes, Martinaud, puis Patin, de Tours, étaient les principaux acheteurs des papiers d'Angoulême. Quelques négociants de la ville d'Angoulême faisaient aussi le commerce des papiers; nous pouvons compter de ce nombre les maisons Dervaud, Sazerac de

Forge, Glomond, Marchais de Laberge, etc. Ce fut à cette époque de prospérité que MM. Laroche Joubert, Gaudin puîné, Gaudin jeune et Durandau aîné entrèrent dans la fabrication et y acquirent une des premières réputations. M. Gaudin puîné se mit à fabriquer quelques papiers de couleur, qui étaient les premiers qu'on eût vus à Angoulême.

Au nombre des personnes qui contribuèrent puissamment à donner de l'impulsion au commerce des papiers d'Angoulême, nous ne pouvons nous dispenser de citer M. Leclerc-Chauvin, notre compatriote, qui avait fondé dans cette ville une des maisons de banque les plus importantes. Homme d'une rare intelligence, modeste autant que bienveillant, ne se départant jamais de ces principes d'ordre et d'économie qui sont la base des succès du commerce et de l'industrie, il ne cessa, par ses relations amicales et ses bons conseils, d'encourager les fabricants. Nul plus que lui ne leur facilita les moyens de persévérer et de se soutenir avec honneur dans la voie de progrès où ils étaient entrés.

Jusqu'en 1820, le nombre des fabriques avait peu augmenté, et comme, dans l'état où elles étaient alors, elles n'auraient pu satisfaire à la multiplicité des commandes, les fabricants durent songer à accroître le nombre des cuves qui s'y trouvaient. Plusieurs les augmentèrent du double, quelques-uns du triple. Une circonstance vint encore ajouter à cette activité, qui, de 1818 à 1820, fut portée à son comble.

Si la consommation du papier augmentait en France, il en était de même chez les autres peuples, qui furent dans la nécessité d'acheter nos produits. Jusque-là les demandes n'avaient été que partielles; mais tout à coup l'Amérique du Sud et la Russie nous en envoyèrent de considérables. Une partie consistait en papier 3/000; elles étaient adressées à des maisons de Bordeaux qui donnaient à fabriquer de ce papier autant que les fabricants voulaient en entreprendre. Les demandes de la Russie consistaient en un papier qu'on appelait double-lis, papier destiné à la fabrication de la carte à jouer. C'était MM. Sazerac de Forge qui les recevaient et les distribuaient aux fabricants en quantités aussi fortes qu'ils pouvaient en fabriquer. La maison Sazerac occupa la papeterie de Forges et de Nersac à la fabrication de ce papier double-lis pendant plusieurs années.

Jamais mouvement pareil ne s'était manifesté dans la papeterie. Il faudrait remonter aux meilleures années du dix-septième siècle pour trouver une période comparable à celle que nous traversons en ce moment. Malheureusement la faute même des fabricants en avança la fin. Cet accroissement extraordinaire de la fabrication avait fait monter le chiffon à un prix excessif. Quelques-uns, pour compenser le haut prix de la matière, ne se firent aucun scrupule de recourir à la fraude, et sous le prétexte que la marchandise qu'ils fabriquaient pour l'étranger ne méritait pas autant de soins que celle destinée aux consommateurs français, ils poussèrent la mauvaise

foi jusqu'à mêler des terres argileuses dans la pâte des articles destinés à l'exportation, jusqu'à glisser du papier cassé dans les rames, et à ne compter les mains que de vingt-quatre feuilles. Mais l'on n'eut pas à jouir longtemps du bénéfice d'un pareil trafic, car deux années n'étaient pas écoulées que les acheteurs d'outre-mer avaient renoncé à s'approvisionner en France.

Quant au papier réservé pour la consommation intérieure, la qualité en était toujours excellente : aussi l'élévation du prix ne rebutait point les acheteurs. La coquille vélin superfine d'Angoulême de 7 kil. s'est vendue à Paris jusqu'à 28 et 30 fr. : j'en ai vendu moi-même à ce prix. Cependant la diminution de nos exportations marquait le terme de la prospérité d'un commerce qui, depuis 1814, n'avait cessé de grandir en importance. En conséquence, dès 1825, la consommation intérieure ne suffisant pas à la production, les marchandises manufacturées se trouvaient en baisse, quand, d'un autre côté, l'immense consommation qui se faisait des chiffons amenait une hausse extrême du prix de cette matière. On la payait de 70 à 72 fr. les 100 kil. Enfin une agitation sourde, les troubles politiques, précurseurs de la révolution de 1830, en réveillant les anciennes inquiétudes, tendirent à aggraver une situation qui n'était plus tenable que pour les fabricants les plus riches. Une crise commerciale était imminente ; nous la verrons bientôt éclater.

Nous croyons devoir interrompre un moment notre récit pour signaler un fait digne d'attention :

nous voulons parler du classement qui, dans ces temps derniers, s'opéra, pour ainsi dire, de lui-même, entre les provinces manufacturières, selon les différentes sortes de papier qu'elles fabriquaient. Chaque pays avait adopté une spécialité. Ainsi Annonay, Rives et une grande partie du Dauphiné s'adonnaient à la fabrication des grands formats à dessin et à registres. On y fabriquait encore les plus beaux papiers vélin pour l'impression des publications les plus riches, et les papiers à lettres de luxe, parmi lesquels il existait déjà des papiers réglés et filigranés en pâte.

Annonay vendait ses produits de 20 pour 100 environ plus cher qu'on ne vendait ceux d'Angoulême. MM. Montgolfier, Canson, Jouhannot, Blanchet frères et Klébert occupaient le premier rang.

Angoulême venait en seconde ligne. On y produisait beaucoup de papier pour administration, mais encore plus de papier à lettre, lequel était très-estimé dans le commerce. Il s'y faisait aussi quelques papiers pour cartes à jouer, et, comme nous l'avons dit plus haut, pour impression de premier ordre.

Les prix, quoique moins élevés que ceux d'Annonay, l'étaient plus cependant que ceux des autres contrées.

L'Auvergne ne produisait à peu près que des papiers à registre de deuxième ordre, avec les papiers Joseph et ceux pour les cartes à jouer : la vente en était considérable ; les principaux fabricants étaient les Malmenaide, les Berger, les Bouchet, les Fénérol, les Andrieux, les Falguerolles.

Les Vosges avaient adopté la fabrication des beaux papiers vergés pour l'impression courante et les sortes vélin les plus favorables à l'impression en taille-douce. Dans sa spécialité, cette contrée jouissait d'une réputation méritée à tous égards. Il suffit de nommer MM. Desgranges, Brocard et Michaud.

Le Limousin faisait de préférence les papiers d'impression pour les livres classiques ; les imprimeries de Limoges en absorbaient une grande partie, comme elles font encore de nos jours. M. Roulhac occupait plusieurs cuves à Saint-Léonard.

Les papeteries des environs de Paris produisaient la généralité des papiers pour journaux, pour écoliers, et différentes sortes pour impressions très-courantes. Nous citerons, entre les maisons les plus importantes, la société des papeteries du Marais et M. X. Odent, de Courtalin.

Puis venaient la Normandie, la Franche-Comté, la Picardie, qui fabriquaient en général les papiers communs ou ceux d'emballage et de pliage.

Ce classement avait cela d'avantageux qu'il excluait toute concurrence entre les diverses contrées manufacturières, et qu'en renfermant chacune d'elles dans un genre de fabrication distincte, il les contraignait de donner toute la perfection désirable aux produits qu'elles fabriquaient de préférence : c'était là aussi une source de richesse pour toutes. Il est bien à regretter que cette division du travail ne soit plus praticable ; il en est néanmoins resté comme une réminiscence, mais trop faible pour donner des résultats



pareils à ceux qu'on obtenait dans ces temps exceptionnels.

Enfin nous croyons devoir mettre en lumière les derniers perfectionnements réalisés dans la fabrication du papier à la forme, et la part que les fabricants de la Charente ont eue dans ces découvertes.

La Société d'encouragement de Paris avait mis au concours, en 1813, la double question de l'azurage des papiers et du collage à la cuve. MM. Darcet et Mérimée, chargés de faire des recherches sur les moyens de perfectionner le collage, parcoururent beaucoup de fabriques, et, après avoir rassemblé beaucoup de faits, publièrent en 1815 le rapport de leur mission, dans lequel ils proposaient plusieurs procédés pour remplacer la gélatine.

Malheureusement, si en théorie leurs systèmes étaient excellents, en pratique il n'en fut pas de même : on y renonça bientôt.

M. de Canson, de son côté, avait inventé un moyen. Ce moyen réussissait parfaitement dans sa fabrique ; il le proposa aux fabricants d'Angoulême, et vint lui-même en faire l'essai à Saint-Cybard ; mais les expériences, faites à plusieurs reprises, n'aboutirent qu'à une déception. Ce fut sans doute la qualité des eaux qui changea entièrement le résultat ; il fallut aussi abandonner ce nouveau procédé.

Quant à l'azurage du papier à la manière hollandaise, M. de Canson qui, dès 1816, avait dirigé ses efforts sur ce point, finit par trouver, en 1825, un moyen, fort imparfait encore, mais dénotant, à bien

dire, un progrès véritable. En 1827, M. Claveau fabriqua à Bourrisson, près d'Angoulême, quelques coquilles azurées qui furent mieux goûtées dans le commerce. Néanmoins la nuance verdâtre et l'envers très-prononcé que laissait le bleu cobalt, prouvaient qu'on était loin encore d'avoir donné à cette question une solution complète.

M. Justin Lacroix eut la pensée d'employer, au lieu du bleu cobalt, le bleu d'outremer Guimet. Cette substance, d'un prix très-élevé, agissait du moins si énergiquement qu'avec une très-faible quantité l'on arrivait aux effets les plus beaux ; elle devait se prêter à merveille au genre de coloration entrepris par M. Justin Lacroix. Les premiers essais qu'il en fit le confirmèrent dans ses prévisions. La nuance azurée une fois trouvée, il restait à découvrir le moyen de la fixer d'une manière égale et durable, attendu que la colle gélatine en rendait l'adhérence extrêmement difficile. Là était le grand obstacle à l'emploi du bleu Guimet, obstacle qui n'existe plus depuis que l'on colle le papier mécanique à la colle végétale.

M. Justin Lacroix, à force d'études, réussit à vaincre toutes les difficultés ; et bientôt nous eûmes dépassé les Hollandais, nos maîtres.

Cette innovation dans l'emploi du bleu d'outremer Guimet fut bientôt adoptée dans toutes les fabriques.

Nous sommes amenés, malgré nous et pour compléter nos notes, à parler d'un second perfectionnement que la famille Lacroix a apporté dans la fabri-

cation du papier à la main. Qu'on nous permette de le rappeler en quelques lignes.

On sait que, peu de temps avant 1830, le papier anglais, qui avait détrôné le papier hollandais, était en vogue dans notre pays. C'était un goût très-prononcé chez nos élégants. Aussi la vente de ce papier était-elle importante; et, malgré la concurrence que lui faisaient les fabricants d'Annonay, cette vente, loin de diminuer, augmenta encore en 1830 et 1832, lorsque les fabriques anglaises eurent découvert le *glacage*. L'éclat, le brillant, la beauté de leurs papiers de choix, la facilité qu'on éprouvait à écrire dessus, leur attirèrent une préférence que nous commençâmes à redouter sérieusement. Il s'agissait donc, pour arrêter cette sorte d'envahissement, de *glacer* aussi nos papiers. Du reste, les marchands de papiers de Paris, qui payaient les papiers anglais un prix très-élevé, ne discontinuaient pas de nous encourager dans cette disposition. Comment faire pour lutter avec succès? Aller en Angleterre apprendre le procédé? Mais aucun fabricant ne permettait l'entrée de sa fabrique. Il nous fallait donc en inventer un nous-mêmes. Si à cette époque nous eussions eu les papiers mécaniques, c'eût été chose facile; mais les papiers à la main, dont la pâte ne passait pas dans les épurateurs, qu'on ne connaissait pas encore, étaient chargés d'innombrables molécules qui rendaient tout à fait impossible l'usage des plaques de cuivre et de zinc. Le papier noircissait et se trouvait moins beau après le glacage qu'avant d'avoir été soumis à cette opération. Après bien des

essais infructueux, un des MM. Lacroix trouva le moyen de faire disparaître tous les inconvénients, et son procédé donna toute satisfaction tant que dura la fabrication à la main. Il consistait à placer le papier feuille à feuille entre des feuilles de cuivre excessivement minces que soutenait une plaque d'acier; passant ainsi au laminoir, on obtenait un glaçage parfait.

Dès lors la consommation des produits anglais alla chez nous en décroissant. MM. Lacroix frères obtinrent, à l'exposition de 1834, une médaille de bronze spéciale pour les papiers glacés, et, de plus, ils reçurent les encouragements les plus flatteurs de la part de nos célébrités scientifiques, notamment de MM. Héricart de Thury, Mérimée et Blanqui. Le glaçage appliqué aux papiers à la main était le complément de leur perfection.

Lorsque le système mécanique fit son apparition à la papeterie d'Essonne, le directeur parvint à attirer chez lui plusieurs ouvriers de MM. Lacroix, et, de ce moment, le laminoir et les plaques de zinc devinrent le système usuel de satinage et de glaçage dans la papeterie française.

Le contingent d'idées fourni de longue date à l'industrie par les fabricants d'Angoulême, leur empressement à mettre en usage les perfectionnements qui surgissaient de jour en jour, leurs constants efforts à trouver le moyen d'allier le bon marché à la qualité des produits, les innovations qu'ils avaient introduites dans la fabrication, tout cela les avait mis en

relief et leur avait acquis sur les fabricants des autres départements une supériorité qui leur valut le grand nombre de commandes que nous avons signalées. Il leur était donc permis d'espérer une longue suite de bonnes années d'affaires, si la fraude, en altérant les produits, n'eût empêché brusquement la France d'étendre son commerce d'exportation. La diminution de la vente à l'extérieur amena partout, nous l'avons dit plus haut, un engorgement de marchandises. Les consommateurs français ne pouvaient faire écouler de longtemps cette surabondance de produits qui s'accumulaient dans les magasins. De là, une dépréciation de ces produits, quand, au contraire, la matière première avait beaucoup enchéri. Il fallut vendre au-dessous des prix de fabrique. Plus l'on approchait de 1830, plus la situation devenait sombre et fâcheuse; le contre-coup de la révolution de Juillet jeta le commerce en pleine stagnation, et les embarras se multiplièrent pour ceux des fabricants qui n'avaient pu couvrir encore entièrement leurs dépenses d'agrandissement.

Les capitalistes leur retiraient tout crédit; les papiers étaient cotés à des prix si exceptionnellement bas qu'une déconfiture menaçait même les maisons les plus solides. Le nouveau gouvernement comprit la gêne de l'industrie, et il crut devoir intervenir au moyen de prêts faits aux fabricants, de manière à les sortir de ces embarras financiers.

Deux fabricants d'Angoulême demandèrent et obtinrent ce secours; mais que pouvaient ces ressour-

ces contre l'encombrement prolongé des marchandises? L'impossibilité de les écouler sans perte causa plus d'un désastre.

Au commencement de 1832, cependant, on pouvait constater une légère amélioration. Les espérances d'une reprise peu éloignée étaient fondées; l'on comptait, avec raison, sur une immense consommation de papier par la liberté de la presse et par le développement de l'instruction publique, que promettait le gouvernement de Juillet; et sans les nouvelles secousses politiques, sans le terrible fléau qui vinrent ajouter à nos malheurs, nul doute que les transactions commerciales eussent repris leur cours ordinaire. La matière première étant tombée à 38 et 40 fr. les 100 kilos, cette baisse fut le signal d'un grand mouvement industriel, et celles des fabriques qui purent écouler leurs produits retrouvèrent à la fin de l'année une animation d'autant plus grande que la stagnation avait duré plus longtemps. La place était singulièrement allégée, le cours des marchandises était affermi, lorsque éclata entre le système de fabrication à la main et le système mécanique une lutte dans laquelle le premier devait inévitablement succomber, quoiqu'il fût parvenu dans ce moment même au plus haut degré de perfection, et qu'il se trouvât dans des conditions de vitalité qui semblaient devoir lui assurer le triomphe.

Avant de terminer l'historique de la papeterie à la main et de toucher à la disparition de ce vieux système, il nous reste à établir la situation des fabriques

d'Angoulême au moment où commença l'ère de la fabrication à la mécanique. Sans craindre que l'on nous taxe d'exagération, nous dirons que, de 1789 à 1830, la crue des produits avait plus que doublé, attendu que le nombre de cuves, qui n'était à Angoulême que de trente-trois, en 1789 s'était élevé à soixante-douze ; le prix du papier avait doublé également.

Mais il ne faut pas chercher la cause de ce renchérissement ailleurs que dans la hausse graduelle du prix des matières premières, et notamment de celui du chiffon, qui s'élève au fur et à mesure que nous en consommons davantage : c'est une loi à laquelle cette sorte de matière première obéira toujours ; aussi la trouvons-nous cotée, dès 1835, à 45 et à 46 fr.

Que l'on compare maintenant les papiers fabriqués en 1789 à ceux que nous produisons en 1830 avec le même système, l'on verra tout de suite à quelle distance derrière nous quarante années de progrès avaient placé les anciens fabricants ; car l'on ne peut nier, malgré l'excellente qualité de leurs produits, que les nôtres ne leur fussent supérieurs sous tous les rapports. Enfin, d'après un relevé tiré du compte rendu de l'administration des douanes de 1831, nous trouvons que le chiffre de notre exportation de papier s'élevait à environ fr. 4,000,000 , et que l'importation s'en était abaissée au chiffre de 200,000 fr.

Depuis 1831, et avec nos machines, l'exportation, bien entendu, a monté à un chiffre infiniment plus fort. C'est ce que nous constaterons à la fin de notre deuxième partie.

Nous venons de dire qu'en 1825 le nombre des cuves établies et en activité dans l'Angoumois était de soixante-douze. Il y avait donc sur la quantité existant en 89 un accroissement de trente-neuf cuves. Ce nombre n'augmenta plus après 1825 ; la production des papiers de 1825 à 1834 pouvait être par année de 1,500,000 kilogr., et, en estimant le cours des prix de vente, l'un portant l'autre, à 2 fr. 30 c. le kilogr., nous obtiendrons un total de 3,600,000 fr. environ. La rame de coquille de 7 kilogr., superfin vélin, valait avant 1830 de 21 à 22 fr.; le vergé superfin, de 18 à 20 fr.; le fin vélin, de 19 à 20 fr., et le vergé, de 17 fr. 50 à 18 fr. 50; le toute-pâte<sup>1</sup> vergé, de 15 à 16 fr., et le second, de 12 à 13 fr. Il est un fait assez remarquable que je crois devoir signaler à l'attention du lecteur, c'est que le nombre d'établissements, dans cette période de quarante ans que nous venons de parcourir, n'augmenta que de sept seulement, à Angoulême. Parmi ces sept papeteries, il y en avait trois anciennes qui, après avoir été abandonnées depuis bien longtemps, furent relevées; les quatre autres sont de construction récente. Ce fait prouve clairement que, si la papeterie a été constamment prospère depuis la révolution, c'est que nos pères étaient prudents et modestes dans leurs désirs, et qu'ils ne se laissaient pas entraîner comme nous par cette fièvre de spéculation qui est devenue la maladie de notre époque.

<sup>1</sup> C'étaient les dénominations usitées alors dans les papeteries d'Angoulême



Les trois fabriques qui ont été relevées, sont : Puy-moyen, comportant deux cuves, que les frères Pépin achetèrent dans les premières années de ce siècle, et qu'ils rétablirent; ils l'exploitèrent pendant plusieurs années, et en cédèrent l'exploitation à MM. Lacour et Laroche jeune, qui, en 1830, y renoncèrent.

Chamoulard, papeterie d'une cuve, relevée aussi par les frères Pépin, qui l'exploitèrent également pendant plusieurs années; puis elle passa en diverses mains pour n'y fabriquer que des papiers très-communs.

Le Pontd'estable, une cuve, fit partie autrefois des papeteries royales de MM. Henry et Dervaud. Le propriétaire qui en fit l'acquisition après la révolution la laissa en état de ruine jusqu'en 1824; alors M. Jean Durandeaup la prit à ferme, et y fit du papier à la main jusqu'en 1840, après quoi M. Durandeaup aîné en devint acquéreur et l'annexa à Lacourade.

La chronique du pays raconte que peu d'années avant 1789, à son retour d'un voyage en Espagne, le comte d'Artois visita cette fabrique du Pontd'estable et y fit quelques feuilles de papier. Comme il offrit une récompense aux ouvriers de cet établissement, ceux-ci lui demandèrent la faveur de porter l'épée, qui, dit-on, leur fut accordée.

Les quatre fabriques qui furent construites sont : l'Abbaye, qui était primitivement un moulin à blé dépendant des biens de l'abbaye de la Couronne. Lorsque cette abbaye fut démembrée et vendue, M. Gaudin père, ancien fermier des propriétés seigneuriales

de la Couronne, acheta le moulin et en fit une papeterie qu'il nomma les Gaudins. Après l'avoir exploitée pendant environ vingt ans, il la vendit à son fils, M. Gaudin aîné, qui y fit établir une troisième cuve. Ce dernier la vendit en 1832 à M. Comte. L'autre papeterie de ce nom fut exploitée par MM. Pierre Laroche, Lacroix fils, et en dernier lieu par M. Pierre Caroit; ce dernier, après en avoir fait l'acquisition et l'avoir exploitée pendant plusieurs années, la revendit à M. Comte, pour établir une mécanique avec les deux fabriques réunies.

L'Escalier fut fondé également après la révolution par M. Lescalier, qui lui donna son nom. Cette papeterie a toujours été affermée, jusqu'au moment où elle fut transformée à la mécanique par M. Paul Chauvin, qui ne put en continuer l'exploitation; elle passa ensuite aux mains de M. Éloin, qui la vendit vers 1852 à M. Ed. Laroche-Joubert. Pendant que cette papeterie, qui comportait deux cuves, fonctionna par le système à la main, elle fut exploitée par M<sup>me</sup> veuve Seguin, MM. Delage, Olivier.

Saint-Cybard, belle papeterie à deux cuves sur la Charente, fut construite en partie sur les moulins à blé dépendant de l'abbaye de ce nom, par M. Grateau. Après avoir consacré toute sa fortune à la mettre en activité, il la vendit à M. Pierre Laroche, qui y fit ajouter une troisième cuve; ce dernier en dirigea l'exploitation jusqu'en 1815, et ensuite la vendit à M. Joubert, qui l'affirma à MM. Bergeron et Laboureaux. En 1819 M. Lacroix jeune en devint acqué-

reur, et l'exploita jusqu'au moment où, après s'être associé l'un de ses fils, M. Justin Lacroix, il la céda entièrement à MM. Lacroix frères, ses fils ; ceux-ci, après avoir acheté un autre petit moulin à côté, où avait été fabriqué par M. Pelletreau le premier papier en paille qui fut fait en France, y établirent, 1834, la deuxième machine qui fut introduite à Angoulême.

L'Épine, sur la Lisonne, une cuve. M. Gaillard aîné l'avait fait construire sur l'emplacement d'un moulin à blé qui avait appartenu à M. le marquis de Chauveron, dernier gouverneur du château d'Angoulême. Ce moulin, vendu comme bien national en 1793, fut revendu en 1824 à M. Gaillard, qui, après l'avoir exploité comme papeterie à la main de 1838 à 1840, l'a converti en papeterie mécanique, en s'associant M. Florimond Durandau.

Les autres papeteries sont toutes plus ou moins anciennes, quelques-unes datent du quinzième siècle, et furent des premières que posséda la France ; seulement, comme le temps où elles furent fondées est fort difficile à établir, nous nous contenterons d'en faire connaître les propriétaires et les fabricants qui les ont exploitées depuis 1789.

Forges, deux cuves, fondée dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, n'a cessé d'appartenir à la famille Sazerac, et a été exploitée par elle jusqu'en 1846, temps auquel ils l'affermèrent à MM. Lacroix et Laroché. MM. Sazerac restèrent des derniers à fabriquer le papier à la main.

Larochandry, deux cuves, était la propriété de

M. Gratereau qui l'affirma à M. Potuaud. Vers 1820, M. Gaudin aîné en fit l'acquisition et en céda l'exploitation à l'un de ses fils. Au bout de quelques années, il la vendit à M. Conte, qui lui-même, plus tard, l'affirma à un nommé Godichaud; revendue ensuite à M. Fougeret, celui-ci y établit une machine dont MM. Lacroix & Laroche ont pris l'exploitation.

Tutebeuf, deux cuves, appartenait à M. Henry, qui l'affirma à M. Potuaud; elle devint la propriété de M. Mauduit, qui l'exploita plusieurs années. Après la mort de celui-ci, M<sup>me</sup> veuve Mauduit y fit établir une mécanique.

Lacourade possédait quatre cuves. M. Villarmain en fut le propriétaire et l'exploita pendant de longues années; elle devint par héritage la propriété de M. Henry Lacourade, qui l'exploita constamment; il la fit même, pour ainsi dire, entièrement reconstruire. A la mort de M. Henry Lacourade, cette papeterie resta la propriété de la famille Lacourade, qui, en 1838, la donna à ferme à MM. Durandeu, Lacombe et C<sup>ie</sup>, qui y établirent le système mécanique.

Petit-Moulin, une cuve, après avoir été exploité par MM. Godichaud, Durandeu aîné, Roux, etc., est resté sans importance.

Les Beauvais et les Martins comportaient quatre cuves; ces deux papeteries réunies appartenaient à un M. Ventombre, qui les tenait de la famille Marchais de Laberge; passées plus tard entre les mains de M<sup>me</sup> de Saint-Benoît, elles furent successivement affermées à MM. Laroche puîné, Laroche aîné, Gaudin

ainé, Laroche-Joubert, Séguin; et un nommé M. Louis en avait l'exploitation quand, en 1839, M. Marchais de Laberge en fit l'acquisition pour y établir le système mécanique sous la direction de MM. Lacroix frères, qui, en qualité de fermiers, en entreprirent l'exploitation.

Collas, deux cuves, appartenait à M. Henry, qui l'exploita tant qu'il en fut le propriétaire; devenue la propriété de M<sup>lle</sup> Dervaud, elle fut ensuite affermée à M. Lacroix fils, puis à MM. Bujeaud & Lacroix fils aîné; enfin à M. Desmichel; tombée en héritage à la famille Lacourade, MM. Durand & Courtaud l'affermèrent et y établirent le système mécanique.

Barillon, deux cuves, appartenait, à l'époque de la révolution, à M. Simon Sazerac. M. Bolle en devint acquéreur et l'affirma à MM. Pépin frères; MM. Conte, Célestin Laroche et Gaudin jeune en ont été successivement les fabricants. M. Bolle y fit établir une mécanique qui n'y fut maintenue que peu de temps.

Nersac, trois cuves, fut longtemps la propriété de la maison Rochebrune, alliée à la famille Trémeau. Ces deux familles en eurent l'exploitation pendant quelques années. M. Rochebrune l'affirma ensuite à M. Lacroix aîné, qui en eut l'exploitation jusqu'au moment où M. Sazerac de Forge en fit l'acquisition et l'affirma à M. Laroche-Joubert. Ce n'est guère que de 1840 à 1842 que M. Sazerac se décida à y établir une machine.

Vœuil, papeterie à une cuve exploitée par MM. L'Homme, Potuaud, et en dernier lieu par M. De-

lage; abandonnée, elle est devenue une succursale de Bourrisson.

Bourrisson, trois cuves, fut exploitée longtemps par M. Clavaud père, qui en était propriétaire, et fut affermée ensuite à MM. Amédée Clavaud & Georgeon; cette société se reconstitua entre MM. Amédée Clavaud & Priollaud. Bourrisson devint ensuite la propriété de M. Rivaud, qui y fit rétablir, de 1840 à 1841, le système mécanique.

Poulet, ancienne papeterie à deux cuves, après avoir appartenu à la famille Dervaud, passa à M. Galliot, et fut exploitée par lui jusqu'en 1845 ou 1846.

Cottier, deux cuves, a longtemps été la propriété de M. Rabouin, qui ne cessa d'en suivre l'exploitation. M. Hériard en devint acquéreur, et eut pour fermier M. Sarade et ensuite M. Latour. De 1841 à 1842, MM. Laroche, Lejeune et C<sup>ie</sup> y firent établir une machine.

Moulin-Neuf est resté longtemps la propriété de la famille de Bellemont. Après M. Perrot, M. Prunet en a tenu l'exploitation pendant près de quarante années. Aujourd'hui elle n'existe plus, le cours d'eau ayant été annexé à Cottier par M. Hériard.

Breuty, trois cuves, après avoir appartenu à M. Texier Pombreton, passa aux mains de M. Pouplet aîné, qui eut pour fermiers exploitants MM. Lalande, Glomont et Barry. M. Laroche aîné, du Martinet, la convertit au système mécanique.

Girac, deux cuves, fut, dans un temps assez reculé, la propriété de la famille Laroche; elle apparte-

nait, en 1789, à M<sup>me</sup> Marchais, qui, en 1792, la vendit à M. Pouplet jeune; celui-ci l'exploita d'abord avec M. Lacroix jeune, et l'afferma ensuite à M. Lacroix puîné. Vendue à M. Lajarthe, M. Durandeaupère, devint fermier. Devenue la propriété de M. Laferrière, M. Laroche aîné, du Martinet, l'afferma pour en faire une succursale de Breuty.

Le Martinet, trois cuves, qui doit son nom à d'anciennes forges de cuivre qui y étaient établies, fut érigé en papeterie vers la fin du dix-huitième siècle. M. Simon Sazerac le vendit à M. Bolle. M. Laroche puîné, qui en devint acquéreur vers 1808, le fit à peu près entièrement reconstruire et l'augmenta de deux cuves; resté en héritage à M. Laroche aîné, du Martinet, il fut converti en papeterie mécanique en 1837.

Saint-Michel, deux cuves, avait aussi appartenu à MM. Simon Sazerac et Bolle. En 1806, M. Lacroix jeune en fit l'acquisition et y établit une deuxième cuve. Il la céda, en 1822, à son fils aîné, qui l'exploita jusqu'en 1840.

Montbron, deux cuves, qui est devenue la propriété de M. Leclerc-Chauvin, fut exploitée depuis la révolution jusqu'à 1816 ou 1820 par M. Durandeaupère; elle fut ensuite reprise par MM. Gaudin jeune & Élie Durandeaupère, qui l'exploitèrent jusqu'au moment où M. Leclerc-Chauvin l'afferma à M. Deslaurier, qui y fit établir une machine.

Chantoiseau, qui appartenait à M. Martin, fut vendu à M. Callaud père, et fut successivement exploitée par MM. Lhomme, Sarade, Gaudin puîné et Paul La-

roche. La maison Callaud-Bellisle, Nouel et C<sup>ie</sup> la reprit ensuite, et y fit faire une petite machine où l'on ne fabriquait que quelques papiers communs.

Vers 1820, deux autres papeteries, de chacune une cuve, qui étaient depuis longtemps abandonnées, furent rétablies : c'étaient Fissac, appartenant à M. Trémeau, et Boussac, à M. Perrin ; elles cessèrent d'exister en 1830.

Il nous reste à parler des papeteries sur la Lisonne, dont nous avons déjà mentionné l'antiquité et l'importance.

Ce sont :

Les Marchais, trois cuves. Ce moulin, appartenant, en 1760, à M. de Vangel, et longtemps exploité par la famille Bassuet, fut affermé, en 1816, à MM. Glaumont-Sazerac & Lalande, qui y mirent pour fabricant M. Dumas, lequel fut plus tard remplacé par M. Pierre Laroche, l'ancien propriétaire de Saint-Cybard. De 1838 à 1840, une compagnie de Bordeaux, sous la raison Grand-Champs et C<sup>ie</sup>, en fit une papeterie mécanique.

Pisseloube, deux cuves. Ce moulin était, en 1712, la propriété de M. Adrien de Beaupoil de Saint-Aulaire, marquis de Fontenille, qui, dans le cours de la même année, en fit la vente à M. Fournier de la Charmée. La famille de ce dernier le vendit à M. Bassuet, en l'an II de la république. M. Bassuet avait pour fabricant la famille Debrousse Latour. En 1816, MM. Glaumont-Sazerac & Lalande en devinrent fermiers et y établirent quatre cuves.



Labarde, deux cuves, appartenant à M. Gaillard fils, fut abandonnée et achetée ensuite par M. Florimond Durandau, pour servir de succursale à Lépine.

Lapalurie, deux cuves. En 1789, il appartenait à M. de Montardy; il fut vendu comme bien national à M. Bassuet; puis à MM. Brossier, de Bordeaux, Lalande et Bolle-Sazerac; en 1827, M. Michel Gaillard y fit construire une deuxième cuve. Ce moulin ayant été presque abandonné, M. Thomas le Blanc y appliqua le système mécanique en 1860.



## DEUXIÈME PARTIE.

### PAPETERIE MÉCANIQUE.

---

#### CHAPITRE PREMIER.

##### SON ORIGINE, SA PREMIÈRE APPLICATION A ANGOULÊME, SES PROGRÈS, SA CRISE, SES SUCCÈS

Avant de parler de la première application que les fabricants d'Angoulême ont faite du système mécanique à la fabrication du papier, nous croyons utile de donner quelques détails sur l'origine de son adoption en France. A ce sujet, nous pensons ne pouvoir mieux faire que d'emprunter quelques pages au rapport publié par M. A.-F. Didot, en sa qualité de membre du jury central de France à l'exposition universelle de Londres de 1851. Voici ce que dit ce rapport :

« C'est à la fin du siècle dernier que furent faits à Essonne, dans la papeterie de François Didot, les premiers essais de la machine à papier continu, dont l'idée première est due à l'ouvrier Robert, employé dans cette fabrique. Quelques feuilles de papier con-

tinu y furent obtenues, mais les circonstances fâcheuses où se trouvait la France à cette époque firent ajourner des essais aussi longs que dispendieux. Dès que la paix d'Amiens renoua les relations avec l'Angleterre, M. Didot fils, convaincu de l'avenir réservé à une telle découverte, si on pouvait surmonter les obstacles sans nombre qui semblaient s'opposer à sa réussite, alla chercher en Angleterre ce qui manquait alors en France, des capitaux, des ingénieurs-mécaniciens et des fabricants confiants dans l'avenir. Il s'associa avec M. John Gamble, son beau-frère, et ils prirent un brevet en Angleterre, le premier en 1801, le second en 1803. Après de longs essais et de grandes dépenses dans la papeterie de MM. Foudriner, à Dartfort, la fabrication du papier continu devint l'une des plus belles découvertes de notre siècle.

« Grâce à l'habileté de l'ingénieur-mécanicien, M. Donkin, alors employé dans les ateliers de M. Hall, où furent fabriquées les pièces de machines qu'on venait de mettre en activité chez MM. Foudriner, les difficultés qui jusqu'alors s'opposaient à la réussite de cette machine si belle et si compliquée furent vaincues; et c'est en 1803 que MM. Didot et Donkin eurent l'espoir de la voir marcher régulièrement. Elle fut installée à Frogmore, dans le comté de Hertford. L'année suivante, une seconde machine perfectionnée fut montée à Two-Waters. En 1810, M. Berthe, ayant obtenu de M. Didot Saint-Léger les plans et les instructions nécessaires pour prendre un brevet en France (16 octobre 1811), mit à exécution cette belle

invention française dans la fabrique de Sorel, près Anet.

« En 1809, M. John Dickenson, à sa papeterie de Nash-Mill, près Two-Waters, inventait un autre procédé pour fabriquer du papier continu au moyen d'un système d'aspiration, opérant dans le vide, dans un cylindre recouvert d'une toile métallique soutenue par des pontuseaux en cuivre. »

Ce dernier système, connu sous le nom de *Dickenson*, présentait de trop faibles avantages pour mériter longtemps l'attention des fabricants.

Un des MM. Montgolfier avait aussi conçu un mode de fabrication que M. Lenormand, dans son *Manuel du Papetier*, appelle *mécanique* ; mais il s'agissait seulement de quelques machines sans importance, adaptées au système de fabrication à bras, pour simplifier le travail. Elles ne trouvèrent point de partisans, et M. Montgolfier, au bout de quelques années, cessa d'en faire usage.

M. Canson, l'un des premiers, adopta en 1827 la machine Robert et en fit établir une dans sa fabrique. Mieux que personne, il était à même de juger le parti qu'on pouvait en tirer. Homme d'expérience et de progrès, par les améliorations qu'il y apporta, il devait contribuer à lui assurer l'immense succès que nous lui connaissons. C'est à lui que nous devons l'invention des pompes à air aspirantes, et ce fut en 1829 qu'il en fit la première application. Cet ingénieux appareil devint dès ce moment partie intégrante de la machine Robert, et fit faire un pas immense à

la fabrication des papiers forts, qu'il avait été jusqu'à presque impossible d'obtenir à la machine. Pendant six années, M. Canson put conserver son invention pour lui seul, mais en 1835 il se décida à en donner communication à MM. Wise & Midleton, qui, en l'exploitant, la propagèrent aussitôt.

M. Donkin venait également d'ajouter à la machine à papier l'épurateur pour lequel M. Richard Holson avait pris un brevet en 1830, au moyen duquel on obtient l'extraction des impuretés qui existent dans les pâtes. C'était encore un perfectionnement considérable. L'on doit aussi à M. J. Wilk l'invention du rouleau égoutteur, dont l'emploi est d'une incontestable utilité.

En 1827, la France ne possédait que quatre papeteries à la mécanique : celle de MM. Berthe & Grewe-nick, à Sorel ; celle de M. de Canson, à Annonay ; une autre au Mesnil, appartenant à M. Didot, et la quatrième à Jean-d'Heurs, exploitée par M. Delcambre.

A cette époque, plusieurs hauts personnages concurent le projet d'établir une papeterie modèle à Écharcon, en y faisant monter deux machines et plusieurs cuves pour la fabrication des belles qualités de papier que la Hollande et l'Angleterre nous fournissaient encore. Rien ne fut épargné pour la mise à exécution de ce projet grandiose : on voulait fabriquer beaucoup et le mieux possible. Les machines furent commandées à M. Donkin, et les cuves établies au système anglais avec étendoir à air chaud et ventilateurs. La construction, après bien des difficultés, s'acheva en 1828 ; on y avait dépensé 2,500,000 fr.

Cet établissement était en effet une manufacture modèle, telle du reste que l'était au siècle dernier la papeterie de Montargis, et, chose singulière, il éprouva le même sort. Les procédés de fabrication les plus nouveaux et les plus ingénieux y étaient réunis, y compris le système de collage de M. Darcet, mais les papiers qu'on y faisait revenaient si cher que l'entreprise échoua complètement. Au bout de quelques années, Écharcon fut mis en vente, et quatre des plus forts actionnaires en firent l'acquisition, au prix de cinq à six cent mille francs.

Dans le même moment, M. Callaud-Bellisle, ancien négociant d'Angoulême, eut l'idée de créer la papeterie de Veuze. Il fit également venir sa machine d'Angleterre, mais il eut le bon esprit de fonder cet établissement avec beaucoup d'économie, et les dépenses qu'il y fit pour une machine furent peut-être, proportion gardée, six fois moindres que celles qui avaient été faites à Écharcon.

La papeterie de M. Callaud était en activité depuis deux ans, lorsqu'à la révolution de Juillet plusieurs bandes d'ouvriers coalisés se portèrent simultanément à Veuze, dans l'intention de briser les machines. Fort heureusement que l'autorité militaire arriva assez tôt pour empêcher qu'il ne se commît aucun dégât. Il est à noter que, dès l'achèvement de cette fabrique, l'ordre avait été donné de n'y laisser pénétrer personne, et que, pendant dix ans, le propriétaire fit exécuter cette défense avec une rigueur telle qu'il n'y fut dérogé dans aucun cas, même pour ses amis intimes.

En 1834, époque de l'exposition des produits de l'industrie, la papeterie de Veuze était encore la seule du département de la Charente où il y eût une machine à papier, et il n'y en avait que douze dans toute la France.

La lutte entre l'ancien et le nouveau système de fabrication prenait donc chaque jour plus de consistance, sans que le dommage fût trop sensible pour le premier, grâce au développement que la consommation du papier prenait sous le gouvernement de Juillet. Le progrès des machines était néanmoins atténué, en ce que la qualité du papier mécanique était encore loin d'égaler celle du papier à l'ancien système; sous ce rapport, dans l'esprit des anciens fabricants, le succès des machines était toujours douteux, et ils en retardaient le plus possible l'adoption dans leurs établissements; mais ils n'en vivaient pas moins dans la plus grande anxiété, car, la nécessité s'en faisant de plus en plus sentir, beaucoup d'eux s'effrayaient à l'idée de ne pas pouvoir opérer cette transformation, soit par insuffisance de capitaux, soit par le manque de force motrice nécessaire.

Nous étions en 1834, et ce fut dans le cours de cette année que M. Donkin vint mettre un terme à cette hésitation en tranchant la question en faveur des mécaniques par la substitution qu'il sut faire au cylindre-sécheur en cuivre, d'un nouveau cylindre-sécheur en fonte. Le papier mécanique gagnant tout à coup la qualité qui lui manquait, le succès des machines était désormais assuré.

Ces succès devenait d'autant plus certain qu'en même temps M. Grenard mettait à la disposition des fabricants de papiers un nouveau procédé de collage en cuve qu'avait découvert M. Obry, directeur de la papeterie du Prouzel, près d'Amiens, appartenant alors à M. Grenard père. La colle connue sous le nom de colle Grenard étant d'une qualité supérieure à toutes celles employées jusqu'alors, l'usage en devint général dans les papeteries mécaniques.

M. Delatouche, directeur des papeteries du Marais et de Sainte-Marie, fut le premier en France qui fit usage du sécheur en fonte dans l'un des établissements dont il avait la direction. Ses produits figuraient à l'exposition de 1834, et, dès que MM. Lacroix frères les eurent vus, ils ne doutèrent plus que toute résistance ne fût désormais inutile. Ils comprirent enfin qu'avant peu d'années la fabrication à la mécanique aurait fait disparaître l'ancien système. Se dépouillant alors de leurs préventions et ayant à cœur de conserver à la papeterie d'Angoulême la brillante réputation qu'elle s'était acquise, ils se rendirent immédiatement chez M. Chapelle, cet habile mécanicien dont le nom, à peine connu, devait grandir si vite. MM. Lacroix n'ayant pu entrer en arrangement avec lui, ils allèrent trouver M. Sanford à Écharcon, où il dirigeait quelques travaux pour le compte de M. Donkin ; avec la même confiance que lui avait témoignée M. Delatouche, ils lui proposèrent d'entreprendre la construction de leur machine, et, après certaines difficultés levées, l'affaire fut conclue.



L'année suivante, en 1835, la machine à papier de MM. Lacroix fonctionnait à Saint-Cybard. Cet établissement fut immédiatement ouvert à tous les visiteurs, et le nombre de ceux qui profitèrent de cette liberté fut grand, surtout après l'exposition de 1839. Il n'est peut-être pas un fabricant de papier, Français ou étranger, qui alors ou depuis n'ait fait le voyage d'Angoulême pour voir cette machine, à laquelle MM. Lacroix avaient apporté déjà d'utiles modifications, qui furent reproduites dans les mécaniques que MM. Sanford et Waral construisirent dans la suite.

A cette même exposition de 1839, MM. Lacroix remarquèrent la machine à couper de MM. Debergue & Spreafico, et, bien qu'ils apprissent que cette machine n'avait eu aucun succès à Essonne, où un premier essai en avait été fait, toujours est-il qu'ils proposèrent aux inventeurs de la recevoir chez eux, et de la garder dans le cas où ils parviendraient à la faire marcher. Trois mois plus tard, après quelques modifications qu'y introduisit M. Justin Lacroix, cette machine fonctionnait parfaitement, et elle fut bientôt généralement adoptée dans les papeteries d'Angoulême.

Il est sans doute superflu de s'appesantir sur les avantages que les fabricants trouvèrent dans l'adoption du système mécanique, mais pouvons-nous ne pas remarquer, en passant, la facilité qu'elle leur donnait pour diriger leurs établissements, et l'économie de temps et d'argent qu'elle leur procurait ?

Ils évitaient la fermentation du chiffon, ils obte-

naient le séchage à la vapeur, et pouvaient ainsi coller en cuve. Dès lors, plus de perte à éprouver, ni en été par les chaleurs, ni en hiver par les gelées ; plus de retard dans l'exécution des commandes : que de soucis, que d'embarras de moins ! Ils se croyaient transportés comme par enchantement dans un monde merveilleux. La machine à papier, au point de perfection où était arrivée cette œuvre de l'intelligence d'un simple ouvrier, qui ne put malheureusement en connaître tous les mérites, ni recevoir la récompense qui lui était si légitimement due, n'était-elle pas alors une véritable merveille, capable de nous donner une idée de toute la puissance du génie de l'homme ? En fallait-il davantage pour exciter l'envie de tous les fabricants à l'ancien système ? et quant aux ouvriers, s'ils perdirent leurs vieux usages, leur vieilles coutumes, quelle amélioration l'adoption des machines n'apporta-t-elle pas à leur condition ? Les travaux les plus pénibles disparurent pour eux, de même que les maladies auxquelles ils avaient été jusque-là exposés. Si leur état physique gagna à ce changement, leur état moral n'y gagna pas moins, car jamais ils ne furent plus sobres ni plus convenables envers leurs maîtres, ni plus dignes en même temps de leurs égards. La classe ouvrière des papeteries d'Angoulême faisait exception parmi celle des autres corporations, et, cela est si vrai qu'en 1848 nous l'avons vue être la première à participer au maintien de l'ordre. Cette moralisation est surtout un progrès que nous sommes heureux de constater.

La qualité des papiers qu'on obtenait à la machine dépassait toutes les espérances que les fabricants avaient conçues. Ils étaient d'une belle blancheur, purs, carteux et solides; la pâte n'en était ni nuageuse, ni nuancée, et ils étaient parfaitement bien collés. Les pâtes azurées au bleu Guimet avaient un bel éclat et toute l'homogénéité désirable. Même sans mettre en ligne de compte les différences de prix qui sollicitaient le consommateur à donner la préférence au papier mécanique, pouvait-il hésiter quand il avait à sa disposition ces excellents papiers à registre de M. Canson, qui rivalisaient avec ceux de M. Blanchet frères & Kleber, de Rives, Latume et C<sup>ie</sup>, de Crest? La lithographie n'était-elle pas désormais en possession de ces papiers de tous formats qui lui permettaient d'accélérer ses progrès et de reproduire à des prix modérés les dessins originaux des artistes? Les produits de M. Delatouche ne remplaçaient-ils pas déjà les bons papiers écoliers de Sainte-Marie et ceux de M. Odent? N'avait-on pas ces magnifiques papiers pour l'impression, si précieux aux Curmer et aux Furne pour leurs éditions illustrées, tandis que les fabricants d'Angoulême répandaient dans le commerce leurs papiers à lettre, inimitables de finesse et de perfection?

Aussi vîmes-nous aussitôt convertir au nouveau système les papeteries de Lacourade, sous la direction de MM. Durandau, Lacombe et C<sup>ie</sup>; celle du Martinet, sous la raison sociale Laroche aîné, Lejeune et C<sup>ie</sup>; celle de Lepine, par la société Durandau jeune, Gail-

lard et C<sup>ie</sup>. Ce n'était pas seulement à Angoulême que l'on établissait des machines, c'était encore à Annanay, dans le Dauphiné, dans les Vosges, enfin dans toute la France.

La vive impulsion donnée à la papeterie d'Angoulême par l'établissement de ces nouvelles machines dut naturellement faire naître un grand nombre d'autres industries se rattachant à celle du papier. Nous citerons entre autres la fabrication de toiles métalliques sans fin, importée dans la Charente par MM. Délage frères; la maison Chrétien fils, dont la fabrique de feutre devint la plus considérable de France; puis les établissements de mécanique de MM. Motteau et Allamigeon frères, et bien d'autres encore, qui donnèrent aux affaires commerciales du pays une vie toute nouvelle, de même que la construction des fabriques y apportait une activité tout à fait inaccoutumée.

Pendant que les fabricants d'Angoulême étaient ainsi occupés, les uns à transformer leurs établissements, les autres à augmenter leur production ou à perfectionner leurs produits, quelques maisons de la Papeterie de Paris travaillaient à accroître leurs relations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, par une foule de créations nouvelles. Parmi celles qui contribuaient le plus à étendre nos transactions commerciales, nous citerons en première ligne M. Marion, qui fut le créateur de cette papeterie élégante qu'on appelle papeterie de luxe ou de fantaisie. Ayant passé, dès 1832, un traité avec M. Lacroix de Paris, qui seul alors

préparait les papiers glacés, M. Marion se fit de ces papiers une spécialité dont la vogue fut immense.

Peu de temps après, M. Marion multiplia les timbres appliqués sur le coin de chaque feuille de papier à lettre, qui permirent aux acheteurs d'imprimer sur leur papier leurs initiales, leurs armes, leurs devises, ou toute autre marque distinctive; il créa ensuite ces papiers enjolivés de bouquets de fleurs, de filets d'azur, d'or et d'argent, les papiers gaufrés, moirés et à vignettes, les papiers quadrillés, etc, tous ces charmants articles, en un mot, si recherchés alors par le monde élégant. Les nouveautés introduites dans la papeterie de luxe par M. Mariou sont multipliées à l'infini, et il nous serait difficile de les énumérer ici. Ses succès donnèrent bientôt l'éveil à ses confrères, et il eut une foule d'imitateurs dans la fabrication de ces produits, où excellait son bon goût. Des établissements s'élevèrent donc en concurrence avec le sien; ce fut d'abord la maison Bertou, qui, tout en profitant des inventions faites par M. Marion, n'apporta pas moins des idées nouvelles dans la confection des papiers de luxe; le grand choix et l'élégance de ses produits lui créèrent en peu de temps des relations assez importantes à l'étranger, et notamment en Amérique, où pendant de longues années nous eûmes des débouchés considérables qui nous manquent malheureusement aujourd'hui.

Quelques années plus tard, MM. Laroche, Joubert, Dumergue et C<sup>ie</sup>, entreprirent aussi la fabrication et le commerce de la papeterie de fantaisie. Cette mai-

son sut donner une grande importance à son établissement, et, avec les quelques variétés de nouveauté qu'elle créa, elle eut un très-grand succès en province et à l'étranger.

Nous devons dire aussi quelques mots d'une branche de commerce qui emploie beaucoup de papier pour la fabrication de ses produits ; nous voulons parler de la fabrication des enveloppes de lettres, qui date en France de 1836 ou 1837 seulement. M. Maquet, rue de la Paix, le chef de cette maison de détail si connue, établit le premier, à son retour d'un voyage qu'il fit en Angleterre, une fabrique pour la confection des enveloppes à la mécanique, il prit un brevet d'invention ; mais, ce procédé ayant déjà été employé en Angleterre, il ne put en conserver la propriété.

D'autres maisons, s'emparant de ce genre d'industrie, lui donnèrent une extension qui n'a cessé de grandir. L'établissement fondé par M. Legrand est en ce moment un des plus considérables : rien n'est plus curieux à visiter que ces vastes ateliers, où fonctionnent incessamment un très-grand nombre de machines, toutes plus ingénieuses les unes que les autres. Plus de deux cents ouvriers, hommes et femmes, y sont constamment occupés.

La fabrication des enveloppes de lettres consomme aujourd'hui, à elle seule, pour plus d'un million de francs de papier, lequel sort en grande partie des fabriques d'Angoulême, ainsi que celui qu'on emploie aux articles de fantaisie. Une grande quantité de l'un et de l'autre de ces produits passe à l'étranger.

Ainsi jusqu'en 1839, le placement des papiers se faisait avec assez de facilité, et les bénéfices qu'on tirait de l'exploitation d'une papeterie étaient aussi convenables qu'on pouvait l'espérer. Le prix du chiffon se maintenait d'ailleurs assez bas. Le temps des émeutes était passé ; l'ordre et la paix régnaient partout, et nous semblions revenir aux bonnes années de la restauration. Tout enfin nous donnait à espérer que nous pourrions recueillir le fruit de tant de progrès, qui étaient notre œuvre; malheureusement ces espérances furent déçues. La vente des papiers était cependant devenue considérable. Tout facilitait l'écoulement de nos produits. C'était la presse périodique, c'étaient les nombreuses rééditions de nos chefs-d'œuvre littéraires, c'était l'adoption dans les imprimeries des nouvelles presses mécaniques, faites pour utiliser les papiers de toutes grandeurs ; c'était l'élan donné au commerce des papiers peints, et à cent autres industries accessoires ; c'était, enfin, le redoublement de la consommation courante, résultant de la sécurité du présent et de la confiance qu'on avait dans l'avenir. Chaque machine, tout compte fait, pouvait alors produire de 7 à 800 kilogr. par vingt-quatre heures, et les fabricants qui atteignaient ce chiffre s'en trouvaient fort satisfaits.

C'est fatalement à la suite de ces époques de prospérité que nous tombons dans ces excès, dans ces exagérations d'entreprises qui tout à coup changent notre état et provoquent ce malaise où parfois se trouve l'industrie. C'est précisément ce qui arriva

aussitôt après l'exposition de 1839. Mais, avant de m'expliquer sur les détails les plus saillants de la crise dans laquelle nous allons entrer, constatons que les produits d'un grand nombre de fabricants de papier au système mécanique figurèrent d'une manière éclatante à cette exposition. M. Delatouche y fut nommé chevalier de la Légion d'honneur, et trois médailles d'or furent décernées à la papeterie d'Angoulême; c'était déjà un bien beau succès dont nous pouvions nous enorgueillir, mais là devait être le terme de cette prospérité commerciale que nous ne devions pas nous attendre à voir s'éclipser sitôt.

Nous étions arrivés à cette époque où l'entraînement à la spéculation gagnait tous les esprits, précipitait toutes les classes de la société vers les entreprises industrielles, de quelque genre qu'elles fussent. C'était à qui prendrait un intérêt dans ces opérations que les gérants avaient le soin de présenter toujours sous un jour extrêmement favorable. La papeterie ne fut point à l'abri de l'envahissement des spéculateurs.

A Angoulême, comme dans toute la France, nous vîmes bientôt se former une foule de sociétés, les unes en participation, les autres en commandite, d'autres enfin par actions, dans le but ou de fonder de nouvelles fabriques ou de transformer celles à l'ancien système au système mécanique; ce ne fut plus seulement d'anciens fabricants ou propriétaires de fabriques qui se mirent à établir des machines; ce furent des hommes complètement inexpérimentés, des hommes qui ne possédaient aucune connaissance pra-



tique de l'industrie du papier, qui s'y jetèrent aveuglément, pensant que la papeterie était un Pactole où l'on pouvait puiser l'or à pleines mains. Ceux qui étaient à la tête de ces entreprises s'adjoignaient pour associés des rentiers, d'anciens négociants retirés, des avocats, des officiers retraités, enfin des hommes de toutes les professions qui ne demandaient pas mieux que d'y prendre un intérêt quelconque. Le moment, au surplus, ne pouvait être mieux choisi, car, pour les fabricants au système à la main, il y avait en quelque sorte une absolue nécessité d'introduire dans leurs établissements le système à la mécanique, attendu que le commerce donnait alors une préférence marquée au papier continu. Les propriétaires et directeurs de journaux, les fabricants de papiers peints, les imprimeurs et libraires-éditeurs, les papetiers au détail, n'en achetaient plus d'autre. L'heure était venue où la papeterie à la main devait infailliblement succomber. A ce moment, MM. Lacroix frères venaient d'entreprendre l'exploitation de l'usine des Beauvais, et MM. Callaud-Bellisle frères, Nouel et C<sup>ie</sup>, venaient de faire construire leur magnifique papeterie de Mautmont, si bien située sur la Touvre, dont les eaux sont admirables de pureté et de constance. Ces exemples étaient naturellement un encouragement à de nouvelles entreprises.

C'est donc ainsi que nous vîmes reconstituer au système mécanique la papeterie de Cottier, affermée par M. Heriard à la maison Laroche, Lejeune et C<sup>ie</sup>; celle des Marchais, achetée par une société de capi-

talistes bordelais, sous la raison Grandchamp et C<sup>ie</sup>; celle de l'Abbaye, que MM. Conte, Quantin et C<sup>ie</sup> érigèrent également à la mécanique; celle de Barillon, que M. Bolle, qui en était le propriétaire, tenta d'exploiter; celle de Bourisson, que fit établir M. Rivaud et qu'il afferma ensuite; Lescalier, pour laquelle M. Paul Chauvin forma une société par actions, sous la raison Monot et C<sup>ie</sup>; Nersac, que MM. Sazerac de Forge firent construire pour en laisser l'exploitation à la maison Larochejoubert, Dumergue et C<sup>ie</sup>; Laroche-Andry, qu'avait achetée M. Fougeret et dont il donna la direction à M. P. Laroche, qui avait déjà dirigé la construction de Tutebeuf, appartenant à M<sup>me</sup> Mauduit; enfin Bourlion, que firent bâtir à neuf MM. Glace, Boilevin et C<sup>ie</sup>; de sorte qu'à la fin de 1842, en y comprenant l'établissement à deux machines de Montfourrat qu'exploitait une société de Bordelais, nous comptons vingt-deux machines à Angoulême et dans ses environs, quand déjà dans toute la France il en existait un nombre considérable en activité.

Certes il eût été surprenant que cet accroissement prodigieux du nombre des machines, arrivé dans un si court espace de temps, n'eût pas créé des obstacles à la prospérité du commerce. Pouvait-il être autrement que, d'un côté, la matière première ne montât pas à un prix exorbitant (elle se vendait alors de 54 à 56 francs les cent kilogr., et devenait fort rare), et que, d'un autre côté, la consommation du papier ne devint insuffisante à l'alimentation d'un si grand nombre d'établissements?

Que d'imprudences, que de fautes alors ne furent pas commises, et avec quel aveuglement on se précipita dans notre industrie ! Ici l'on construisit des machines sur des cours d'eau beaucoup trop faibles ; là on engageait tout le capital social dans des constructions qui l'absorbaient avant qu'elles fussent terminées ; souvent il fallut faire des appels de fonds aux intéressés dans l'entreprise, ou s'adjoindre de nouveaux associés, et, chose pénible à remarquer, ce dont on se préoccupait le moins, c'était de ce principe commercial, base de toute prospérité, qui consiste à s'assurer, dans le prix des matières premières, une juste compensation de l'avalissement du prix des produits. En vain constatait-on que la production du papier, chaque jour plus onéreuse par l'augmentation du prix du chiffon, allait bien au-delà des besoins de la consommation, l'on fabriquait et fabriquait dans des proportions effrayantes, et avec une complète insouciance de l'avenir.

Enfin, l'encombrement des produits augmentant de jour en jour, les ventes devenant de plus en plus difficiles, ni Paris, ni la province, ni les placements à l'étranger ne pouvaient faire diminuer le trop-plein des magasins, le prix des papiers éprouvait des baisses successives, la plupart des fabricants n'écoulaient plus leurs produits qu'avec une perte sensible ; des placements hasardeux étaient souvent la conséquence naturelle de cet engorgement, et, bien que la consommation n'eût éprouvé aucune interruption, bien qu'elle augmentât même chaque jour, une catastrophe devenait

inévitables. Malheureusement elle ne se fit pas longtemps attendre, car elle éclata dans le courant même de 1842. Sur seize maisons qui existaient à Angoulême, douze durent succomber, soit que les unes se missent en liquidation, soit que les autres tombassent en faillite.

Il est ici une circonstance des plus remarquables que nous ne pouvons nous dispenser de signaler tout particulièrement à l'attention de nos lecteurs. Ce furent précisément les maisons dont les entreprises étaient les plus considérables, c'est-à-dire qui avaient le plus grand nombre de machines, qui justement furent entraînées les premières dans ce cataclysme industriel. Ainsi, ni les courageux efforts que firent leurs chefs, ni l'énergique activité qu'ils mirent à se procurer de nouveaux débouchés, ne purent les empêcher de céder à la force des événements. La production avait de beaucoup dépassé la consommation, et l'équilibre indispensable à toute prospérité industrielle ne pouvait désormais se rétablir qu'avec un temps d'arrêt dans la production.

Il est donc incontestablement vrai que les désastres qui se produisirent de 1842 à 1844, à Angoulême et dans toute la France, n'eurent aucune autre cause que l'accroissement trop rapide et trop subit du nombre des fabriques, accroissement qui, nous le répétons, détermina en même temps une hausse considérable du prix des chiffons et autres matières premières, et la dépréciation du produit fabriqué.

Laissons ce temps de fâcheuse mémoire, qui aurait pu être pour nous une véritable époque de prospérité et

qui fut, au contraire, la période la plus malheureuse que nous eussions traversée depuis plus d'un demi-siècle ; et voyons quelle pouvait être la production des vingt-deux machines établies dans notre département. A notre compte, elles produisaient, en moyenne, 700 kilogr. de papier par jour : admettons 300 jours de travail, nous obtiendrons une production annuelle de 4,620,000 kilogr. de papier, pour lesquels on pouvait absorber en moyenne 5,760,000 kilogr. de chiffon. En somme, 6,930,000 francs de produits. N'était-ce pas un chiffre considérable, quand, en 1834, la production générale des papeteries d'Angoulême n'était que de 1,500,000 francs ? C'était donc, en 1841, une augmentation de 5,430,000 francs.

Voyons maintenant quels furent néanmoins, à travers cette anarchie industrielle, les perfectionnements qu'obtinent les fabricants de papier d'Angoulême, car, chose étrange, c'est précisément dans les temps de crise et de détresse commerciale que l'art de la fabrication fait les plus rapides progrès. Parmi les innovations les plus importantes qu'on réalisa à Angoulême, nous citerons particulièrement l'excellent procédé mis en pratique par MM. Laroche-Joubert et Dumergue pour fabriquer les papiers vergés à la mécanique, au moyen d'un rouleau égoutteur recouvert d'une toile à vergeures. Ils prirent un brevet, mais il se trouva que ce procédé était le même que celui dont on se servait en Angleterre et pour lequel M. Thomas Barret, à Sainte-Marie-Gray, et M. J. Jaquier avaient également pris des brevets en 1830 et 1831. Bien que

cette rencontre d'idées, purement fortuite, ait enlevé à MM. Laroche-Joubert le droit de réclamer la priorité pour ce genre de fabrication, on ne saurait, sans injustice, leur contester l'honneur d'avoir été les premiers à en faire usage en France. Quelques années plus tard, ils découvrirent le moyen de fabriquer des papiers bâtonnés sur la machine, quand jusque-là on les bâtonnait ou réglait par une pression exercée au moyen d'une plaque de cuivre. Ce fut là une véritable invention, et ils prirent un brevet qui, cette fois, eut son plein effet.

C'est aussi dans cette même période que MM. Laroche frères. du Martinet, commencèrent à la mécanique la fabrication des pelures, fabrication à peine connue, et dans laquelle ils eurent peu de rivaux. De l'accord des connaisseurs, c'était vraiment chose admirable que de pouvoir obtenir à la mécanique de la coquille de 2<sup>k</sup>,50 et même au-dessous.

En ce temps-là, MM. Lacroix frères fabriquaient de ces belles coquilles de couleur, vélin et vergées, qui eurent un si grand succès; inutile de dire que depuis longtemps on avait abandonné à Angoulême la fabrication des papiers de couleur. C'est encore à cette époque que MM. Lacroix commencèrent à fabriquer leur papier parcheminé, que sa qualité et surtout sa solidité firent adopter de préférence à tous autres pour la confection des titres d'actions et autres.

Enfin, dès 1842 (6 avril), MM. Lacroix frères prirent un brevet pour un système de collage à la gélatine au moyen d'une machine qu'ils avaient inventée,

dans le but spécial de donner aux papiers à registre et à dessin la qualité qu'on n'avait pas encore réussi à leur donner en France. Pour atteindre leur but, ils durent d'abord consulter un mémoire que M. Mérimée leur avait communiqué et qu'il avait écrit sur cette matière. Ils firent ensuite établir une machine provisoire pourvue d'appareils de séchage à air froid, avec ventilateur pouvant se modérer à volonté; ils avaient tenté de faire usage de l'air chaud, mais ce procédé ne leur réussit pas. Les papiers qu'ils collèrent ainsi ne laissaient rien à désirer : le collage en était parfait, seulement ils perdaient beaucoup de leur blancheur, et ils exigeaient une main-d'œuvre qui en élevait considérablement le prix de revient; le commerce paraissant peu disposé à leur tenir compte de cette dépense, MM. Lacroix ne crurent pas devoir pousser plus loin leurs expériences. Plus tard, à l'exposition de 1844, MM. Lacroix frères ayant exposé du papier collé à la gélatine, les membres du jury, qui étaient MM. A.-F. Didot, Blanqui et Dumas, s'y intéressèrent tout particulièrement et manifestèrent à MM. Lacroix le désir de voir leur procédé de collage abandonné à l'industrie du papier. Le brevet où étaient décrits tous les détails de ladite machine, fut immédiatement retiré. Comme à l'époque de la prise de ce brevet il n'existait encore en Angleterre aucun système de collage à la gélatine, il est probable que les Anglais ont pris les plans de notre système, et qu'en le perfectionnant il est devenu le procédé dont ils se servent aujourd'hui pour coller leur papier. L'utilité de ce mode de col-

lage consiste en ce qu'il leur permet l'emploi d'une plus grande quantité de coton dans leurs papiers, ce qui est une nécessité pour eux, qui n'ont pas le chiffon de toile de fil de chanvre en aussi grande abondance que nous l'avons en France.

Nous arrivons tout naturellement à l'exposition de 1844, où, malgré la crise que venait de subir la papeterie, les fabricants de papier figuraient en grand nombre. Jamais exposition n'avait été aussi brillante; les produits exposés dépassaient en qualité et en beauté ceux qu'on avait vus en 1839; tout ce qui constitue de bon et beau papier y était réuni; on était arrivé enfin au plus haut degré de perfection, et les papiers d'Angoulême ne laissaient absolument rien à désirer. M. Justin Lacroix y fut décoré chevalier de la Légion d'honneur, et il fut, en outre, décerné trois médailles d'or. C'était la deuxième décoration donnée après une exposition, et M. Justin Lacroix est encore le seul fabricant d'Angoulême à qui une telle récompense ait été accordée. Cette exposition fut un véritable triomphe pour Angoulême, car elle eut pour résultat de placer la papeterie charentaise au premier rang dans l'industrie du papier, et de lui rendre ainsi la position qu'elle avait si glorieusement occupée au dix-septième siècle. Puisse cette supériorité longtemps se maintenir dans notre département! c'est là notre vœu le plus cher et le but que nous ne cessons de poursuivre.

---





## CHAPITRE II.

REPRISE DE LA FABRICATION. — CONTINUATION DES EMBARRAS, LES SOCIÉTÉS, RÉFORME DES CRÉDITS. — 1848. — NOUVEL ACCROISSEMENT DE LA FABRICATION.

---

Ce serait une erreur de croire qu'après la chute d'un si grand nombre d'usines dans le rayon d'Angoulême, la fabrication eût éprouvé un temps d'arrêt; mais, si l'on admet que ce temps d'arrêt ait eu lieu, et qu'il ait amené une diminution momentanée du prix des chiffons, il faut avouer du moins qu'il fut trop court pour laisser l'équilibre se rétablir entre la production et la consommation du papier. En effet, une maison avait à peine opéré sa liquidation qu'une société nouvelle était formée pour en continuer les opérations. Les fabricants que la crise avait épargnés ne purent donc pas même reprendre haleine; enfin, soit confiance dans l'avenir, soit qu'on jugeât que la consommation du papier dût encore augmenter, dès la fin de 1844, tous nos établissements avaient repris leur activité accoutumée. Cette reprise eut tout d'abord pour effet d'imprimer une nouvelle hausse au chiffon,

et ensuite de maintenir les mauvaises conditions de la vente, qui passèrent ainsi en habitude dans le commerce.

C'est alors que nous vîmes successivement apparaître les maisons Tardat, Desmichel & Gendron, Durand & Courteaud, Conte fils et C<sup>ie</sup>, Dujardin & Beaudry, Delaurier & Goblet, Lacroix & Laroche (de Laroche-Andry), Vorster, Autreux et C<sup>ie</sup>, et quelques autres dont le nom m'échappe. C'est alors aussi que disparurent les dernières cuves que MM. Sazerac de Forge et Galliot avaient pu maintenir jusque-là dans leurs fabriques de Forges et de Poulet. En ce moment furent donc établies à la mécanique les papeteries de Collas, Breuty, Montbron, Chantoiseau et Poulet, et celles qui ne purent être mises au nouveau système furent occupées comme succursales par les établissements voisins. D'un autre côté, pendant qu'on démembrait Bourlion et qu'on en vendait les machines, on construisait une nouvelle papeterie à Saint-Auzonne, marchant à la vapeur, mais dont l'exploitation ne fut que de courte durée. Enfin, un peu plus tard, s'élevèrent les maisons Becoulet et C<sup>ie</sup>, aux Marchais; Chauveau & Durandeau, à Lepine; Alami-geon jeune, à Villemant, que ce dernier fit construire; quant à Monfourrat, qui avait été laissé depuis quelques années inactif, après avoir absorbé les fonds de deux compagnies, ce bel établissement fut repris par M. Vorster, qui y fait aujourd'hui marcher trois machines. Toutes ces nouvelles maisons ne furent pas heureuses, mais la plupart s'établissant sur des bases

meilleures trouvèrent généralement les éléments d'un succès assuré.

Cette recrudescence dans l'activité de la fabrication, rendant le chiffon de plus en plus rare, donna lieu à une tentative d'accaparement qui fut faite sur cette marchandise par un nommé Allain, de concert avec une maison de banque de Poitiers. Cette spéculation eut pour résultat d'aggraver la hausse des matières premières. Le chiffon, qui valait alors 46 francs, monta tout à coup à 52 francs. Que firent les fabricants d'Angoulême? Ils s'entendirent, et prirent entre eux l'engagement de ne rien acheter au sieur Allain, dont l'opération fut ainsi complètement paralysée. Éclairés sur la nécessité d'empêcher les enlèvements de matière première qui se faisaient dans la Vienne et les deux départements de la Charente, ils formèrent une société dans ce but, et se réunirent tous les quinze jours pour se communiquer les mesures à prendre. Cet essai eut pendant quelque temps d'assez bons résultats; mais la force des choses l'emporta, et la hausse qui s'était arrêtée, sans baisser toutefois, reprit le dessus.

D'un autre côté, sous l'influence naturelle de l'accroissement de la production, la concurrence pour la vente des papiers faisait encore une fois des progrès inquiétants. L'excédant des produits ramenait les bas prix obligés, les longs crédits, l'abandon des bénéfices, et, en un mot, toutes les concessions irréflechies, improductives, qui en sont les conséquences inséparables.

Quelques fabricants de Paris, effrayés de la gravité de la situation, provoquèrent une assemblée générale afin d'aviser aux moyens d'arrêter les progrès du mal. L'assemblée eut lieu le 25 avril 1843, rue Taranne, et il s'y forma une association ayant pour but de combattre la dépréciation continuelle des produits et la hausse du chiffon, d'assurer à la papeterie les débouchés qu'elle réclamait, de rendre compte de tous les perfectionnements nouveaux et de les propager dans les fabriques. Une commission, composée de MM. Boichard, président; Blanchet, trésorier; Gratiot, secrétaire, Grenard, Raymond, Dupuy et Malmenaïde, fut nommée pour procéder à une enquête sur les moyens les plus efficaces de réaliser ces projets. Un premier rapport de la commission, rendu le 8 février 1844, attaqua avec justesse plusieurs questions fort intéressantes sans doute, mais sans proposer aucune combinaison qui fût de nature à apporter le moindre soulagement pour l'industrie. Cependant il conduisit les fabricants à prendre la résolution d'acheter toutes les papeteries qui viendraient à être mises en vente, pour les morceler et en vendre séparément les matériaux. Immédiatement on signa un traité pour l'achat de la papeterie de Plainfaing, et, peu de temps après, une fois le matériel enlevé, cet établissement fut vendu, au nom de la société, pour une autre destination. Malheureusement ce fut la seule opération de ce genre que put faire l'association, car, soit indifférence, soit la crainte d'être entraînés trop loin, les fabricants mirent une telle froideur à se rendre aux

assemblées que la société dut se dissoudre d'elle-même.

Quelques mois s'écoulèrent. Rien n'avait diminué le malaise ; les producteurs étaient toujours en plus grand nombre qu'il n'eût fallu pour que les prix de vente reprissent leur cours normal. Dans ces circonstances, M. Bouchet revint au projet d'association qu'il avait essayé vainement, en 1842, de faire accepter par les dépositaires, commissionnaires et marchands en gros. C'était au mois de septembre 1844. Le commerce de la papeterie fut convoqué de nouveau en assemblée générale, et dans cette assemblée il fut fait un exposé très-net que je voudrais bien rapporter ici, tant il dépeint bien la situation critique où la papeterie était en ce moment ; mais il est si long que je crois devoir m'en dispenser. Enfin le projet de M. Bouchet, qui devait apporter un remède aux souffrances de notre industrie, fut pris en sérieuse considération. Il ne s'agissait rien moins que de faire cesser la concurrence désordonnée qui ruinait le commerce des papiers, tant à Paris qu'en province. Que faut-il faire pour atteindre ce but ? disait-on. Fonder un dépôt général de tous les produits des fabricants qui adhéreront aux statuts de la société proposée. Cette société devait être sous la raison Bouchet, de Laplace et C<sup>ie</sup> ; elle devait être par actions, au capital de quinze millions, sous la surveillance de cinq membres qui auraient seuls le droit de fixer le prix de vente des papiers d'après le cours des matières premières. Les commissionnaires, les dépositaires et marchands en gros pouvaient y participer comme fondateurs, mais

à la condition d'amener leur clientèle. Une retenue de 10 pour cent était d'abord prélevée sur le prix de vente et formait le bénéfice de la compagnie. Les actionnaires avaient toujours droit aux intérêts de 5 pour cent de leurs capitaux, et, lorsque les papiers vendus donnaient un bénéfice dépassant celui fixé par le comité consultatif, il était réparti sur cet excédant 40 pour cent entre les sociétaires et 60 pour cent entre les susdits actionnaires, au marc le franc de leurs apports de fonds.

MM. Delatouche, Dufay, l'elaplace, Lacroix et Durandeu furent choisis pour élaborer ce grand projet et décider souverainement des questions qu'il pourrait soulever. Il fut donc soumis à un examen approfondi, et l'on peut dire que, dans l'acte de société qui fut préparé, tout avait été prévu et combiné avec un soin extrême. C'était une affaire sérieuse qui eût donné d'excellents résultats si elle eût été mise à exécution. Cependant, à mon avis, la véritable cause de ces embarras commerciaux, d'où nous voulions sortir, n'était point tant dans les difficultés de la vente que dans le prodigieux accroissement de papeteries qui s'étaient élevées subitement, et auquel la consommation ordinaire était devenue insuffisante.

Le remède le plus efficace qu'on pût apporter à cet état de choses eût été de réduire la production pendant quelque temps ; mais on éluda cette question, et je crois que, lors même que l'association projetée se fût accomplie, les fabricants n'en seraient pas moins restés à la merci des événements.

Mais, soit que cette association ne fût pas suffisamment comprise, soit par tout autre motif, elle rencontra une certaine opposition, non-seulement parmi les fabricants, mais encore parmi les commissionnaires, qui ne parurent pas bien convaincus que son adoption n'offrait point un danger pour leurs intérêts. En vain ce projet fut rapporté à plusieurs reprises, en vain une nouvelle commission tenta des efforts qui durèrent jusqu'au mois de septembre 1845 : cette grande affaire avorta définitivement.

Toutefois l'effet moral de cette association ne fut pas entièrement perdu, car, peu de temps après, M. Pagnerre eut l'idée de fonder un cercle auquel participeraient la librairie, l'imprimerie et la papeterie. Une première convocation des principaux représentants de ces branches de commerce fut faite par lui en 1846. On institua un bureau provisoire, on chercha un local, et, dès qu'on l'eut trouvé, on nomma un bureau définitif, où figurèrent, comme représentants de la papeterie, MM. Ambroise Didot, Blanchet, Lacroix et Maubant. Une des premières questions que souleva le cercle, principalement occupé de soutenir les intérêts de la papeterie, fut le projet d'une réforme postale. Nous demandions, indépendamment de l'abaissement uniforme de la taxe des lettres, qu'il fût permis d'en porter le poids de sept grammes et demi à dix grammes, car il était impossible avec la taxe en vigueur de se servir d'une enveloppe sans aggraver les frais d'envoi. L'adoption de cette mesure, qui accroîtrait dans une proportion si grande la quan-



tité des lettres qui s'écrivent chaque jour, augmenterait d'une manière notable les ressources du gouvernement et la consommation des papiers employés pour la correspondance. Une pétition fut adressée à la Chambre, qui la repoussa comme contraire aux intérêts financiers de l'État. Trois fois MM. Montgolfier, Gratiot et Lacroix revinrent à la charge, à diverses époques; trois fois leurs instances furent sans résultat. Depuis, la réforme postale a été adoptée par un autre gouvernement, et l'expérience nous a donné raison. L'État, les producteurs et les consommateurs y ont certainement gagné.

J'ai dit que déjà, en 1845, les affaires en papeterie avaient éprouvé sur divers points une amélioration sensible. En 1846, le mouvement de fermeté parut s'étendre sur tous les marchés, et, en 1847, les ventes s'étaient relevées et étaient des plus actives. Nous entrons donc dans une nouvelle ère de prospérité lorsque éclata soudain la révolution de Février.

Depuis longtemps certaines maisons, dans le but de s'attacher une plus nombreuse clientèle, accordaient à leurs acheteurs trois ou quatre mois de compte courant, plus un escompte de 4 pour cent, ou des crédits de dix à douze mois. Ces conditions onéreuses avaient dégénéré en habitude. Personne n'osait aller contre. Je pris alors l'initiative d'une importante réforme. Je convoquai, le 20 février 1847, tous les marchands de papier en gros, tous les commissionnaires et dépositaires, je leur démontrai les dommages, souvent irréparables, qui résultaient de

l'état de choses auquel nous nous étions volontairement condamnés, et l'urgence qu'il y avait de nous y soustraire. Sur vingt-six chefs de maison qui répondirent à mon appel, dix-huit parurent disposés à accepter la réforme que je proposais, mais quatre seulement la mirent à exécution. Elle consistait à fixer désormais nos termes de crédit à six mois, et à porter l'escompte de 4 à 5 pour cent pour les achats au comptant, c'est-à-dire pour ceux dont le paiement s'effectuerait dans le mois même de la livraison. Les choses, il est vrai, ne marchèrent pas toutes seules. Nous eûmes d'abord bien de la peine à faire accepter à nos clients ces conditions si simples et si utiles, mais au bout de quelques mois ils finirent par s'y conformer.

La révolution de Février fit passer en usage cette réforme qui jusque-là n'avait été regardée qu'avec une extrême défiance. Les maisons qui l'avaient adoptée, se trouvant avec des crédits énormément réduits, furent sauvées par elle au moment de la commotion politique, quand, au contraire, la plupart de celles qui l'avaient repoussée furent emportées par les fluctuations résultant de l'ébranlement général.

Bien des personnes, quand surgissait dans le cours de 1848 et 1849, cette multitude de petits et de grands journaux quotidiens, en voyant les murs couverts d'innombrables affiches et la France inondée de brochures, ont pu croire que la fabrication du papier, au lieu de se ralentir, n'avait fait qu'augmenter, et que les événements de février avaient enrichi les fabri-

cants. C'est là une grande erreur. Si étendue que fût la consommation de papier faite par la presse, elle était loin de compenser la perte causée par l'interruption des publications destinées aux bibliothèques, et loin surtout d'atténuer la diminution de cette consommation générale, continue, journalière, qui se fait dans les temps de paix et de sécurité. Il n'y a pas à mettre en doute que cette consommation générale, terme moyen, n'eût diminué de 50 pour cent sur ce qu'elle était avant février. Il y aurait cependant de l'ingratitude à ne pas reconnaître que l'immense quantité de papier employée par les journaux d'alors ne nous ait pas aidés à nous soutenir au milieu de nos embarras. Partout les maisons de banque suspendaient leurs opérations ou resserraient leur crédit, les ventes devenaient presque impossibles ou ne s'effectuaient plus qu'au comptant. Les fabricants qui s'étaient adonnés à la confection des papiers pour journaux et affiches, et qui s'en trouvèrent largement approvisionnés, purent seuls continuer leurs affaires avec quelque bénéfice. La consommation des autres sortes de papier était à peu près arrêtée. Plus de vente de papier de luxe pour lettres ou pour impression. En librairie, la cessation des affaires était complète.

La papeterie d'Angoulême fut particulièrement affectée par la crise commerciale; la vente de ses produits était réduite au tiers.

Cependant les fabricants avaient à cœur d'occuper leurs ouvriers : pas une usine ne s'arrêta; on supprima seulement le travail de nuit, pour régler la pro-

duction sur la marche de la vente. C'était ce que l'on pouvait faire de mieux, et cette mesure, en maintenant le prix du papier et en abaissant celui de la matière première, nous préserva de toute catastrophe. Cet équilibre entre le prix des matières premières et celui des produits fabriqués était une large compensation à la réduction du chiffre des affaires. Le prix du chiffon, tombé à 35 francs, resta stationnaire jusqu'à la fin de 1849, auquel moment le commerce commença à reprendre.

De ce que les fabricants avaient trouvé un intérêt réel à soutenir le prix des produits en fabriquant peu, puisqu'ils obtenaient la matière première à meilleur marché, ils songèrent à faire durer ce système le plus longtemps possible, en arrêtant, dès son principe, la tendance à la hausse que prenait le prix du chiffon, au fur et à mesure que le mouvement commercial devenait plus prononcé. C'est pourquoi ils formèrent, dans la plupart des grands centres industriels, des associations ayant pour but d'empêcher les tentatives qui seraient faites pour élever le prix du chiffon. Il y eut de ces associations dans les départements de l'Ouest, à Angoulême, dans les Vosges et dans le Dauphiné. Celle qui s'organisa à Paris était présidée par M. Odent et correspondait avec toutes les autres. Les réunions générales se tenaient au Cercle de la librairie, imprimerie et papeterie. Elle fonctionna pendant trois années environ, et, tant qu'elle vécut, les fabricants n'eurent qu'à se féliciter des résultats qu'ils en retirèrent. Mais il n'est que trop vrai que si, dans

les temps malheureux, les hommes savent s'entendre et s'unir, cette union cesse bien vite quand le danger est passé. Confiants dans l'avenir, ne comptant plus que sur nous-mêmes, nous devenons insoucians de ces principes de solidarité qui faisaient tout à l'heure notre force, et nous croyons mieux servir nos intérêts en agissant isolément. L'égoïsme, l'intérêt, nous séparent jusqu'à ce que nos fautes nous rapprochent encore une fois les uns des autres. C'est ainsi qu'en 1853 les fabricants négligèrent de se rendre aux assemblées habituelles pour se communiquer leurs idées et leurs besoins; c'est ainsi qu'ils ne voulurent plus s'astreindre au règlement et qu'ils refusèrent peu à peu de rendre compte du cours auquel ils faisaient leurs achats de matières premières. Alors l'association de Paris, n'ayant plus de raison d'être, se disloqua et disparut; celles des départements ne tardèrent pas à se dissoudre, et, si quelques-unes survécurent, elles ne donnèrent plus que des résultats d'une complète insignifiance.

En 1849 s'ouvrit une nouvelle exposition des produits de l'industrie française. La papeterie y fut assez convenablement représentée, et si, en ce qui concerne l'art de la fabrication, l'on n'eut aucun progrès à signaler sur 1844, les nombreuses récompenses qui furent décernées prouvèrent du moins que nous n'avions pas décliné. Il ne se passa, pendant deux ans, aucun fait digne de remarque; le mouvement de reprise des affaires qui s'était dessiné depuis la fin de 1849 avait fait absorber nos approvisionnements, et

les fabricants qui, dans le principe, avaient réduit leur production, retrouvèrent un surcroît de travail.

Enfin arriva l'exposition universelle et internationale de Londres, événement considérable en industrie, dont les Anglais surent au reste tirer le parti le plus utile pour les intérêts de leur commerce. Confiante dans l'idée qu'elle a toujours eue de sa supériorité, l'Angleterre convia toutes les nations à concourir avec elle. Huit maisons représentèrent la papeterie française à ce concours sans pareil. Leur succès fut en quelque sorte un désappointement pour les Anglais, qui n'avaient qu'une médiocre opinion des améliorations que nous pouvions avoir réalisées. Deux grandes médailles furent décernées à la papeterie d'Angoulême, et, s'il n'y fut pas accordé une médaille d'honneur, cela tint bien plus à des influences anglaises qu'au manque de mérite des produits exposés. En dehors du collage à la gélatine, ils ne cédaient en rien aux produits anglais.

Cependant là devait être le point d'arrêt de nos progrès, et, bien qu'on ait encore introduit quelques perfectionnements dans les procédés de fabrication, on n'a ni mieux fabriqué, ni produit de meilleures qualités. La plus grande amélioration que nous ayons à noter est l'invention du lessiveur rotatif de M. Gabriel Planche, qui procura d'immenses avantages dans la préparation du chiffon. Il a été découvert aussi divers moyens de blanchiment qui ont donné des résultats supérieurs à ceux qu'on avait obtenus jusqu'alors; mais nous n'insisterons pas sur ces amé-

liorations, si ingénieuses qu'elles soient. Mentionnons, pour contraste, que c'est à partir de ce moment qu'on a véritablement abusé des substances minérales servant à la fabrication du papier. L'emploi funeste qu'on en a fait, joint à l'affaiblissement que cause aux pâtes un blanchiment forcé, nous vaut aujourd'hui des papiers sans consistance, sans solidité, et le plus souvent fort mal collés. La blancheur si éclatante que nous obtenons est loin de compenser l'absence de ces qualités qui jusqu'alors avaient acquis une réputation si méritée à nos produits. Depuis 1851, sous ce rapport, la fabrication n'a pas fait un seul progrès; nous le disons avec tristesse, elle semble plutôt avoir rétrogradé. Cela a été constaté à l'exposition de 1855 : telle elle était alors, telle elle est encore en 1863.

Après 1852, au moment où le prix du chiffon se relevait d'une façon inquiétante, il fut question de frapper d'un droit les sels de soude qu'on emploie en très-grande quantité dans la fabrication du papier. Les fabricants s'émurent, protestèrent; ce fut en vain, le droit fut voté, il était de 10 pour cent. Quelques mois s'écoulaient, et nous sommes à la veille de supporter un autre impôt bien plus préjudiciable, car, en 1853, le gouvernement propose d'établir une taxe sur le papier. Nouvelles démarches, nouvelles pétitions des fabricants contre l'adoption de ce projet. Le Cercle de la papeterie charge MM. Gratiot, Montgolfier et Lacroix de défendre les intérêts de notre commerce. La commission s'acquitte si bien de sa mission que le projet d'impôt est écarté.

Deux ans plus tard, en 1855, le préfet de la Seine revient à ce même projet, sous une forme plus restreinte. Il s'agit, cette fois, d'un impôt indirect à percevoir sur le papier consommé dans l'intérieur de la ville de Paris, impôt applicable aux besoins de la capitale. La papeterie émet sur-le-champ le vœu de l'abandon de ce projet. Une pétition est adressée à l'Empereur, qui accorde audience à la commission, et la promesse est faite que l'impôt n'aura pas lieu.

Voilà donc encore un danger auquel échappe la papeterie, car il est certain que la création d'un nouvel impôt sur le papier pouvait avoir les conséquences les plus fâcheuses pour l'industrie, surtout dans un moment où les fabricants avaient le plus grand besoin de voir s'augmenter la consommation, devenue insuffisante à la production.

L'expérience qu'avaient faite beaucoup de fabricants en traversant la crise de 1842 à 1845, les épreuves qu'ils subirent en 1848, étaient certes de nature à leur inspirer quelque réserve et beaucoup de prudence dans leurs entreprises; cependant ils n'en profitèrent point, car, après que la proclamation de l'empire eut créé de nouveaux gages de sécurité dans l'avenir, et dès qu'il fut reconnu que les placements s'effectuaient sans obstacle, immédiatement reparut cet entraînement général à augmenter par tous les moyens possibles la production du papier, qu'encourageait encore la réalisation de bénéfices qu'avait permis le bas prix du chiffon. Dans le but donc de profiter de cette nouvelle situation, plusieurs fabricants se mirent en



mesure d'augmenter le nombre de leurs machines ; pour quelques-uns cette augmentation dépassa toute limite de la raison ; car, pendant que ceux-là doubleraient, tripleraient même leur matériel, d'autres remettraient en activité les fabriques qui depuis longtemps étaient restées inactives, et il se formait des sociétés pour fonder des établissements considérables. Partout on établissait des machines à vapeur, partout on montait des cylindres.

A Angoulême et dans ses environs, nous comptons vingt-huit machines, et l'on était arrivé à faire produire à la plupart d'entre elles de 12 à 1300 kilogrammes par jour ou par 24 heures. Cette production n'avait-elle pas quelque chose d'effrayant, et pour les fabricants n'était-il pas évident, certain même, que tôt ou tard il devait en résulter une terrible concurrence dans la vente des produits, une altération dans leur qualité, et par suite une baisse considérable dans leur prix ?

Alors parurent quelques nouveaux procédés pour la décoloration des chiffons de coton et pour le lavage des pâtes. Les fabricants auraient pu s'en attribuer les avantages et augmenter leurs bénéfices ; mais ils n'en firent rien, et ils profitèrent de ces progrès pour accroître encore leurs produits et en diminuer le prix à la vente. On ne s'en tint pas là : la concurrence devenait de plus en plus grande, et il fallait la soutenir ; ce n'était déjà plus chose facile. Que firent alors les fabricants ? Ils se mirent à employer des matières plus tendres, et les firent triturer moins longtemps ; ils se

mirent à employer des chiffons plus communs, et les forcèrent au blanchiment; enfin ils poussèrent outre mesure l'emploi des matières minérales.

Pour certains produits, il en résultait peu d'inconvénients, cependant pour d'autres ils étaient fort graves; mais, pour ceux d'une fabrication spéciale et supérieure. ils étaient considérables, attendu que pour ces derniers la condition essentielle de leur écoulement et surtout de cette préférence marquée que leur accordent la généralité des acheteurs, consiste particulièrement dans la bonne qualité, déjà trop affaiblie. Pour les fabricants d'Angoulême, par exemple, n'était-ce pas faire fausse route? Malheureusement peu d'entre eux le comprirent, et la plupart continuèrent ce système de produire beaucoup, comme si c'eût été le seul profitable à leurs intérêts. Il y a des circonstances où dans l'industrie, pour rendre plus facile le placement des produits, le principe du bon marché doit passer le premier; mais était-ce là le cas d'en faire l'application? Nous ne le pensons pas. Néanmoins dès ce moment on ne s'occupa plus de savoir si les papiers manquaient de consistance, de solidité; s'ils étaient nuageux ou fort mal collés; si leur force ne répondait pas à leur poids: le seul but auquel on tendait, c'était de trouver une compensation au bas prix auquel devaient se vendre des produits ou trop abondants ou peu estimés. Peu importe si le consommateur se plaint, si l'intermédiaire est mécontent, si les étrangers refusent nos produits, si nos marchés se referment; les fabricants n'en persévèrent

pas moins à produire au-delà des besoins de la consommation ; ils vont, ils vont toujours, jusqu'à ce que l'encombrement les déborde, et puis...

Nous reconnaissons cependant que, dans notre industrie comme dans toutes, l'économie est utile, indispensable, pour résister aux luttes que nous avons à soutenir. Nous conviendrons même que la plus grande production en soit une condition nécessaire ; mais nous n'admettons pas comme économie tout moyen qui a pour effet d'apporter une altération quelconque à la qualité du produit fabriqué, parce qu'alors il y a obligation d'en abaisser le prix. D'un autre côté, en assimilant ainsi nos produits spéciaux à des produits inférieurs, il en résulte naturellement que nous perdons les avantages de notre spécialité et notre réputation.

Dans tous les cas, pouvons-nous admettre qu'il soit possible de produire vite, beaucoup, d'employer des matières inférieures, et d'obtenir ainsi de bons et beaux papiers ? Ah ! s'il est des fabricants qui aient résolu ce problème, chose si facile suivant certains théoriciens, nous les en félicitons ; seulement on nous permettra d'en douter encore. Il est, en attendant, bien regrettable, selon nous, de voir peu à peu s'affaiblir dans notre pays cette réputation et cette confiance qui firent naguère tous succès, et qui devraient être la plus sûre garantie pour l'avenir que nous pourrions léguer à nos fils et à nos neveux. Ne vaudrait-il pas mieux, enfin, pour nos fabrications spéciales et supérieures, produire moins, fabriquer de bons pro-

duits et les maintenir à un prix convenable? Le fabricant n'y perdrait certes pas, et le consommateur y trouverait aussi son compte; pour tous, enfin, la satisfaction serait plus grande. Du moins, c'est notre avis.

Ainsi, pendant que nous nous disputons le placement de nos produits, que nous abaissons nos qualités, que nous rétrogradons, en un mot, que se passe-t-il à l'étranger? L'Angleterre nous enlève nos meilleurs chiffons, avec lesquels elle perfectionne encore sa fabrication. Les fabricants anglais choisissent les articles les plus avantageux à fabriquer, consistant en papiers forts, et ils nous permettent d'exporter chez eux les quelques papiers minces auxquels ils dédaignent d'occuper leurs fabriques. L'Allemagne, notamment la Prusse, fait des progrès immenses, et elle garde ses matières premières. L'Espagne fonde de nouvelles fabriques, et elle garde également ses chiffons. La Belgique envahit nos marchés, et les nations qui tentent de se passer de nos produits ont d'autant plus de facilité à les imiter que nous en baissons la qualité.

Ah! que nos fabricants y prennent garde : l'histoire est là pour leur prouver que, dès qu'une réputation industrielle ou commerciale est compromise, il n'est pas toujours facile de la rétablir, de même que, lorsque les cours de nos papiers s'abaissent, il n'est, pour ainsi dire, plus possible de les relever. Ces expériences-là nous ont coûté quelquefois bien cher.

Nous venons de parler de l'Exposition universelle de Londres de 1861 : avant de terminer notre long tra-

vail, nous permettra-t-on d'ajouter un dernier mot concernant les regrets que nous trouvons exprimés dans le rapport de M. Saint-Clair-Deville? En France, selon lui, on s'occupe trop peu du collage à la gélatine, dont on fait en Angleterre un usage si général. Nous nous plaisons à croire qu'en exprimant ce regret, l'expérience a pu faire défaut à notre honorable rapporteur; car c'est commettre une grave erreur que de prétendre que l'emploi de ce procédé nous serait avantageux, et que nous puissions tirer quelques profits de la dépense énorme à laquelle il peut nous entraîner. Il n'est pas douteux pour nous qu'avec notre procédé ordinaire de coller à la cuve nous ne puissions obtenir des papiers tout au moins aussi bons, aussi purs, aussi bien collés, beaucoup plus blancs et plus agréables pour l'écriture que ne le sont même les papiers anglais. Tout fabricant de papier français qui voudra faire un choix dans nos meilleures qualités de chiffons et autres matières premières; mettre le temps nécessaire à la préparation des pâtes; employer de la colle préparée avec soin; ne faire usage d'aucune matière minérale quelconque, et cela à la condition que son acheteur voudra bien mettre le prix convenable au produit ainsi fabriqué, tout fabricant, disons-nous, travaillant dans ces conditions, obtiendra le même résultat que les fabricants anglais, sans qu'il soit besoin pour lui de recourir au système de collage à la gélatine.

Nous l'avons déjà dit, le système de collage à la gélatine n'a d'autre avantage que de permettre aux

Anglais l'emploi d'une plus grande quantité de chiffon de coton dans leurs papiers : c'est pour eux une nécessité ; mais, pour nous, qui avons suffisamment de chiffon de toile de fil, nous ne pouvons l'adopter, ni comme progrès ni comme économie, car ce serait nous exposer à une dépense des plus considérables sans aucun profit pour le fabricant et pour le consommateur, dépense qui retomberait purement à notre détriment.

Maintenant il nous reste à mettre sous les yeux de nos lecteurs le chiffre approximatif de la production des vingt-huit machines que possède la contrée d'Angoulême. Admettons que, pour chacune d'elles, la production moyenne soit au minimum de 900 kilogrammes de papier par jour, nous obtiendrons annuellement 270,000 kilogr. par machine, et, en comptant trois cents jours de travail, nous aurons dans l'année un total de 7,560,000 kilogr. Estimons le prix du kilogramme à 1 fr. 30 c. en moyenne, nous obtiendrons la somme de 9,828,000 fr. La consommation du chiffon peut être évaluée à 9,450,000 kilogr.

Nous ne ferons aucune réflexion sur l'importance de cette production, il nous suffira de constater que, dans le courant de 1861, un encombrement très-considérable fut reconnu par les fabricants eux-mêmes, et, en raison de l'élévation du prix du chiffon, qui était monté à 60 francs les cent kilogr., eut lieu à Angoulême une assemblée générale où l'on traita spécialement la question de savoir s'il n'y avait pas urgence de suspendre momentanément une partie de la

fabrication. J'eus l'honneur d'être appelé pour donner mon avis, et je me déclarai pour l'affirmative : deux fabricants seulement soutinrent une opinion contraire, et il ne fut pris aucune mesure. Chacun agit alors suivant ses inspirations, et l'on sait ce qui est résulté de ce défaut d'entente.



## TROISIÈME PARTIE.

### OBSERVATIONS SUR LE COMMERCE DU CHIFFON.

---

Si jusqu'à présent , malgré les appréhensions souvent fondées des fabricants français, le chiffon n'a pas manqué à nos manufactures, nous le devons aux mesures qu'ont prises tour à tour les gouvernements de Louis XIV et de Louis XV, et la Convention nationale.

Pour démontrer la justesse des propositions que nous avançons, il suffit d'ouvrir le dictionnaire des arrêts, et de se rappeler les circonstances qui ont donné lieu au premier impôt sur le chiffon à la sortie du royaume, puis à l'élévation de cet impôt, puis à la prohibition absolue de la sortie de nos matières premières. Le lecteur trouvera à la suite de ce chapitre le texte même des arrêts qui ont été rendus en divers temps sur la défense du transport des chiffons à l'étranger ; nous nous efforcerons de les expliquer ici le plus brièvement possible.



Et d'abord il est vraisemblable que les droits imposés sur le papier lui-même à l'intérieur du royaume, et augmentés à la sortie, furent une des causes qui hâtèrent l'établissement des manufactures chez les Hollandais et chez les Anglais, qui trouvèrent alors plus de bénéfice à fabriquer eux-mêmes qu'à nous acheter nos produits, soit pour leur propre consommation, soit pour les revendre.

Le droit protecteur sur le chiffon dut être reconnu utile dès que l'industrie du papier eut commencé à prendre une certaine importance chez nos voisins, devenus nos concurrents de nos tributaires qu'ils étaient. Ne récoltant pas dans leur pays une quantité suffisante de chiffon pour alimenter leurs fabriques, ils songèrent dès le principe à s'en approvisionner en France, où il était abondant et réputé de qualité supérieure. Ce fut en 1664, époque à laquelle la papeterie était dans tout son éclat, que l'on commença à s'apercevoir que l'enlèvement de nos matières premières non-seulement en maintenait le prix élevé, mais encore donnait à craindre aux fabricants de s'en trouver bientôt dépourvus. En conséquence, l'arrêt du 18 septembre de la même année imposa un droit de six livres par quintal sur les vieux linges, drilles, peilles et pattes à leur sortie du royaume.

Cette mesure, toute favorable à nos intérêts commerciaux, imprima une nouvelle impulsion à la fabrication, et produisit, au bout de quelque temps, la rareté des chiffons chez nos voisins. Cette rareté en fit tellement hausser le prix dans leur pays que,

malgré le droit qui grevait les nôtres, ils trouvèrent de l'avantage à revenir s'approvisionner dans nos provinces. Les enlèvements devenus de jour en jour plus considérables, le gouvernement, pour empêcher une exportation si nuisible à nos fabriques, se vit dans la nécessité de doubler les droits de sortie. Le tarif du 28 janvier 1687 les porta donc de six livres par quintal à douze livres. Un pareil droit pouvait certainement être considéré, dans ce temps-là, par le législateur comme équivalant à la prohibition complète ; mais, si l'on considère que la révocation de l'édit de Nantes avait été signée deux années auparavant, on comprendra sans peine pourquoi il demeura inefficace. La France, on le sait, était à peu près ruinée ; les fabricants et les ouvriers émigraient ; les papeteries tombaient une à une quand, par suite de la désertion de nos travailleurs, il y avait accroissement de moulins à l'étranger. Nous ne parlerons pas de la guerre qui fermait alors toutes les routes à notre commerce extérieur. Cet accroissement du nombre des fabriques dans les contrées rivales y amenait un plus grand besoin de matières premières, en même temps que ce besoin diminuait pour nous, qui ralentissions nos travaux. Du peu de consommation de chiffons que nous faisons résulta un abaissement dans le prix de cette matière. Or, comme le cours en était très-élevé chez les Hollandais et qu'il tombait en France, le droit qu'ils payaient pour la sortie de nos chiffons se trouva par cela même amoindri et ne fut plus un obstacle à leurs approvisionnements, puisque, malgré ce droit, le chiffon

qu'ils nous prenaient leur coûtait meilleur marché que s'ils l'eussent acheté dans leur propre pays : aussi nous en enlevèrent-ils de si grandes quantités que, malgré son peu d'emploi en France, il remonta tout à coup à un prix excessivement élevé.

Que se passa-t-il alors ? Les Hollandais et les autres nations concurrentes, chez qui le papier et le chiffon demeuraient à un taux proportionnel, purent supporter cette hausse comme elles avaient supporté les droits de sortie ; mais, pour les fabricants français, il n'en était pas de même, attendu que, payant le chiffon très-cher et ne vendant plus que fort mal leur papier, le prix rémunérateur ne pouvait plus être atteint. C'en était fait de notre industrie, si l'arrêt du 28 mai 1697 n'eût porté défense absolue de laisser sortir du royaume aucune des matières servant à la fabrication du papier.

Ce régime protecteur suivit son cours, et, comme tout finit par s'oublier, même nos plus grands malheurs, il y eut peu à peu une reprise d'activité dans les affaires commerciales. Cependant il ne tarda pas à se produire un fait des plus remarquables et de nature à nous faire supposer combien les Hollandais particulièrement appréciaient la qualité de nos chiffons, ou à quel degré ils en avaient besoin. Pour s'en procurer ils eurent recours jusqu'à des moyens illícites. Ainsi, dès le commencement du dix-septième siècle, il se forma une société d'agioteurs qui organisèrent la fraude sur une très-grande échelle, et voici comment ils s'y prenaient : ils se faisaient délivrer

des acquits-à-caution pour de petites parties à la destination de villes frontières, puis, à la faveur de ces acquits-à-caution, ils chargeaient de plus grandes quantités qu'ils faisaient passer à l'étranger.

Les chiffons étaient, par exemple, chargés sur des vaisseaux normands. La charge étant de deux cents quintaux, on en déclarait cinquante pour être déchargés à Barfleur ; l'excédant était conduit d'abord à Jersey et à Guernesey, lieux commodes pour la contrebande, à cause de la franchise des ports, et l'on venait ensuite à Barfleur débarquer le reste, qui était la quantité que comportait l'acquit-à-caution. Par ce moyen on ne cessa de nous enlever de fortes parties de nos chiffons, et toujours, bien entendu, des meilleures qualités. Les fabricants éprouvèrent donc une nouvelle hausse dans le prix, et, ayant reconnu la fraude, la dénoncèrent aux ministres de Louis XV. Alors l'arrêt du conseil d'État du 4 mars 1727 renouvela la défense de sortir aucune matière première, sous peine de confiscation des marchandises saisies en fraude, et d'une amende de trois mille livres. Six ans après, et pour des causes que nous ne chercherons pas à expliquer, les arrêts que nous venons de citer furent révoqués, et la sortie du chiffon fut permise moyennant un droit de trente livres par quintal.

Voici donc le chiffon libre à la sortie du royaume, moyennant un droit de trente livres par quintal. Sans doute, à ce prix-là, l'exportation n'eût causé aucun dommage à nos manufactures ; mais le gouvernement

ne se montra ni assez ferme ni assez vigilant pour réprimer tout d'abord la fraude considérable qui se faisait sur toutes les frontières, et les spéculateurs surent trouver le moyen d'éluder la loi, de tromper la perspicacité des employés des bureaux de sortie, de dérouter leurs poursuites. Autant que jamais ils continuèrent donc à nous enlever nos plus belles matières.

Cherbourg fut longtemps le centre principal de leurs opérations; là relâchaient les vaisseaux chargés de peilles destinées pour la ville de Caen; on débarquait la plus grande partie du chargement dans la première ville, puis les navires continuaient leur voyage, tandis que de Cherbourg les peilles étaient transportées à l'étranger, en fraude des droits imposés par l'arrêt de 1733.

En vain fut-il défendu, le 17 septembre 1743, de faire des magasins ou amas de vieux linges en aucun lieu situé à une distance moindre de quatre lieues des côtes de basse Normandie, comme aussi de transporter dans la généralité de Caen les matières propres à la fabrication du papier autrement que par terre : les amas de chiffons se renouvelèrent en Normandie, et il s'en fit même de si considérables sur les côtes de la Picardie, de la Bretagne et de la Saintonge, que, sur l'avis des députés du commerce, Louis XV étendit l'arrêt de 1743 à toutes les provinces du royaume, ordonnant en même temps que, lorsqu'on transporterait des chiffons par mer, les maîtres de barque en feraient une déclaration exacte, et ensuite rapporteraient dans un délai prescrit, au bureau du départ, un cer-

tificat de débarquement pris dans le lieu de la destination. Enfin l'ordonnance de 1746 corrobora l'arrêt précédent, en permettant à tous les fabricants de papier de tirer indifféremment des provinces du royaume les matières propres à leur industrie, sauf à payer le droit de sortie qui avait lieu pour les provinces du royaume réputées étrangères.

Comme nous avons pu le voir, le gouvernement de Louis XV, mieux éclairé sur la position des fabricants, touché de leur état de souffrance et de la décroissance rapide de cette industrie, avait déjà pris plusieurs importantes mesures. Pour donner quelque activité et une vie nouvelle à la papeterie, il nomma des inspecteurs spécialement chargés de s'enquérir des besoins qu'elle pouvait avoir, et, sur leur rapport, il rendit l'arrêt de 1755, par lequel est renouvelée la défense de tenir des magasins ou entrepôts de chiffons dans toutes les provinces du royaume, à quatre lieues près des côtes maritimes et frontières, afin d'éviter la fraude qui s'y commettait au grand détriment de nos fabricants de papier : un autre arrêt, du 17 décembre 1766, ordonna que le transport des chiffons d'un port à un autre ne pourrait se faire que sur des bâtiments pontés et du port de vingt tonneaux au moins.

Malgré ces excellentes mesures, malgré ces sages précautions, le chiffon se maintenait à des prix excessivement élevés, et nos fabricants avaient toujours le même embarras pour s'en procurer ; la rareté en était si grande que toutes les branches de commerce qui

se rattachent à la consommation du papier réclamaient contre le prix exorbitant auquel les fabricants leur vendaient leurs produits; d'un autre côté, un grand nombre de fabricants, ne pouvant tirer un prix rémunérateur de leurs papiers, préféraient abandonner leurs établissements plutôt que de persévérer dans une voie qui les menait infailliblement à la ruine. Des plaintes nombreuses furent adressées au gouvernement, qui, touché de la détresse d'une industrie méritant toute sa protection, rendit l'arrêt du 21 août 1771, en s'exprimant ainsi :

« Le roi, étant informé des représentations adressées, tant par les fabricants que par les marchands de papier, imprimeurs et libraires de la plupart des principales villes du royaume, que, nonobstant la grande quantité de vieux linges, drapeaux, pattes, rognures de peaux et de parchemins, et autres matières propres à la fabrication du papier, et à la formation de la colle que produit la France, les fabriques de papier sont en pénurie de ces matières, qui de jour en jour augmentent considérablement de prix; que cette pénurie est au point que plusieurs moulins sont totalement abandonnés, d'autres prêts à l'être, et tous les autres en langueur; que ce mal vient de la grande exportation qui se fait desdites matières à l'étranger, en fraude des droits exclusifs imposés à la sortie du royaume; que cette exportation est facilitée par le transport par mer; qu'au lieu et sous prétexte de les porter d'une province à une autre du royaume, on les porte à l'étranger, et qu'on

« suppose par les déclarations faites aux amirautés avoir  
« été forcé par des coups de vent et des gros temps de  
« les jeter à la mer; que la discussion de ces déclara-  
« tions devant les tribunaux ordinaires, et la lon-  
« gueur des procédures, qui presque toujours sont  
« abandonnées, rendent la fraude impunie et les frau-  
« deurs plus hardis; Sa Majesté voulant établir de  
« nouvelles précautions pour remédier à des abus  
« aussi préjudiciables aux manufactures de papier,  
« désirant même leur procurer encore de nouveaux  
« encouragements propres à faire fleurir une branche  
« du commerce aussi intéressante pour l'État, or-  
« donne et fait expresse inhibition et défense de faire  
« sortir, tant par terre que par mer, hors du royaume,  
« à l'étranger, aucun vieux linge, chiffons, vieux dra-  
« peaux, pattes, rognures de peaux et parchemins, et  
« toutes autres marchandises propres à la fabrication  
« du papier.... »

Après avoir rapporté en entier les considérants du décret de 1771, il me reste peu de chose à ajouter pour convaincre le lecteur de la situation désespérée où était arrivée la papeterie, par suite du retrait de la loi prohibitive de 1697, à laquelle des besoins financiers, sans doute, firent substituer la sortie libre du chiffon moyennant un droit de trente livres qu'avait encore aggravé l'arrêté de 1742; ainsi, pendant près d'un siècle entier, la papeterie dut rester dans cet état de langueur et de souffrance où l'avaient laissé tomber les préjugés des législateurs. N'est-ce donc point à la prohibition, rétablie par l'arrêté de 1771,



qu'elle dut son salut? Cet arrêté, en lui assurant les moyens de soutenir la concurrence étrangère, lui rendit la vie, et dès lors elle reprit une activité nouvelle et retrouva une prospérité à laquelle depuis longtemps elle n'était plus accoutumée; nous avons vu qu'au moment où éclata la révolution, le plus grand nombre des fabriques avaient repris leur ancienne position, de telle sorte que nous pouvions même fournir du papier à la Hollande, qui n'en fabriquait plus assez pour suffire au grand commerce qu'elle en faisait.

Nous savons quelle baisse la révolution de 1789 causa dans le prix des chiffons; mais cette dépréciation fut de courte durée, car immédiatement ils furent emportés à l'étranger, et, chose incroyable, lorsque nos fabricants voulurent reprendre la fabrication, non-seulement il leur fallut les payer à un prix beaucoup plus élevé qu'avant l'interruption des travaux, mais c'est à peine s'ils purent en récolter pour leurs modiques besoins. Dans l'Angoumois, ils étaient obligés, pour s'en procurer, de parcourir eux-mêmes les campagnes, attendu qu'il n'y en avait point dans les villes et que pas un marchand ne venait leur en offrir. L'embarras fut d'autant plus grand qu'il y avait un décret établissant le prix maximum de toutes marchandises, et que par conséquent il y avait impossibilité de retirer de la vente du papier une compensation à la perte causée par l'élévation du prix du chiffon. Aussi la Convention se vit-elle à la veille de manquer de papier pour ses propres be-

soins. C'est en présence de cette singulière situation qu'elle décréta la loi du 3 avril 1793, qui sauva encore une fois notre industrie en rétablissant la prohibition sur la matière première à la sortie de France.

Cette loi du 3 avril 1793 n'a cessé d'être appliquée et rigoureusement observée jusqu'à l'année dernière, et si, depuis soixante-dix ans, nous avons prospéré, si nous avons fait d'immenses progrès, c'est à elle que nous en sommes redevables ! Pour nous, cela ne fait aucun doute.

Maintenant que j'ai fini de citer cette série d'arrêts concernant nos matières premières, je crois devoir résumer les déductions que nous pouvons en tirer, en présence de la position nouvelle que nous a faite le traité de commerce avec l'Angleterre.

Revenons donc un instant sur nos pas, et demandons-nous :

Pourquoi ce droit de six livres sur nos chiffons à leur sortie du royaume ? si ce n'est :

1° Parce que l'on s'aperçut que les achats qu'en faisaient les étrangers chez nous en élevaient le prix, et que cette hausse causait d'autant plus de préjudice à nos fabricants qu'alors un droit était perçu sur le papier à la sortie du royaume ;

2° Parce que la vente de nos papiers diminuait sensiblement à l'étranger, et que le nombre des fabriques y augmentait ;

3° Parce qu'en retirant aux étrangers la faculté de nous enlever nos matières premières, sans payer aucun droit, on voulait atténuer leur concurrence, et

qu'en ménageant ainsi nos intérêts, l'on assurait du travail aux ouvriers français.

Pourquoi l'élévation du droit de six livres à douze livres ?

1° Parce que le prix de revient du papier fabriqué par les étrangers avec notre chiffon leur laissait encore assez de bénéfices pour supporter le droit qui le grevait, et qu'ainsi ils avaient toujours avantage à s'approvisionner chez nous ;

2° Parce que les étrangers trouvaient de jour en jour plus de bénéfices à employer nos chiffons dans leurs fabriques qu'à nous acheter les papiers dont ils avaient besoin.

Pourquoi enfin l'interdiction absolue de la sortie des chiffons ?

1° Parce que, nonobstant le droit de douze livres, l'enlèvement de nos chiffons continuait à se faire, et que de l'insuffisance de ce droit le nombre des papiers croissait toujours à l'étranger, quand, au contraire, il diminuait très-sensiblement chez nous ;

2° Parce que, les matières premières étant devenues très-rares et leur prix très-élevé, les fabricants français étaient dans la nécessité de vendre leur papier à des prix plus élevés, et qu'il en résultait un abaissement dans la vente ;

3° Parce qu'il fut bien reconnu que, la qualité de nos chiffons étant supérieure à celle des chiffons de tout autre pays, ils étaient devenus indispensables aux étrangers pour fabriquer leurs plus beaux produits, qui arrivaient à surpasser les nôtres ;

4° Enfin, parce qu'on put constater qu'il y avait chez les Hollandais et chez les Anglais insuffisance complète de chiffons et autres matières premières pour alimenter le nombre considérable d'établissements qu'ils possédaient, et qu'il y avait pour eux nécessité constante de s'en approvisionner au dehors.

Voilà bien certainement les raisons qui ont motivé ces salutaires mesures. Mais poursuivons. Pour des motifs que nous n'avons pas à examiner, l'arrêt du 28 mai 1697 fut révoqué. et, par celui du 3 octobre 1733, la prohibition céda la place à un droit de sortie de 30 fr. Qu'est-il résulté de ce changement? L'exposé de la situation de la papeterie servant de préambule à l'arrêt de 1771 répondra pour nous. Peut-il y avoir des preuves plus certaines, plus convaincantes, que celles qu'on y trouve, que la prohibition était utile, nécessaire, indispensable à nos fabricants de papier, et que, sans cette sage mesure, l'industrie du papier eût été ruinée en France? Il n'est personne, je pense, qui puisse contester un fait aussi matériellement démontré.

Voyons encore ce qui se passa de 1789 à 1793.

Comment l'expliquerons-nous?

Les anciennes lois sont méconnues, nos chiffons sortent librement de France, où il ne s'en consomme que de très-faibles quantités; le prix tombe, et tout à coup il se relève et monte plus haut que lorsque les fabriques étaient en pleine activité; bien mieux, le chiffon disparaît de notre pays, ou il y devient si rare que bientôt les fabricants ne savent où s'en procurer.

Que fût-il advenu si la Convention n'eût rendu ce décret du 3 avril 1793? Pense-t-on que nos fabricants eussent songé à reprendre leurs travaux? Pourrait-on croire enfin que nous n'eussions pas vu se fermer tous les établissements où étaient occupés un si grand nombre d'ouvriers? Oui, certes, nous eussions assisté à un immense désastre, et les Anglais eussent applaudi des deux mains à cette libre sortie laissée à nos chiffons. Mais, sans nous égarer dans les suppositions, nous pouvons constater que de cette liberté momentanée il est résulté que la hausse, produite alors dans le prix de notre chiffon par tous les enlèvements faits à notre préjudice, est restée comme le point de départ du cours auquel nous l'avons payé, même dans les temps d'abondance, tant que nos approvisionnements nous sont demeurés intacts sous la protection de la loi de 1793; et, comme on le sait, ce cours n'a fait que s'élever.

Prenons à présent des époques plus rapprochées de nous, car probablement il est peu de personnes qui se soient bien rendu compte de ce qui se passa en 1830 et 1848. Nous avons déjà dit qu'au moment où éclata la révolution de 1830, le prix des chiffons était de 55 à 56 fr. les 100 kilogr., et qu'aussitôt après il tomba à 35 francs. Que fût-il arrivé si nous n'avions pas eu, pour nous en assurer la possession, la loi du 3 avril 1793? Encore une fois, on nous les eût enlevés; au lieu de cela, ils nous restèrent. Les affaires éprouvèrent une suspension momentanée; mais, si le prix de nos papiers était tombé très-bas, faute

de consommation, nous pûmes du moins avoir les matières premières à un cours proportionnel à celui des produits, et avec quelques efforts nous pûmes nous soutenir; mais, si nos concurrents d'outre-mer avaient eu la liberté de nous enlever nos chiffons, ces enlèvements en auraient fait hausser le prix, ou même l'auraient maintenu au cours de 1829. Croit-on que nous n'aurions pas été encore dans la nécessité de fermer nos fabriques, et de renvoyer tous nos ouvriers? Qui pourrait dire non?...

En 1847 les chiffons se payaient environ 50 fr.; en 1848 ils étaient tombés à 35 et 36 fr. Alors, tous nos établissements étant au système mécanique, la production du papier était considérable, et nous employions un bien plus grand nombre d'ouvriers; si nous n'eussions pas eu la loi de 1793 pour nous protéger, où en aurions-nous été? La consommation était diminuée de moitié, et les prix par conséquent n'avaient plus de cours. Qu'ont fait forcément, il est vrai, les fabricants de papier? Ils ont réduit leur fabrication dans la proportion de l'écoulement de leurs produits, et, grâce au bas prix du chiffon, en fabriquant peu, ils purent encore se soutenir; si les étrangers nous les eussent enlevés, et que par conséquent le prix de 1847 se fût maintenu, aurions-nous pu continuer à fabriquer? Non, assurément; et, bien mieux, je pense que nous eussions tous succombé.

Fabricants de papier, à Dieu ne plaise que, pour une cause ou une autre, vous soyez jamais forcés

de suspendre vos travaux : en vain vous voudriez résister, comme vous n'avez plus la loi de 1793 pour vous protéger, vous n'auriez plus qu'à fermer vos établissements, car consentiriez-vous à payer vos chiffons au prix le plus élevé, tout en fabriquant peu et en ne vendant vos produits qu'au prix les plus bas ? Je ne le crois pas.

Ainsi, dès que les chiffons, faute d'emploi chez nous, baisseront seulement de douze francs, on vous les enlèvera, et, comme vous ne pourrez écouler vos produits qu'avec une baisse considérable, n'ayant plus le prix rémunérateur de la matière première, je vous le dis, vous renoncerez à fabriquer, et vous laisserez sans ouvrage et sans pain cette multitude d'ouvriers qui sera un embarras immense et pour vous et pour le gouvernement lui-même.

Il me semble déjà entendre nos économistes s'écrier : « Nous ne contestons pas l'histoire. Il est vrai que les lois de 1697, 1771, 1791 et 1793, condamnent l'expérience qu'on a voulu faire de la libre sortie en 1733 ; il est vrai que le résultat de cette expérience peut servir d'argument contre l'abrogation que nous avons provoquée de la loi du 3 avril 1793 : mais à quoi bon vos citations et vos raisonnements tardifs ? Cette abrogation est aujourd'hui un fait accompli, et il n'y a pas à revenir sur le traité conclu. Quel est donc votre but ? quelles sont vos espérances ? Les arrêts que vous invoquez ne sont, après tout, que des lois surannées ; elles pouvaient être bonnes il y a cent cinquante ans ; mais aujourd'hui elles n'ont

plus leur raison d'être, elles sont contraires aux idées nouvelles; autre temps, autre législation : nous vivons sous un gouvernement trop libéral pour admettre les principes étroits que vous défendez.

« Ce que nous voulons, avant tout, c'est l'intérêt des consommateurs, c'est l'intérêt du plus grand nombre, et la liberté commerciale est le plus sûr moyen d'obtenir des résultats qui satisfassent tout le monde. Et puis, ajoute-t-on, qu'avez-vous à vous plaindre? fabriquez-vous moins de papier? en vendez-vous moins? le prix de vos chiffons est-il plus élevé depuis que nous vous avons enlevé votre droit protecteur, c'est-à-dire la prohibition sur vos matières premières? Mais n'avons-nous pas obtenu en compensation la levée du droit d'accise en Angleterre? Eh! que vous importe que les Anglais et les Belges tentent de vous enlever vos chiffons? n'avez-vous pas, comme eux, la liberté d'y mettre un prix élevé, de les faire enchérir pour les retenir et vous les conserver? Enfin n'y a-t-il donc aucune substance qui puisse remplacer le chiffon? »

A chacune de ces questions nous voulons répondre, non pas pour convaincre messieurs les libres échangistes, — notre but est plus modeste, — mais parce que nous tenons à éclairer nos fabricants de papier sur la situation réelle que leur a faite l'application du système de libre échange quant à la matière première, *la plus indispensable*, ont dit eux-mêmes nos adversaires, pour l'existence de nos papeteries; nous voulons signaler aux maîtres de fabrique le danger qui les menace, nous voulons les prémunir con-



tre des malheurs qu'un redoublement de prudence peut seul maintenant leur faire conjurer. Nous n'avons donc point la pensée que le gouvernement réformera les traités conclus, nous savons qu'il est impossible d'y apporter le moindre changement ; mais des questions nouvelles peuvent surgir, être soumises à notre examen, et nous serons très-heureux de voir que la peine que nous prenons aujourd'hui n'aura pas été perdue, puisque nous nous trouverons tout prêts à nous défendre <sup>1</sup>.

Voici notre réfutation :

L'on nous dit : Les lois que vous avez citées sont surannées ; bonnes au siècle passé, elles ne sont plus applicables de notre temps.

Cette objection ne serait peut-être pas sans valeur si la prohibition avait été appliquée tout d'un coup, et qu'imposée par le caprice ou par une volonté supérieure, elle se fût maintenue arbitrairement, en dépit de l'expérience qu'elle aurait eue contre elle. Mais on n'est arrivé que graduellement et lentement à l'appliquer ; mais on l'a délaissée, et on a été obligé d'y revenir et de la conserver. Ce retour seul n'en prouve-t-il pas la légitimité, la nécessité ? Les progrès que nous lui devons n'en prouvent-ils pas l'excellence ?

Il n'est pas à supposer qu'on admette qu'une loi est mauvaise parce qu'elle est ancienne. A ce titre, combien d'articles de notre Code seraient inattaquables ? Vous voulez dire que les tendances nouvelles de l'es-

<sup>1</sup> Voir le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, et le décret impérial du 29 mai 1861.

prit public demandaient l'abrogation du décret de 1793, et vous prétendez accomplir un progrès en le révoquant ; mais le gouvernement qui, dans le principe, ne créa qu'un droit de six livres à la sortie du chiffon, mais le gouvernement qui abolissait, en 1733, la prohibition décrétée en 1697, mais ces deux gouvernements étaient-ils moins progressistes que vous ? avaient-ils des vues moins larges ? Louis XV était-il moins partisan de la liberté commerciale en révoquant, comme vous le faites, la prohibition, pour y substituer un droit de sortie, dans la pensée de sauvegarder nos intérêts ? Qu'il n'eût pas toutefois vos idées, cela est possible, mais, en somme, il rétablissait la libre sortie, et nous savons quelles furent les conséquences de cette permission. Qu'avez-vous donc fait de plus que lui ? Vous biffez d'un trait de plume la prohibition, parce que vous voulez accomplir un progrès, et vous nous faites tout simplement reculer de cent trente ans, vous nous ramenez, sans vous en douter, à l'an de grâce 1733. Ainsi l'expérience cruelle que notre industrie des papiers aura faite de 1664 à 1697, de 1733 à 1771, de 1789 à 1793, n'aura servi de rien, et nous serons condamnés par vous à la subir encore !

Les temps sont changés, dites-vous. Sous les rapports sociaux, nous ne nous expliquerons pas ; mais, sous les rapports industriels et commerciaux, nous dirons qu'en effet pour la papeterie ils sont bien changés, car il y a un siècle on consommait en France vingt millions de kilogrammes de chiffons par année, et aujourd'hui nous en consommons de quatre-vingts à quatre-vingt-

dix millions. On produisait pour vingt millions de papier, et nous en produisons pour soixante à soixante-dix millions. On employait dix-sept mille ouvriers, et nous en employons cinquante mille; on exportait à peine quelques papiers, et nous en envoyons pour plusieurs millions sur les marchés étrangers. Mais, si nous avons ainsi progressé, si nous sommes devenus grands consommateurs autant que grands producteurs, si nous avons augmenté nos relations au dehors, est-ce que les autres nations sont restées en arrière? est-ce qu'elles sont moins avancées en civilisation? nos rapports commerciaux sont-ils mieux établis? nos débouchés plus assurés qu'autrefois? l'existence de nos établissements est-elle plus certaine? Non, certainement non. Si nous sommes plus instruits que ne l'étaient nos pères, n'est-on pas plus instruit partout? les hommes en général sont-ils plus désintéressés qu'autrefois? le caractère des peuples s'est-il modifié, et nos voisins, nos concurrents, sont-ils moins ambitieux, moins jaloux, moins envieux, moins intelligents, moins industriels, moins entreprenants? leurs moyens de production dans l'industrie sont-ils moins considérables, moins perfectionnés? leurs produits sont-ils moins bons, moins estimés, moins recherchés? Ah! certainement non. Sous tous ces rapports il n'y a rien de changé, et, sauf notre chiffre d'affaires plus élevé, la situation est absolument la même qu'il y a un siècle, et moins bonne peut-être qu'elle n'était il y a deux siècles. Pourquoi la prohibition de la sortie du chiffon, qui alors était bonne, ne le serait-elle plus aujourd'hui? pourquoi ne peut-

elle plus être applicable ? Si, en effet, il y a un siècle, c'était la Hollande qui était la nation la plus industrielle, la plus commerçante, celle qui eût la marine la plus puissante, les rapports les mieux établis, une réputation universelle, devons-nous craindre de le dire, n'est-ce pas l'Angleterre qui la remplace aujourd'hui ? Pourquoi n'en conviendrions-nous pas, et n'est-il pas, au surplus, à la connaissance de nous tous que le peuple anglais est le plus industriel, le plus commerçant du monde, le mieux situé pour étendre ses relations, celui chez lequel les moyens de production sont les plus favorisés ? Qui donc ne conviendrait pas qu'au point de vue commercial l'Angleterre ne possède d'immenses avantages sur toutes les autres nations, par la puissance de sa marine, par la richesse que lui crée la possession du combustible, celle des produits chimiques et de tous les matériaux nécessaires à la mécanique ? Pourtant il lui manque quelque chose, à ce pays mille fois heureux : il lui manque du chiffon pour alimenter ses nombreuses et immenses papeteries, dont le produit dépasse de 25 à 30 millions de kilogr., dit-on, celui des nôtres. Eh bien, ce quelque chose qui lui manque, c'est nous, nous qui nous chargeons de le lui fournir, et cela parce qu'on nous dit : Les temps sont changés ; parce qu'on nous dit : Nous sommes assez forts pour être généreux ; parce qu'on nous dit : Il faut prouver avant tout que nous aimons la liberté. Mais pourquoi créer un droit de 12 francs ? Pourquoi n'avoir pas laissé la sortie du chiffon complètement libre ? C'est donc que vous avez reconnu

l'utilité d'un droit quelconque ; si vous avez reconnu cette utilité, n'est-ce pas reconnaître le principe de la protection tout entière ? Pourquoi alors n'avoir pas élevé ce droit de manière à nous assurer cette protection que vous reconnaissez nécessaire, malgré vous ? Mais non ! vous avez adopté un droit de 12 francs uniquement comme palliatif à notre situation nouvelle, afin que nous n'ayons pas trop le droit de nous plaindre. Vous l'avez adopté, sachant bien qu'il sera sans effet contre les enlèvements que les Anglais viendront faire de nos matières premières dès qu'ils en auront besoin. Autant valait alors laisser la libre sortie tout entière. Vous auriez été au moins logiques avec vous-mêmes. Dans tous les cas, vous ne pouvez contester que vous avez reconnu l'utilité de la protection, et c'est pour nous une consolation de pouvoir vous le rappeler.

Pour que nous pussions être généreux, il faudrait que la lutte fût égale, et peut-on nous prouver que nous sommes aussi riches, aussi puissants que les Anglais, que nous sommes enfin leurs égaux ? Je ne le crois pas, et certes ce n'est pas en leur donnant le droit de nous enlever nos matières premières, qui leur manquent et qui nous sont indispensables, que nous parviendrons à élever notre industrie au rang où est montée la leur !

Si nous voulons seulement remarquer qu'il y a cinq siècles la France fabriquait du papier, et que l'Angleterre, au contraire, n'a commencé à avoir des manufactures importantes que vers la fin du dix-hui-

tième siècle <sup>1</sup>, ne serons-nous pas frappés de la rapidité de ses progrès? Si nous voulons nous rappeler que, vers cette même époque, dans le but d'assurer à ses manufactures la matière première dont elles avaient besoin, le gouvernement anglais rendit une loi par laquelle il était fait défense à tout sujet anglais d'employer des draps de toile pour ensevelir les morts <sup>2</sup>, nous comprendrons combien, dès son début, l'industrie du papier manquait de chiffons en Angleterre, combien aujourd'hui elle doit en être dépourvue avec cette immense consommation qu'elle en fait, et à combien de moyens et de promesses elle doit recourir pour s'en approvisionner au dehors. Veut-on savoir ce qui cause son plus grand embarras en ce moment? C'est que tous les pays possèdent des papeteries et consomment leurs chiffons, et que par conséquent, pour cette marchandise, tous les marchés lui sont fermés.

Ce n'est ni la Belgique ni la Hollande qui peuvent fournir du chiffon aux Anglais : ces deux nations en consomment le double de ce qu'elles produisent ; ce ne sont pas les États allemands : partout il y a de nombreuses papeteries qui produisent autant de papier que nous maintenant. Sera-ce l'Espagne? On y construit tous les jours de nouvelles fabriques, et la sortie du chiffon n'y est pas permise. La Russie et les

<sup>1</sup> Le célèbre Whatman y établit la première manufacture de papier, qui eut quelque réputation en 1770.

<sup>2</sup> Aujourd'hui l'Angleterre consomme au moins 120,000,000 de kilogrammes de chiffon, dont elle produit à peine les deux tiers.

États du Nord n'en produisent que fort peu, et ils sont très-mauvais. Ce n'est pas aux États-Unis : les Américains en tirent d'Europe le plus qu'ils peuvent, et le disputent même en Italie aux Anglais. Où donc s'en procurera l'Angleterre? aux Indes, en Chine? Cela devrait être sa dernière ressource. Mais pas du tout : c'est en France qu'elle veut s'en approvisionner.

Pourquoi les Anglais préfèrent-ils s'approvisionner de chiffon en France? C'est ce que nous n'aurons pas grand'peine à expliquer. D'abord il ne faut pas croire que c'est parce que nos marchés sont encombrés de chiffons, ou parce que nous en amassons au-delà de nos besoins, et que le prix en est moindre que partout ailleurs. Non, rien de tout cela : on veut nous enlever nos chiffons parce qu'ils sont meilleurs que dans aucun autre pays, et plus convenables pour la fabrication des belles qualités de papier que fabrique l'Angleterre; puis parce que ce sont les papiers français qui peuvent le mieux rivaliser avec les siens pour le commerce d'exportation, et que, sous ce rapport, dès que l'Angleterre nous aura fait augmenter le prix de nos matières premières, elle nous obligera à élever également le prix de nos produits, quand elle, au contraire, abaissera le cours des siens. Voilà d'où vient cette préférence, il ne faut pas en douter <sup>1</sup>.

Quant à la Belgique, elle n'a pas demandé de traiter avec nous; néanmoins qu'avons-nous à gagner en abolissant ou seulement en abaissant nos tarifs avec ce

<sup>1</sup> Voy. le rapport du jury de l'Exposition universelle de Londres, 1851.

royaume? En papeterie, les Belges ne sont point en arrière de nous, et, pour les articles de bas prix, nous ne sommes même pas en position de les suivre. Ils ont, chez eux, les charbons à très-bas prix, ils ont la main-d'œuvre excessivement bon marché, et, sous ces deux rapports, il nous est difficile de lutter avec eux; mais, comme ils ne fabriquent que de basses qualités, nous avons moins à les redouter dans l'enlèvement de nos matières premières; seulement, où nous avons à les craindre, c'est sur les marchés étrangers, dans la vente de nos papiers ordinaires, où déjà ils ont remporté d'incontestables succès. Enfin quel intérêt avons-nous trouvé à offrir à la Belgique nos matières premières, quand nous savons qu'elles nous sont *indispensables* et qu'il ne peut en résulter pour nous que des difficultés de plus à soutenir sa concurrence? Quel intérêt peut aussi trouver notre gouvernement dans ce traité avec la Prusse, qu'on a tant sollicité, et pour lequel, jusqu'à présent, on n'a pu parvenir à s'entendre? La papeterie y a-t-elle quelque chose à gagner? Non, absolument rien. Avons-nous besoin de ses papiers? Non. Pouvons-nous espérer lui vendre des nôtres? Non, attendu que le Zollverein, à lui seul, en fabrique beaucoup plus que toute la Prusse n'en consomme. Nous enverra-t-elle ses chiffons? Pas davantage; elle a trop d'intérêt à les conserver. Cependant ne nous y trompons pas, la Prusse est un pays où le progrès de la papeterie a été extrêmement rapide, et, si nous avons à craindre quelque chose de sa part, c'est dans nos relations avec tout le nord de



l'Europe, où déjà nous avons dû nous apercevoir de sa redoutable concurrence, par l'infériorité du prix de ses produits; enfin, pour nos fabricants de papiers, à quoi bon la liberté commerciale avec la Prusse?

Notre gouvernement est trop libéral, nous a-t-on dit, pour ne pas donner la liberté commerciale partout où il le pourra.

Ah! plus que personne nous l'aimons, cette liberté, plus que personne nous en apprécions les avantages, plus que personne nous avons intérêt à ce qu'on l'étende à tous les peuples du monde; mais nous la voulons dans les limites de la justice et de l'équité, nous la voulons quand elle ne favorisera pas les étrangers à notre détriment, quand elle n'avantagera pas quelques industries en ruinant les autres, quand elle ne privera pas un nombre de travailleurs de leur métier pour assurer plus de gain aux travailleurs d'un métier différent, quand elle couvrira tout le monde de cette noble protection à laquelle nous avons tous des droits égaux. Usez-en donc, de cette liberté, mais à la condition qu'elle ne froissera les intérêts de personne, qu'elle n'enlèvera de travail à qui que ce soit, et qu'elle profitera à tous les Français dans une équitable égalité.

Les libres échangeistes ajoutent : « Nos mesures sont prises dans l'intérêt du plus grand nombre de consommateurs. »

Rien ne prouve d'abord que ce but soit atteint, et, le fût-il, est-ce ainsi qu'on entend répartir les bienfaits du libre échange? est-ce ainsi qu'on entend

étendre la justice? Alors nous ne vous comprenons pas. Quels sont les avantages que vous prétendez donner aux masses, au plus grand nombre des consommateurs? Ces avantages ne sont-ils pas le fruit de votre imagination plutôt qu'une réalité? Car sont-ils visibles? sont-ils saisissables même pour chacun de vos consommateurs? Oui, vous donnez toutes vos faveurs aux propriétaires de vignes, aux producteurs ou préparateurs de la soie, et vous ruinez nos papeteries, nos forges, nos filatures; par conséquent vous enlevez le travail à cent mille ouvriers qui vont être sans ressources, pour augmenter le bien-être de deux cent mille autres, à qui le travail n'a pu manquer d'un jour; et ces villes manufacturières pour qui la papeterie, les forges, les filatures, sont une source de richesses, le seul moyen d'existence pour leurs populations, croyez-vous qu'elles vous béniront? Direz-vous alors à ces industriels : Créez-vous une autre industrie; à ces ouvriers : Faites-vous un autre état; à ces villes : Trouvez d'autres ressources. Et vous croyez qu'avec ces belles paroles vous en ferez des consommateurs satisfaits? vous croyez que vous augmenterez votre commerce? vous croyez que vous enrichirez votre pays?... Ah! prenez garde d'obtenir un résultat tout contraire à celui que vous attendez!

On nous a déjà dit, il est vrai, que la papeterie et les quelques autres industries qui se trouvent froissées dans leurs intérêts, sont des exceptions, et qu'il n'est pas possible, dans toutes les grandes mesures, qu'il n'y ait pas quelques intérêts lésés. Eh bien, je répon-

drai, moi : Dans un temps éclairé comme le nôtre, sous un gouvernement qui veut le bien pour tous, il ne doit pas y avoir d'exception de ce genre, il ne peut y avoir d'exclusion en France, car toutes les industries y ont les mêmes droits. Si donc il y a des exceptions dans vos mesures, c'est que vos mesures sont mauvaises; si donc le libre échange fait des exclusions, ne fût-ce que pour une seule industrie, pour la papeterie même, c'est que le libre échange est mauvais; enfin, dès qu'on favorise des industries au détriment de quelques autres, dès qu'on abandonne une industrie quelconque à la merci du destin, on commet une injustice. Pour quoi? pour qui? On ne dira pas que les industriels qui sont favorisés, que nos consommateurs auxquels on s'intéresse tant, ont demandé ce sacrifice ou l'exigent; non, on ne pourrait le prouver. Ces industries, sacrifiées à vos principes, sont-elles des industries illégales, malfaisantes, sans utilité? Rien encore de tout cela: elles ont les mêmes droits que les autres à l'existence et au travail; elles participent toutes également aux charges de l'État; elles ont toutes le même intérêt au maintien de l'ordre. Mais, dites-vous, elles ont le malheur d'être des exceptions. Tant pis pour elles! C'est là ce qu'on appelle faire de l'égalité: ce seul mot, exception, prononcé par vous, à mes yeux condamne tout votre système.

Nous voulons le bon marché pour le plus grand nombre de consommateurs, nous dit-on encore.

Que veut dire ceci?... D'après vous, nous le savons déjà, le plus petit nombre n'aura rien à gagner

dans l'application de votre système, et le plus grand seulement doit y trouver un avantage, soit. Admettons que pour quelques industries vous parveniez à atteindre ce but ; mais, pour ce qui concerne le commerce des chiffons, comment expliquerez-vous votre raisonnement ? quelqu'un perdait-il quelque chose à la prohibition ? quelqu'un gagnera-t-il (si ce n'est les Anglais) à ce que ce droit protecteur n'existe plus ? Pourrez-vous nous dire encore qui gagnera à ce que nous payions le chiffon, 10, 20 et 30 pour cent plus cher ? Est-ce le producteur ? et qui est-il, ce producteur ? n'est-il pas tout le monde ? n'est-ce pas nous tous ? Eh bien, supposons que la production du chiffon soit en France de cinquante millions de francs, et que nous soyons trente-cinq millions d'habitants ; supposons encore que la plus-value dans le prix, en moyenne, soit de 20 pour cent, cela nous donnera un total de dix millions, n'est-ce pas ? par conséquent, dix millions répartis entre trente-cinq millions d'habitants, cela nous fait pour chaque individu une somme de vingt-sept centimes par année. Ne voilà-t-il pas un bel avantage ? et cela vaut-il la peine d'exposer toute une industrie à sa ruine, de changer notre code, d'abolir cet affreux, ce suranné droit protecteur <sup>1</sup>.

Mais vous croyez déjà, lecteur, que vous êtes plus riche de vingt-sept centimes dans vos revenus annuels. Attendez ; car, si vous êtes producteur de chiffon, vous êtes aussi consommateur de papier : or,

<sup>1</sup> Voy. les différents mémoires publiés en 1861 par les fabricants de papier, et principalement ceux insérés dans nos Pièces justificatives.

comme pour fabriquer le papier, le fabricant payera sa matière première plus cher, vous payerez le papier 20 pour cent plus cher; ainsi ce que vous gagnez d'un côté, vous le perdez de l'autre, et vous ne retirez en réalité aucun profit de ce prétendu bon marché qu'on vous faisait espérer avec l'application du système de libre échange. N'est-ce pas, en résumé, changer une pièce de cinq francs en argent pour une pièce de cinq francs en or? Seulement ce qu'il y a de regrettable, ce qu'il y a de fâcheux dans ce jeu, c'est que le fabricant de papier, lui, y perdra sa vente à l'extérieur, et que la consommation du papier en subira une diminution considérable à l'intérieur. Mais l'on nous dit : « Vous, industriels, commerçants, ouvriers, qu'avez-vous à vous plaindre? vous avez le fer, la soie, le drap à meilleur marché ! »

Ah! c'est un grand avantage qu'on nous donne là, en effet; mais que nous importe, à nous industriels, que le fer soit à meilleur marché, quand nous n'avons plus de machines à faire mouvoir, de bâtiments à construire? Qu'est-ce que cela nous fait, à nous commerçants, que la soie soit à meilleur marché, quand on nous a enlevé l'activité de nos affaires, et que nos femmes et nos filles ne peuvent plus porter de soie? Qu'est-ce que cela nous fait, à nous, diront aussi les ouvriers, que le drap soit à meilleur marché, si nous n'avons pas de travail, et que nous n'ayons pas même d'argent pour nous acheter une blouse?

Je suis bien convaincu que ceux qui auront à faire cette réponse seront plus nombreux qu'on ne le pense.

La prohibition est un privilège que nous ne pouvons plus admettre aujourd'hui, nous a-t-on dit.

En quoi ce droit protecteur sur le chiffon pouvait-il être un privilège? quelqu'un y perdait-il? était-il nuisible à qui que ce soit? Non : un droit protecteur qui soutient une industrie, qui fait vivre une nombreuse population d'ouvriers, et qui assure aux consommateurs des produits à bas prix, ce droit-là ne peut pas être considéré comme un privilège. Dans tous les cas, qui s'en est jamais plaint, qui l'a jamais blâmé? et si le maintenir ne nuit à personne et que le supprimer ne profite à personne, pourquoi l'abolir? Non, un droit qu'un gouvernement prévoyant a donné à la France il y a un siècle et demi, qu'un autre gouvernement a reconnu indispensable aux intérêts de notre pays, et que tous les gouvernements qui se sont succédé depuis ont si bien su respecter, ce droit auquel nous devons notre prospérité et tous nos progrès, encore une fois non, il ne peut être considéré comme un privilège, comme une faveur, pas plus que le droit de 12 francs que vous lui avez si inconsidérément substitué n'est pour nous un droit protecteur. Que peut donc avoir de si effrayant la prohibition appliquée à certaines industries, pour que vous disiez : Périront plutôt ces industries que de déroger à notre système, si vous n'avez, dans cette circonstance, le désir d'être favorables à l'Angleterre?

Ah! messieurs les économistes, si quelqu'un a un privilège, ce n'est pas nous, mais vous mêmes, pour que vous ayez osé toucher à ce vieux principe pro-

tecteur qui, justement en dépit des Anglais, a fait grandir notre industrie, s'étendre nos relations commerciales, et s'élever en même temps la puissance de la France.

Dans quelques écrits on a dit souvent : « Vous, défenseurs du droit protecteur, vous raisonnez en gens à vue étroite, mesquine, et en véritables égoïstes. »

Il est vrai, nous devons en convenir, nous n'avons pas le génie créateur de MM. les économistes, nous n'avons pas leurs idées réformatrices, nous ne possédons pas leurs hautes connaissances en économie politique, nous n'avons ni leur érudition ni leur éloquence; mais du moins nous connaissons, nous, la valeur de ces lois protectrices qui ont soutenu notre industrie. Nous connaissons mieux qu'eux cette pratique, cette expérience des affaires qui trompe bien plus rarement les hommes que ces brillantes théories, que ces principes hasardeux dont l'essai coûte quelquefois bien cher. Ah! si nous n'avons pas fatigué nos esprits dans ces immenses rêveries qui trop souvent, hélas! le temps le prouve, ne sont que des chimères, nos bras, du moins, ont été rompus sous le fardeau du travail. Comment! on ne voudrait même pas nous entendre témoigner nos regrets, nos craintes pour l'avenir, quand nous sommes convaincus que nos intérêts, l'existence des fabriques que nous avons créées et soutenues jusqu'à présent avec tant d'efforts, et l'avenir de nos enfants peuvent être compromis par vos fautes, ou tout au moins par vos erreurs! C'est véritablement trop exiger de nous.

Savez-vous, lecteur, quel a été pour les fabricants de papier le premier effet de la simple annonce de la suppression de la prohibition sur nos chiffons? Il a été de nous en faire hausser immédiatement le prix de 8 à 10 francs par cent kilogrammes, sans que nous ayons pu élever celui du papier d'un centime. Qui a profité de cette hausse? Bien adroit ou bien hardi celui qui pourrait le dire; car interrogez le marchand de chiffon, le chiffonnier ou la ménagère qui le vendent ou le recueillent, et je défie qu'ils vous démontrent qu'ils y ont trouvé le moindre avantage. Mais il n'en est pas de même des fabricants de papier; ils vous diront, eux, qu'en supportant cette hausse pendant plus d'une année, leur perte a été considérable. Au surplus, voulez-vous savoir ce qu'elle a été, cette perte, pour notre industrie? Je vais vous le dire.

Admettons qu'au minimum nous ayons employé dans l'année quatre-vingt millions de kilogrammes de chiffon, et qu'en moyenne l'augmentation ait été de 10 francs par cent kilogrammes : cela nous donne 8 millions de francs. Eh bien ! c'est 8 millions que nous avons perdus ! Voilà le premier fruit de votre libre échange.

Dans l'attente de votre décision, au milieu de nos incertitudes, en présence d'une élévation de prix aussi considérable dans nos matières premières et des difficultés que nous éprouvions dans le placement de nos produits, est-ce que nous avons pu donner à nos établissements toute l'activité dont ils étaient susceptibles? Certainement non; car, pour ne pas éprouver



aussi de la perte sur la vente de nos papiers, nous avons généralement dû réduire notre production, et par cela même nous avons subi une nouvelle perte, qui, bien que de moindre importance, a été encore assez considérable.

Si nous fabriquions moins, c'est donc parce que nous vendions moins. C'est le résultat de la guerre d'Amérique, nous dit-on. Vaines illusions! nous vendions moins parce qu'aussitôt vos projets connus, la consommation du papier a diminué à l'intérieur par la diminution générale des affaires qui en est résultée; parce qu'un grand nombre d'industries ont souffert, comme elles souffrent encore, de l'application de votre libre échange, et qu'en restreignant ainsi leurs affaires, elles arrivent à consommer moins de papier. En cet état de choses, qu'ont dû faire les fabricants? Dans le but de compenser la hausse du chiffon et la perte qu'ils éprouvaient par la réduction de leurs travaux, ils ont cru devoir suivre certains conseils et employer d'autres matières que le chiffon dans leur fabrication. Ils ont fait alors des papiers si mauvais que les uns ont subi une réduction sur leurs prix; que les autres, en mécontentant leur clientèle, l'ont vue sensiblement diminuer, et que tous ont à peu près perdu notre réputation à l'étranger, d'où les acheteurs, très-probablement, passent en Angleterre, avec la confiance d'y trouver des qualités supérieures à celles que nous leur avons fournies et même que nous pouvons encore leur livrer aujourd'hui. Ainsi, dès que vos projets ont été rendus

publics, avant même que vous ayez fait l'application de votre système de liberté commerciale, voilà notre commerce d'exportation compromis. N'est-ce pas là encore une véritable déception pour notre industrie?

Voulons-nous savoir maintenant ce qui pourrait arriver si nous n'avions pas la guerre d'Amérique et si rien n'entravait la marche de nos affaires? Nos ventes augmenteraient, et nous fabriquerions davantage, c'est probable; mais, si les affaires s'amélioreraient chez nous, il est à croire qu'elles s'amélioreraient aussi en Angleterre, qui souffre comme nous de cette guerre. Alors, la consommation du chiffon augmentant dans les deux pays à la fois, il nous faudrait augmenter nos approvisionnements, tandis que l'Angleterre achèterait du chiffon à n'importe quel prix. Voilà donc une nouvelle guerre commerciale qui se déclare, et celle-là, soyez-en sûr, sera plus terrible que ne l'est pour nous la guerre d'Amérique, car elle aura pour effet d'amener une hausse considérable dans nos matières premières, hausse dont nous ne pouvons prévoir la limite. Cela est certain.

Dans cette hypothèse, élèverons-nous le prix de nos papiers? Voilà une question à laquelle il m'est difficile de répondre et que je n'essayerai pas de résoudre. Nos adversaires nous ont déjà dit : Ce qui fera augmenter vos papiers, c'est la levée du droit d'accise, attendu que vos fabriques ne pourront plus suffire aux demandes que vous fera l'Angleterre. Quelle illusion! Voyez-vous une nation où l'industrie est

portée au dernier degré de perfection, qui a un bon nombre de ses établissements inactifs, chez laquelle une nombreuse population d'ouvriers est soutenue par la charité publique, faute de travail, et à qui nous fournirons désormais toute la matière première dont elle aura besoin, la voyez-vous, cette grande, cette fière nation dont le but est constamment d'arriver à fournir le monde entier de ses produits, la voyez-vous tributaire de nos papeteries, à la remorque de l'industrie française? Lecteur, cela ne vous semble-t-il pas curieux?

A cela nous nous permettrons de faire une simple observation : est-ce que tous ces papiers que nous demandera l'Angleterre seront spécialement pour les consommateurs anglais, auxquels nos libres échangistes ne s'intéressent pas moins qu'aux consommateurs français? Pas le moins du monde, car l'Angleterre produit en papier deux fois plus qu'elle n'en consomme, et elle exporte tout le surplus de sa consommation. Vous le voyez donc bien, c'est pour son commerce d'exportation que nous lui livrerons tous nos produits, bien entendu, quand elle en manquera; alors, au lieu d'avoir des commissionnaires à Paris, qui ordinairement se chargent de notre commerce extérieur, au lieu de faire nos affaires nous-mêmes, l'Angleterre sera le grand entrepôt de la France; les Anglais seront nos commissionnaires. Voilà ce qui s'appelle raisonner : qu'en dites-vous, messieurs les négociants français? C'est à votre tour de répondre.

Voilà déjà deux ans que l'entrée des papiers est

libre de tout droit en Angleterre : où sont ses demandes ? quelles affaires importantes avons-nous faites avec elle ? N'est-ce pas vraiment une plaisante contradiction de la part d'hommes profonds, à larges vues, comme le sont nos économistes, qui savent si bien défendre les intérêts de leur pays ? Dans tous les cas, si nous élevons le prix de nos papiers, que diront nos consommateurs à qui vous avez promis le bon marché sur tous les objets de leur consommation, et croyez-vous qu'ils consommeront autant que par le passé ? Pour moi, je ne le pense pas.

Singulière position que la nôtre ! Il n'est vraiment pas une industrie qui soit placée dans des conditions plus malheureuses. Si notre matière première est à bon marché, c'est parce que les affaires ne vont pas : alors on nous l'enlève. Si le prix en est élevé, nous ne pouvons d'abord élever celui de nos produits, et, comme le besoin de chiffons est plus grand chez nos voisins, ils nous les enlèvent encore. Si nous élevons le prix du produit, nous perdons nos relations au dehors et une partie de nos consommations à l'intérieur. Voilà pourtant la position qu'on nous a faite : pourrait-on nous dire qui nous en sortira, et ne devons-nous pas, nous fabricants, commerçants et ouvriers de la papeterie, nous trouver satisfaits, même comme consommateurs ?

On nous dit encore : Vous vous plaignez, et pourtant le prix de vos chiffons a plutôt diminué qu'augmenté depuis que nous sommes régis par notre nouvelle législation. Il a diminué, oui, sur le prix

d'augmentation que vous leur avez fait subir en manifestant vos intentions. S'il a diminué, ou du moins repris son ancien cours, cela tient (et on n'a pas à s'en glorifier) à ce que, tant en Angleterre qu'en France, nous en consommons moins, par cette seule raison que nous vendons moins et qu'il y a moins d'affaires; mais attendons une reprise commerciale, et nous verrons si le cours du chiffon restera ce qu'il est aujourd'hui. Dans tous les cas, tous les effets d'une mesure comme celle que le gouvernement vient de prendre ne se produisent pas dans si peu de temps, et, si ceci est une vérité pour le bien qu'il en attend, c'en est une aussi pour le mal que nous devons avoir à craindre.

D'ailleurs, nonobstant votre droit de 12 fr., est-ce que déjà les enlèvements du chiffon n'ont pas commencé? nous les connaissons, ces enlèvements, et nous savons qu'ils sont considérables dans nos premières qualités. Les Anglais savent calculer, et, tant qu'ils ont l'espoir que le prix peut baisser chez nous, ils modèrent leurs demandes; mais, dès que le prix haussera, soyez-en certain, ils ne manqueront pas de faire des achats de chiffon plus importants encore. Peut-il en être autrement, puisque, en quelque temps que ce soit, le prix du chiffon est de 15, à 20 fr. pour 100 kilogr. plus élevé en Angleterre que chez nous? A cette différence, les Anglais trouvent une compensation dans le prix des autres matières propres à la fabrication du papier, comme cela a lieu en Belgique et dans toute l'Allemagne, où cette compensation se

trouve dans le meilleur marché des combustibles et de la main-d'œuvre.

Le prix du chiffon a baissé, et nous venons d'en déduire les raisons; mais qui nous dit que, sans les enlèvements qui s'en font tous les jours, cette baisse n'eût été plus considérable encore, et qu'elle ne nous a pas privés d'un bon marché dont eussent pu profiter les consommateurs de papier?

Maintenant, pour mieux affermir encore notre raisonnement, quelque étroit ou égoïste qu'il soit, supposons pour un moment que cette machine dont quelques-uns de nos journaux ont beaucoup parlé dernièrement, et qu'ils ont considérée comme devant sauver l'industrie cotonnière; supposons que cette machine réussisse à convertir les vieux chiffons en coton bon à filer : elle rendrait certes un immense service à nos filatures en leur procurant des matières premières et du travail pour leurs ouvriers. Mais, au bout du compte, quel résultat nous donnera cette machine, ou plutôt cette conversion? Dans la quantité de nos chiffons, nous avons environ un tiers de coton; ceux de l'Angleterre en contiennent plus de la moitié; ceux de l'Amérique, trois quarts. D'un autre côté, nous avons en France environ deux cent cinquante machines à papier; en Angleterre il y en a environ quatre cent cinquante; dans l'Amérique du Nord, il en existe, dit-on, cinq à six cents. Eh bien, si l'on retire à l'industrie du papier cette quantité de chiffons de coton, et qu'il ne lui reste que le chiffon de fil de chanvre, pourra-t-on nous dire avec quoi nous

alimenterons nos papeteries? où l'Angleterre trouvera-t-elle à remplacer cette moitié de matière première quand déjà, avec l'une et l'autre, elle est loin d'en produire assez pour ses besoins? Et l'Amérique? laissons-la se défendre elle-même; mais nous, fabricants de papier, dans quelle situation serons-nous? Dans la situation même où se trouve l'industrie cotonnière, c'est-à-dire que nous fermerons nos établissements, et que nos ouvriers imploreront à leur tour la générosité de la France. Oui, si cette conversion se fait, c'en sera le résultat certain, et je défie qu'on puisse me prouver le contraire. Oh! messieurs les journalistes, que ceux qui, parmi vous, applaudissent au libre échange, et qui ne veulent pas payer le papier plus cher, souhaitent qu'il en soit autrement!

Ce n'est pas tout : si l'Angleterre possède beaucoup de papeteries, elle compte encore bien plus de filatures, et, comme ce qu'elle trouverait chez elle de vieux coton serait encore bien insuffisant pour les alimenter, elle aurait double raison pour prendre chez nous le chiffon de toile et le chiffon de coton. Si vous voulez conserver du travail à vos ouvriers cotonniers, comment ferez-vous? Ferez-vous pour l'industrie cotonnière ce que vous n'avez pas voulu faire pour l'industrie du papier? rétablirez-vous enfin la prohibition, ou sacrifierez-vous aussi l'industrie du coton à vos principes? Alors vous aurez à secourir les ouvriers de l'une et de l'autre industrie. Ah! nous verrions bien comment vous en sortiriez; mais vous, messieurs, qui n'êtes jamais embarrassés de

répondre, je le sais bien, vous nous direz : Faites du papier avec autre chose que du chiffon. Nous allons répondre à cette dernière objection.

On nous a dit : Si vous venez à manquer de chiffon, messieurs les fabricants de papier, vous trouverez autre chose pour le remplacer : la science est assez avancée pour ne pas vous laisser manquer de matières premières. Alors les hommes à grandes conceptions, à idées nouvelles, se sont mis à chercher. Ceux qui crurent avoir découvert une plante propre à faire du papier, ou avoir trouvé un procédé nouveau, vinrent nous le proposer. « Voilà quelque chose de magnifique, nous disait l'un ; voilà qui fera un excellent papier, disait un autre ; j'ai découvert un procédé admirable, disait encore un troisième : leurs moyens à chacun valaient des millions. Que ne nous a-t-on point dit ? Autrefois, sur les bords du Nil, croissait une plante qu'on appelait papyrus : allez voir si le Nil en produit encore. Les Chinois, depuis un temps immémorial, font du papier avec le roseau, le bambou, l'écorce du mûrier ; les portes de la Chine sont ouvertes, allez chercher en Chine des matières premières ; seulement ne tentez pas d'employer le coton comme dans l'ancien temps, parce que le coton nous manque aussi. Certes il nous eût été tout aussi facile de suivre ce conseil que d'accepter toutes ces prétendues découvertes que certains hommes nous offraient avec une imperturbable confiance. Combien de journaux n'ont-ils pas prêté leurs colonnes pour annoncer les inventions nouvelles, telles que le moyen de faire du



papier avec des écorces de pois, de haricots, de fèves, avec des tiges d'asperges, du bois, du genêt, du foin, de la paille et bien d'autres choses encore ? Oui, mieux nous eût valu aller chercher nos matières en Égypte ou en Chine. Mais ne plaisantez pas, messieurs les fabricants de papier, pourrait-on nous dire : est-ce que vous n'avez pas nos plantes d'Algérie, l'aloès, l'alfa, le bananier, le sorgho, le sparte, etc., etc. ?

Voilà d'excellents végétaux, qu'avec un peu de bonne volonté vous pouvez avantageusement employer. Eh ! mon Dieu, oui, avec ces plantes on peut faire du papier ; mais voudrait-on nous dire quel parti les nombreux fabricants qui les ont expérimentés en ont tiré, et à combien leur papier leur est revenu ? pourrait-on nous dire ce qu'a gagné la compagnie Roque dans les essais qu'elle a faits, en 1846, pour fabriquer de la pâte à papier avec l'aloès et le bananier, essais dans lesquels un capital de 1,500,000 fr. a été consommé ? Pourriez-vous nous dire ce qu'est devenue la papeterie de Guise, après avoir tenté de fabriquer du papier avec la paille de maïs ? Pourriez-vous encore nous dire ce qu'a produit l'établissement fondé à Alfort pour utiliser la pulpe de betteraves ? Quels résultats ont aussi donnés ces essais faits sur une grande échelle à la Villette, l'année dernière, pour l'emploi du sparte ? N'ont-ils pas coûté au moins un million ? Enfin quels résultats ont donnés toutes les tentatives qu'on a faites pour tirer parti du bois, de la paille, etc., dans la fabrication du papier, tentatives pour lesquelles ont été employés si imprudemment des

capitaux énormes ? Ce sont-là les procédés que vous voulez que nous adoptions : non, nous ne tenons point à faire ces expériences ; elles coûtent trop cher.

Puisque le coton manque en France et en Angleterre, comment se fait-il qu'on n'ait pas encore dit à nos filateurs : Employez autre chose pour remplacer le coton. Quiconque y parviendrait rendrait pourtant un bien grand service à ces nombreux ouvriers qui sont sans travail ; mais la science n'est pas encore parvenue à le remplacer. Si nos grands producteurs d'eau-de-vie de Cognac venaient à manquer de vin pour faire ces eaux-de-vie si renommées dans le monde entier, leur diriez-vous : Faites de l'eau-de-vie avec de la pomme de terre ? Si nos fabricants de draps venaient à manquer de laine, leur diriez-vous : Faites du drap avec autre chose ? Vous ne l'oseriez pas, j'en suis sûr. Eh bien, sachez donc que, si l'on ne peut remplacer le coton, le vin et la laine, il est tout aussi difficile de remplacer le chiffon.

Savez-vous pourquoi cette substitution des végétaux au chiffon, dans la fabrication du papier, n'est pas possible ? Mon Dieu, c'est la chose la plus simple du monde : d'abord, quelle serait la valeur du chiffon s'il n'avait pas son emploi dans la fabrication du papier ? Elle serait nulle. Qu'on retire au chiffon cet emploi, l'utilisera-t-on à autre chose ? Je ne le pense pas. A celui qui le produit coûte-t-il quelque chose ? Rien : le chiffon n'a besoin ni de culture, ni d'aucuns frais d'exploitation ? Quelle est en conséquence le produit qui puisse coûter moins cher ? Selon moi, il n'en existe pas.

Voilà un point établi, passons à un second. Lorsque le linge est livré au fabricant de papier, c'est qu'il est arrivé à l'état de chiffon, n'est-ce pas ? Avant d'arriver à cet état par l'usage qu'on en a fait, ce linge a passé cent, peut-être deux cents fois aux lessives : or il a perdu dans ces lessives tout ce qu'il pouvait contenir de parties nuisibles ou inutiles à la fabrication du papier, et, par le fait de ces nombreuses opérations qui n'ont rien coûté au fabricant, il ne reste de propre à l'emploi du chiffon que la partie ligneuse ; cette partie ne donne d'autre perte que celle qui résulte des déchets dans le triage et le triturage, et qui ne dépasse jamais 30 pour cent. Tout cela est, je crois, facile à comprendre.

Voyons maintenant si les végétaux peuvent être employés à la fabrication du papier.

Supposons que ces végétaux ne coûtent aucuns frais de culture : il faut au moins les faire ramasser, les transporter du champ dans les lieux couverts, ou d'un pays dans un autre. Si c'est du bois, vous avez des sciages, des déchirements à opérer ; si ce sont des plantes textiles, on ne peut se dispenser d'un rouissage, d'une extraction des parties dures et inutiles d'avec les parties filamenteuses, et autres préparations. Est-ce que déjà ces opérations ne coûtent pas plus cher à l'exploitant que le chiffon ne coûte à la ménagère qui le recueille pour le vendre au chiffonnier ? Oui, certainement. Mais ce n'est pas tout : il faut encore que le fabricant enlève aux végétaux leur couleur naturelle, s'il veut en faire du papier blanc. Pour faire cette opération, quelque avancée

que soit la science, on n'a pas encore trouvé d'autres moyens que le blanchiment et le lessivage; or, pour atteindre le degré ou d'épuration ou de blancheur qui est nécessaire, on est forcé d'employer des agents chimiques excessivement corrosifs; et non-seulement cette opération est fort coûteuse, mais encore, par la décomposition qui en résulte inévitablement, elle fait éprouver à la matière une déperdition qui ne va pas rarement au-dessous de 60 à 70 pour cent. Si, pour éviter cette perte, on néglige d'employer ces agents, on n'obtient plus qu'un papier qui, par sa couleur, sa dureté et sa vitrification, n'est propre qu'au pliage ou à l'emballage des marchandises.

Voilà pourquoi jusqu'à présent tous les essais qui ont été faits pour remplacer le chiffon par les végétaux n'ont abouti à aucun résultat, si ce n'est à employer des millions inutilement.

Dans tous les cas, qu'on en soit bien convaincu, il y a déjà bien longtemps que les hommes de science et les hommes pratiques sont tombés d'accord sur ce point, que l'on peut faire évidemment du papier avec toutes espèces de végétaux possibles, mais du papier revenant plus cher que celui qu'on fabrique avec du chiffon, et tout à fait impropre aux usages divers qu'on en fait; du papier, en un mot, inacceptable dans le commerce.

Pour mieux pénétrer encore le lecteur de la vérité de mes observations, je crois ne pouvoir mieux faire que de joindre à la suite de ce chapitre deux importants rapports, l'un de la Lande, l'autre de Desma-

rest, concernant l'emploi des végétaux dans la fabrication du papier : on les lira, je pense, avec intérêt, et l'on verra combien depuis longtemps nos savants se sont occupés de cette question. J'y joins encore quelques pièces relatives aux essais faits à Écharcon, en 1846, sur l'aloès et le bananier, d'après les recommandations de l'un de nos ministres de ce temps <sup>1</sup>.

Enfin j'ajouterai qu'il existe au British Muséum de Londres un livre où sont décrits des essais faits en 1772 par un célèbre fabricant de papier hollandais sur soixante-douze plantes diverses, dans le but d'en obtenir une pâte propre à la fabrication du papier. Parmi ces plantes, on trouve des orties, des navets, des feuilles de chou, etc. M. François-Michel Mongolfier aussi, vers la fin du siècle dernier, expérimenta un grand nombre de matières végétales, au nombre desquelles se trouvent le foin, la paille, la mauve, l'amiant, etc. Pour notre part, nous avons vu quarante échantillons provenant tous de végétaux divers.

Je citerai encore la Convention, qui, en 1793, ordonna que des essais fussent faits pour tirer des végétaux une matière convenable à la fabrication du papier. Tous les essais qui eurent lieu furent infructueux. L'Amérique et l'Angleterre ont offert, il y a quelques années, un prix de 100,000 fr. à quiconque parviendrait à trouver une substance reconnue bonne à remplacer le chiffon. Faute d'inventeur, ce prix n'a jamais été décerné ; enfin, qu'on parcoure le *Journal*

<sup>1</sup> Voir aussi la liste des brevets, qui se trouve dans nos Pièces justificatives.

*des fabricants de papier* de M. Piet : on y trouvera de nombreuses descriptions d'essais de tous genres faits en Angleterre, en Allemagne, en France, en Belgique, et, parmi les échantillons nombreux qui forment la collection de M. Piet, on n'en trouvera pas un d'acceptable et qui soit propre même aux plus communes éditions.

Que faut-il de plus pour prouver à nos économistes que le remplacement du chiffon est impossible, et pour démontrer clairement à nos inventeurs qu'il n'y a rien, absolument rien de nouveau dans leurs prétendues innovations, et que le temps et l'argent qu'ils emploient à faire des recherches sont du temps et des capitaux inutilement perdus ?

Pour celui de nos lecteurs qui voudra se donner la peine de réfléchir sur les considérations qui précèdent, il ne devra pas être douteux que la fabrication du papier ne soit gravement atteinte dans ses intérêts par le décret du 27 mai 1861, qui abroge la prohibition sur les chiffons; il n'est pas non plus admissible que le droit de 12 fr., qui existe aujourd'hui, soit pour le fabricant de papier une faveur et une garantie suffisante. Enfin, quant à nous, nous restons convaincu que la liberté commerciale a ses inconvénients et ses dangers, et qu'il n'est nullement rationnel dans l'intérêt de la France d'en faire l'application de la manière aussi générale et aussi absolue que notre gouvernement vient de le faire dans le traité qu'il a signé avec l'Angleterre et la Belgique. Que demandions-nous, au surplus ? De conserver nos chiffons, comme étant des matières indispensables à notre industrie.

## DERNIÈRES OBSERVATIONS.

Ayant pu nous procurer le tableau de nos exportations pendant les six premiers mois de la présente année 1863, nous ne terminerons pas notre travail sans y ajouter un état comparatif de ces exportations avec celles de l'année 1861. Nous dressons cet état d'après l'exposé même de l'administration des douanes, afin que les chiffres qui y figurent puissent servir de réponse aux arguments de certains journaux qui ont intérêt à défendre les principes que nous combattons.

## EXPORTATION DE 1861.

Papiers blancs et rayés pour musique.

Angleterre....	468,727 kilogr.	
Belgique.....	114,335	—
Assoc. allem..	98,801	—
Espagne.....	512,201	—
R. d'Italie....	608,873	—
Turquie.....	274,522	—
Indes angl....	426,657	—
Brésil.....	699,593	—
Autres pays...	2,136,852	—
<hr/>		
Total.....	5,440,551 kilogr.	à 1 fr. 30 c. = 7,072,729 fr.

## EXPORTATION DES SIX PREMIERS MOIS DE 1863.

Papiers blancs et rayés pour musique.

Angleterre....	876,215 kilogr.
Belgique.....	57,887 —
Assoc. allem ..	61,692 —
Espagne.....	402,233 —
R. d'Italie....	342,319 —
Turquie.....	210,524 —
Indes angl....	368,463 —
Brésil.....	282,505 —
Autres pays...	1,219,763 —



Total..... 3,821,621 kilogr. à 1 fr. 30 c. = 4,968,407 fr.

Nous ne le contesterons pas, il y a eu en 1863 une augmentation dans notre exportation avec l'Angleterre; mais nous ferons remarquer (et cette observation est très-importante) que dans l'année 1861, prise par nous pour point de départ afin d'établir nos calculs, nous étions dans l'attente de la levée du droit d'accise, et qu'à ce moment notre exportation en Angleterre était complètement suspendue. Quand bien même on ne tiendrait pas compte de cette circonstance, ne serions-nous pas amenés à conclure, comme nous l'avons déjà dit, que l'Angleterre tend à devenir l'entrepôt de nos produits? car il est à remarquer que, sur les autres pays non dénommés dans le tableau officiel, l'augmentation est sans importance, et il n'est douteux pour personne



qu'une grande partie de nos marchandises est réexportée par elle au dehors.

Il nous reste à établir que l'exportation de nos chiffons n'est pas moins, pour les six premiers mois de 1863, de 4,377,721 kilogr. Si nous comparons ce chiffre avec celui de la sortie de nos papiers, nous trouverons que l'excédant des chiffons exportés est de 556,100 kilogr.; en prenant alors ce chiffre comme base pour l'année entière, nous trouverons que c'est à peu près l'équivalent de ce que consomment nos papeteries d'Angoulême.

Constatons aussi que l'importation des papiers étrangers a une tendance à augmenter chez nous.

Ainsi l'importation en France pour l'année entière de 1861 était :

Par l'Angleterre, de.....	36,692 kilogr.
Par la Belgique, de.....	68,324 —
Par les autres pays, de...	252,316 —
Total.....	357,332 kilogr.

L'importation des six premiers mois de 1863 est :

Par l'Angleterre, de.....	57,531 kilogr.
Par la Belgique, de.....	73,730 —
Par les autres pays, de...	189,980 —
Total.....	321,241 kilogr.

D'où ressort, pour les six premiers mois de 1863, un chiffre presque égal à celui de l'année 1861 tout entière.

FIN.

## DES DIFFÉRENTES MATIÈRES

QUI POURRAIENT SERVIR

## A FAIRE DU PAPIER

PAR DE LA LANDE.

Quoique la matière du chiffon soit très-commune, nous verrons par l'exemple des Orientaux que le papier pourrait être encore à peu près aussi commun qu'il l'est, quand même on le tirerait immédiatement des plantes; ainsi ce ne sera point un détail inutile que celui où nous allons entrer des matières différentes dont on pourrait faire du papier par la trituration.

Lorsque le chiffon propre à faire du papier blanc est devenu rare, les ouvriers emploient celui qui, dans d'autres temps, servirait pour le gros papier, et ils préparent ce papier en le faisant passer par l'eau de chaux. Au moyen de cette préparation, ils détruisent les corps étrangers qui se trouvent dans ces matières grossières; mais, en même temps, ils décomposent les fibres ligneuses : ils les détruisent aussi en partie, et perdent beaucoup de la substance effective qui pouvait servir à d'autres qualités de papier.

C'est pour subvenir à ce déchet que M. Guettard fit autrefois à Étampes diverses tentatives pour suppléer au chiffon en prenant des plantes qui n'auraient point passé par l'état de toile et de drapeaux, dans lesquels il sentit qu'on devait trouver le papier, quoique plus difficile à en extraire.

Albert Séba, dans son *Trésor d'histoire naturelle*, invite aussi les curieux à travailler à ce projet : « Il me semble, dit-il, que nos pays ne manquent pas d'arbres convenables pour faire du papier, si l'on voulait s'en donner le soin et en faire la dépense; l'algue marine, qui est composée de filaments longs, forts et visqueux, ne serait-elle pas propre à ce dessein, de même que les mattes moscovites, si on voulait les préparer comme les Japonais préparent un de leurs arbres? les curieux pourront du moins l'essayer. »

Le P. du Halde et les autres auteurs nous apprennent que le papier des Chinois se fait indifféremment avec plusieurs espèces de plantes. Kœmpfer et Séba nous apprennent que le papier du Japon se fait avec la seconde écorce d'une espèce de mûrier. M. de la Loubère dit que les Siamois le font avec de vieux linge de coton ou avec l'écorce d'un arbre nommé, dans le pays, toncoë. Flacourt décrit la façon dont les habitants de Madagascar fabriquent le leur avec une espèce de mauve qu'ils appellent avo. Enfin tous les voyageurs, tant dans les Indes que dans l'Amérique, racontent avec emphase les avantages que l'on retire des palmiers pour les étoffes; sans doute il serait aussi aisé d'en faire du papier.

La facilité que les moulins à papier des environs d'Étampes fournissaient à M. Quettard pour faire des expériences sur les plantes pour en faire du papier, lui en fit amasser plusieurs. Après avoir surmonté toutes les difficultés que l'on trouve toujours dans les ouvriers lorsqu'il s'agit de les engager à faire quelque chose de nouveau dans la pratique de leur art, il parvint à faire plusieurs expériences curieuses : nous allons en rendre compte, après avoir rapporté les réflexions sur diverses plantes, qui forment, pour ainsi dire, l'histoire naturelle de la papeterie.

Dans le grand nombre des plantes dont on s'est servi pour faire le papier ou qu'on a supposées propres à cet usage, le botaniste aperçoit un ordre régulier ; les hommes de différents pays ont été conduits par une espèce d'analogie naturelle ; ils n'ont point été chercher des plantes qui fussent trop éloignées de celles qui étaient déjà en usage ; ils en ont bien pris dans différents genres et même dans différentes classes, mais toujours dans certaines limites, probablement sans en faire l'observation. En effet, la plupart de ces plantes ne semblent composées que de longues fibres longitudinales, plus ou moins serrées, et recouvertes d'une substance qui en remplit les intervalles : telles sont les palmifères, les graminées, les liliacées, les staminées, les malvacées.

La classe des palmifères est une de celles qui ont le plus servi aux Indiens, aux Asiatiques, aux Américains, pour leurs habillements et pour les cordages, les voiles des navires et autres ustensiles : presque

serve que ce jonc mérite d'être examiné par rapport à l'utilité qu'on en pourrait retirer.

C'est de la classe des graminées que l'on a tiré la matière du premier papier qui mérite ce nom, ainsi qu'on l'a vu au commencement de cet ouvrage. Dodon a regardé la masse-d'eau comme une plante propre au papier, et l'a également appelée papyrus.

Le bambou dont les Chinois se servent est aussi une plante de la même classe : il est appelé roseau en arbre dans G. Bauhin.

Le bouleau, qui est de la classe des fleurs à chaton, a été un des premiers arbres dont l'écorce ait servi à écrire : par le nom d'écorce, il faut toujours entendre, ce semble, la couche intérieure, placée sous la grosse écorce, et destinée à devenir ligneuse, qui a toujours été appelée liber.

Rumphius décrit deux arbres à chaton, qu'il appelle gnémon domestique et gnémon champêtre ; selon lui, les habitants d'Amboine tirent un fil de l'écorce des rameaux qu'ils battent un peu ; ce fil leur sert à faire des rets, qu'ils font bouillir dans une certaine infusion pour les rendre meilleurs et moins sujets à se pourrir. Cette manipulation mériterait d'être examinée ; on en tirerait peut-être de quoi perfectionner les cordages des navires et les filets des pêcheurs.

Le chanvre, le mûrier et l'ortie appartiennent à une même classe de plantes dont les fleurs sont incomplètes ; aussi ces plantes ont-elles été employées toutes à faire du papier.

Kœmpfer, dans le *Catalogue des plantes du Japon*, parle d'une plante dont le nom peut être rendu par celui de chanvre blanc, et que cet auteur appelle grande ortie commune, qui porte de vraies fleurs, et qui donne des fils forts et propres à faire des toiles et autres ouvrages.

Kœmpfer et Séba appellent mûrier ou papyrus l'arbre dont se fait le papier au Japon, comme on le verra bientôt, et, en effet, le fruit de cet arbre est semblable à celui du mûrier. Le P. du Halde dit que le même mûrier dont les Chinois emploient les feuilles à nourrir les vers à soie fournit des branches dont l'écorce sert à faire du papier assez fort pour couvrir les parasols ordinaires.

On peut placer ici une plante que les Japonais emploient à faire du papier, et dont on ne voit pas exactement la classe dans le rapport de Kœmpfer : il l'appelle papyrus qui se couche sur terre, qui donne du lait, qui a ses feuilles en lames, et l'écorce bonne pour du papier.

M. Guettard place aussi dans cette classe un arbre dont parle Seba, à feuilles larges, longues, tronquées, lisses, luisantes, semblables à celles du laurier, dont l'écorce intérieure peut s'étendre en toile fine, comme de la mousseline : cet arbre se nomme lagetto. Les peuples chez qui il croît en font des vêtements.

Le chanvre, comme étant dans la classe, peut servir aussi de la même manière à faire du papier, même sans avoir passé par l'état de chiffon : le P. du Halde rapporte qu'à Nangha on fait du papier avec du

chanvre battu et mêlé dans de l'eau de chaux; et M. Guettard ne doute pas que les chènevottes, ou ce qui tombe sur la braie ou bancelle lorsqu'on prépare le chanvre et le lin, ne puissent servir au même usage; dans les corderies et dans les arsenaux où l'on fait de grandes consommations de chanvre, on ne sait que faire des étoupes, on les jette, ou bien on s'en sert comme de fumier pour les couches des jardins; cependant cette substance est de la même nature que celle de la toile dont nous tirons ensuite le papier.

M. Guettard a fait pourrir et battre de la filasse bien nettoyée de toute la moelle qui tombe sous les instruments lorsqu'on prépare le chanvre; il en résulta du papier très-fort; il employa ensuite les chènevottes de chanvre comme une matière des plus communes; après les avoir fait pourrir dans l'eau, il les fit battre, on y joignit par mégarde un amas de mauves et d'orties qu'il avait fait pourrir à part; on en tira une pâte qui avait déjà quelque liaison, et qui en aurait eu probablement davantage si ces différentes matières eussent été traitées séparément d'une manière convenable.

Il est parlé dans le *Journal économique* du mois d'avril 1751 d'une manufacture de fil d'ortie qui s'établissait à Leipsick. La plante appelée *urtica urens maxima*, assez commune en France, étant cueillie encore verte, dans le temps néanmoins où ses tiges sont à moitié flétries, on la faisait sécher, ensuite meurtrir de manière à pouvoir tirer le bois du milieu de l'é-

corce. Cette écorce est une espèce d'étoupe verte qu'on peut préparer comme du lin qui se file et qui donne un fil d'un brun verdâtre, très-uni, très-clair et ressemblant à un fil de laine; ce fil, étant bouilli, donne un suc verdâtre, mais il devient ensuite plus blanc, plus uni et plus ferme : ces expériences, qui ont été faites en grand et avec succès pour parvenir à faire de la toile, réussiraient sans doute également s'il s'agissait du papier.

La classe des malvacées fournit également des plantes à papier : tous les mahots donnent une filasse propre aux cordages M Sloane, dans son *Catalogue des plantes de la Jamaïque*, parle de deux mauves qui ont cette propriété : l'une est une mauve en arbre des bords de la mer, à feuilles arrondies, petites, aiguës, blanches en dessous, qui a la fleur jaune et dont l'écorce peut se mettre en filasse, c'est un mahot du P. du Tertre ; l'autre est une mauve en arbre, à feuilles rondes, qui donne une grande fleur de couleur de carmin, semblable à celle du lis, dont l'écorce donne du fil. Enfin le coton dont on fait tant d'usage pour le papier est une plante malvacée. M. Guettard, avec du coton ordinaire, suffisamment battu, a fait un papier uni, blanc, fort, et qui promettait tous les avantages du nôtre : cette expérience ne serait pas indifférente dans des pays où le chanvre est aussi rare que le coton y est commun. Puisque la bourre qui entoure le fruit du coton est si propre au papier, ne pourrait-on point faire usage de celle des saules, si leurs chatons, dont la terre est quelquefois toute cou-



verte, étaient ramassés avec soin? Il serait aisé d'en faire l'expérience.

Le linagrostis, dont les prés maigres sont quelquefois remplis, fournit encore un semblable duvet qu'il serait bon de mettre en expérience aussi bien que les apocyns, le bois de trompette et une multitude d'autres plantes : le duvet de l'apocyn, appelé ouette, *apocynum majus* *Syriacum erectum*, a donné aussi des feuilles d'un papier assez fort pour être étendu sur des cordes et y sécher, mais qui se déchirait trop facilement. Ce duvet d'apocyn n'est composé que de poils, d'aigrettes ou espèces de plumes qui sont sèches et peu flexibles, au lieu que le coton est une bourre qui transpire de la semence par de petits points qu'on y aperçoit aisément à la loupe; ce duvet file d'abord ainsi que la gomme fluide, ensuite il se durcit à l'air. Il en est de même de la bourre des chardons, tels que le chardon bénit des Parisiens; il se filtre par des glandes placées dans l'intérieur des écailles dont leur tête est formée; on verra, art. 159, la manière dont on pourrait lier ce duvet, aussi bien que les autres matières trop sèches, et peut-être l'a-t-on déjà pratiquée; du moins Pline et la plupart des botanistes prétendent qu'on s'est servi de la bourre de certains chardons pour faire des étoffes, surtout de celle qui est appelée *carduus tomentosus latifolius* ou *acanthium*. Ἀχάνθιον Diosc. *folia gerit spinæ albæ similia, in summo vero eminentias aculeatas, araneosa lanugine obductas, e qua collecta textaque vestes bombycinis similes fieri aiunt.* Bauh. pin., 382.

Indépendamment des classés de plantes dont on vient de parler, le lin, le tilleul, le charme et même les chardons, quoique placés dans d'autres classes, ont encore la propriété de former du papier, car le chiffon de lin est recherché dans nos manufactures, et le tilleul s'emploie à faire des cordes, ce qui indique assez une flexibilité capable de former du papier.

Le même auteur, en parlant du *lussa Arabum*, qu'il regarde comme une espèce de concombre, dit que l'intérieur de son fruit, lorsqu'on a ôté les semences, n'est qu'un réseau que l'on dirait être du lin, et il conjecture qu'on en pourrait tirer une filasse, comme, suivant Théophraste, les Éthiopiens et Indiens en tiraient de leurs pommes cotonacées, et comme les Arabes en tiraient de la courge, selon le témoignage de Pline.

Seba a soupçonné qu'on pouvait faire aussi du papier avec des plantes de mer, telles que l'algue marine : il est vrai qu'elle acquiert une grande blancheur, lorsqu'à force d'être lavée par les eaux de la mer, par les pluies et les rosées, elle vient à perdre cette glu dont toutes les plantes marines sont couvertes.

Les fucus ou varechs, qui couvrent, pour ainsi dire, le bord de la mer et dont on se sert pour fumer les terres, y acquièrent aussi de la blancheur, et M. Guettard a même remarqué qu'ils conservaient encore leur consistance et leur figure, qualité qui les rendrait propres au travail du papier.

La plante appelée *conserva Plinii*, qui se trouve

non-seulement sur le bord de la mer, mais dans tous nos étangs, semble être filamenteuse et propre au même usage, et Loysel, dans son *Catalogue des plantes de la Prusse*, l'appelle mousse aquatique à filaments soyeux et très-fins; on en a fait des épreuves: une princesse entreprit de la filer; mais on a reconnu qu'en se desséchant elle devenait trop cassante.

M. Guettard a traité sans succès la plante appelée *alga vitrariorum*, les coralloïdes et le *conserva Plinii*: la pâte n'a pu se lier, il semble que les parties de ces plantes soient parenchymateuses, vésiculaires et arrondies, au lieu d'être fibreuses, filamenteuses et hérissées, comme l'exige la formation du papier; à la vue cependant on y serait trompé. On présenta à l'Académie, il y a déjà bien des années, une matière cotonneuse, trouvée aux environs de Metz, dans le fond d'un étang, dont les habitants espéraient de grands avantages pour le commerce; mais il se trouva que ce n'était autre chose que le *conserva* dont nous venons de parler.

M. Guettard propose aussi quelques vues avec lesquelles on pourrait corriger les défauts de la ouette ou du *conserva*, pour les rendre propres au papier.

Si, par exemple, lorsque ces plantes sont assez battues, on substituait à l'eau simple une eau gommée ou mucilagineuse, une eau dans laquelle on aurait fait bouillir des rognures de peaux, des racines de guimauve, de grande consoude, ou autres matières semblables, on enduirait par là les parties de la pâte d'un intermède capable de les lier; peut-être suffirait-

il que l'eau qu'on met dans la cuve de l'ouvrier fût ainsi préparée.

Peut-être aussi qu'en formant les feuilles par compression, au lieu de les former de la manière ordinaire par immersion, on rendrait les parties de la pâte plus adhérentes les unes aux autres.

Les amas formés par la réunion de différents pieds de conserva sont déjà d'une certaine épaisseur et difficiles à déchirer; ainsi, en étendant la pâte faite avec cette plante, on pourrait donner à chaque feuille l'épaisseur que l'on voudrait, et la compression ferait ensuite le reste. Il pourrait arriver qu'il ne fût pas possible de faire des feuilles aussi minces que celles du papier ordinaire; mais, quand on ne parviendrait qu'à faire du carton, ce serait encore un objet digne des recherches d'un physicien ou d'un fabricant curieux.

La ouette devrait surtout inspirer ce désir : le papier qui en provient a un éclat et un brillant argenté, qui pourrait être bon dans certains cas; son duvet peut se filer et se tramer, du moins lorsqu'on le mêle avec d'autres substances. M. Rouvière obtint, il y a plusieurs années, un privilège pour faire fabriquer avec cette plante des étoffes qu'on appelait étoffes de chardon; en conséquence on en fit des plantations à Arnouville, dans le bois de Boulogne, et ailleurs : ce duvet ne coûtait déjà que 4 s. la livre, quoique la plante fût encore rare en France, lorsque les travaux de cette manufacture ont été interrompus par diverses contestations.

M. de Réaumur avait pensé que les bois qui se

pourrissent pouvaient aussi être employés à faire du papier. En effet, la décomposition qu'a soufferte le chanvre qui a été roui, filé, blanchi un grand nombre de fois, qui a fermenté dans le pourrissoir, et qui a été pilé pendant plusieurs heures, n'a-t-elle point quelque rapport avec du bois qui se décompose en se pourrissant ? Ce n'est pas qu'il faille attendre le dernier degré de pourriture ; on a besoin pour le papier d'un degré de décomposition qui n'ait point encore ôté à la plante tout son liant : les guêpes savent bien choisir les bois qui sont à un degré capable de former leurs cartons. En effet, les dehors d'un guépier semblent n'être que du papier ou du carton, et c'est avec du bois pourri, apprêté à leur manière, qu'elles parviennent à le former.

La nature même opère, sans le secours d'aucun art, un papier très-fin avec des plantes pourries au fond de l'eau. M Guettard a observé dans des mares d'eau de la forêt de Dourdan, qui avaient été desséchées, des masses d'une matière totalement semblable à du papier ; c'était un assemblage de feuillets qu'il était facile de séparer, et qui se déchiraient comme du papier ; et, quoiqu'il ne pût pas déterminer exactement si ce papier n'était formé que de feuilles pourries ou s'il était dû à une espèce de byssus, il lui parut cependant que les plantes et les feuilles pourries y avaient la principale part.

Après cela, ce ne serait peut-être pas dire trop que d'avancer que toutes les plantes peuvent servir à faire du papier ; mais, du moins, pour le faire aisé-

ment et d'une bonne espèce, il faut plusieurs qualités dans les plantes que l'on choisit ; il faut que les fibres soient susceptibles d'acquérir de la blancheur ; que ces fibres soient spongieuses, capables d'être pénétrées par les liquides qu'on emploie pour les réduire en papier : il faut que ces fibres puissent se séparer sans se détruire ; qu'elles puissent se réduire en une bouillie presque sans consistance, dont les molécules soient douces, fines, cotonneuses : il faut, enfin, qu'après la dessiccation, elles reprennent une nouvelle consistance ; que ces fibres qui étaient délayées dans de l'eau s'entrelacent de nouveau, et qu'elles conservent encore, après leur nouvelle réunion, la douceur, la porosité et la blancheur.

Tant de qualités nécessaires à la formation du papier doivent limiter beaucoup le nombre des plantes propres à cet usage.

Les matières animales ont également servi aux expériences de M. Guettard ; il crut que les coques des chenilles communes, qui, dans certaines années, dévastent nos campagnes, seraient peut-être très-propres au même usage. En effet, après les avoir nettoyées des feuilles et les avoir fait battre, il en a formé un papier qui, quoique gris et imparfait, lui a donné lieu d'espérer beaucoup des expériences qui seraient faites avec plus de soin : n'ayant eu qu'une petite quantité de ces coques, il fut obligé de les battre à la main dans un mortier ordinaire, et cette opération est bien moins parfaite que celle des moulins. Les pilons ou les cylindres ont un mouvement bien plus

uniforme qu'un ouvrier qui pile dans un mortier; d'ailleurs les matières ne peuvent pas être nettoyées dans ce mortier par un courant d'eau semblable à celui d'un moulin à papier qui lave et qui entraîne continuellement tout ce qui est dissous dans l'eau, la graisse, l'huile, les matières sales et colorantes, et qui cause enfin toute la blancheur du papier; ainsi il n'est pas étonnant que M. Guettard ait eu un papier qui manquait de blancheur; celui des plus beaux chiffons serait gris, s'il n'était pas lavé pendant plusieurs heures. M. Guettard trouva même dans son papier-chenille des points noirs provenus des excréments de chenilles qui étaient entrelacés dans les brins de soie; les parties de feuilles d'arbres qui y étaient restées auraient été emportées par le courant de l'eau; enfin les fils eux-mêmes de la soie ne peuvent-ils pas être enduits d'une matière plus terne et plus sale que l'intérieur dont le lavage du moulin les dépouillerait aussi bien qu'il nettoie de la toile, puisqu'on a toujours du papier plus blanc que les chiffons qu'on a employés à le faire?

C'est ici probablement la cause pour laquelle on ne voit point dans le papier de la Chine la blancheur de notre papier, quoiqu'il ait plus de finesse et plus de force; mais cela est-il étonnant si, comme il paraît par ce qu'on nous en rapporte, on ne connaît pas à la Chine la manière d'établir ce courant d'eau qui s'écoule sans cesse, et lave avec force pendant plusieurs heures notre chiffon, et que nous regardons avec raison comme l'unique cause de sa blancheur?

## RÉFLEXIONS DE DESMAREST

SUR L'EMPLOI DES PLANTES BRUTES POUR SUPPLÉER AU CHIFFON.

---

Quand on pense qu'il y a au moins neuf cents cuves dans le royaume, dont chacune emploie environ quarante milliers de chiffon par an ; qu'il ne se fait pas de cueillette de chiffon dans plusieurs cantons fort étendus où il n'y a pas de moulins à papier ; enfin, qu'il s'en exporte, hors du royaume, de grandes parties par de petites fabriques voisines des frontières, qui ne font usage que des chiffons les plus grossiers, et se bornent à faire des papiers bulles et trasses, et qui livrent fort chèrement les lots des fins et des moyens aux étrangers, on doit être étonné de l'immense destruction de linge qui se fait en France, et de la grande quantité de chiffons qui s'y amassent pour l'usage des papeteries. Mais on doit être rassuré par les besoins immenses d'une nombreuse population, qui doit fournir à la dépense de l'industrie, dont les produits croissent comme elle.

D'après ces considérations, on est surpris que cer-



tains physiciens, et d'autres personnes, livrés à de mauvaises combinaisons, aient considéré, en différents temps, l'emploi des plantes et des écorces d'arbres comme une ressource contre la disette dans la fabrication du papier. Au milieu de ce grand zèle, tant de la part des gens de bonne foi que des charlatans, aucun fabricant intelligent n'a pensé à cette prétendue ressource; aucun n'a pu se flatter qu'à une petite distance de la papeterie, il pût faire une récolte de plantes vagues et sans culture, assez considérable pour entretenir une cuve pendant une année entière. Dans l'hypothèse de ces personnes qui nous vantent les plantes, il n'est question que de végétaux qu'on peut se procurer facilement et presque sans frais; car, si l'on est obligé à de longs transports, à des récoltes dispendieuses, on voit que l'économie dont on fait valoir les avantages cesse d'avoir lieu.

En supposant les plantes sans culture abondantes, à la portée de la papeterie, supposition hasardée, les fabricants ont dû être alarmés de l'immense encombrement que leur occasionnerait la provision d'une cuve où l'on fabriquerait trente milliers de papier; car, en calculant sur les deux tiers du déchet, il leur faudrait une masse de quatre-vingt-dix milliers d'une seule plante sans culture; et si l'on a recours au mélange de plusieurs plantes, on ne peut compter sur une étoffe d'une force et d'une souplesse égales, et par conséquent sur les produits d'une fabrication uniforme, ce qui est très-essentiel pour plusieurs arts où l'on fait usage du papier.

A juger de ce qu'on pourrait se promettre le plus raisonnablement de l'emploi des plantes dans la fabrication de ce papier par les essais des physiiciens dont j'ai parlé, et de ceux de M. Scheffer en particulier, il paraît qu'il n'y a guère que les plantes filamenteuses qui puissent être d'une certaine utilité ; mais alors on voit clairement que le fabricant qui se proposerait d'en faire usage ne pourrait le faire avantageusement sans ajouter aux manipulations de la papeterie, assorties à l'emploi du chiffon, d'abord le rouissage, long et difficile : ensuite, s'il veut dégager les principes filamenteux des substances qui la masquent et en altèrent la couleur, il sera nécessaire qu'il ait recours à des lessives réitérées plusieurs fois. On aperçoit aisément que, dans le choix d'une nouvelle matière première, il serait indispensable d'introduire dans nos papeteries deux nouveaux ateliers, celui du rouissage et celui du lessivage des plantes.

J'ajoute que, comme on serait astreint, dans cette hypothèse, à n'employer que certaines espèces de plantes, on ne pourrait s'en procurer une quantité suffisante sans prendre le parti de les cultiver, et pour lors, je vois augmenter les soins et les avances primitives du fabricant. Quelle étendue immense de terrain ne serait-il pas obligé de consacrer à cette culture, puisque la quantité de ces plantes qu'exigerait l'entretien d'une seule cuve monterait au moins à quatre-vingt-dix milliers pesant ! Je ne parle pas ici des greniers nécessaires pour serrer ces récoltes, qui ne pourraient se faire qu'une seule fois dans l'année.

D'après ces considérations, que je n'ai point exagérées, on conçoit que tout fabricant sensé qui sait compter a dû s'en tenir à l'emploi du chiffon, et donner tous ses soins pour en animer la cueillette dans son arrondissement, et pour se procurer une matière qu'il trouve dans un état qui le dispense de toutes manipulations coûteuses ; car cette matière, lorsqu'elle lui arrive, a été cultivée, récoltée, rouie, lessivée et blanchie à d'autres intentions qu'à celle de servir à son usage. Il se trouve donc fort heureux de recevoir le chiffon comme une marchandise de rebut, qui n'est propre à aucun usage, et de la payer comme telle.

Si nous suivons en détail la cueillette des chiffons, nous verrons effectivement que le fabricant ne paye guère que la peine de ceux qui le ramassent ; c'est par cette raison que cette cueillette ne s'étend guère qu'à une distance proportionnée au prix que les fabricants y peuvent mettre et y ont mis jusqu'à présent. Plus le travail des papeteries est soigné, plus il suppose d'exactitude dans le triage des chiffons, plus les chiffonniers s'éloignent des fabriques ; et pour peu qu'ils soient favorisés par des rivières navigables, l'arrondissement de la cueillette s'étend encore davantage. Il suit de là que l'on ne ramasse pas de chiffon dans les endroits éloignés des papeteries et au-delà des limites que le prix de cette denrée semble avoir fixées ; et je puis dire que le nombre de ces espèces de vides est encore considérable en France.

---

## HORACE BOUCHET ET C<sup>ie</sup>

ESSAIS SUR LE SPARTS

(SYSTÈME FERRO, BREVETÉ S. G. D. G.)

---

Le traité de commerce récemment conclu entre la France et l'Angleterre vient de jeter l'industrie papetière dans la plus grande inquiétude. Un article de ce traité supprime les droits prohibitifs à l'entrée des papiers, et l'Angleterre insiste énergiquement pour obtenir la levée des prohibitions à la sortie de nos chiffons.

Plusieurs chefs de nos principales papeteries ont vu, dans la mise à exécution de ce traité, la ruine de leur industrie et ont craint pour la France, suivant l'expression pittoresque d'un de nos plus spirituels journalistes, un Waterloo industriel. D'autres, mieux avisés, ont cherché à se précautionner contre le mal au lieu d'en gémir, et ont demandé à la science la découverte de nouveaux éléments propres à la fabrication du papier et pouvant remplacer avantageusement le chiffon.

D'anciennes et infructueuses recherches sur l'application des matières filamenteuses à la fabrication

du papier ont été reprises, de nouvelles tentatives ont été faites et sont journellement continuées. Malheureusement ces recherches n'ont amené jusqu'à présent que des découvertes partielles, et ces tentatives n'ont été couronnées que par des succès incomplets.

Le principe de la fabrication du papier avec tous les corps à fibres végétales est aujourd'hui généralement admis; mais personne, croyons-nous, n'a résolu complètement le triple problème du *déchet*, de la *cherté de mise en œuvre* et du *blanchiment*.

Plus heureux ou plus favorisés par le hasard, peut-être aussi plus opiniâtres que nos prédécesseurs, nous pensons pouvoir annoncer l'heureuse découverte si longtemps désirée de tous. Après plusieurs mois d'études, d'essais et de déceptions de toutes sortes, nous sommes parvenus à remplacer *complètement* le chiffon de coton par le sparte, dans la fabrication journalière des papiers que nous livrons à l'industrie aux mêmes conditions que nos confrères.

Nous n'hésitons pas à soumettre à l'intelligente appréciation de MM. les Commissaires de l'exposition de Besançon les produits de notre papeterie, qui ne sont plus à l'état d'essai, mais que nous produisons journellement avec des perfectionnements que la pratique et l'expérience augmenteront sans doute.

Marseille, le 15 juin 1860.

Horace BOUCHET et C<sup>re</sup>.

---

*Compagnie d'exploitation des textiles exotiques. —*  
*Société en commandite Jean-Baptiste Roque et C<sup>ie</sup>.*

(Lettre de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce  
à M. le Ministre de la guerre.)

Paris, le 7 janvier 1846.

Monsieur et cher collègue, je viens de recevoir le rapport de MM. Chevreul et Pélégot sur les expériences faites dans la papeterie d'Écharcon et ayant pour objet la fabrication du papier avec de la filasse d'aloès et de bananier. Je m'empresse de vous en adresser la copie ; vous verrez comme moi avec intérêt le résultat de ces expériences, desquelles il résulte que l'emploi de ces plantes textiles offre un avantage marqué sur celui des chiffons, et donne un produit d'une bonne qualité qui se répandra rapidement dans le commerce, si la filasse d'aloès et du bananier peut être livrée à un prix égal à celui du chiffon. Je vous serai très-obligé, Monsieur et cher collègue, de me faire connaître la suite qui sera donnée en Algérie à ces premiers essais.

Recevez, etc.

---

(Lettre de M. le Ministre de la guerre à M. Roque, directeur-gérant de la Compagnie d'exploitation des plantes textiles des tropiques et de l'Algérie.)

Paris, le 31 janvier 1846.

Monsieur, je vous adresse, selon votre désir, copie

du rapport de MM. Chevreul et Péligré sur les expériences auxquelles ont été soumis, à la papeterie d'Écharcon, les échantillons de filasse d'aloès et de bananier que vous y avez envoyés. J'y joins également copie de la dépêche que m'a écrite M. le ministre de l'agriculture et du commerce en me faisant parvenir ce document plein d'intérêt.

Les expériences dont il s'agit font bien augurer de l'entreprise agricole et industrielle à la tête de laquelle vous êtes placé, et je désire que vous soyez mis à même, aussi promptement que possible, de commencer vos travaux de culture en Algérie.

Je viens, dans ce but, de recommander à M. le gouverneur général de me soumettre sans nouveaux retards des propositions pour les deux concessions à vous faire à Rovigo ou dans les environs de la Maison Carrée.

Recevez, etc.

---

(Rapport adressé à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce sur du papier fabriqué avec plusieurs plantes textiles de l'Algérie et des tropiques.)

Paris, le 6 décembre 1845.

Le 15 octobre 1845, M. Péligré et moi sommes allés à la papeterie d'Écharcon, arrondissement de Corbeil, pour assister, en conséquence de la mission que M. le ministre de l'agriculture et du commerce avait bien voulu nous confier, à une expérience relative à la

fabrication du papier avec des filasses ou matières textiles extraites de plusieurs plantes originaires d'Algérie ou susceptibles d'y être cultivées.

M. Roque avait envoyé à M. Gasnier, directeur-gérant de la fabrique d'Écharcon, de la filasse d'aloès et de la filasse de bananier; elles furent traitées séparément, mais le temps ne permit pas d'achever le papier d'aloès; la seule remarque que nous pûmes faire, c'est qu'après avoir été lessivée à l'eau de soude, elle avait plus de finesse et moins de couleur que la filasse du bananier.

Le papier de bananier fabriqué en notre présence est incontestablement d'une bonne qualité, comme on en peut juger, puisque nous en avons fait usage pour écrire ce rapport; mais la blancheur n'en est pas parfaite, par la raison que l'action du chlore gazeux n'a point été suffisamment prolongée : nous rappelons qu'elle n'a duré que trois heures, et dans les cas ordinaires elle peut être de vingt-quatre heures. *Nous ne pouvons douter d'après cela de la possibilité de faire un papier très-blanc et d'une bonne qualité avec la filasse du bananier.* Mais nous irons plus loin en disant que, pour acquérir cette certitude, nous n'avions pas besoin de recourir à l'expérience. Quoiqu'il en soit, la question n'est pas là, elle est tout entière dans le prix auquel M. Roque pourra livrer la filasse des plantes textiles de l'Algérie aux fabricants de papier. Malheureusement nous n'avons et ne pouvons avoir aucune indication précise pour établir ce prix, puisque nous manquons des éléments concer-



nant la culture et la main-d'œuvre en Algérie, qui sont indispensables à la solution de la question.

. . . . .

Si M. Roque peut livrer aux fabricants de papier des filasses d'aloès, de bananier, etc., etc., douées de la ténacité qui leur est naturelle, à un prix égal au plus à celui du chiffon de bonne qualité, il aura rendu un véritable service à son pays; et les avantages que le public retirera de l'usage du papier fabriqué avec des filasses vierges seront d'autant plus grands que ce papier aura été confectionné par un procédé qui permet l'emploi de fibres ligneuses, longues, sans interposition entre elles d'un corps hétérogène. Nous pensons, d'après ces considérations, que le projet de M. Roque, de cultiver des plantes textiles dans l'Algérie pour la confection du papier, doit fixer l'attention de M. le ministre de la guerre, en raison des avantages qu'il est permis d'en espérer.

*Signé* : E. CHEVREUL et EUG. PÉLIGOT.

---

(Lettre de M. Gasnier, directeur-gérant de la papeterie d'Écharcon,  
à MM. Chevreul et Pélégot.)

Paris, le 22 octobre 1845.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous adresser une main de papier faite avec les matières textiles en votre présence, à la fabrique d'Écharcon, le 15 du courant.

Nous avons reçu 109 kilogr. de matières qui ont produit 97 kilogr. de papier; ainsi le déchet n'a été environ que de 11 pour cent.

Comme je devais faire commencer et finir l'opération en huit ou neuf heures que vous pouviez rester à la fabrique, et que d'ailleurs je ne savais pas précisément l'effet de la matière traitée en grand, on n'a pu fabriquer un papier suffisamment blanc et propre.

MM. Roque et C<sup>ie</sup> doivent m'en donner 200 kilogr. de quatre espèces, d'ici à quelques jours; voici les opérations qu'on suivra, et qui demanderont trois fois vingt-quatre heures :

1° Hacher la matière et la passer au diable pour en ôter la poussière.

2° Lessivage caustique.

3° Défiler et mettre dans un bain léger de chlore pendant au moins vingt-quatre heures.

4° Laver et blanchir une deuxième fois.

5° Relavage; troisième blanchiment, s'il le faut, et fabrication.

Je ne doute pas qu'en suivant ces procédés on n'obtienne de très-beaux et très-bons produits avec peu de déchet : vous nous excuserez donc de vous avoir donné du papier un peu jaune, quand vous considérerez qu'il nous a fallu faire en quelques heures ce qu'on obtient pour les toiles écruës en un mois d'étendage sur les prés ou par la lessive continuelle dans les ménages. Quant à ce que coûtera la matière, je n'ai aucune donnée à cet égard, mais j'estime que les matières qu'on nous a envoyées *vaudront de 50 à*

60 fr. les 100 kilogr.; peut-être plus, eu égard au prix actuel du chiffon.

Recevez, etc.

*Signé : GASNIER.*

---

#### EXPOSÉ DE L'AFFAIRE.

Il existe dans les climats chauds, en Afrique et dans les régions tropicales, un grand nombre de plantes textiles dont les filaments sont propres à la fabrication des tissus, des cordages, et particulièrement à celle du papier; les principales sont le *bananier* et l'*aloès*; mais jusqu'à ce jour le prix de revient de leur préparation n'a pas permis de les appliquer utilement à ces divers genres de fabrication; cependant la rareté des chiffons de toile, les détails multipliés et dispendieux qu'exige le traitement de cette matière première, les produits souvent incomplets qu'on en retire, et, en raison de ces inconvénients, la situation vraiment difficile de l'industrie papetière, ont donné une importance considérable à cette question de l'appropriation des textiles exotiques à la fabrication du papier. Nous avons cherché avec un zèle persévérant la solution de ce problème, qu'on avait jusqu'ici vainement tenté de résoudre, et nous sommes heureux de pouvoir affirmer, forts de nos expériences répétées, forts du témoignage des hommes les plus

compétents et officiellement interrogés, que le problème est désormais résolu.

Rien ne nous a coûté afin d'arriver à ce résultat si important pour une de nos industries essentielles.

Nous avons envoyé sur différents points du globe des agents spéciaux étudier la nature des textiles, les meilleurs modes pour leur préparation, et enfin leur prix réel de revient sur les divers marchés de l'Europe.

Un de nos associés, après avoir séjourné une partie des années 1839 et 1840 aux Antilles, nous a rapporté le fruit de ses études, et c'est à cette époque qu'ont commencé nos expériences.

Les substances filamenteuses tirées des textiles, notamment du bananier, que nous avons fait venir en quantité suffisante, ont été soumises à des expériences faites successivement en Belgique et en France, et le produit de ces essais, présenté à l'exposition de 1839, a fixé l'attention du jury central, qui, en nous accordant une mention honorable, a constaté, dans son compte rendu, qu'on pouvait obtenir avec les filaments du bananier *un papier très-blanc et très-tenace*. (T. III, p. 355.)

Toutefois, ce résultat ne nous paraissant pas encore commercialement assuré, notre travail a continué : chacune de nos expériences, chacun de nos efforts avançait progressivement la solution des difficultés que nous nous étions attachés à résoudre. Bientôt, nos données devenant plus sûres, nos espérances prenant peu à peu plus de consistance et nous permet-

tant d'entrevoir un résultat plus prochain, nous avons constitué une société en commandite, sous la raison **JEAN-BAPTISTE ROQUE & C<sup>e</sup>**, au capital social de 100,000 francs, suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Beaudenom de Lamaze, notaire à Paris, le 4 janvier 1845, pour un essai d'exploitation des textiles des tropiques et de l'Algérie.

Il est résulté de nos études la conviction que les Antilles nous fourniraient nos matières premières en abondance et à des prix de revient satisfaisants, en y comprenant le fret jusqu'en Europe. Toutefois nous avons pensé que la culture des textiles pouvait être entreprise avec avantage en Afrique, si des concessions de terrains nécessaires à notre exploitation nous étaient faites : en conséquence, nous avons soumis nos projets à M. le ministre de la guerre, qui les a approuvés et encouragés; sur son invitation expresse, nous avons envoyé des agents en Algérie, avec la mission de rechercher et d'étudier les différentes espèces de plantes textiles qui croissent dans cette contrée, les véritables conditions de l'acclimatement et de la culture de ces textiles, leur appropriation possible à la fabrication que nous avons en vue; enfin, de déterminer les points des possessions françaises où il serait convenable d'entreprendre la culture des textiles et d'y établir les usines propres à leur préparation.

Sur le rapport de ces agents et sur la demande qui en a été la conséquence, M. le ministre de la guerre, comprenant l'utilité et l'importance de notre entre-

prise pour l'industrie manufacturière du papier et pour la colonisation algérienne, nous a donné avis par plusieurs lettres successives, et notamment par sa dernière missive en date du 31 janvier 1846, qu'il avait transmis des ordres en Algérie pour qu'on nous concédât 20 ou 30 hectares sur le Bas-Harrach, près la Maison Carrée, pour y former une pépinière et un lieu d'entrepôt, et 200 hectares dans le périmètre du village de Rovigo, qui doit être construit dans la Mitidja, pour y cultiver et exploiter les textiles.

Après nous être assurés que nos procédés pour la réduction des plantes textiles exotiques en filaments étaient les plus faciles et les plus économiques, nous avons pris un brevet d'invention le 7 novembre 1845, pour les textiles d'Afrique; déjà nous en avons pris un autre pour les textiles tropicaux à la date du 10 novembre 1838.

Mais ce n'était pas assez que d'avoir constaté par nous-mêmes l'heureux résultat de nos études et de nos efforts persévérants; en conséquence, nous avons provoqué la nomination d'une commission spéciale et officielle qui eût pour mission de vérifier les essais de fabrication de papier avec des textiles préparés d'après nos procédés.

Selon nos désirs et sur l'invitation de M. le ministre de la guerre, M. le ministre de l'agriculture et du commerce nous a informés, par lettre en date du 6 octobre 1845, qu'il avait nommé M. Chevreul, membre de l'Institut, et M. Pélégot, professeur au Conservatoire des arts et métiers, pour assister à l'ex-

périence qui devait être faite à la papèterie d'Écharcon, pour ensuite lui en faire un rapport.

Ce premier essai a eu lieu le 15 du même mois, et il a été suivi dans tous ses détails, avec une scrupuleuse exactitude, par ces deux honorables savants, qui en ont fait un rapport à M. le ministre de l'agriculture et du commerce, le 6 décembre 1845.

Les conclusions de ce rapport, qui se trouve en tête de cet exposé, sont si précises, qu'il n'est plus possible d'avoir de doutes quant à l'application des textiles exotiques à la fabrication du papier, et quant à la supériorité de leur produit sur celui des chiffons de toile; mais il restait encore à examiner si le prix de revient de ces textiles permettait de se livrer, sur une grande échelle, à leur exploitation. A ce sujet, M. Roque, directeur-gérant de la compagnie, a cru devoir soumettre à ses coïntéressés le résultat de ses calculs et de ses études.

Complètement édifiés sur ce point, et convaincus des éléments de prospérité que présente une affaire si consciencieusement étudiée et dont les opérations doivent être d'une si puissante influence sur l'industrie manufacturière du papier, tous les intéressés, réunis en assemblée générale, ont autorisé M. JEAN-BAPTISTE ROQUE à fonder une société nouvelle, dont le capital serait porté au chiffre qu'il croirait nécessaire pour la formation de plusieurs établissements en Afrique, aux Antilles, ou dans d'autres contrées favorables à la culture et à l'exploitation des textiles exotiques.

C'est dans ces circonstances que nous avons résolu de fonder une nouvelle société au capital 1,500,000 fr., représenté par trois mille actions de 500 fr. chacune, payables aux époques indiquées dans l'acte social.

Le danger de cet aperçu, dans lequel on s'est efforcé d'exagérer les dépenses et de réduire les produits, c'est de paraître invraisemblable.

Toutes nos industries, pressées par les nécessités de la concurrence, sont réduites aujourd'hui à compter timidement avec leurs espérances; et d'aussi brillantes prévisions ne peuvent appartenir qu'à une industrie toute nouvelle se fondant sur un produit végétal qui abonde dans des contrées encore inoccupées par une civilisation active, et dont l'immense utilité, bien connue seulement de quelques savants et presque ignorée du public, n'a encore donné lieu à aucune exploitation industrielle et commerciale d'une nature sérieuse et importante; nous n'hésitons donc pas à proposer la réalisation d'une entreprise qui, sans exemple dans le passé, offre tous les éléments d'un grand et prochain succès.





## **PIÈCES JUSTIFICATIVES.**



# OBSERVATIONS

## DES FABRICANTS DE PAPIER

A PROPOS

DE LA LOI SUR L'EXPORTATION DES CHIFFONS.

---

*Mémoire présenté à Sa Majesté l'Empereur par les fabricants de papier français, à propos du traité de commerce avec l'Angleterre.*

SIRE,

Le 15 janvier 1860, le jour où la lettre de Votre Majesté à M. le ministre d'État a paru au *Moniteur*, les fabricants de papier, justement émus, comme toute la France, de la grandeur de vos projets, se sont enquis s'ils devaient, par ces trois mots — SUPPRESSION DES PROHIBITIONS, — comprendre que la prohibition d'exportation des chiffons serait levée, comme toutes les autres prohibitions.

Voici ce qui leur a été répondu :

Comment pouvez-vous penser que l'Empereur, au moment où il dégrève, à leur entrée en France, toutes les matières premières pour favoriser l'industrie française, consente à grever, en appelant la concurrence étrangère sur le marché français, le chiffon, cette matière première indispensable à la papeterie, que la France produit à peine en quantité suffisante pour sa propre consommation, et qu'elle ne pourrait, à un prix égal, retrouver dans aucune autre contrée du globe?

La lettre du 15 janvier, ajoutait-on, a voulu parler des

prohibitions à l'entrée. mais nullement des prohibitions à la sortie.

Cette réponse nous avait rassurés.

Cependant, tout à coup, au milieu de cette sécurité, la nouvelle nous arrive d'Angleterre qu'une députation de fabricants anglais est venue en France, et qu'elle a obtenu la promesse formelle de la levée de la prohibition d'exportation des chiffons français.

A cette nouvelle, notre premier soin a dû être de rechercher la pensée principale de votre lettre du 15 janvier, et le but que Votre Majesté désirait atteindre.

Ce but et cette pensée, nous les trouvons nettement exposés dans le discours prononcé par M. le Président du Corps législatif, le 2 mars, dans la séance d'ouverture :

Le seul moyen de développer la fortune publique et d'améliorer le bien-être de tous, c'est d'arriver à réduire, autant que possible, le prix des objets de consommation générale.

Or le chiffon est de 25 à 30 pour 100 meilleur marché en France qu'en Angleterre.

Que la levée de prohibition d'exportation des chiffons français ait lieu, et, à l'instant même, le prix des chiffons se nivelle en France et en Angleterre, et, par suite, les papiers français augmentent de 30 pour cent, et deviennent notablement plus chers que les papiers anglais.

Inévitablement donc, il sortira de cette mesure un fait diamétralement opposé au but que Votre Majesté a voulu atteindre. Vous souhaitez la baisse du prix des produits manufacturés, et vous verrez se produire une hausse énorme sur un produit de première nécessité : le papier.

Le coton, la laine, le fer, baisseront de prix peut-être : l'ouvrier se vêtira peut-être à meilleur marché ; la machine descendra peut-être à la portée d'un plus grand nombre : mais le livre, ce pain de l'esprit, augmentera de prix ; l'instruction deviendra un objet de luxe ; et, dans la même année où l'Angleterre donnera au monde ce grand spectacle

d'une nation qui se retranche, d'un trait de plume, un revenu de 25 millions, en déclarant, par la voix de M. Gladstone, le chancelier de l'Échiquier, que *tout droit sur le papier est un droit oppressif*, la France, dont un tiers de la population à peine sait lire et écrire, la France élèvera de 30 pour 100 le prix de son papier, le prix de ses livres, et arrêtera cet élan que Votre Majesté avait donné, depuis plusieurs années, à l'instruction des classes populaires.

Et non-seulement le prix du livre sera augmenté, et non-seulement l'instruction des classes pauvres sera arrêtée dans son essor, mais le budget de la France sera grevé d'une lourde charge par l'augmentation du prix du papier ; car, en France, l'État est le plus grand consommateur de papier, par l'imprimerie impériale, par le timbre, par les cartes à jouer, par les tabacs, par les avertissements des contributions, par les rouages multipliés de son armée, de ses ministères, de ses administrations.

Enfin, conséquence non moins grave, la France, en élevant le prix de ses papiers, verra immédiatement les marchés étrangers se fermer aux papiers qu'elle exporte aujourd'hui, car elle s'y rencontre avec les papiers belges et allemands, qui se vendent à des prix plus bas que les siens.

Résultats certains d'une augmentation du papier en France :

Diminution de la consommation intérieure ;  
Suppression immédiate de l'exportation.

Et quelle compensation l'Angleterre pourra-t-elle nous offrir en échange de ces résultats désastreux pour notre industrie ?

Ses chiffons ? Mais elle n'en trouve pas suffisamment chez elle, pour elle-même, puisqu'elle va en demander au monde entier.

La libre entrée de nos papiers ? Mais comment nos papiers pourraient-ils se vendre en Angleterre, puisqu'ils seront d'un prix plus élevé que les papiers anglais ; puisque, d'ailleurs, l'Angleterre, qui fabrique pour 50 millions de

papier par an, est obligée d'en exporter au moins 25 millions sur les marchés étrangers ?

Sire, le chiffon est une matière première d'une nature toute particulière, à laquelle ne peut être appliquée la loi qui régit les autres matières premières.

La levée des prohibitions pour les produits manufacturés est peut être une mesure féconde, car elle doit mettre un plus grand nombre de produits à la portée d'un plus grand nombre de consommateurs.

Mais la libre sortie des chiffons doit-elle mettre une plus grande quantité de cette matière à la disposition des fabricants de papiers français ?

C'est tout le contraire.

Cette matière première, dont la volonté ni l'industrie des hommes ne peut augmenter la production, a paru tellement précieuse à la plupart des peuples, que la Belgique, la Hollande, l'Espagne, le Portugal, comme la France et comme d'autres pays encore, en ont prohibé l'exportation d'une manière absolue.

En effet, les hommes peuvent multiplier le lin, le chanvre, le coton, la laine, la betterave, la canne à sucre, presque à leur gré ; ils peuvent augmenter la production du charbon, du fer, du zinc, du cuivre, de l'argent, de l'or même, par de nouvelles et incessantes recherches ; mais chaque contrée ne peut produire qu'une certaine quantité de chiffons, proportionnelle à ses habitants, à leur richesse, à leur bien-être.

Les importations annuelles de l'Angleterre, en chiffons, dépassent 10,000 tonneaux, et le prix s'en est élevé, dans ces derniers temps, à plus de 25 livres par tonneau. Avec un prix si élevé, avec la nécessité d'une pareille importation, il est facile de comprendre pourquoi l'Angleterre laisse libre la sortie de ses chiffons. Elle sait bien que leur prix éloignera toujours les acheteurs étrangers ; et, forcée qu'elle est d'acheter au dehors, elle espère, en ouvrant ses portes, engager d'autres portes à s'ouvrir.

Ce n'est pas la première fois que l'Angleterre convoite les

chiffons de la France. Cette riche proie, qu'elle demande ouvertement aujourd'hui à la faveur d'un traité de commerce, elle a tenté bien des fois, sous bien des formes, de se l'approprier par la ruse ou par la fraude.

Il serait si commode pour elle de venir, à quelques heures de ses côtes, puiser à pleines mains dans le riche marché de la France cette matière précieuse qu'elle ne peut obtenir, à grand'peine, aujourd'hui, que de pays lointains, pauvres ou sans industrie, comme l'Italie, la Russie, la Turquie, la Grèce !

Sire, le but que vous voulez atteindre est grand. Mais, nous vous le demandons humblement, en ce qui concerne la papeterie, la mesure réclamée avec tant d'instance par l'Angleterre ne doit-elle pas produire pour la France plus de mal que de bien ?

Si c'est la lutte que vous voulez établir entre les produits similaires anglais et français, afin que ces produits arrivent, au meilleur marché possible, entre les mains du plus grand nombre ; soit ! nous acceptons cette lutte pour nos papiers. Mais nous demandons en même temps à votre justice de ne pas grever d'un *impôt*, par la libre exportation de nos chiffons, notre matière première, au moment où toutes les autres matières premières vont se trouver dégrevées par votre glorieuse initiative.

La fabrication du papier se compose, en dehors du chiffon, de trois éléments principaux :

Le charbon ;

Les produits chimiques ;

La main-d'œuvre.

**LE CHARBON.** Il coûte, en Angleterre, deux fois, et, dans bien des positions, trois fois moins cher qu'en France. Vous avez la noble ambition de donner à la France le combustible à bon marché, par l'achèvement des routes, des canaux, des chemins de fer ; par la suppression des droits de péage ; par l'abaissement des tarifs. Mais combien d'années se passeront avant que le charbon puisse arriver à bon marché dans nos



papeteries, qui, pour trouver les cours d'eau dont elles ont besoin, se sont placées, pour la plupart, loin des villes, loin des centres industriels, loin des grandes voies de communication, dans les montagnes !

**LES PRODUITS CHIMIQUES.** Ils sont d'un tiers meilleur marché en Angleterre qu'en France, non pas, nous avons la douleur de le dire, parce que nos fabricants français ne savent pas faire aussi bien et aussi économiquement que les Anglais, mais parce qu'en France les produits chimiques, qui jouent un rôle si important dans la fabrication du papier, sont grevés d'un droit considérable par le décret du 17 mars 1852, qui frappe d'un impôt de dix francs par cent kilogrammes les sels employés dans les fabriques de soude, impôt qui n'avait jamais existé en France, même à l'époque où le sel supportait un impôt double de celui qu'il supporte aujourd'hui.

**LA MAIN-D'OEUVRE.** Sur cette question délicate, qui devient une question d'humanité pour les classes les plus pauvres de nos plus pauvres campagnes, nous ne croyons pouvoir mieux faire que d'emprunter à M. Gladstone les paroles qu'il prononçait naguère, à la tribune anglaise, à propos de l'impôt du papier :

J'ai, de plus, à vous déclarer que, suivant l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, le grand avantage inséparable de l'abolition de ce droit, c'est que vous allez provoquer de nombreuses demandes de travail dans les campagnes, que les masses ne seront pas exclusivement attirées vers les grands centres industriels, et que l'activité des travailleurs se répartira sur tous les points du royaume. Là où il y a des cours d'eau et des villages, là où l'air est pur et l'accès facile, s'élèvent de préférence les manufactures de papier. Et, dans cette assemblée, se trouve une personne qui, il y a quelques années, a constaté les effets de la fabrication du papier sur la taxe des pauvres. Le droit sur le papier a fait disparaître tous les petits fabricants de papier, et a concentré cette industrie dans un petit nombre de mains. On peut à peine trouver des fabriques de papier dans les villages. Je voudrais les y voir renaître. (*Applaudissements.*) Le fait que je cite, pour montrer les effets de la fabrication du papier, est celui-ci : Il y a quelques années, un membre de cette Chambre établit une manufacture de pa-

pier à Rickmann-Worth, afin de fournir aux besoins d'un journal bien connu. Au bout de trois ou quatre ans, la taxe des pauvres de cette localité avait diminué de moitié. (*Acclamations.*) — (*Moniteur du 19 février 1860.*)

Eh bien, Sire, la libre exportation des chiffons va produire immédiatement, en France, l'effet qu'a produit, en Angleterre, l'impôt sur le papier. La papeterie française ne périra pas, mais toutes les petites fabriques disparaîtront; mais la fabrication du papier se concentrera dans un petit nombre de mains; mais la misère augmentera dans les villages où les petites fabriques répandent aujourd'hui l'aisance; car la papeterie ne demande pas, comme les autres industries, que des ouvriers forts et valides : elle donne du travail et du pain aux plus pauvres, aux moins vigoureux, même aux malades, même aux infirmes.

Nous savons, Sire, que cette dernière considération est de nature à impressionner vivement votre cœur. Aussi nous vous la soumettons avec confiance. Industriels, nous voulons bien faire bon marché de nos intérêts, nous voulons bien vous suivre dans la voie large et féconde que vous nous indiquez, la libre concurrence entre les produits des nations industrielles; mais nous avons un devoir à remplir, et nous remplissons ce devoir quand nous vous disons : Sire, du haut de sa tribune, l'Angleterre déclare que tout impôt sur le papier est odieux, impolitique, impopulaire. Or, permettre la libre sortie des chiffons français, cette matière précieuse que nous donnent le bien-être et la concentration de nos populations agglomérées, mais que ni l'Angleterre ni aucune autre nation ne pourraient nous fournir dans des conditions égales, C'EST FRAPPER LA PAPETERIE FRANÇAISE D'UN IMPOT.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,

Les très-humbles et très-obéissants sujets,

LES DÉLÉGUÉS DES FABRICANTS DE PAPIER FRANÇAIS.

*Projet de loi sur la libre sortie des chiffons. — Les fabricants de papier français à Messieurs les Députés au Corps législatif.*

Messieurs les Députés,

La papeterie française fait un appel suprême à votre haute justice.

La loi sur la libre sortie des chiffons menace dans son existence cette industrie nationale.

Chacun des départements qui s'honore de vous avoir choisis pour le représenter et pour défendre ses intérêts, possède une ou plusieurs fabriques de papier. Chacune de ces fabriques donne du travail et du pain aux femmes, aux enfants, aux vieillards, aux infirmes que toutes les autres industries repoussent. En fermant les papeteries (et elles se fermeront si la loi est votée), vous doublerez le nombre des indigents.

M. Gladstone l'a dit à la tribune anglaise : « Dès qu'une fabrique de papier s'établit dans un village, la taxe des pauvres diminue de moitié. »

Vous ne laisserez pas s'accomplir ces désastres et se consumer cette ruine.

Nous nous inclinons devant la grandeur de l'idée Impériale ; mais, si nous en acceptons les conséquences, nous avons le droit d'en réclamer les bénéfices.

Que la prohibition qui frappe nos chiffons à la sortie soit levée ; soit !

Pas d'exception, même pour cette matière précieuse, que M. le ministre du commerce lui-même, dans son rapport au conseil d'État, déclare INDISPENSABLE à la papeterie.

Mais, si l'Empereur veut que toutes les prohibitions soient levées, il veut aussi que les matières premières, indispensables à l'industrie, soient affranchies de tous droits.

Fidèles interprètes de sa puissante volonté, vous venez d'affranchir de tous droits la laine et le coton.

Pouvez-vous, le lendemain, frapper d'un droit de 50 pour 100 la matière première indispensable à la papeterie?

C'est pourtant ce que vous allez faire, si vous votez la loi qui vous est présentée, et telle qu'elle vous est présentée.

Depuis plusieurs années, cent kilogrammes de chiffons blancs se payaient en France 46 à 48 fr., et, même à ce prix, nous n'en trouvions pas assez pour alimenter nos usines.

A l'annonce de la loi nouvelle, le prix s'est élevé jusqu'à 55 et 60 francs.

Le lendemain de la promulgation de cette loi, le prix se nivellera avec le prix de l'Angleterre, 80 à 90 francs les cent kilogrammes.

Nous avons écrit le nom de l'Angleterre. Eh bien ! ayons le courage de dire la vérité tout entière. CETTE LOI N'EST PAS UNE LOI RÉCLAMÉE PAR DES INTÉRÊTS FRANÇAIS : c'est une concession faite à l'Angleterre, et une concession sans dédommagement, sans compensation, sans réciprocité.

On nous a dit : la compensation, c'est l'ouverture du marché anglais au papier français.

Mais l'Angleterre produit déjà, elle-même, pour 25 millions de francs de papier qu'elle ne peut pas consommer et qu'elle exporte.

Quels besoins nos papiers iront-ils donc satisfaire en Angleterre?

D'ailleurs ouvrir la porte de la France à la libre sortie de nos chiffons, c'est fermer à jamais la porte de l'Angleterre à nos papiers, qui deviendront, ce jour-là, plus chers que les papiers anglais.

Nous le prouvons par deux chiffres.

Année 1859. Le chiffon vaut, en France, 48 francs. Pour faire cent kilogrammes de papier qu'on vend 140 francs les cent kilogrammes, il faut 150 kilogrammes de chiffon.

150 kilogrammes de chiffon, à 48 fr. . . . . 72 fr.

*A reporter* . . . . . 72 fr.

	<i>Report</i> .....	72 fr.
Autres frais et bénéfice du fabricant.....		68
		<hr/> 140
Droit d'entrée en Angleterre.....		20
Prix auquel la France pouvait vendre, en 1859, à l'Angleterre, 100 kilogr. de papier.....		160 fr.

Année 1860. Il est impossible de ne pas admettre que, le lendemain de la promulgation de la loi, le chiffon ne vaudra pas, en France, 70 fr. les 100 kilogr. au minimum.

150 kilogrammes, à 70 fr.....	105 fr.
Autres frais et bénéfice du fabricant.....	68

Prix auquel la France pourra vendre, en 1860,  
à l'Angleterre, 100 kilogr. de papier... 173 fr.

A 160 fr. les 100 kilogrammes, la France ne vend, pour ainsi dire, pas de papier à l'Angleterre.

Comment pourra-t-elle lui en vendre à 173 francs ?

Donc la suppression du droit de 20 fr. par 100 kilogr., qui grève, à leur entrée en Angleterre, les papiers français, est une amère dérision, si, en même temps, on livre à l'Angleterre les chiffons de la France.

Les papiers ne payeront plus 20 fr. de droit pour entrer en Angleterre ; mais ils coûteront 33 fr. de plus à la France pour les fabriquer.

Et non-seulement, à ce prix, l'Angleterre ne prendra pas un seul kilogramme de papier à la France, mais la France devra, à cette fatale mesure, de payer son papier 33 fr. de plus par 100 kilogrammes.

Voilà la vérité. Quel que soit le sort qui nous attende, il est de notre devoir de la dire aux Représentants du pays, comme nous l'avons dite au gouvernement.

Il est de notre devoir de proclamer que tout le monde, en France, oui, tout le monde, sans exception, ne pourra que perdre à l'adoption de cette loi que l'on veut en vain assimiler à la loi sur la libre sortie des écorces et des bois,

attendu que ces deux lois sont diamétralement opposées et dans leur cause et dans leurs effets :

1° Cette loi est une loi de finances, au premier chef, car elle dérange l'équilibre du budget. Le gouvernement payera un ou deux millions de plus pour ses fournitures de papier ; il verra diminuer le produit de l'impôt du timbre par la réduction du nombre des abonnés aux journaux, et le produit des contributions par la fermeture d'un grand nombre de fabriques.

2° L'ouvrier perdra la main-d'œuvre qu'il accomplissait pour convertir le chiffon en papier et qu'il n'accomplira plus sur les chiffons qui s'exporteront en Angleterre.

3° Le consommateur payera son papier plus cher ; c'est tout le contraire de la promesse faite à la France par l'Empereur, dans le manifeste du 15 janvier 1860.

4° Les communes verront retomber à leur charge toute une population d'infirmes et de vieillards que les papeteries occupaient et pouvaient seules occuper.

Quant au producteur, le seul qui pourrait gagner à cette mesure, *s'il existait*, nous l'avons dit et nous le répéterons à satiété, le producteur n'existe pas, et nous mettons au défi qu'on nous montre un seul producteur qui réclame le bénéfice de cette loi. Paris seul conserve encore le type, aujourd'hui presque disparu, du *chiffonnier à la hotte*, ramassant, le long des rues, les détritux de toute sorte, qui se composent de tout, excepté de chiffon. Aujourd'hui on ne jette plus ce résidu, on le vend. C'est un commerce, et le premier vendeur, c'est tout le monde, ce sont trente-six millions d'habitants que possède la France, et chacun des individus qui composent ces trente-six millions en vend à peine 2 à 3 kilogr. par an !

Quant aux marchands de chiffons en gros, nous croyons savoir qu'ils signent, dans ce moment, une lettre à M. le ministre du commerce, pour lui déclarer que *la libre sortie des chiffons sera plutôt nuisible qu'utile à leurs intérêts*.

Donc, un mal immense sans compensation ; des fabriques

industries, le fer, la laine, le coton, sont admises, dans une enquête solennelle, à discuter le chiffre qui doit les protéger.

Pourquoi cette injuste exception pour la papeterie ?

Nous demandons avec instance à être entendus par la commission du Corps législatif, et nous déclarons que les droits

De 25 fr. par 100 kilogr. pour les chiffons ,

De 15 fr. pour les cordes ,

De 5 fr. pour les chiffons de laine ,

sont INDISPENSABLES, non pour conserver ses chiffons à la France, mais pour aider la France à les disputer à l'Angleterre.

Notre sort est entre vos mains, Messieurs les Députés, et c'est au nom des promesses de Sa Majesté l'Empereur lui-même que nous vous adjurons de conserver à la papeterie la matière première qu'elle ne peut, pas plus que l'Angleterre, remplacer par aucune autre, cette matière première que la France produit à peine en quantité suffisante pour sa propre consommation, et qu'aucun pays de l'Europe ne pourrait lui rendre.

Nous avons l'honneur d'être,

Messieurs les Députés au Corps législatif,

Vos très-humbles et très-obéissants serviteurs,

LES DÉLÉGUÉS DES FABRICANTS DE PAPIER FRANÇAIS.

---

*Lettre des marchands de chiffons français à M. le Ministre du commerce, à propos de la loi sur l'exportation des chiffons.*

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE DU COMMERCE  
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Monsieur le Ministre ,

On nous annonce qu'un projet de loi va être présenté au

Corps législatif pour lever la prohibition à la sortie des chiffons, et qu'un des principaux motifs invoqués en faveur de ce projet de loi est la liberté que doit avoir le marchand de vendre sa marchandise là où bon lui semble.

Nous remercions sincèrement Votre Excellence de l'intérêt qu'elle veut bien nous témoigner ; mais, en même temps, nous croyons devoir vous déclarer que cette liberté nous semble plutôt nuisible qu'utile à notre commerce.

La libre sortie des chiffons doit inévitablement ruiner une partie des fabricants de papier français, nos clients actuels, et leur ruine ne pourra s'accomplir sans que nos propres intérêts en soient gravement compromis.

Le chiffon n'est pas une marchandise comme une autre, dont on puisse augmenter la production en proportion avec la demande. Quand tous les peuples de l'Europe se joindront aux fabricants français pour venir, sur notre marché, puiser le chiffon dont ils ont tous besoin, nous n'en vendrons pas un kilogramme de plus, et nous verrons le prix du chiffon français augmenter dans une proportion d'autant plus grande que la législation prohibitive des autres nations ne nous permettra pas d'aller remplacer, par des achats faits sur les marchés étrangers, les chiffons que les étrangers viendront demander au marché français.

Le chiffon atteindra alors des prix tels que le faible capital dont chacun de nous dispose deviendra insuffisant pour nos opérations, et que nous verrons inévitablement des maisons anglaises et américaines venir s'établir à notre porte, avec des capitaux considérables, pour faire, au profit de leurs nationaux, la récolte des chiffons français.

Ainsi disparaîtront, pour nous, d'abord nos clients naturels, les fabricants de papier français, dont les usines se fermeront à cause du haut prix des matières premières et par l'impossibilité où ils seront de s'en procurer ; ensuite, notre commerce lui-même, qui passera de nos mains entre des mains étrangères qui viendront nous faire concurrence, et nous punir des préférences que nous pourrions conserver



pour ceux de nos clients actuels qui résisteront à la crise fatale dont est menacée la papeterie française.

Pour nous résumer, le marché français suffit complètement à l'écoulement régulier du chiffon récolté en France. Il n'y a pas d'exemple d'encombrement dans nos magasins; nous vendons nos produits à mesure qu'ils nous arrivent, à un prix suffisamment rémunérateur et pour nous et pour le petit ramasseur.

Il n'est pas en notre pouvoir, il n'est au pouvoir de personne d'augmenter la production du chiffon, et nous pouvons dire avec assurance que si déjà, aujourd'hui, nous ne parvenons pas à satisfaire à toutes les demandes qui nous sont faites par les fabricants de papier français, la demande des fabricants anglais et de tous les autres fabricants de l'Europe ne pourra qu'apporter une perturbation immense sur notre marché et ruiner, par une concurrence sans limite, notre propre commerce, après avoir ruiné l'industrie de la papeterie en France.

Par toutes ces considérations, nous venons supplier Votre Excellence de retirer un projet de loi qui, fait dans notre intérêt, nous dit-on, nous semble, au contraire, de nature à causer à nos intérêts le plus grave préjudice.

Nous avons l'honneur d'être, avec respect,

Monsieur le Ministre,

De Votre Excellence,

Les très-humbles et très-obéissants serviteurs.

SUIVENT LES SIGNATURES.

22 juin 1860.

---

*Question des chiffons. — Dernier mot des fabricants de papier à Messieurs les Députés.*

Nul besoin, nul intérêt, national ou particulier, ne réclame, en France, la loi sur l'exportation des chiffons.

C'est un sacrifice fait aux exigences diplomatiques de l'Angleterre.

Le marchand de chiffon lui-même ne profiterait pas de la hausse produite par l'exportation : la preuve, c'est que les marchands de chiffon français réclament, par une lettre parfaitement motivée, en date du 22 juin, à M. le Ministre du commerce, le retrait de cette loi, attendu *qu'elle serait nuisible à leurs intérêts*.

Quel argument reste donc à l'*Exposé des motifs*?

Les papiers français sont protégés par un droit de 150 fr. les cent kilogrammes.

L'*Exposé des motifs* ajoute que ce droit n'est que de 12 fr. 50 c. pour les papiers belges. C'est une erreur. Le droit que payent les papiers belges, en entrant en France, est de 25 fr.

Eh bien, ce droit de 25 fr., les fabricants français n'en ont pas même besoin pour les protéger contre les papiers anglais. Ils ont offert à M. le ministre du commerce de supprimer toute espèce de droit. Ils se déclarent prêts à lutter contre les Anglais, *produit contre produit*.

Mais ce n'est pas ce que veulent les Anglais ; ce n'est pas le libre échange, ce n'est pas la lutte des produits manufacturés :

C'est NOTRE MATIÈRE PREMIÈRE.

Les Anglais ne veulent le libre échange que pour les produits dans lesquels ils nous sont supérieurs.

Dès qu'on leur aura livré, n'importe à quel prix, notre matière première, ils savent bien, eux qui ont sur nous tant d'autres avantages (charbon, produits chimiques, machines, transports), que nos papeteries se fermeront et que notre concurrence disparaîtra.

Car nul peuple, et les Anglais moins que les autres, ne nous rendra cette matière première que tous viendront prendre chez nous.

On propose, il est vrai, un droit pour nous protéger; mais, pour établir ce droit, on maintient une erreur déjà commise par le rapport au conseil d'État.

Le prix des cent kilogrammes de cordages goudronnés n'est pas de 13 à 15 fr. Depuis trois ans, il est de 27 à 30 fr.; depuis trois mois, il est de 30 à 36 fr.; et, au mois d'avril 1860, le ministère de la marine a vendu, sur le port de Toulon, plus de 400,000 kilogr. de vieux cordages au prix de 46 fr. Nous avons fourni, de tous ces chiffres, des preuves authentiques, officielles, au conseil d'État. Comment se fait-il que l'erreur subsiste?

Messieurs les Députés, vous ne pouvez pas consacrer par votre vote la ruine d'une industrie nationale.

Les principes qu'on invoque ne sont pas applicables à notre industrie.

Les vrais principes, les voici :

**28 Décembre 1815.**

EXPOSÉ DES MOTIFS DE LA LOI DE DOUANE :

*Un gouvernement ne doit jamais livrer à l'étranger les matières premières qui alimentent les manufactures nationales.*

**15 Janvier 1860**

MANIFESTE DE L'EMPEREUR NAPOLEON III :

*Pour encourager la production industrielle, il faut affranchir de tout droit les matières premières indispensables à l'industrie.*

Nous ne demandons pas autre chose.

Nous le demandons

Au nom du consommateur, dont c'est l'intérêt ;

Au nom du producteur, dont c'est l'intérêt ;

Au nom des ouvriers, dont c'est l'intérêt ;

Au nom de la France, dont c'est l'intérêt ;

Au nom de l'Empereur, qui nous l'a promis !

LES DÉLÉGUÉS DES FABRICANTS DE PAPIER FRANÇAIS.

27 juin 1860.

---

*Mémoire présenté à Messieurs les Membres du conseil d'État  
par les fabricants de papier français, à l'occasion du  
projet de loi sur la libre sortie des chiffons.*

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT ET A MESSIEURS LES  
MEMBRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

Monsieur le Président,  
Messieurs les Membres du conseil d'État,

L'étonnement et la douleur que nous avons ressentis en lisant le rapport qui vous a été adressé par Son Excellence M. le ministre du commerce, à l'effet de préparer un projet de loi sur la libre sortie des chiffons, nous ont causé une émotion telle, que nous vous prions d'avance d'excuser la vivacité que nous pourrions mettre à combattre ce rapport et ses conclusions.

En effet, si ce rapport et ses conclusions étaient converties en loi sans que de profondes modifications y soient apportées, le gouvernement pourrait dire qu'il a condamné à mort l'une des plus vieilles industries de la France, la papeterie.

Les grands établissements, les grandes sociétés pourraient encore peut-être, avec d'énormes sacrifices, soutenir la lutte; mais c'en serait fait, dès la première année, de toutes les papeteries d'une moindre importance, qui n'ont pas à leur disposition des capitaux considérables et qui ne peuvent écouler leurs produits qu'à la faveur d'un bon marché extrême.

Le rapport déclare, en commençant, que la loi du 15 mars 1791 a établi la prohibition à la sortie des chiffons, *afin de retenir à l'intérieur une matière INDISPENSABLE à la fabrication du papier, et dont la production ne peut être augmentée à volonté.*

Citer ces lignes, c'est condamner ce rapport. Dire qu'une matière est *indispensable*, c'est, pour un gouvernement, s'in-

terdire le droit d'enlever cette matière à l'industrie pour laquelle elle est *indispensable*.

Le chiffon a-t-il cessé, depuis 1791, d'être une matière *indispensable* à la fabrication du papier?

Non.

Depuis 1791 a-t-on trouvé un moyen d'augmenter à volonté la production du chiffon?

Non.

Depuis 1791, la science, la chimie, la disette de chiffon et l'intérêt du fabricant, plus puissants encore que la science et que la chimie, sont-ils parvenus, à force de sacrifices et d'argent dépensé, à trouver une plante, un filament, une matière quelconque qui puisse remplacer le chiffon?

Non.

Cela est si vrai que les Américains, qui ont à leur disposition toutes les forêts vierges du nouveau monde, viennent demander, au prix de l'or, à la vieille Europe, les chiffons dont ils ne peuvent se passer pour fabriquer leur papier.

Cela est si vrai que les Anglais, qui ont les produits chimiques à bas prix, les charbons presque pour rien; les Anglais, qui ont l'Inde, des flottes innombrables et d'innombrables colonies couvertes de plantes textiles; les Anglais, qui manquent de chiffon, n'ont rien trouvé encore pour remplacer le chiffon.

Cela est si vrai qu'en France, comme en Angleterre, comme partout, les prix proposés soit par les journaux, soit par les fabricants de papier, soit par les sociétés savantes, n'ont jamais pu être distribués à aucun de ces prétendus inventeurs, qui sont parvenus à faire croire au gouvernement que la question était résolue, lorsqu'elle n'était pas plus avancée que le premier jour!

Tant que cette découverte ne sera pas faite, sérieusement faite, et ratifiée, non pas par la science seulement, mais par la pratique, par l'industrie, par le commerce, nous ne pensons pas qu'il y ait un gouvernement qui ait le droit de dire à une de ses industries : Vous trouvez chez vous, dans votre

pays, une matière précieuse avec laquelle vous alimentez le travail national, une matière sans valeur avec laquelle vous créez, pour la France, une valeur de 75 millions; eh bien, cette matière précieuse qui ne suffit même pas à vos usines, livrez-la à l'étranger; et vous, vous chercherez, au péril de vos fortunes, non plus en France, mais à l'étranger, par quelle autre matière, inconnue jusqu'à présent, vous pourrez parvenir, un jour ou l'autre, fût-ce dans dix ans, à la remplacer avec plus ou moins d'avantage.

Le rapport, à cette objection qu'il prévoyait, s'est hâté de répondre :

*Les progrès de la science économique ont prouvé que la liberté des transactions est le moyen le plus certain de faciliter les approvisionnements.*

Et il cite la laine et la soie !

Mais la laine et la soie peuvent se produire à volonté et d'une manière, pour ainsi dire, illimitée. En est-il de même du chiffon ?

Non, non, le rapport le dit lui-même, en toutes lettres, à la sixième ligne de sa première page. Comment se fait-il qu'il oublie cet aveu, dès sa seconde page, et qu'il déclare que *l'approvisionnement du chiffon pourrait se faire aussi régulièrement que celui de la laine et de la soie, si la liberté des transactions existait partout.*

C'est une contradiction, c'est une erreur profonde. Le chiffon est un résidu, une perte, un sacrifice. Nous ne connaissons aucun pouvoir humain qui puisse en augmenter la production.

La science économique se trompe donc complètement sur ce point.

Non-seulement la liberté des transactions n'en augmenterait pas la quantité, mais elle en doublerait le prix.

En voici la preuve :

De toutes les nations de l'Europe, l'Angleterre est la seule qui laisse complètement libre, sans aucun droit protecteur, la sortie de ses chiffons. De toutes les nations de l'Europe,

l'Angleterre est celle chez laquelle le chiffon est *le plus rare et le plus cher*.

Que toutes les nations de l'Europe ouvrent leurs portes à la libre sortie des chiffons, et, certainement, la production du chiffon ne s'en augmentera pas d'un kilogramme.

Seulement, il sera beaucoup plus cher, car la demande en fera élever le prix d'autant plus que la quantité n'en augmentera pas, contrairement à ce qui arrive pour les matières premières dont la production n'a pas de bornes.

Aussi toutes les nations de l'Europe ont eu le bon sens de refuser à l'Angleterre et aussi à la France (à ce qu'on nous assure) de lever les prohibitions ou de diminuer les droits protecteurs qui retiennent, chez chacune d'elles, les chiffons dont leurs papeteries ont absolument besoin.

Quel intérêt peut donc avoir la France à céder aux sollicitations de l'Angleterre, et à laisser sortir librement ses chiffons, quand toutes les nations qui l'entourent lui refusent les leurs ?

Nous avons l'espoir, fondé sur une promesse venue de haut, que la porte de la France ne serait ouverte que si toutes les autres portes s'ouvraient en même temps.

Nous avons prouvé tout à l'heure que c'eût été un grand mal pour tout le monde ; que le prix des chiffons aurait doublé, sans que la production s'en augmentât d'un kilogramme ; mais enfin, ce mal accompli, la France, au moins, aurait pu reprendre chez ses voisins les chiffons que ses voisins lui auraient enlevés.

Voyons s'il peut en être de même dans la situation qu'on veut nous faire, et si le droit de 12 fr. par 100 kilogr. pour les chiffons, et de 2 fr. pour les cordes, et la sortie libre des chiffons de laine que propose le Rapport, nous permettront de retrouver ailleurs, n'importe où, ce que tous les autres pays pourront venir nous prendre.

Ouvrons une carte de la France, et regardons successivement, frontière par frontière, quels voisins peuvent nous enlever nos chiffons, quels voisins nous pourront les rendre.

**BELGIQUE.** La Belgique confine à quatre départements français : le Nord, les Ardennes, la Meuse et la Moselle. La Belgique, prohibition absolue. La Belgique viendra nous prendre nos chiffons et ne nous en rendra pas un kilogramme.

**ESPAGNE.** L'Espagne touche à cinq départements français : les Basses-Pyrénées, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Garonne, l'Ariège, les Pyrénées-Orientales. En Espagne, prohibition absolue. L'Espagne viendra nous prendre nos chiffons, et ne nous en rendra pas un kilogramme.

**ASSOCIATION ALLEMANDE.** L'Association allemande confine à trois départements français : la Moselle, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin. Elle protège ses chiffons par un droit de 22 fr. 50 c. les 100 kilogr. Il est évident que l'Association allemande nous enlèvera, en payant un droit de 12 fr., des chiffons que nous ne pourrions aller reprendre chez elle qu'en payant un droit presque double, 22 fr. 50.

Restent la Suisse, le Piémont, puis l'Angleterre.

La Suisse et le Piémont, qui confinent à cinq départements français, protègent leurs chiffons par un droit de 4 fr. les 100 kilogr. seulement. Ici l'avantage est pour nous. Mais que sont la Suisse et le Piémont, comparés à la Belgique, à la Hollande, à l'Allemagne, à l'Espagne ?

Quant à l'ANGLETERRE, la sortie de ses chiffons est, il est vrai, exempte de tout droit. Mais, comme les chiffons blancs qui valent 50 fr. les 100 kilogr. en France, et qui coûteront à Londres, en y ajoutant le droit et le transport, 65 à 68 fr., valent 80 fr. en Angleterre; la différence équivaut évidemment à un droit protecteur en faveur de l'Angleterre. En effet, ou la différence entre les deux prix restera ce qu'elle est, et tous nos chiffons s'en iront en Angleterre; ou cette différence se nivellera entre l'Angleterre et nous, et alors nous payerons nos chiffons 65 à 70 fr. Si nous payons nos chiffons 70 fr., nous augmenterons notre papier de 30 à 40 pour 100, et si nous augmentons notre papier, non-seulement le consommateur français souffrira dans ses intérêts, non-seulement nous verrons le nombre des



consommateurs indigènes diminuer, mais encore tous les marchés étrangers se fermeront devant le haut prix de nos papiers, car il nous deviendra impossible de continuer à lutter contre la Belgique, la Hollande, la Prusse, l'Autriche, l'Espagne, qui continueront à acheter leurs chiffons à 40, à 50 pour 100 meilleur marché que la France.

Or, comme l'Angleterre touche, par son cabotage immense, à toutes nos côtes de la Manche et de l'Océan, c'est-à-dire à treize départements français, le Pas-de-Calais, la Seine-Inférieure, le Calvados, la Manche, l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord, le Finistère, le Morbihan, la Loire-Inférieure, la Charente-Inférieure, la Gironde, les Landes, les Basses-Pyrénées, il s'ensuit que, sur trente départements frontières, il y en aura vingt-cinq par lesquels nous verrons sortir nos chiffons, et cinq par lesquels nous aurons quelque chance d'aller les reprendre.

Le Rapport ne le nie pas; au contraire, il l'avoue à deux reprises différentes, et avec une netteté d'expressions telle qu'il nous serait impossible de trouver, contre ce Rapport, un meilleur argument que le Rapport lui-même :

Page 3, ligne 2. *Si la France ouvrait subitement la porte à la sortie des chiffons qu'elle possède, elle s'exposerait à en manquer pour ses propres besoins, puisqu'elle n'aurait pas la possibilité de remplacer, par des achats au dehors, les quantités qu'elle vendrait. Tout le monde pourrait venir s'approvisionner chez elle, tandis que presque toutes les portes resteraient fermées devant ses demandes.*

Page 6, ligne 16. *Sur les quinze pays d'Europe énumérés plus haut, cinq seulement : la Russie (une partie de la Russie), la Suède, la Norvège, la Suisse et la Sardaigne, ont un régime qui, pour les drilles, se rapprocherait assez de celui qu'il s'agit d'établir en France. DANS LES AUTRES PAYS, LES TAXES DE SORTIE SONT BEAUCOUP PLUS ÉLEVÉES.*

Ces citations ne sont-elles pas la condamnation la plus énergique de cette loi, à laquelle il est impossible d'assigner une cause, une raison d'être, une excuse?

Est-il nécessaire de relever les erreurs manifestes de ce Rapport, qui fixe entre 13 et 15 fr. les 100 kilogr. le prix des cordes, tandis que ce prix, depuis bien des années, n'est jamais descendu au-dessous de 26 fr.; qu'il était à 28, il y a deux mois, et qu'il est aujourd'hui à 30, 32, 34 fr.?

Faut-il dire que les vieux cordages goudronnés servent *seuls* à la fabrication des papiers d'emballage, mais que tous les autres cordages sont employés à faire des papiers blancs, avec un avantage égal sinon supérieur au chiffon blanc?

Faut-il ajouter que les chiffons de laine entrent, pour une grande proportion, dans la fabrication des papiers de paquetage, des rouleaux de tenture communs, et surtout des cartons?

Faut-il déclarer que les vieux filets servent à fabriquer, non des papiers d'emballage, mais des papiers de luxe, les papiers brouillards?

Faut-il faire observer que le droit de 12 fr. par 100 kilogr., s'il protégeait un peu le chiffon de couleur, qui vaut 18 à 20 fr., ne protégerait pas du tout le chiffon blanc, qui en vaut 50 à 55?

Enfin est-il besoin de faire remarquer que le droit de 23 pour 100 qu'on déclare vouloir établir à la sortie des chiffons français, *pour les protéger*, s'applique à une moyenne de 52 fr. 50 les 100 kilogr., qui peut être la moyenne actuelle, mais qui ne sera plus la moyenne véritable, le jour où la libre exportation aura fait augmenter nos chiffons de 40 à 50 pour 100?

Dès que le prix français se sera nivelé avec le prix anglais, en admettant que le chiffon blanc reste, à Londres, au prix de 80 fr., le même chiffon vaudra, à Paris, 64 à 65 fr., et, sur ce prix, 12 fr. par 100 kilogr. ne représenteront plus que 18 à 19 pour 100.

Cependant le Rapport déclare que l'intention formelle de M. le ministre du commerce est que *la taxe à substituer à la prohibition ne doit pas descendre au-dessous de 25 pour 100 de la valeur du produit.*

Tant d'erreurs, de contradictions, d'impossibilités, frappent les yeux.

Les droits de 12 fr. et de 2 fr. par 100 kilogr., fixés par le Rapport, sont, nous en avons la conviction douloureuse, la ruine immédiate la papeterie française.

Est-il donc un intérêt, quel qu'il soit, public ou particulier, qui réclame cette réforme ?

Oui, l'intérêt de l'Angleterre. On nous a dit qu'un engagement avait été pris. Nous ne voulons pas, nous ne pouvons pas le croire.

L'Empereur a écrit, dans son manifeste du 15 janvier 1860 :

« Pour encourager la production industrielle, il faut affranchir de tout droit les matières premières indispensables à l'industrie. »

Serait-il possible que l'Empereur voulût exclure la papeterie, cette industrie nationale, des bienfaits qu'il a promis à toutes les industries de la France et qu'il vient de réaliser pour la laine et pour le coton :

LA MATIÈRE PREMIÈRE AU MEILLEUR MARCHÉ POSSIBLE.

L'Empereur désire que toutes les industries de la France puissent lutter avec avantage contre les industries étrangères.

La libre sortie des chiffons fermerait aux papiers français, en augmentant leur prix, tous les marchés étrangers.

L'Empereur veut que les consommateurs français obtiennent, au plus bas prix possible, tous les produits manufacturés.

La libre sortie des chiffons ferait hausser le prix du papier, le prix des livres, et cette augmentation frapperait surtout le livre de l'ouvrier, l'instruction du peuple.

On a reproché aux fers et aux filés français d'être plus chers que les produits similaires anglais. Peut-on faire le même reproche aux papiers français ? Non, puisque nos papiers sont meilleur marché que ceux de l'Angleterre.

Par toutes ces considérations, nous supplions l'Empereur, qui ne peut vouloir la ruine de notre industrie, d'ajourner le

projet de loi sur la libre sortie des chiffons, tant qu'une seule nation en Europe détiendra chez elle ses chiffons, soit par une prohibition, soit même par un droit protecteur.

Que si une impérieuse raison d'État, que nous ne connaissons pas, forçait le gouvernement à sacrifier la papeterie française, sans aucune espèce d'avantage pour la France et au grand détriment des consommateurs de papier, nous demandons au moins qu'un délai de plusieurs années (comme on l'a fait pour le fer et pour le coton) nous soit accordé pour chercher, avec l'Angleterre et avec tous les autres peuples, la solution du problème des plantes filamenteuses, que la chimie n'a pu résoudre jusqu'à ce jour d'une manière pratique, pas plus chez nous que chez n'importe quelle autre nation de l'Europe; solution que nous appelons de tous nos vœux, que nous sommes décidés à payer de bien des sacrifices, mais que nous craignons d'attendre bien longtemps encore !

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur le Président,

Messieurs les Membres du conseil d'État,

Vos très-humbles et très-obéissants serviteurs,

LES DÉLÉGUÉS DES FABRICANTS DE PAPIER FRANÇAIS.

23 mai 1860.



## LÉGISLATION.

---

### 1488. — *Déclaration sur les privilèges de l'Université de Paris.*

...Et pour ce qu'au privilège du roi Charles VI n'est faite mention des officiers et serviteurs de ladite université, sinon en général, sans ce qu'il y ait nombre déterminé ne limité desdits officiers et serviteurs d'icelle université, nous par ces présentes déclarons le nombre des officiers et serviteurs d'icelle université que nous voulons et entendons être compris èsdits privilèges et demeurer quittes, francs et exempts de toute chose quelconque, comme les vrais écoliers d'icelle, et 1<sup>o</sup> les quatorze bedeaux de cette université. . . . . plus vingt-quatre libraires, quatre parcheminiers, c'est assavoir les quatre jurés du mestier, quatre marchands vendeurs de papiers demeurant à Paris, sept ouvriers ayant moulins et faiseurs de papier demeurans ès villes de Troyes en Champagne, Corbeil et Essonne, c'est assavoir trois en la ville de Troyes et les autres quatre èsdits lieux de Corbeil et d'Essonne; deux enlumineurs, deux relieurs, deux escrivains de livres, c'est assavoir deux jurés du mestier. — FONTANON. *Recueil d'ordonnances*, t. IV.

Avril 1513. — Confirmation des privilèges des parcheminiers et autres serviteurs de l'université de Paris.

4 février 1514. — Déclaration de François I<sup>er</sup>, portant pouvoir à Louise de Savoie de délivrer des prisonniers, de donner lettres de rémission et de créer des maîtres de chaque métier dans les villes et faubourgs du royaume.

1542. — *Appréciation et évaluation de toutes marchandises à certains prix, pour savoir ce que l'on doit payer pour droit de l'imposition foraine.*

Papier blanc à escrire ou imprimer de toutes sortes, estimé septante et cinq sols tournois, chacun cent pesant, poids de marc.

*Autre édit de nouvelle appréciation d'aucunes marchandises, fait à Tonnerre en l'article de la mercerie meslée. Fait à Fontainebleau, le vingt-huitième jour de mars 1542.*

Le cent de papier, blanc et noir, voulons être mis à cinquante sols tournois.

Cartes à jouer à cent sols tournois, le cent pesant. — FONTANON. *Recueil d'ordonnances*, t. II.

1547. — *Droit de l'université sur les parchemins amenés à Paris.*

Savoir faisons que avons continué et confirmé à icelle nostre dite université les droits et privilèges de visiter, priser et estimer tout le parchemin qui sera amené en ladite ville et banlieue de Paris, et de prendre par le recteur, pour ladite visitation, estimation et appréciation, seize deniers parisis pour chacune botte de parchemin, suivant lesdits droits et privilèges. — FONTANON, t. II.

Janvier 1560. — Ordonnance de Charles IX, portant que tous officiers comptables rendront doresnavant leurs comptes à leurs dépens et feront les comptes écrits en bon et grand papier et non en parchemin. — Et que toutes écritures, en-

quêtes, procès-verbaux, déclarations de dépens et autres expéditions de justice (fors et excepté les arrêts et sentences interlocutoires et définitives) seront faites et délivrées en papier, raisonnablement écrites à raison de vingt-cinq lignes en chacune page et quinze syllabes en chaque ligne. — (*Recueil des ordonnances de Néron.*)

Novembre 1564. — Édit portant qu'il sera levé une imposition sur chacune rame de papier. Cet édit révoqué en août 1565.

1577. — Édit du roi, portant défense de faire sortir du royaume aucun lin et chanvre, à peine de confiscation.

21 février 1581. — Édit enregistré le 15 mars suivant, portant défense de transporter hors du royaume aucune sorte de papier, sinon en payant le droit de traite.

*Édit du roi, contenant nouvelle appréciation des marchandises sujettes aux droits de l'imposition foraine, domaine forain, resve et haut passage.*

Papier blanc à écrire ou à imprimer de toutes sortes, estimé chacun cent pesant, poids de marc, VIII liv.

Parchemin de Bretagne et Normandie, estimé chacune grosse, XX liv. — (FONTANON, t. II.)

15 novembre 1595. — Lettres patentes de Henri IV, maintenant la franchise du papier.

Juin 1633. — Création d'un office de contrôleur-visiteur-marqueur en chacune ville, bourg, bourgade et hameau où il s'en forme une fabrique, vend et débite avec exemption de tutelle, curatelle et garde de biens.

16 février 1635. — *Déclaration du roi.* — Pour le regard des papiers, tant de France que des pays étrangers, qui se fabriqueront, entreront et descendront en toutes les villes,

bourgs, bourgades, havres et ports de cedit royaume, pays et terres de nostre obéissance, sans aucune exception, voulons que conformément à l'édit de la création des susdits offices de controlleurs, visiteurs et marqueurs, il soit levé sur tous lesdits papiers ; sçavoir, six sols sur chaque rame de papier, du poids de six livres ; sept sols sur rame du poids de six à douze livres ; huit sols sur rame du poids de douze à dix-huit livres ; neuf sols, du poids de dix-huit à vingt-quatre livres ; dix sols pour rame du poids de vingt-quatre à trente livres ; et quatre sols sur chacune rame de papier bleu, gris et gris-brun, de quelque poids qu'ils puissent être : Lesquels papiers venans des pays étrangers, seront marquez et les droits payez aux entrées du royaume. Et ceux qui se fabriquent en France, seront marquez et les droits payez aux moulins par les maîtres et les marchands d'iceux, ou aux bureaux qui pour ce seront établis : Et outre ce, un sol pour chacune rame de tous lesdits papiers qui entreront en nostredite ville et fauxbourgs de Paris, lesquelles auront été marquées, et les susdits droits payez. Et où lesdits papiers entrans en icelle ville et fauxbourgs de Paris, et ne se trouveront marquez, les susdits droits, avec ledit sol pour rame, y seront entièrement payez.

22 octobre 1648. — Déclaration du roi, portant révocation et suppression des droits de marque et autres impositions sur le papier, contenant quinze articles.

1654. — Déclaration du roi en faveur de la communauté des maîtres parcheminiers, portant exemption des édits de création des lettres de maîtrise.

Mars 1655. — Édit du roi, portant établissement d'une marque sur le papier et parchemin pour la validité des actes qui s'expédieront par tout le royaume.

Avril 1658. — Édit portant aliénation des droits établis sur le papier.



1659. — Lettres patentes portant confirmation des statuts des maîtres papetiers, donnés à Toulouse au mois de décembre 1659, registrées le 26 janvier 1660. — *Ordonnance de Louis XIV*, vol. V et VII.

+ 18 septembre 1664. — Tarif portant imposition d'un droit de six livres par quintal sur le linge vieux, les vieux drapeaux, drilles et pattes, à la sortie du royaume.

Mai 1670. — Arrest du conseil, portant modération des droits de marque et contrôle du papier en Auvergne.

*Arrest du conseil d'Estat du roy, du vingt-unième avril 1671, qui réduit et modere les droits de la marque et controle des papiers façonnez en Normandie. (Extraict des registres du conseil d'Estat.)*

Le roy ayant par les arrests de son conseil, des vingt-sept mars 1669 et cinquième may 1670, modéré les droits de la marque et controle des papiers qui sont façonnez dans les provinces de Limosin et Auvergne, afin d'en maintenir les manufactures, et en faciliter le commerce : Et Sa Majesté estant informée, que bien qu'il s'en fasse beaucoup en la province de Normandie, il s'y en feroit plus grande quantité, si les droits de ladite marque et controle estoient moderez, parce que les ouvriers ont des matières aussi bonnes et en aussi grande abondance que dans lesdites provinces, et qu'ils ne manquent pas de rivières et lieux commodes pour la construction des moulins et papeteries. Veu lesdits arrests, avec l'édit de création desdits droits, du mois de février 1635, et le tarif d'iceux, du mois de septembre 1653, par lequel lesdits droits ont esté reglez à proportion du poids et qualité des papiers, avec les édits de création du parisis, douze et six deniers des droits de toutes les fermes : Oüy le rapport du sieur Colbert, conseiller au conseil royal, contrôleur general des finances : Sa Majesté en son conseil, a ordonné et ordonne : Qu'à commencer du premier jour de may pro-

chain, les droits de la marque et controle des papiers, qui seront façonnez en ladite province de Normandie, seront reduits et moderez; sçavoir, pour chacune rame du poids de six livres, à cinq sols pour tous droits, au lieu de huit sols un denier qui se levoit cy-devant; ceux de chacune rame du poids de six jusques à douze livres, à six sols, au lieu de neuf sols cinq deniers; ceux du poids de douze jusqu'à dix-huit, à sept sols, au lieu de dix sols neuf deniers; ceux de vingt-quatre jusqu'à trente, à neuf sols, au lieu de treize sols six deniers; et ceux de chacune rame de papier bleu, gris et gris-brun, et autre nature non sujets au poids, à trois sols, au lieu de cinq sols cinq deniers. Et sera le present arrest executé selon sa forme et teneur, et affiché dans les bureaux establis pour la perception desdits droits en ladite province de Normandie. Fait au conseil d'Estat du roi, tenu à Saint-Germain en Laye, le vingt-unième jour d'avril mil six cens soixante-unze. *Signé, FOUCAULT.*

1673. — Déclaration du roi, portant établissement d'une marque sur le papier et parchemin pour l'usage des formules.

Avril 1674. — *Édit du roi, portant commutation du droit établi sur le papier et parchemin timbré en un autre sur tout le papier et parchemin.*

. . . Nous ayant été fait des remontrances par aucunes de nos cours du préjudice qu'apporterait à l'administration de la justice l'usage du papier et parchemin timbré, nous avons résolu de commuer lesdits droits en un autre plus modique à prendre généralement sur tout le papier et parchemin qui se fabriquent et consomment dans notre royaume . . . , en conséquence, nous avons supprimé les déclarations des 19 mars et 12 juillet 1673, et les droits établis sur le papier et parchemin timbré, et voulons qu'il soit loisible à tous nos secretaires, greffiers, notaires, procureurs et au-

tres, d'employer pour tous actes tel papier que bon leur semblera ; et nous avons par ces présentes converti ledit droit de papier et parchemin timbré en un autre à prendre sur tout le papier et parchemin qui se fabriquent dans notre royaume suivant qu'il en suit ; sçavoir : pour chacune rame de papier blanc du poids de cinq livres et au-dessous, cent sols ; pour chacune rame de cinq à dix livres, huit livres ; pour chacune rame du poids de dix à quatorze livres, douze livres ; pour chacune rame du poids de quatorze à vingt livres, dix-huit livres ; pour chacune rame de vingt à cinquante livres et au-dessus, trenté livres. Pour chacune rame papier bleu, gris, brun, etc., quatre livres. . . . .

Néanmoins notre intention étant de favoriser le commerce du papier en facilitant la vente de celui qui se transporte dans les pays étrangers, voulons que le papier qui sera fabriqué pour être porté hors de notre royaume, tant blanc qu'imprimé, soit et demeure exempt du nouveau droit ; et désirant traiter les gens de lettres favorablement, voulons que le papier et le parchemin employés par les libraires et imprimeurs pour l'impression des livres imprimés avec privilège, soient et demeurent déchargés desdits droits. . . . .

A l'égard du papier apporté des pays étrangers pour être consommé dans notre royaume, il demeurera sujet au même droit que celui qui y est fabriqué. — (*Recueil des édits et déclarations du roi* depuis 1643 jusqu'à 1683. — Voy. le *Recueil* de Viret, imprimeur à Rouen, en 1683. — *Recueil des ordonnances* de Chasles.)

1680. — Nouvelle ordonnance du roi rendue sur le fait des papiers et parchemins timbrés, contenant les droits de marque et de contrôle.

*Arrêt du conseil d'Estat du roy, qui règle à 12 livres du cent pesant les droits qui seront payez à l'avenir pour le linge vieil, vieux drapeaux, drilles et pattes qui sortiront*

*du royaume pour aller aux pays étrangers. Du 28 janvier 1687. (Extrait des registres du conseil d'État.)*

Le roy étant informé qu'il sort tous les ans du royaume une grande quantité de vieux linges et vieux drapeaux, ce qui pourrait nuire et préjudicier aux manufactures de papiers et de cartes qui sont établies dans les provinces de Normandie, Champagne, Auvergne, Limousin, Poitou, Angoumois, Guyenne, Dauphiné et Provence, si elles n'avoient pas abondamment les matières nécessaires ausdites manufactures. Et Sa Majesté voulant y pourvoir, vù le tarif des droits de sortie du royaume arrêté au conseil le 18 septembre 1664. Oüy le rapport du sieur le Pelletier, conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur general des finances : Sa Majesté en son conseil a ordonné et ordonne, qu'à commencer du jour de la publication du present arrest, il sera payé pour le linge vieil, vieux drapeaux, drilles et pattes sortant du royaume pour aller aux pais étrangers, la somme de douze livres du cent pesant, au lieu de celle de six livres portée par ledit tarif du 18 septembre 1664. Fait deffenses à M<sup>e</sup> Jean Fauconnet, fermier general des cinq grosses fermes et autres unies, ses cautions, commis et preposez, de faire aucune composition ny remise desdits droits, à peine d'en repondre en leurs propres et privez noms. Enjoint Sa Majesté aux sieurs intendans et commissaire departis dans les provinces et generalitez du royaume, de tenir la main à l'exécution du present arrest, lequel à cet effet sera lù, publié et affiché par tout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait au conseil d'État du roy, tenu à Versailles, le 28 jour de janvier mil six cent quatre-vingt-sept. *Signé, Coquille.*

1690. — Déclaration du roi, concernant l'augmentation des droits sur le papier et le parchemin timbrés, pendant le temps de la guerre seulement, à commencer au mois de juin prochain. — (*Recueil des édits de Besongne*, imprimeur à Rouen, 1702.)

Août 1691. — Déclaration du roi, qui ordonne l'exécution des articles 1, 2, 3 et 4 de la déclaration du 19 juin 1691, concernant l'usage du papier timbré.

22 mars 1694. — Déclaration du roi, portant réunion à la communauté des marchands papetiers de la ville et faubourgs de Paris, des offices de jurés de leur communauté, créés par édit de mars 1691, moyennant 1,000 livres de finances.

*† Arrest du conseil d'Estat du roy, qui fait deffenses à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, de faire sortir hors du royaume, sans la permission de Sa Majesté, aucuns vieux linges, drapeaux, drilles et pates, à peine de confiscation et de trois mille livres d'amende. Du vingt-huitième may 1697. (Extrait des registres du conseil d'Etat.)*

Le roy ayant esté informé que le transport qui se faisoit dans les pays étrangers des vieux linges, vieux drapeaux, drilles et pates, causoit un préjudice considerable aux manufactures de papiers et de cartes établies dans diverses provinces du royaume, Sa Majesté auroit ordonné par arrest du conseil du 28 janvier 1687, qu'il seroit à l'avenir payé douze livres pour cent pesant de ces marchandises qui sortiroient du royaume, au lieu des six livres pour cent portées par le tarif du 18 septembre 1664. Mais Sadite Majesté auroit été depuis informée que nonobstant ce double droit, divers particuliers ne laissent pas d'en faire transporter une si grande quantité hors du royaume que souvent il y en a disette dans les provinces. A quoi voulant remedier. Ouy le rapport du sieur Phelypeaux de Pontchartrain, conseiller ordinaire au conseil royal, controlleur general des finances : Sa Majesté en son conseil, a fait et fait très expresses inhibitions et deffenses à toutes personnes de quelque qualité et conditions qu'elles soient, de faire sortir hors du royaume, sans sa permission, aucuns vieux linge, vieux drapeaux, drilles et

pates, à commencer du jour de la publication du present arrest, à peine de confiscation et de trois mille livres d'amende, dont le tiers appartiendra au dénonciateur. Enjoint Sa Majesté aux sieurs intendans et commissaires départis pour l'exécution de ses ordres, de tenir la main à l'exécution du present arrest, qu'elle veut être lû, publié et affiché par tout où besoin sera, et executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, et sans préjudice d'icelles. Fait au conseil d'État du roy, tenu à Versailles le vingt-huitième jour de mai 1697. Collationné *Signé*, DU JARDIN.

16 juillet 1697. — Déclaration du roi, portant que les expéditions des jugemens, sentences, contrats et autres actes seront en papier timbré.

Février 1698. — Suppression des offices de distributeurs de papiers et parchemins timbrés, créés en 1696.

Février 1713. — Création de cinquante offices de contrôleurs-visiteurs et marqueurs de toutes sortes de papiers entrant dans la ville et faubourgs de Paris, outre les cinquante pareils offices créés par l'édit de 1704.

26 février 1720. — Arrêt du conseil portant suppression des droits de marque et de contrôle sur le papier façonné dans le royaume, fixé par le tarif arrêté au conseil le 11 juin 1680.

+ Arrest du conseil d'Etat du roy, qui renouvelle les def-fenses de faire sortir du royaume les matieres servant à la fabrique du papier, du 4 mars 1727 (*Extrait des registres du conseil d'Etat.*)

Le roy s'estant fait représenter en son conseil l'arrest rendu en iceluy le 28 may 1697, par lequel Sa Majesté pour les causes y contenuës, a fait deffenses à toutes personnes

de quelque qualité et condition qu'elles soient, de faire sortir hors du royaume sans sa permission, aucuns vieux linges, drapeaux, drilles, et pattes, à peine de confiscation et de trois mille livres d'amende ; et Sa Majesté estant informée qu'au préjudice de ces deffenses, plusieurs particuliers et negocians font frequemment passer à l'estranger, non seulement la matiere servant à la fabrication du papier, mais encore les rogneures de peaux d'agneaux, de moutons, oreilles seches desdits moutons, et les rogneures de parchemin, qui sont les matieres dont on se sert pour coller le papier ; et Sa Majesté voulant remedier à des abus si prejudiciables aux manufactures de papiers establies dans le royaume : oüy le rapport du sieur le Peletier, conseiller d'Estat ordinaire, et au conseil royal, controlleur general des finances, Sa Majesté estant en son conseil, a ordonné et ordonne que ledit arrest du 28 may 1697 sera executé selon sa forme et teneur ; en consequence, fait Sa Majesté très-expresses inhibitions et deffenses sous les peines y portées, à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de faire sortir hors du royaume sans sa permission, aucuns vieux linges, vieux drapeaux, drilles, et pattes servant à la fabrication du papier. Enjoint Sa Majesté aux sieurs intendants et commissaires départis pour l'exécution de ses ordres, de tenir la main à l'exécution du present arrest, qui sera lû, publié et affiché par tout où besoin sera, et executé nonobstant oppositions ou empêchemens quelconques, pour lesquels ne sera differé. Fait au conseil d'Estat du roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles, le quatre mars mil sept cent vingt-sept. *Signé* PHELYPEAUX.

*Arrest du conseil d'Estat du roy, portant reglement pour la fabrique des papiers de la province du Limousin, du 12 decembre 1730. (Extrait des registres du conseil d'Estat.)*

Le roy s'estant fait représenter les reglements faits pour la fabrique des differentes sortes de papiers, et l'arrest du

conseil du 21 juillet 1671, qui a autorisé ces reglemens ; et Sa Majesté estant informée que pour l'augmentation et la perfection des fabriques situées dans l'estenduë de la generalité de Limoges, il convient de leur donner de nouvelles marques de sa protection, et d'ajouter quelques dispositions à celles qui ont esté faites par lesdits reglemens et arrest ; à quoy désirant pourvoir. Vu l'avis du sieur Dorsay, intendant et commissaire départi pour l'exécution de ses ordres dans ladite generalité, après avoir entendu les fabriquans de papier des villes de Limoges, Angoulesme et Tullés. Vû pareillement les observations des marchands-libraires et imprimeurs, et des marchands papetiers de la ville de Paris, ensemble l'avis des deputez du commerce. Oüy le rapport du sieur Orry, conseiller ordinaire au conseil royal, controlleur general des finances, le Roy estant en son conseil, a ordonné et ordonne ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER.** Les fabriquans de papiers, establis dans l'estenduë de la generalité de Limoges, seront tenus de mettre sur le milieu de chaque feuille de papier des differentes sortes qu'ils fabriqueront ; sçavoir : sur les feuilles de papier fin, leur nom et surnom en entier ; sur celles de papier moyen, les premières lettres de leur nom, et leur surnom en entier ; et sur celles de papier appelé bulle, les premières lettres de leur nom et surnom, séparées par une marque propre à chaque fabriquant, et d'y ajouter fin, moyen ou bulle au dos de la feuille à un pouce près du bas, suivant les qualitez des papiers : et à l'égard du papier appelé Cartier fin, servant à faire les cartes à jouer, les premières lettres du nom et le surnom en entier seront mises à l'extrémité de chaque feuille : les veuves qui font travailler seront tenuës de mettre un V au-dessus du nom de feu leur mari, le tout à peine de cinq cens livres d'amende.

**ART. 2.** La rame de toutes sortes de papiers sera composée de vingt mains, chaque main de vingt-cinq feuilles, non compris les deux feuilles d'enveloppe qui se mettent dessus et dessous, et seront lesdites feuilles des largeurs et



hauteurs portées par le tarif attaché sous le contre-scel du present arrest.

ART. 3. Deffend Sa Majesté de mettre aucunes mains cassées et retriées dessus et dessous les rames de toutes les sortes de papiers qui seront vendus : n'entend neantmoins interdire l'usage establi dans le Limousin, de donner sur dix rames de carré seulement servant à l'impression, une rame de bon trié.

ART. 4. Les fabriquans, les compagnons et les ouvriers trieront exactement les feüilles dont chaque main de papier doit être composée, et mettront le fin avec le fin, le moyen avec le moyen, et le bulle avec le bulle, de façon qu'il n'y ait aucun meslange de ces differentes qualitez dans une même rame : leur fait Sa Majesté deffenses d'y employer des feüilles trop minces, trop courtes, trop étroites, et celles qui seroient cassées, ridées ou autrement défectueuses, à peine de confiscation des rames qui se trouveront ainsi meslées, et de pareille amende de cinq cens livres.

ART. 5. Fait aussi deffenses de rogner à l'avenir sur la largeur aucune feüille de papier servant à l'impression ; en observant de presser les feüilles dans chaque main de papier, de façon que celles qui seront dans le milieu ne soient pas plus étroites que les autres.

ART. 6. Ordonne Sa Majesté que toutes les rames de papier seront au moins du poids porté par ledit tarif, sans y comprendre les enveloppes ; et que sur l'enveloppe de chaque rame, sera marqué le poids de ladite rame, le nom et surnom du fabriquant, et la sorte de papier dont ladite rame sera composée, en distinguant les qualitez de fin, moyen ou bulle, le tout à peine de confiscation et de cent livres d'amende.

ART. 7. Les fabriquans ne pourront contrefaire les marques les uns des autres, en substituer d'inconnuës ou supposées, ou faire fabriquer du papier à leur marque dans d'autres moulins que ceux qui leur appartiennent ou qu'ils tiennent à loyer, ni prester leur nom à d'autres fabri-

quans, à peine de mille livres d'amende pour chaque contravention.

ART. 8. Deffenses sont pareillement faites à tous fabriquans et ouvriers, d'augmenter ni de diminuer les largeurs et hauteurs des papiers des différentes sortes, d'en fabriquer au-dessous du poids réglé par ledit tarif : pourront néanmoins lesdits fabriquans augmenter le papier dénommé le grand-aigle, si on leur en demande de plus grand, auquel cas la matiere et le poids seront augmentez à proportion de son estenduë, afin qu'il soit plus fort que celui de la grandeur ordinaire, à peine de confiscation et de cinq cens livres d'amende.

ART. 9. Et attendu que l'eau des ruisseaux où sont situez les moulins de la Menagere à Aix, celui de Lauriere, celui de Chambon et celui du sieur Maureillieras ne sont pas propres à faire du papier fin, deffend Sa Majesté à tous les maistres de ces moulins, et à tous ceux qui pourroient s'establir à l'avenir sur ces ruisseaux, d'y faire d'autres papiers dans toutes les sortes, que du moyen et du bulle.

ART. 10. Deffend Sa Majesté à tous fabriquans de ladite generalité, à tous marchands papetiers et autres particuliers, de faire aucun marché pour tout le papier qui se fabrique dans un moulin, ni pour une seule sorte entiere : pourront neantmoins faire des marchez pour une certaine quantité, pourvû qu'elle n'excede pas le quart de ce qui se fabrique dans chaque moulin, à peine de deux mille livres d'amende, payable, moitié par le vendeur et l'autre moitié par l'acheteur, applicable moitié à Sa Majesté et l'autre moitié à l'hôpital le plus prochain.

ART. 11. Fait Sa Majesté très-expresses inhibitions et deffenses à tous artisans de ladite generalité, d'acheter pour revendre aucuns vieux linges, vieux drapeaux, drilles, pastes et colles servant à la fabrication des papiers; et à tous merciers et colporteurs, d'en acheter dans la distance d'une demi-lieuë de chaque moulin à papier, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de confiscation et de cinquante

livres d'amende contre chaque contrevenant, même d'emprisonnement desdits ouvriers et colporteurs.

ART. 12. Deffend aussi Sa Majesté à tous ouvriers, de vendre aucuns papiers fabriquez dans les moulins où ils travaillent, ni aucunes pastes ou colles servant à la fabrication desdits papiers, et à tous colporteurs d'en acheter d'autres personnes que des fabriquans, à peine de pareille amende de cinquante livres, même d'estre lesdits ouvriers et colporteurs poursuivis extraordinairement, si le cas y eschet.

ART. 13. Fait pareillement Sa Majesté deffenses à tous ouvriers, compagnons, papetiers, de commencer leur travail, tant en hyver qu'en esté, avant trois heures du matin, et à tous maistres de moulins à papier, de les admettre au travail avant ladite heure, à peine de cinquante livres d'amende contre chacun des contrevenans.

ART. 14. Et pour assurer l'exécution du present reglement, ordonne Sa Majesté qu'un mois après la publication du present arrest, et les années suivantes au jour qui sera réglé par les juges des manufactures des villes de Limoges, Angoulesme et Tullés, les fabriquans de papier de chacune desdites villes et des environs s'assembleront pour procéder, suivant la pluralité des voix, à la nomination de trois, ou au moins de deux gardes-jurez-visiteurs, lesquels presteront serment devant lesdits juges, et seront tenus de faire au moins tous les ans six visites generales, et plus souvent s'il est nécessaire, accompagnez d'un huissier, dans tous les moulins et magasins à papier establis dans lesdites villes et aux environs, d'en dresser procès-verbal, et de faire saisir et enlever (après les avoir cachetez) tous les papiers qu'ils trouveront non conformes au present arrest, d'en poursuivre la confiscation et la condamnation en l'amende devant lesdits juges, suivant la nature de la contravention, à l'effet de quoy les maistres fabriquans seront tenus de faire l'ouverture de leurs moulins et magasins ausdits gardes-jurez-visiteurs, à peine de cinq cens livres d'amende.

ART. 15. Veut Sa Majesté que les maistres fabriquans de papier de la generalité de Limoges, un de leurs fils travaillant dans lesdites fabriques, et un premier ouvrier soient personnellement exempts de la collecte des tailles, du logement de gens de guerre, et de la milice, et qu'ils soient cottisez d'office pour la taille, par le sieur intendant et commissaire départi dans ladite generalité, suivant les estats qui luy en seront remis tous les ans par lesdits gardes-jurez-visiteurs, et sans que lesdites cottes d'office puissent estre augmentées par les collecteurs.

ART. 16. Veut pareillement Sa Majesté, que lesdits maistres fabriquans ne puissent prendre aucuns estrangers pour apprentifs, qu'au deffaut des fils de compagnons.

ART. 17. Fait Sa Majesté deffenses aux ouvriers, de quitter leurs maistres pour aller chez d'autres, qu'ils ne les aient averti six semaines auparavant en presence de deux témoins, à peine de cent livres d'amende contre les ouvriers, et de trois cens livres contre les propriétaires des moulins ou ceux qui les font valoir, qui recevront à leur service, et engageront aucuns ouvriers qui ne leur aient représenté le congé par escrit du dernier maistre où ces ouvriers auront travaillé, ou du juge des lieux en cas de refus du maistre ; lesdites amendes applicables moitié au profit de Sa Majesté, et l'autre moitié au profit des propriétaires ou maistres des moulins que lesdits ouvriers auront quitté sans congé. Seront pareillement tenus les propriétaires ou maistres des moulins, d'avertir les compagnons et ouvriers en presence de deux témoins, six semaines avant que de les renvoyer, à peine de leur payer leurs gages et nourriture pendant lesdites six semaines.

ART. 18. Fait Sa Majesté aussi deffenses aux propriétaires et maistres des moulins à papier, de débaucher les compagnons et ouvriers les uns des autres, en leur promettant des gages plus forts que ceux qu'ils gagnoient chez les maistres où ils travailloient, s'ils les employent au même genre de travail auquel ils estoient employez chez leur maistre prece-

dent ; et ce, à peine de pareille amende de trois cens livres contre le maistre du moulin, et de cent livres contre l'ouvrier.

ART. 19. Ordonne Sa Majesté, que s'il arrivoit qu'un compagnon, pour forcer son maistre à le congédier avant le temps, vinst à gaster par mauvaise volonté son ouvrage, et qu'il en fût convaincu, tant par la comparaison de ses autres ouvrages que par la déposition des autres compagnons travaillans dans le même moulin, ledit compagnon sera condamné, outre le dédommagement, à la même peine que s'il avoit quitté son maistre sans congé.

ART. 20. Veut Sa Majesté que les rames de papier dont la confiscation aura esté ordonnée, soient percées dans le milieu d'un poinçon, et qu'elles soient remises dans les moulins à papier comme matières, pour y estre rebattuës sous le marteau ; et que du prix auquel elles seront estimées comme matières, il en appartienne moitié aux jurez-visiteurs, et l'autre moitié à l'hôpital le plus prochain des lieux.

ART. 21. Et néanmoins, pour faciliter la vente et le débit des différentes sortes de papiers qui se trouveront dans les moulins et magasins desdits fabriquans et marchands, au jour de la publication du present arrest, sans y estre conformes, permet Sa Majesté ausdits marchands et fabriquans, de les vendre et débiter pendant l'espace d'une année, aussi à compter dudit jour ; à la charge néanmoins par lesdits marchands et fabriquans, de faire dans un mois pour tout délai leur déclaration de la quantité de papiers des différentes sortes qu'ils auront en leur possession, pardevant les juges des manufactures desdites villes de Limoges, Angoulesme et Tulle, qui en dresseront procès-verbal ; après lequel delay d'un an, tous les papiers qui ne se trouveront pas conformes au present arrest seront confisquez, et les contrevenans condamnez en cent livres d'amende.

ART. 22. Les amendes qui seront prononcées pour punir les contraventions faites au present arrest, dont l'application n'est pas cy-devant ordonnée, seront appliquées, sçavoir :

moitié à Sa Majesté, un quart aux gardes-jurez-visiteurs qui auront fait les saisies, et l'autre quart à l'hôpital le plus prochain du lieu où les jugements seront rendus.

ART. 23. Veut Sa Majesté que les amendes, confiscations et autres peines portées par le present arrest, soient prononcées tant par les juges des lieux de fabrique, que par ceux des lieux où la contravention aura esté découverte, sans qu'elles puissent estre remises ni moderées, pour quelque cause et sous quelque pretexte que ce soit, à peine par lesdits juges de repondre en leur propre et privé nom, des amendes et confiscations qu'ils auroient dû prononcer.

ART. 24. Ordonne au surplus Sa Majesté, que les reglemens autorisez par l'arrest du conseil du 21 juillet 1671, seront executez selon leur forme et teneur en ce qui n'y est pas derogé par le present arrest. Enjoint Sa Majesté au sieur intendant et commissaire départi pour l'execution de ses ordres dans la generalité de Limoges, de tenir la main à l'execution du present arrest, qui sera lû, publié et affiché partout où besoin sera, et sur lequel seront toutes lettres necessaires expedées. Fait au conseil d'Estat du roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles, le douzieme jour de decembre mil sept cens trente. *Signé* PHELYPEAUX.

*Tarif du poids que Sa Majesté veut que pesent les rames de papier servant tant à l'impression qu'à écrire, qui se fabriquent dans la generalité de Limoges, et sur le pied de la livre pesant seize onces, sans y comprendre les enveloppes; comme aussi des largeurs et hauteurs que doivent avoir les feuilles de papier des differentes sortes cy-après spécifiées.*

Toutes les rames de papier expliquées cy-après, seront composées chacune de vingt mains, et chaque main de vingt-cinq feuilles, non compris les enveloppes, sans aucunes feuilles cassées ni retriées, sales ou ridées.

#### ELECTION DE LIMOGES, SÇAVOIR :

Chaque feuille de papier appelé grand-soleil fin, aura trente-

six pouces de large la feuille ouverte, sur vingt-quatre pouces dix lignes de haut, et la rame pesera cent dix livres.

Celle de papier appelé grande-fleur-de-lys fine, aura trente-un pouces de large, sur vingt-deux pouces de haut, et la rame pesera soixante-douze livres.

Celle de papier appelé chapelet-fin, aura vingt-huit pouces et demi de large, sur vingt pouces un quart de haut, et la rame pesera cinquante-cinq livres.

Celle de papier appelé grand-jesus fin, aura vingt-six pouces de large sur dix-neuf pouces deux tiers de haut, et la rame pesera quarante-deux livres.

Celle de papier appelé petite fleur-de-lys fine, aura vingt-trois pouces trois quarts de large, sur dix-huit pouces dix lignes de haut, et la rame pesera trente-deux livres.

Celle de papier appelé lombard fin, aura vingt pouces dix lignes de large, sur seize pouces sept lignes de haut, et la rame pesera vingt-deux livres.

Celle de papier appelé lombard-bulle, servant à plier, aura vingt pouces de large, sur seize pouces cinq lignes de haut, et la rame pesera vingt livres.

Celle de papier appelé cavalier fin ou cornet, aura dix-neuf pouces et demi de large, sur seize pouces de haut, et la rame pesera dix-sept livres.

Celle de papier appelé carré fin double, aura vingt pouces un quart de large, sur seize pouces de haut, et la rame pesera vingt-huit livres.

Celle de papier appelé carré ou raisin fin simple, sera des mêmes largeur et hauteur que le double, et la rame pesera dix-sept livres.

Celle de papier appelé carré ou raisin moyen, sera aussi des mêmes largeur et hauteur que le fin, et la rame pesera seize livres.

Celle de papier appelé bulle, pour impression, aura dix-neuf pouces et demi de large, sur quinze pouces huit lignes de haut, et la rame pesera quatorze livres.

La rame de papier violet, pour plier, pesera vingt livres.

Et celle de papier bleu pesera douze livres.

Les feuilles des papiers moyens de toutes les qualitez cy-dessus, seront des mêmes largeur et hauteur, et les rames des mêmes poids que les fins.

#### ELECTION DE TULLES.

Chaque feuille de papier appelé amsterdam. fin ou bulle, aura quinze pouces et demi de large, sur douze pouces une ligne de haut, et la rame pesera douze livres et demi.

Celle de papier appelé lys, fin ou bulle, aura quatorze pouces une ligne de large, sur onze pouces et demi de haut, et la rame pesera neuf livres et demie.

Celle de papier appelé les trois O, ou trois ronds, aura seize pouces de large, sur onze pouces et demi de haut, et la rame pesera dix livres.

Celle de papier appelé petit-jesus fin, aura treize pouces un quart de large, sur neuf pouces et demi de haut, et la rame pesera six livres et demie.

Celle de papier appelé la trace ou main-brune, aura quinze pouces un quart de large, sur douze pouces une ligne de haut, et la rame pesera dix livres.

#### ELECTION D'ANGOULESME.

Chaque feuille de papier appelé grand-aigle fin, aura trente-six pouces et demi de large la feuille ouverte, sur vingt-quatre pouces onze lignes de haut, et la rame pesera cent quarante livres.

Celle de papier appelé grande-fleur-de-lys, aura trente-un pouces et demi de large, sur vingt-deux pouces de haut, et la rame pesera soixante-douze livres.

Celle de papier appelé imperial fin ou grand-colombier fin, aura trente-un pouces de large, sur vingt-un pouces cinq lignes de haut, et la rame pesera quatre-vingt-quinze livres.

Celle de papier appelé le chapelet, aura vingt-neuf pouces



trois quarts de large, sur vingt-un pouces et demi de haut, et la rame pesera soixante-huit livres.

Celle de papier appelé super-royal fin ou grand-jesus fin, aura vingt-six pouces de large, sur dix-neuf pouces et demi de haut, et la rame pesera cinquante-huit livres.

Celle de papier appelé royal fin ou grand-raisin fin double, aura vingt-deux pouces cinq lignes de large, sur dix-sept pouces de haut, et la rame pesera trente-huit livres.

Celle de papier appelé royal fin ou grand raisin fin simple, aura les mêmes largeur et hauteur, et la rame pesera vingt-huit livres.

Celle de papier appelé lombard fin, aura vingt pouces de large, sur seize pouces et demi de haut, et la rame pesera vingt-deux livres.

Celle de papier appelé grand-compte fin ou carré fin double, aura vingt pouces de large, sur quinze pouces et demi de haut, et la rame pesera vingt-huit livres.

Celle de papier appelé grand-compte fin ou carré fin simple, sera des mêmes largeur et hauteur que le double, et la rame pesera dix-sept livres.

Celle de papier appelé cavalier fin, pour l'impression, aura dix-neuf pouces de large, sur seize pouces de haut, et la rame pesera dix-sept livres.

Celle de papier appelé fin moyen-compte, ou écu fin double, aura dix-huit pouces trois quarts de large, sur quatorze pouces un quart de haut, et la rame pesera vingt-une livres.

Celle de papier appelé fin moyen-compte à la pomponne, ou écu fin simple, sera des mêmes largeur et hauteur que le double, et la rame pesera dix-huit livres.

Celle de papier appelé grand-cornet fin double, aura à l'ordinaire dix-sept pouces trois quarts de large, sur treize pouces et demi de haut, et la rame pesera quatorze livres.

Celle de papier appelé fin grand-cornet simple, sera des mêmes largeur et hauteur que le double, et la rame pesera douze livres.

Celle de papier appelé fine telliere grand format, ou couronne fine double, aura dix-sept pouces un tiers de large, sur treize pouces deux lignes de haut, et la rame pesera quatorze livres.

Celle de papier appelé fine telliere grand format, ou couronne fine simple, sera des mêmes largeur et hauteur que la double, et la rame pesera douze livres.

Celle de papier appelé fine petite telliere, aura seize pouces de large, sur douze pouces deux tiers de haut, et la rame pesera quatorze livres.

Celle de papier appelé aux-armes-d'Amsterdam, aura quinze pouces trois quarts de large, sur douze pouces quatre lignes et demie de haut, et la rame pesera quatorze livres.

Celle de papier appelé fin petit cornet à la grande sorte, ou bâton royal, aura seize pouces de large, sur douze pouces de haut, et la rame pesera dix livres.

Celle de papier appelé fin petit lys, ou cartier fin, aura quinze pouces un quart de large, sur onze pouces neuf lignes de haut, et la rame pesera douze livres.

Celle de papier appelé la romaine fine, aura quinze pouces de large, sur dix pouces un tiers de haut, et la rame pesera dix livres.

Celle des papiers seconds fins, ou moyens, de toutes les qualitez et sortes de papiers cy-dessus expliquées, seront des mêmes largeur et hauteur, et les rames des mêmes poids que les fins.

Celle des papiers traces et bulles de toutes les qualitez et sortes cy-dessus expliquées, seront aussi des mêmes largeur et hauteur, et les rames des mêmes poids que les fins.

Celle du papier appelé la trace-lombard, aura vingt-deux pouces de large, sur dix-sept pouces de haut, et la rame pesera trente livres.

Fait au conseil d'État du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles le douzième jour de décembre mil sept cens trente.

*Signé* PHELYPEAUX.

*† Arrest du conseil d'Estat du roy, qui permet la sortie à l'estranger des vieux linges, vieux drapeaux, drilles et pattes, rogneures de peaux et parchemin, et autres semblables matieres servant à la fabrication du papier, en payant trente livres par cent pesant, du 8 mars 1733. (Extrait des registres du conseil d'Estat.)*

Vu par le roy, estant en son conseil, le tarif de 1664, par lequel le linge vieil, vieux drapeaux, drilles et pattes, sont imposez à la sortie du royaume, à six livres du cent pesant; sçavoir, pour l'ancien droit, à vingt sols. et pour la traite domaniale, à cinq livres : l'arrest du conseil du 28 janvier 1687, par lequel ces droits ont esté augmentez, et fixez à douze livres du cent pesant : les arrests des 28 may 1697 et 4 mars 1727, qui font tres-expresses inhibitions et deffenses de faire sortir hors du royaume, aucune de ces matieres servant à la fabrication du papier, sous peine de confiscation et de trois mille livres d'amende. Et Sa Majesté desirant pourvoir, par de nouvelles dispositions, au commerce de ces matieres. Oüy le rapport du sieur Orry conseiller d'Estat, et ordinaire au conseil royal, controlleur general des finances, le Roy estant en son conseil, a permis et permet, à commencer du jour de la publication du present arrest, la sortie à l'estranger des vieux linges, vieux drapeaux, drilles et pattes, rogneures de peaux et parchemin, et autres semblables matieres servant à la fabrication du papier, en payant trente livres du cent pesant; sçavoir, vingt livres pour l'ancien droit, et dix livres pour la traite domaniale. Fait Sa Majesté deffenses à tous negocians, et autres personnes, de quelque qualité ou condition qu'elles soient, d'enlever et transporter de ces matieres à l'estranger, sans au préalable en faire declaration, et payer les droits au bureau du lieu de l'enlevement s'il y a bureau, sinon au premier bureau de la route, sous peine de confiscation de la marchandise, charrettes, chevaux et équipages servant à la conduite, et de

trois mille livres d'amende : fait aussi tres-expresses defenses au fermier, de faire aucune remise ni composition desdits droits. Enjoint Sa Majesté aux sieurs intendants et commissaires départis pour l'exécution de ses ordres, de tenir la main à l'exécution du present arrest, qui sera lû, publié et affiché par tout où besoin sera. Fait au conseil d'Estat du roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles le huitieme jour de mars mil sept cens trente-trois. *Signé* PHE-LYPEAUX.

*Arrêt du conseil d'Etat du roi, portant règlement pour différentes sortes de papiers qui se fabriquent dans le royaume, du 27 janvier 1739. (Extrait des registres du conseil d'Etat.)*

Le roi s'étant fait représenter, en son conseil, les réglemens ci-devant faits pour les différentes sortes de papiers qui se fabriquent dans le royaume, autorisés par arrêt du conseil du 21 juillet 1671, et autres réglemens et arrêts rendus depuis, concernant la fabrique desdits papiers : et Sa Majesté étant informée que les précautions prises par ces réglemens et arrêts, ne sont pas suffisantes pour assurer la bonne qualité des papiers, et qu'il est nécessaire d'y ajouter de nouvelles dispositions, pour porter cette manufacture à un plus haut degré de perfection ; à quoi désirant pourvoir. Ouï le rapport du sieur Orry, conseiller d'État, et ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances, le roi étant en son conseil, a ordonné et ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. A l'avenir, et à commencer du jour de la publication du présent arrêt, les drapeaux, chiffons, peilles ou drilles, destinés à la fabrication des différentes sortes et qualités de papiers qui se font dans le royaume, seront préparés de façon que lesdites matières soient parfaitement déchirées, effilochées, broyées et affinées, en se servant de pilles ordinaires, ou en y employant d'autres ma-

chines propres à ces opérations, après néanmoins avoir obtenu la permission du roi de faire usage desdites machines : faisant, Sa Majesté, défense de se servir d'aucune machine tranchante, pour autre usage que pour préparer lesdites matières à être effilochées, broyées et affinées ; le tout à peine de confiscation desdites machines, et de deux cens livres d'amende.

ART. 2. Les pilles et autres machines servant à la fabrication de toutes sortes de papiers, même des papiers gris, trasses et cartons, et les pourrissoirs dans les moulins où l'on fait pourrir les drapeaux, seront placés dans des lieux clos et couverts : faisant, Sa Majesté, très-expresses inhibitions et défenses de fabriquer aucuns papiers et cartons dans des moulins dont les pilles, ou autres machines, et les pourrissoirs seroient à découvert, et exposés aux injures de l'air et à la poussière ; à peine de trois mille livres d'amende contre les propriétaires des moulins, qui les auroient donnés à loyer dans cet état, et de mille livres d'amende contre les maîtres fabriquans.

ART. 3. Seront tenus, les maîtres fabriquans, de faire purifier l'eau dont ils se serviront, tant pour le lavage de la pâte destinée à fabriquer le papier, que pour détremper la colle, en faisant passer ladite eau dans quatre différens vaisseaux ou réservoirs, dont le dernier au moins sera sablé, pour la faire reposer dans les premiers, et filtrer à travers le sable du dernier ; à peine, en cas de contravention, de cinquante livres d'amende contre lesdits maîtres fabriquans.

ART. 4. L'eau, au sortir desdits vaisseaux ou réservoirs, sera introduite dans les pilles ou autres machines servant à broyer les drapeaux, à travers d'un linge appelé *couloir*, à peine de trois livres d'amende.

ART. 5. Défend Sa Majesté, de mêler, avec les drapeaux ou chiffons, ou avec la pâte destinée à la fabrication des différentes sortes de papiers, même de papiers gris, trasses et cartons, aucune sorte de chaux, ou autres ingrediens cor-

rosifs ; à peine, en cas de contravention, de confiscation desdits drapeaux ou chiffons et pâte, dans lesquels il en auroit été mêlé, et même des papiers qui auroient été fabriqués avec lesdites matières, et de trois cens livres d'amende contre les maîtres fabriquans.

ART. 6. Veut Sa Majesté, qu'à l'avenir, et à commencer du jour de la publication du présent arrêt, les maîtres fabriquans soient tenus de faire coller également les papiers de différentes sortes et qualités, destinés pour l'imprimerie, pour le tirage des estampes, et pour l'écriture ; à peine de confiscation des papiers destinés pour l'imprimerie et pour le tirage des estampes, qui ne seroient pas aussi parfaitement collés que ceux pour l'écriture, et de cent livres d'amende.

ART. 7. Défend Sa Majesté, auxdits maîtres fabriquans, de se servir d'aucune graisse ou savon pour lisser les papiers, à peine, en cas de contravention, de confiscation desdits papiers, et de cent livres d'amende contre lesdits maîtres fabriquans, et de dix livres contre l'ouvrier, appelé *salleran*, qui en auroit employé.

ART. 8. Toutes les différentes sortes de papiers qui se fabriquent dans le royaume, seront, à l'avenir, des largeurs, hauteurs et poids fixés par le tarif attaché sous le contrescel du présent arrêt : à l'effet de quoi, ordonne Sa Majesté que, dans le délai de six mois, à compter du jour de la publication du présent arrêt, toutes les formes destinées à la fabrication des papiers, seront informées, et faites sur les largeurs et hauteurs mentionnées audit tarif : à peine de confiscation, tant des formes, qui, après ledit délai de six mois expiré, seroient trouvées ou trop grandes ou trop petites, lesquelles seront brisées, que des papiers qui se fabriqueroient dans lesdites formes, ou d'un poids différent de ceux fixés par ledit tarif, et de cent livres d'amende contre les maîtres fabriquans : pourront néanmoins lesdits maîtres fabriquans, faire des papiers de largeurs et hauteurs au-dessus de celles fixées par ledit tarif, pour le papier appelé *grand-aigle* ; à la charge que le poids des rames desdits pa-

piers sera augmenté à proportion de l'augmentation de la largeur et de la hauteur des feuilles.

ART. 9. N'entend néanmoins, Sa Majesté, que les maîtres fabriquans puissent être poursuivis dans le cas où les feuilles de leurs papiers se trouveront de quelques lignes au-dessus ou au-dessous des dimensions portées par ledit tarif, lorsqu'il paroîtra que lesdites augmentations ou diminutions peuvent provenir de la saison dans laquelle les papiers auront été fabriqués, et non du défaut des formes et de la mauvaise qualité de la matière, et ne causent pas une différence de poids de chaque rame au-delà d'une quarantième partie de celui fixé par le tarif.

ART. 10. Et afin que les maîtres fabriquans ne puissent se servir à l'avenir d'aucunes formes défectueuses, ordonne, Sa Majesté, que dans le délai de six mois ci-dessus prescrit, elles seront toutes représentées avec leurs cadres volant appelés *couvertes*, pardevant les juges des manufactures, en présence des gardes des maîtres fabriquans; et que lorsqu'elles seront trouvées conformes aux dimensions portées par le tarif, lesdites formes et leurs cadres ou couvertes, seront marquées à feu, et le poinçon qui aura servi à appliquer ladite empreinte, sera déposé dans le greffe de ladite juridiction : faisant, Sa Majesté, défenses à toutes personnes, de contrefaire ladite marque, à peine d'être poursuivies extraordinairement comme pour crime de faux; et à tous maîtres fabriquans de faire usage d'aucunes formes qui ne soient ainsi marquées, à peine de confiscation des formes, qui seront rompues et brisées, et de cent livres d'amende contre lesdits maîtres fabriquans, et de trois livres contre l'ouvrier qui s'en seroit servi.

ART. 11. Les maîtres fabriquans seront tenus de mettre sur le milieu d'un des côtés de chaque feuille des différentes sortes de papiers qu'ils fabriqueront, la marque ordinaire pour désigner chaque sorte de papier; et sur le milieu de l'autre côté de ladite feuille, en caractère de quatre à six lignes de hauteur, la première lettre du nom, et le

surnom en entier du maître fabriquant, avec l'un de ces mots, aussi en entier, *fin*, *moyen*, *bulle*, *vanant* ou *gros-bon*, suivant la qualité du papier, et le nom de la province, et à l'égard du papier appelé Cartier fin, le nom de la province, la première lettre du nom, et le surnom en entier du maître fabriquant, seront mis à l'extrémité de chaque feuille : le tout, à peine, en cas de contravention, de confiscation des papiers, et de trois cens livres d'amende contre les maîtres fabricans : faisant, Sa Majesté, tres-expresses inhibitions et défenses ausdits maîtres fabriquans, de marquer aucuns papiers de qualités inférieures, du nom servant à désigner une qualité supérieure, à peine de confiscation desdits papiers, et de mille livres d'amende, et d'être déchus pour toujours de la fabrication et du commerce des papiers.

ART. 12. Défend Sa Majesté, à tous maîtres fabriquans, de mettre les noms et surnoms d'un autre maître fabriquant, ou un nom supposé, au lieu du leur, sur les papiers qu'ils fabriqueront ou feront fabriquer; comme aussi de faire fabriquer du papier marqué de leur nom, dans d'autres moulins que ceux qui leur appartiennent, ou qu'ils tiennent à loyer; à peine, en cas de contravention, de confiscation des papiers, de mille livres d'amende, et d'être déchus pour toujours de la fabrication et du commerce des papiers.

ART. 13. Les veuves des maîtres fabriquans, qui, après le décès de leur mari, voudront continuer à faire fabriquer des papiers, seront tenues de mettre le mot, *veuve*, en entier, avant la première lettre du nom, et le surnom en entier de leur mari; et les fils des maîtres fabriquans, qui auront le même nom de baptême que leur pere actuellement vivant, et qui, après leur réception à la maîtrise, fabriqueront ou feront fabriquer des papiers pour leur compte particulier, ajouteront le mot, *fils*, en entier, après la première lettre du nom et le surnom de leur pere : le tout à peine, en cas de contravention, de confiscation des papiers et de cent livres d'amende.

ART. 14. Seront tenus les maîtres fabriquans, de trier ou



faire trier exactement les feuilles dont chaque main de papier doit être composée; de mettre le fin avec le fin, le moyen avec le moyen, le bulle avec le bulle, le vanant ou gros-bon avec le vanant ou gros-bon, selon leur qualité, sans qu'il y ait aucun mélange de papiers de différentes qualités dans une même main, ni dans une même rame : leur faisant Sa Majesté, défenses d'y employer des feuilles trop minces, trop courtes, trop étroites, et celles qui seront cassées, trouées, ridées, ou autrement défectueuses; à peine, en cas de contravention, de confiscation des papiers, et de trois cens livres d'amende.

ART. 15. Veut Sa Majesté, que toutes les feuilles de papier dont chaque main sera composée, soient d'une égale largeur; faisant défenses ausdits maîtres fabriquans, de rogner aucune desdites feuilles sur la largeur, à peine de confiscation desdits papiers, et de cinquante livres d'amende.

ART. 16. Permet Sa Majesté, auxdits maîtres fabriquans de vendre en cahiers, de quelque qualité que ce soit, les papiers sains, entiers et parfaits qu'ils pourront retirer des feuilles des papiers cassés ou autrement défectueux, sans néanmoins qu'ils puissent mêler dans lesdits cahiers, du papier fin avec du moyen, ou d'autres qualité inférieure, ni des papiers forts avec des papiers foibles; à peine de confiscation desdits papiers et de cinquante livres d'amende : permet pareillement Sa Majesté, auxdits maîtres fabriquans, de vendre dans le royaume, les papiers cassés, troués, ridés ou autrement défectueux, par demi-feuilles, en paquets et au poids, sans qu'ils puissent en composer des mains, des rames, ni même des cahiers, ni que lesdits papiers puissent être envoyés dans les pays étrangers, sous quelque prétexte que ce soit : le tout, à peine de confiscation desdits papiers qui seroient trouvés en mains, en rames ou en cahiers, et de cent livres d'amende contre les contrevenants.

ART. 17. Veut Sa Majesté, que dans trois mois, à compter du jour de la publication du présent arrêt, lesdits maîtres fabriquans et les marchands papetiers soient tenus de faire

trier les papiers des différentes sortes et qualités qu'ils auront dans leurs moulins, boutiques et magasins, pour être les feuilles cassées, trouées, ridées, ou autrement defectueuses, tirées des rames ; à peine de confiscation desdites rames dans lesquelles, après l'expiration dudit délai, il seroit trouvé des feuilles de papier defectueuses, et de cent livres d'amende.

ART. 18. La rame de toutes sortes de papiers sera composée de vingt mains, chaque main de viugt-cinq feuilles, non compris les feuilles d'enveloppe, qui se mettent dessus et dessous : et sera chaque rame, outre lesdites feuilles d'enveloppe, recouverte de deux feuilles de gros papier, appelé *maculature*, sur l'une desquelles seront marqués, en caracteres lisibles, la sorte du papier dont la rame sera composée, en distinguant les qualités de *fin*, *moyen*, *bulle*, *vanant*, ou *gros-bon* ; le poids de ladite rame, sans y comprendre les enveloppes ; le nom en entier de la province ou généralité dans laquelle les moulins sont situés, et les nom et surnom du maître fabriquant, aussi en entier : le tout à peine, en cas de contravention, de confiscation du papier, et de cent livres d'amende.

ART. 19. Fait Sa Majesté, défenses auxdits maîtres fabricans, de fabriquer ni faire fabriquer, vendre ni débiter des papiers d'autres sortes et qualités, ni d'autres largeurs, hauteurs et poids, que celles fixées par le tarif attaché sous le contre-scel du présent arrêt, et que lesdits papiers ne soient conformes à ce qui y est prescrit ; comme aussi de vendre ni débiter, sous quelque prétexte que ce soit, les papiers cassés et de rebut, autrement qu'en la maniere prescrite par l'article XVI ci-dessus : le tout à peine, en cas de contravention, de confiscation desdits papiers, et de cent livres d'amende.

ART. 20. Défend pareillement Sa Majesté, à tous marchands d'acheter, vendre ni débiter aucune des différentes sortes de papiers, comprises dans le tarif attaché sous le contre-scel du présent arrêt, qu'ils ne soient des largeurs, hauteurs

et poids fixés par ledit tarif, et conformes à ce qui est prescrit par ledit arrêt; comme aussi d'acheter, vendre ni débiter, sous quelque prétexte que ce soit, les papiers cassés et de rebut, autrement qu'en la manière prescrite par ledit article XVI ci-dessus, le tout sous les peines portées par l'article précédent.

ART. 21. Et néanmoins, pour faciliter la vente et le débit des différentes sortes de papiers qui se trouveront dans les moulins et magasins desdits maîtres fabriquans, six mois après la publication du présent arrêt, sans y être conformes; permet Sa Majesté, auxdits maîtres fabriquans de les vendre et débiter pendant une année, à compter du jour de l'expiration du délai de six mois accordé par l'article 8 ci-dessus : à la charge par lesdits maîtres fabriquans, de faire, dans le premier mois de ladite année, leur déclaration de la quantité des différentes sortes desdits papiers qu'ils auront en leur possession, pardevant les juges des manufactures, qui en dresseront des procès-verbaux, lesquels seront par eux directement envoyés au sieur intendant et commissaire départi dans la province ou généralité dans l'étendue de laquelle lesdits moulins ou magasins seront situés : après lesquels délais, tous les papiers qui se trouveront dans lesdits moulins et magasins, sans être conformes au présent arrêt, seront confisqués, et les contrevenans condamnés en cent livres d'amende.

ART. 22. Et afin que les marchands papetiers puissent aussi se défaire de tous les papiers mentionnés dans l'article précédent, qu'ils auroient achetés desdits maîtres fabriquans, veut Sa Majesté, que lesdits marchands puissent les vendre et débiter pendant une année, à compter du jour que le délai accordé auxdits maîtres fabriquans sera expiré; à la charge par lesdits marchands de faire, dans le premier mois de ladite année, leur déclaration des différentes sortes desdits papiers qu'ils auront en leur possession, pardevant les juges des manufactures du lieu de leur domicile, qui en dresseront des procès-verbaux; après lesquels délais, tous les papiers

qui se trouveront dans les magasins des marchands papetiers, sans être conformes au présent arrêt, seront confisqués, et les contrevenans condamnés en cent livres d'amende.

**ART. 23.** Permet Sa Majesté, auxdits maîtres fabriquans, de faire des papiers des sortes, largeurs, hauteurs et poids qui leur seront demandés par les étrangers, en se conformant au surplus à ce qui est prescrit par le présent arrêt, et sous les peines y portées ; et à la charge d'en obtenir la permission par écrit du sieur intendant et commissaire départi dans la province ou généralité dans l'étendue de laquelle leurs moulins seront situés, dans laquelle permission il sera fait mention des qualités et quantités desdits papiers : n'entend néanmoins comprendre dans le présent article, les papiers destinés à être envoyés dans le Levant, par rapport auxquels Sa Majesté se réserve de pourvoir par un autre arrêt particulier.

**ART. 24.** Et pour assurer la sortie des papiers qu'il aura été permis auxdits maîtres fabriquans de faire pour l'étranger, ordonne Sa Majesté que lors des envois desdits papiers, lesdits maîtres fabriquans seront tenus de déclarer au bureau des fermes du lieu de leur demeure, ou au bureau le plus prochain, le nombre des balles, la quantité des rames, et les sortes et qualités des papiers ; d'y faire plomber lesdites balles, de déclarer le port par lequel ils entendent les faire sortir, et de représenter au commis dudit bureau la permission qu'ils auront obtenue dudit sieur intendant et commissaire départi, sur laquelle il leur sera par lesdits commis, expédié un acquit à caution, en la forme ordinaire, pour être déchargé par les commis du bureau des fermes établi dans le port où lesdits papiers seront embarqués, après néanmoins que les plombs apposés sur lesdites balles auront été reconnus sains et entiers. Seront pareillement tenus lesdits maîtres fabriquans, de rendre audit sieur intendant et commissaire départi, la permission qui leur aura été par lui accordée, et de lui représenter ledit acquit à caution, dé-

chargé, pour justifier de la sortie desdits papiers : le tout à peine en cas de contravention, de confiscation desdits papiers, et de mille livres d'amende contre lesdits maîtres fabriquans.

ART. 25. Défend Sa Majesté auxdits maîtres fabriquans, de vendre, et à tous marchands d'acheter ni débiter dans le royaume, aucuns papiers dont la fabrication aura été permise pour être envoyés à l'étranger, pour quelque cause, et sous quelque prétexte que ce soit ; à peine, en cas de contravention, de confiscation desdits papiers, et de trois mille livres d'amende, tant contre les maîtres fabriquans qui les auroient vendus, que contre les marchands qui les auroient achetés ou exposés en vente.

ART. 26. Tous les cartons seront faits des largeurs, hauteurs et poids qui seront demandés par les ouvriers à l'usage desquels ils seront destinés, et ne pourront être composés que de vieux papiers, ou des rognures des cartes et de celles des papiers : faisant Sa Majesté, très-expresses inhibitions et défenses à tous maîtres fabriquans, d'employer à la fabrication desdits cartons, aucunes sortes de drapeaux, chiffons, peilles et drilles ; à peine de confiscation des cartons qui en seroient fabriqués, et de cent livres d'amende contre les contrevenans.

ART. 27. Seront réputés maîtres fabriquans de papiers, tous ceux qui font actuellement fabriquer du papier en leur nom, dans des moulins à eux appartenant, ou qu'ils tiennent à loyer ; sans qu'aucuns puissent l'être à l'avenir, qu'après avoir fait apprentissage, et satisfait aux autres formalités prescrites par le présent arrêt, pour parvenir à la maîtrise.

ART. 28. Ordonne Sa Majesté, que dans trois mois, à compter du jour de la publication du présent arrêt, il sera, par chacun des sieurs intendans et commissaires départis dans les provinces et généralités du royaume, fait des arrondissemens des différentes villes et lieux desdites provinces et généralités, dans lesquels sont situés les moulins à papier ;

et que dans chaque chef-lieu de manufacture desdits arrondissemens, il sera fait incessamment et sans frais, si fait n'a été, un tableau qui contiendra les noms et surnoms des maîtres fabriquans établis dans les villes et lieux compris dans chacun desdits arrondissemens, soit qu'ils soient propriétaires des moulins, ou qu'ils les tiennent à loyer; lesquels tableaux seront signés, tant par le juge des manufactures et le greffier, que par les gardes en charge desdits maîtres fabriquans, dans chaque chef-lieu; et lorsqu'il s'établira à l'avenir un nouveau maître fabriquant, il sera tenu de faire inscrire son nom et son surnom sur le tableau du chef-lieu dont il dépendra, ce qui sera pareillement fait sans aucun frais; et seront lesdits tableaux, déposés au greffe de la juridiction des manufactures de chacun desdits chefs-lieux.

ART. 29. Veut Sa Majesté, que tous les maîtres fabriquans, dont les moulins à papier sont situés dans les lieux qui se trouveront compris dans les arrondissemens qui auront été faits par lesdits sieurs intendans et commissaires départis, soient tenus dans un mois, au plus tard, à compter du jour que lesdits arrondissemens auront été formés, de s'assembler dans chaque chef-lieu de la manufacture, suivant lesdits arrondissemens, au jour qui leur sera indiqué par lesdits sieurs intendans et commissaires départis, pardevant les juges des manufactures de chacun desdits chefs-lieux, pour procéder en la présence desdits juges, à la pluralité des voix, à la nomination de quatre ou de deux gardes, suivant qu'il sera réglé par lesdits sieurs intendans et commissaires départis, à proportion du nombre des maîtres fabriquans qui seront établis dans l'étendue de chaque arrondissement; lesquels gardes prêteront serment pardevant lesdits juges de se bien et fidèlement acquitter de leurs fonctions, et les exerceront jusqu'au dernier décembre 1739.

ART. 30. Ordonne Sa Majesté, qu'à l'avenir, et à commencer au mois de décembre 1739, il sera tous les ans, depuis le premier jusqu'au dix dudit mois, procédé en la

chargé, pour justifier de la sortie desdits papiers : le tout à peine en cas de contravention, de confiscation desdits papiers, et de mille livres d'amende contre lesdits maîtres fabriquans.

ART. 25. Défend Sa Majesté auxdits maîtres fabriquans, de vendre, et à tous marchands d'acheter ni débiter dans le royaume, aucuns papiers dont la fabrication aura été permise pour être envoyés à l'étranger, pour quelque cause, et sous quelque prétexte que ce soit ; à peine, en cas de contravention, de confiscation desdits papiers, et de trois mille livres d'amende, tant contre les maîtres fabriquans qui les auroient vendus, que contre les marchands qui les auroient achetés ou exposés en vente.

ART. 26. Tous les cartons seront faits des largeurs, hauteurs et poids qui seront demandés par les ouvriers à l'usage desquels ils seront destinés, et ne pourront être composés que de vieux papiers, ou des rognures des cartes et de celles des papiers : faisant Sa Majesté, très-expresses inhibitions et défenses à tous maîtres fabriquans, d'employer à la fabrication desdits cartons, aucunes sortes de drapeaux, chiffons, peilles et drilles ; à peine de confiscation des cartons qui en seroient fabriqués, et de cent livres d'amende contre les contrevenans.

ART. 27. Seront réputés maîtres fabriquans de papiers, tous ceux qui font actuellement fabriquer du papier en leur nom, dans des moulins à eux appartenant, ou qu'ils tiennent à loyer ; sans qu'aucuns puissent l'être à l'avenir, qu'après avoir fait apprentissage, et satisfait aux autres formalités prescrites par le présent arrêt, pour parvenir à la maîtrise.

ART. 28. Ordonne Sa Majesté, que dans trois mois, à compter du jour de la publication du présent arrêt, il sera, par chacun des sieurs intendans et commissaires départis dans les provinces et généralités du royaume, fait des arrondissemens des différentes villes et lieux desdites provinces et généralités, dans lesquels sont situés les moulins à papier ;

et que dans chaque chef-lieu de manufacture desdits arrondissemens, il sera fait incessamment et sans frais, si fait n'a été, un tableau qui contiendra les noms et surnoms des maîtres fabriquans établis dans les villes et lieux compris dans chacun desdits arrondissemens, soit qu'ils soient propriétaires des moulins, ou qu'ils les tiennent à loyer ; lesquels tableaux seront signés, tant par le juge des manufactures et le greffier, que par les gardes en charge desdits maîtres fabriquans, dans chaque chef-lieu ; et lorsqu'il s'établira à l'avenir un nouveau maître fabriquant, il sera tenu de faire inscrire son nom et son surnom sur le tableau du chef-lieu dont il dépendra, ce qui sera pareillement fait sans aucun frais ; et seront lesdits tableaux, déposés au greffe de la juridiction des manufactures de chacun desdits chefs-lieux.

ART. 29. Veut Sa Majesté, que tous les maîtres fabriquans, dont les moulins à papier sont situés dans les lieux qui se trouveront compris dans les arrondissemens qui auront été faits par lesdits sieurs intendans et commissaires départis, soient tenus dans un mois, au plus tard, à compter du jour que lesdits arrondissemens auront été formés, de s'assembler dans chaque chef-lieu de la manufacture, suivant lesdits arrondissemens, au jour qui leur sera indiqué par lesdits sieurs intendans et commissaires départis, pardevant les juges des manufactures de chacun desdits chefs-lieux, pour procéder en la présence desdits juges, à la pluralité des voix, à la nomination de quatre ou de deux gardes, suivant qu'il sera réglé par lesdits sieurs intendans et commissaires départis, à proportion du nombre des maîtres fabriquans qui seront établis dans l'étendue de chaque arrondissement ; lesquels gardes prêteront serment pardevant lesdits juges de se bien et fidèlement acquitter de leurs fonctions, et les exerceront jusqu'au dernier décembre 1739.

ART. 30. Ordonne Sa Majesté, qu'à l'avenir, et à commencer au mois de décembre 1739, il sera tous les ans, depuis le premier jusqu'au dix dudit mois, procédé en la



forme et maniere prescrite par l'article XXIX ci dessus, à la nomination de deux nouveaux gardes, dans les villes et lieux où il en aura été élu quatre, pour remplacer les deux anciens qui sortiront de charge, et entrer en exercice au deux janvier suivant, avec les deux gardes de la précédente élection ; ce qui sera observé d'année en année, en sorte qu'il y ait toujours deux anciens et deux nouveaux gardes en exercice.

ART. 31. Veut Sa Majesté, que le même ordre soit observé dans les villes et lieux où il n'aura été nommé que deux gardes, et qu'il en soit élu un nouveau tous les ans, pour remplacer celui qui sortira d'exercice.

ART. 32. Lesdits gardes feront au moins quatre visites générales par chacun an, et des visites particulières toutes les fois qu'ils le jugeront à propos, tant dans les moulins et magasins à papier établis dans la campagne, que dans les magasins établis dans les villes qui seront dans l'étendue de leur district ; lors desquelles visites, tous les maîtres fabricans, les marchands papetiers, commissionnaires et autres chez lesquels il y aurait des papiers déposés, seront tenus de faire auxdits gardes, ouverture de leurs moulins, maisons et magasins, à peine, au cas de refus, de cinq cent livres d'amende : et où il se trouveroit des papiers qui ne seroient pas conformes à ce qui est prescrit par le présent arrêt, et au tarif attaché sous le contre-scel d'icelui, lesdits gardes les feront saisir et enlever par un huissier, et en poursuivront la confiscation avec les condamnations d'amende portées par le présent arrêt.

ART. 33. Ordonne Sa Majesté, que les rames de papiers dont la confiscation aura été ordonnée, seront percées d'un poinçon dans le milieu, et qu'elles seront remises dans le moulin à papier pour y être employées comme matiere ; et que du prix auquel elles seront estimées comme matiere, il en appartienne aux gardes, et l'autre moitié à l'hôpital le plus prochain du lieu où les jugemens auront été rendus.

**ART. 34.** Nul ne pourra être admis à faire apprentissage, qu'il n'ait au moins douze ans accomplis; et il sera passé brevet dudit apprentissage, pardevant notaires, entre le maître fabricant et celui qui se présentera pour être apprentif, lequel brevet sera enregistré sur le registre qui sera tenu à cet effet par les gardes en exercice de chaque communauté, en payant par ledit apprentif la somme de trois livres pour ledit enregistrement.

**ART. 35.** Le temps de l'apprentissage sera de quatre années consécutives, pendant lesquelles l'apprentif sera tenu de demeurer chez son maître, et de le servir fidèlement; et ceux desdits apprentifs qui quitteront leur maître, avant le terme desdites quatre années accompli, n'acquerront aucun droit pour parvenir à la maîtrise, et leurs brevets seront et demeureront nuls et rayés du registre dans lequel ils auront été enregistrés

**ART. 36.** Dans le cas où le maître, chez lequel l'apprentif auroit commencé son apprentissage, cesseroit de fabriquer ou faire fabriquer du papier, avant le terme de l'apprentissage accompli, les gardes en charge placeront ledit apprentif chez un autre maître, pour y finir le tems qui restera à expirer de son apprentissage; ce qui sera pareillement observé par lesdits gardes, si le maître vient à décéder, et que sa veuve ou ses enfants ne continuent pas à faire fabriquer du papier.

**ART. 37.** Les quatre années d'apprentissage expirées, l'apprentif sera tenu de servir pendant quatre autres années, chez les maîtres en qualité de compagnon.

**ART. 38.** Les fils de maîtres qui auront demeuré jusqu'à l'âge de seize ans accomplis chez leur pere, ou leur mere veuve faisant fabriquer du papier, seront réputés avoir fait leur apprentissage; et seront néanmoins tenus de faire quatre années en qualité de compagnons chez leur pere, ou leur mere veuve, ou chez d'autres maîtres.

**ART. 39.** L'aspirant à la maîtrise, qui se présentera pour être reçu; sera préalablement tenu de représenter aux gardes

en charge, et aux anciens maîtres, qui seront nommés à cet effet par le corps des maîtres fabriquans, son brevet d'apprentissage, et le certificat en bonne forme, du service qu'il aura fait chez les maîtres en qualité de compagnon : il sera ensuite admis à faire en présence desdits gardes et principaux maîtres fabricans, son chef-d'œuvre, qui consistera dans les différentes opérations de la fabrique du papier, et interrogé sur la qualité des différentes sortes de papiers, qui lui seront présentés à cet effet ; et si après cet examen, ledit aspirant est trouvé capable par lesdits gardes en charge et principaux maîtres fabriquans, il sera par eux présenté aux juges des manufactures, pour prêter serment pardevant eux, et inscrit dans le tableau des maîtres fabriquans, en la forme prescrite par l'article XXVIII ci-dessus, en payant la somme de six livres pour les droits desdits juges, et pareille somme pour la communauté.

ART. 40. Les fils de maîtres, qui se présenteront pour être reçus à la maîtrise, ne feront aucun chef-d'œuvre, mais seront seulement tenus de représenter les certificats du service qu'ils auront fait en qualité de compagnons, chez leur pere, ou leur mere veuve, ou chez d'autres maîtres ; et seront interrogés, tant sur les opérations de la fabrique du papier, que sur la qualité des différentes sortes de papiers : et si après cet examen, ils sont trouvés capables, ils seront reçus en la forme prescrite par l'article précédent, en payant la somme de six livres pour les droits des juges des manufactures, et pareille somme pour la communauté.

ART. 41. Les sommes qui seront payées, tant pour l'enregistrement des brevets d'apprentissage, que pour les réceptions à la maîtrise, seront reçues par l'ancien garde en charge, qui en tiendra registre, et employées aux affaires de la communauté, dont il sera tenu de rendre compte à la fin de son exercice, en présence des autres gardes et des anciens maîtres fabriquans, qui seront nommés à cet effet par la communauté assemblée : et sera tenu ledit ancien garde, de remettre les deniers qui resteront entre ses mains, en celles

de l'ancien garde qui lui succédera, ce qui sera exécuté d'année en année.

ART. 42. Défend Sa Majesté, à tous gardes et maîtres fabriquans, de prendre, ni recevoir des aspirants à la maîtrise, aucuns présens, ni autres et plus grands droits que ceux fixés par le présent arrêt, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de restitution, et de cent livres d'amende; comme aussi auxdits aspirans de donner aucuns repas auxdits gardes, ou maîtres fabriquans, à peine de nullité de leur réception.

ART. 43. Les veuves des maîtres fabriquans jouiront des droits et privilèges de leur mari, et pourront continuer de faire fabriquer du papier, tant qu'elles resteront en viduité, sans pouvoir néanmoins faire d'apprentifs; et au cas qu'elles se remarient avec quelqu'un qui ne soit pas maître fabriquant, elles seront déchues desdits droits et privilèges.

ART. 44. Ordonne Sa Majesté, que les maîtres fabriquans de papiers, leurs fils travaillans dans leurs fabriques, les colleurs ou sallerans, les ouvriers qui mettent les matières sur les formes, ceux qui couchent les papiers, ceux qui les levent, et ceux qui préparent les matières qui entrent dans la composition du papier, seront personnellement exempts de la collecte des tailles, du logement de gens de guerre, et de la milice, et qu'ils seront cottisés d'office à la taille, par le sieur intendant et commissaire départi dans la province où ils seront établis, suivant les états qui lui en seront remis tous les ans par les gardes en charge, sans que les cottes d'office puissent être augmentées par les collecteurs.

ART. 45. Veut Sa Majesté, que l'ouvrier employé à faire et à réparer les formes servant à la fabrication des papiers, appelé *formaire*, jouisse des mêmes privilèges et exemptions accordés par l'article 44 ci-dessus, aux maîtres fabriquans et à leurs ouvriers, à l'effet de quoi il sera compris dans les états ordonnés par le même article.

ART. 46. Fait Sa Majesté, défenses aux gardes de comprendre dans lesdits états, aucuns maîtres fabriquans qui ne

continueront pas à faire fabriquer du papier, ou d'autres ouvriers que ceux qui seront actuellement travaillant dans les moulins, à peine de trois cens livres d'amende.

ART. 47. Les maîtres fabriquans pourront employer ceux de leurs compagnons ou apprentifs qu'ils jugeront à propos, à celles des fonctions du métier de papetier, qu'ils trouveront leur être plus convenables, sans qu'aucuns desdits compagnons puissent s'y opposer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit ; à peine de trois livres d'amende payable par corps, contre chacun desdits compagnons qui auroient formé de pareilles oppositions, et de plus grande peine s'il y écheoit.

ART. 48. Fait Sa Majesté, défenses aux compagnons et ouvriers, de quitter leurs maîtres pour aller chez d'autres, qu'ils ne les aient avertis six semaines auparavant, en présence de deux témoins, à peine de cent livres d'amende payable par corps, contre les compagnons et ouvriers, et de trois cens livres contre les maîtres fabriquans qui recevroient à leur service et engageroient aucuns compagnons et ouvriers, qu'ils ne leur aient représenté le congé par écrit, du dernier maître chez lequel ils auront travaillé, ou du juge des lieux, en cas de refus mal fondé de la part du maître ; lesdites amendes applicables, moitié au profit de Sa Majesté, l'autre moitié au profit des maîtres que les compagnons et ouvriers auroient quittés sans congé. Seront aussi tenus les maîtres, d'avertir lesdits compagnons et ouvriers, en présence de deux témoins, six semaines avant que de les renvoyer, à peine de leur payer leurs gages et nourriture pendant lesdites six semaines.

ART. 49. Défend aussi Sa Majesté, auxdits maîtres fabriquans, de débaucher les compagnons et ouvriers, les uns des autres, en leur promettant des gages plus forts que ceux qu'ils gagnoient chez les maîtres où ils travailloient ; sous les peines portées par l'article précédent, tant contre lesdits maîtres fabriquans, que contre lesdits compagnons et ouvriers.

**ART. 50.** Ordonne Sa Majesté, que s'il arrivoit qu'un compagnon ou ouvrier, pour forcer son maître à le congédier avant le tems, gâtât, par mauvaise volonté, son ouvrage, et qu'il en fût convaincu, tant par la comparaison de ses autres ouvrages, que par la déposition des autres compagnons et ouvriers travaillant dans le même moulin, ledit compagnon ou ouvrier sera condamné, outre le dédommagement, à la même peine que s'il avoit quitté son maître sans congé.

**ART. 51.** Veut Sa Majesté, que les compagnons et ouvriers papetiers, soient tenus de faire le travail de chaque journée, moitié avant midi, et l'autre moitié après midi, sans qu'ils puissent forcer leur travail, sous quelque prétexte que ce soit, ni le quitter pendant le courant de la journée, sans le congé de leur maître; à peine, en cas de contravention, de trois livres d'amende payable par corps, contre lesdits compagnons et ouvriers, applicables au profit des pauvres de l'hôpital le plus prochain du lieu où les jugemens seront rendus.

**ART. 52.** Défend Sa Majesté, à tous compagnons et ouvriers, de commencer leur travail, tant en hiver qu'en été, avant trois heures du matin, et aux maîtres fabricans de les y admettre avant ladite heure; ni d'exiger desdits compagnons et ouvriers des tâches extraordinaires appelées *avantages*: à peine de cinquante livres d'amende contre lesdits maîtres fabriquans, et de trois livres contre lesdits compagnons et ouvriers, pour chaque contravention, lesdites amendes applicables comme ci-dessus.

**ART. 53.** Pourront les maîtres fabriquans, prendre dans leurs moulins, tel nombre d'apprentifs qu'ils jugeront à propos, soit fils de compagnons ou autres; comme aussi de recevoir dans leurs moulins les compagnons qui viendroient leur demander du travail, en représentant par eux le congé du dernier maître qu'ils auront quitté, visé sans frais, par le juge du lieu du domicile dudit dernier maître; le tout, sans que les autres compagnons et ouvriers puissent les in-

quiéter ou maltraiter, ni exiger d'eux aucune rétribution, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit ; à peine, en cas de contravention, de vingt livres d'amende payable par corps, contre chacun desdits compagnons et ouvriers, et de plus grande peine s'il y échoit.

ART. 54. Défend Sa Majesté, à tous compagnons, ouvriers et apprentifs, de vendre aucuns papiers, ni aucunes matieres, ou colles servant à la fabrication desdits papiers, et à tous colporteurs et autres, d'en acheter ; à peine de cinquante livres d'amende payable par corps, même d'être lesdits compagnons, ouvriers, apprentifs et colporteurs, poursuivis extraordinairement, si le cas y échoit.

ART. 55. Fait pareillement Sa Majesté, défenses à tous artisans, d'acheter pour revendre, aucuns vieux linges, vieux drapeaux, peilles ou drilles, servant à la fabrication du papier, et à tous merciers et colporteurs, d'en acheter dans la distance d'une demi-lieue de chaque moulin à papier, sous quelque prétexte que ce soit ; à peine de confiscation, et de pareille amende de cinquante livres contre les contrevenans, payable par corps, même de plus grande peine s'il échoit.

ART. 56. Fait aussi Sa Majesté, défenses à tous maîtres fabriquans, de vendre, et à toutes personnes d'acheter, sous quelque prétexte que ce soit, aucunes matieres réduites en pâte propre à fabriquer du papier, à peine de confiscation, et de mille livres d'amende, tant contre le vendeur, que contre l'acheteur.

ART. 57. Permet Sa Majesté, auxdits maîtres fabriquans, de fabriquer, ou faire fabriquer dans leurs moulins, soit en laine, coton, poil ou autres matieres, les étoffes destinées à coucher leurs papiers au sortir de la forme, appelées *flottes* ou *feutres* ; sans néanmoins qu'ils puissent fabriquer, ou faire fabriquer aucunes autres sortes d'étoffes avec lesdites matieres, sous quelque prétexte que ce puisse être, même pour leur propre usage, à peine de confiscation et de mille livres d'amende.

ART. 58. Les procès-verbaux qui seront dressés de con-

traventions faites au présent arrêt, feront mention des articles de l'arrêt auxquels il aura été contrevenu, et les amendes qui seront prononcées pour raison desdites contraventions, dont l'application n'est pas ordonnée ci-dessus, seront appliquées ; savoir, un tiers au profit de Sa Majesté, un tiers au profit des gardes qui auront fait les saisies, et l'autre tiers au profit des pauvres de l'hôpital le plus prochain des lieux où les jugemens auront été rendus.

ART. 59. Veut Sa Majesté, que les registres qui seront tenus par les gardes des maîtres fabriquans, soient en papier commun et non timbré, et cottés et paraphés sans frais, par les juges des lieux ; et que les procès-verbaux de nominations des gardes, et les expéditions qui pourront en être faites, soient aussi en papier commun et non timbré, sans pouvoir être assujettis au contrôle, ni à aucunes sortes de droits, de quelque nature qu'ils puissent être.

ART. 60. Veut pareillement Sa Majesté, que toutes les saisies qui seront faites pour raison des contraventions qui seront commises au présent arrêt, et les contestations qui pourront naître sur l'exécution d'icelui, soient portées à Paris pardevant le sieur lieutenant général de police, et dans les provinces, pardevant les sieurs intendans et commissaires départis, pour être par eux jugées, chacun en droit soi, définitivement, sauf l'appel au conseil ; leur en attribuant à cet effet pendant cinq années consécutives, à compter du jour de la publication du présent arrêt, toute cour, juridiction et connoissance, que Sa Majesté interdit à toutes ses cours et autres juges.

ART. 61. Déroge au surplus Sa Majesté, à tous réglemens arrêts et statuts particuliers, contraires au présent arrêt, qui sera lû, publié et affiché par-tout où besoin sera. Fait au conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-septième jour de janvier mil sept cent trente-neuf.

*Signé, PHELIPEAUX.*



*Arrêt du conseil d'Etat du roi, en interprétation de l'arrêt du conseil du 27 janvier 1739, portant règlement pour les différentes sortes de papiers qui se fabriquent dans le royaume. Du 18 septembre 1741. (Extrait des registres du conseil d'État.)*

Le roy s'étant fait représenter, en son conseil, l'arrêt rendu en iceluy le 27 janvier 1739, portant règlement pour les différentes sortes de papiers qui se fabriquent dans le royaume, et le tarif du même jour attaché sous le contre-scel dudit arrêt, des largeur et hauteur des feuilles, et du poids des rames desdits papiers : Et Sa Majesté étant informée, par les représentations qui luy ont été faites par les fabriquans, que non-seulement il seroit nécessaire de changer les dispositions de quelques-uns des articles dudit arrêt, et d'y en ajouter de nouvelles ; mais même, que pour procurer auxdits fabriquans plus de facilité de donner aux rames de leurs papiers les poids fixez par le tarif, il seroit à propos de leur accorder un remede suffisant pour le poids de chaque rame, et de régler les poids desdites rames par un nouveau tarif ; à quoy desirant pourvoir. Oüy le rapport du sieur Orry, conseiller d'État, et ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances, le roy étant en son conseil, a ordonné et ordonne ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER.** Toutes les différentes sortes de papiers qui se fabriquent dans le royaume, seront à l'avenir, de largeur, hauteur et poids réglés par le tarif attaché sous le contre-scel du présent arrêt, à peine de confiscation, tant des papiers qui n'auroient pas lesdites dimensions, que des rames qui se trouveroient de poids différens de ceux fixés par ledit tarif.

**ART. 2.** N'entend néanmoins Sa Majesté que les maîtres fabriquans puissent être poursuivis dans les cas où les feuilles de leurs papiers se trouveront de quelques lignes au-dessus ou au-dessous des dimensions portées par le tarif, lorsqu'il

paraîtra que lesdites augmentations ou diminutions peuvent provenir de la saison dans laquelle les papiers auront été fabriqués, et non du défaut des formes et de la mauvaise qualité de la matière, et ne causent pas une différence dans lesdites dimensions au-delà d'une quarantième partie de celles fixées par ledit tarif.

ART. 3. Veut Sa Majesté que les maîtres fabriquans, outre les marques qui, suivant l'article 11 de l'arrêt du conseil du 27 janvier 1739, doivent être mises sur chaque feuille de papier, soient tenus, à commencer au premier janvier prochain, d'y ajouter en chiffres *mil sept cens quarante-deux*, à peine de confiscation, tant des formes dans lesquelles ladite marque ne se trouveroit pas, que des papiers qui auroient été fabriqués avec lesdites formes, et de trois cens livres d'amende contre lesdits maîtres fabriquans.

ART. 4. Et pour donner aux maîtres fabriquans encore plus de facilité pour la vente et le débit des différentes sortes de papiers qui se trouveront dans leurs moulins et magasins au premier janvier prochain, sans avoir les dimensions ni les poids réglés par le tarif attaché sous le contre-scel du présent arrêt ; ordonne Sa Majesté que dès qu'il aura été constaté que lesdits maîtres fabriquans auront ajouté à leurs formes la marque *mil sept cens quarante-deux*, ils puissent vendre et débiter librement lesdits papiers, sans être obligés d'en faire aucune déclaration : Voulant Sa Majesté que les maîtres fabriquans qui, après ledit jour premier janvier, se serviroient de formes qui n'auroient pas ladite marque, non-seulement soient condamnés aux peines portées par l'article 3 cy-dessus, mais même que les papiers, quoique d'ancienne fabrique, qui seroient trouvés chez eux, soient saisis, pour en être la confiscation ordonnée, avec trois cens livres d'amende contre chacun des contrevenans.

ART. 5. Permet Sa Majesté aux marchands papetiers, de vendre et débiter tous les papiers qui n'aurent pas la marque *mil sept cens quarante-deux*, prescrite par l'article 3 cy-dessus, quoiqu'ils n'aient ni les dimensions ni les poids

reglez par le tarif attaché sous le contre-scel du présent arrêt, sans être tenus d'en faire aucune déclaration.

ART. 6. Permet pareillement Sa Majesté aux maîtres fabriquans, de composer des mains et des rames des feuilles des papiers cassez, trouez, ridez ou autrement défectueux, même de les envoyer dans les pays étrangers; à la charge que chaque rame desdits papiers sera percée de tiers en tiers dans l'étenduë de la hauteur des feuilles, de deux trous faits avec un poinçon de fer de quatre lignes de diametre, faisant un pouce de circonférence, et qu'il sera passé dans chaque trou, une ficelle dont les deux bouts seront nouez ensemble, à l'effet de quoy, lesdites rames seront emballées séparément; sans que, sous quelque prétexte que ce soit, il puisse être mêlé dans une même balle, aucunes rames desdits papiers, avec des rames de papier sain et parfait : le tout, à peine, en cas de contravention, de confiscation desdits papiers, et de cent livres d'amende contre les contrevenans.

ART. 7. Fait Sa Majesté deffenses aux maîtres fabriquans, de fabriquer ni faire fabriquer, vendre ni débiter des papiers d'autres sortes et qualitez, ni d'autres largeurs, hauteurs et poids, que celles fixées par le tarif attaché sous le contre-scel du présent arrêt, et que lesdits papiers ne soient conformes à ce qui y est prescrit; et à tous marchands, d'acheter, vendre ni débiter aucunes des différentes sortes desdits papiers, qu'ils ne soient desdites largeurs, hauteurs et poids, et conformes à ce qui est porté par ledit arrêt : comme aussi, auxdits maîtres fabriquans et marchands, de vendre, acheter, ni débiter, sous quelque prétexte que ce soit, les papiers cassez et de rebut, autrement qu'en la manière prescrite par l'article 6 cy-dessus; le tout, à peine, en cas de contravention, de confiscation desdits papiers, et de cent livres d'amende.

ART. 8. Tous les cartons seront faits des largeur, hauteur et poids qui seront demandez par les ouvriers à l'usage desquels ils seront destinez; et seront composez, soit de vieux papiers, ou de rognures de cartes et de celles des papiers, soit de drapeaux, chiffons, peilles ou drilles.

ART. 9. Déroge Sa Majesté aux articles 8, 9, 16, 19, 20, 21, 22 et 26 de l'arrêt du conseil du 27 janvier 1739, en ce qui y est de contraire au présent arrêt; comme aussi au tarif attaché sous le contre-scel dudit arrêt du 27 janvier 1739 qui sera au surplus exécuté selon sa forme et teneur.

ART. 10. Enjoint Sa Majesté au sieur lieutenant général de police de la ville de Paris, et aux sieurs intendans et commissaires départis dans les provinces et généralitez du royaume, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, qui sera lu, publié et affiché par-tout où besoin sera. Fait au conseil d'Etat du roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le dix-huitième jour de septembre mil sept cens quarante-un.

Signé PHELYPEAUX.

† *Arrêt du conseil d'Etat du roy, qui permet de tirer indifféremment des provinces du royaume, les matières propres à la fabrication du papier. Du 10 septembre 1746. (Extrait des registres du conseil d'Etat.)*

Le roy étant informé que plusieurs provinces de son royaume où il y a des établissemens considérables de papeterie, dont le commerce se fait principalement chez l'étranger, manquent des matières propres et nécessaires pour l'aliment de leurs manufactures : Et l'intention de Sa Majesté étant que lesdites provinces se secourent mutuellement de toutes les matières propres à l'entretien desdites manufactures de papiers, dont les unes ont plus abondamment, ou consomment moins que les autres, afin de procurer à tous ses sujets les mêmes avantages de commerce. Vû l'avis des députés du commerce, et ouï le rapport du sieur de Machault conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances, le roy étant en son conseil, a permis et permet à tous les fabriquans de papiers, de tirer indifféremment des provinces du royaume, les matières propres à la fabrication desdits papiers, sauf les droits de sortie réglés par les arrêts sur ce intervenus pour les provinces du de-

dans du royaume réputées étrangères, sauf aussi les droits de sortie à l'étranger, fixez par arrêt du 8 mars 1733 à trente livres du cent pesant desdites matières. Enjoint Sa Majesté aux sieurs intendans et commissaires départis pour l'exécution de ses ordres, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, qui sera lu, publié et affiché par-tout où besoin sera. Fait au conseil d'État du roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le dixième jour de septembre mil sept cens quarante-six.

*Signé* PHELYPEAUX.

*Arrêt du conseil d'État du roi, qui ordonne que la recette de l'augmentation des droits sur les papiers et parchemins timbrez, et sur la formule des actes des notaires de la ville de Paris, sera faite par le fermier général et les sous-fermiers des aydes et domaines, sur le pied du tarif annexé audit arrêt. Du 26 février 1748. (Extrait des registres du conseil d'État.)*

Le roy ayant établi, par édit du présent mois, une augmentation sur les droits de timbre des papiers et parchemins, et sur la formule des actes des notaires de la ville de Paris; et étant nécessaire de pourvoir à l'administration et au recouvrement du droit augmenté : Ouï le rapport du sieur de Machault, conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances, Sa Majesté étant en son conseil, a ordonné et ordonne qu'en attendant l'enregistrement dudit édit, et à commencer du jour de la publication du présent arrêt, la perception des droits sur les papiers et parchemins timbrez, et sur la formule des actes des notaires de la ville de Paris, sera faite par le fermier général et les sous-fermiers des aides et domaines des généralités où ils ont cours, leurs directeurs, commis et préposé, chacun en droit soi, sur le pied du tarif annexé audit arrêt; lesquels fermier général et sous-fermiers compteront du produit de l'augmentation établie par ledit édit, à celui qui sera préposé à cet effet. Veut Sa Majesté qu'avant la publication du pré-

sent arrêt il soit fait des inventaires par les sieurs commissaires départis, ou leurs subdélégués dans tous les magasins et bureaux de distribution de formule, pour y constater les quantités de chaque espèce de papiers et parchemins timbrés qui y resteront en nature, dont il sera dressé des procès-verbaux, qui seront remis au préposé pour l'exécution dudit édit. Fait Sa Majesté très-expresses défenses aux directeurs commis et préposés à la distribution, de séquestrer aucuns papiers et parchemins timbrés à peine de trois mille livres d'amende, de destitution de leurs emplois, et d'être déclarés incapables d'en posséder d'autres à l'avenir. Ordonne Sa Majesté que les abonnemens qui peuvent subsister avec les fermiers des octrois ou tarifs des villes, pour raison du papier timbré, ou autres, de quelque nature qu'ils puissent être, seront augmentés d'un quart en sus, pour en être compté audit préposé. Enjoint Sa Majesté aux sieurs commissaires départis dans les provinces, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt. Fait au conseil d'État du roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-sixième jour de février mil sept cens quarante-huit.

*Signé* PHELYPEAUX.

*Edit du roi, portant établissement de droits sur la poudre à poudrer et sur la cire, et rétablissement des droits anciennement imposés sur les suifs et sur les papiers et cartons; comme aussi une augmentation de droits sur le papier et parchemin timbrés. Donné à Versailles au mois de février 1748. (Registré en parlement.)*

ARTICLE 9. Enjoignons à tous marchands papetiers, merciers, débitans, et autres faisant commerce de papier, de déclarer aux bureaux du préposé dans la huitaine du jour de l'enregistrement du présent édit, tous les papiers et cartons qu'ils ont en leur possession chez eux ou ailleurs, pour être marqués de la marque des commis du préposé, et les droits

payés : et de déclarer ceux qu'ils feront venir par la suite, à l'instant de l'arrivée, soit qu'ils viennent de l'étranger ou des fabriques du royaume, pour être aussi marqués, et les droits payés. Leur défendons d'en avoir chez eux ni ailleurs, qu'ils ne soient marqués, le tout à peine de confiscation et de cent livres d'amende ; leur enjoignons de souffrir les visites des commis, ainsi qu'il est dit par l'article 3 du présent édit, et sous les mêmes peines.

ART. 10. Les papiers et cartons qui arriveront de l'étranger, soit par mer ou par terre, seront déclarés à l'entrée du royaume, aux bureaux du préposé, lequel délivrera aux voituriers un congé qui contiendra les quantités de papiers dont lesdites voitures seront chargées, les qualités relatives au tarif, avec les noms et demeures des marchands pour le compte desquels ils seront destinés ; et seront lesdits papiers marqués et les droits payés au lieu de leur destination.

ART. 11. Il ne sera payé aucuns droits sur les papiers destinés pour sortir hors le royaume ; et lorsqu'il en aura été perçu, ils seront rendus aux marchands qui les feront sortir, en justifiant par eux que lesdits papiers sont réellement sortis, et sera loisible aux commis d'enlever leur marque de dessus les papiers qui sortiront.

ART. 12. Permettons aux commis de se transporter toutes fois et quantes ils le jugeront à propos, dans les moulins, manufactures, ouvroirs, magasins et autres endroits appartenans aux maîtres des moulins à papier, pour y vérifier leurs fabrications et vente de papiers ; leur enjoignons de souffrir leurs visites, à peine de deux cens livres d'amende.

ART. 13. Il sera mis dans tous les bureaux de distribution et de recette des papiers et parchemins timbrés, en un lieu apparent, copie du tarif annexé au présent édit ; au moyen de quoi les fermiers de nos droits seront dispensés de faire contre-timbrer les papiers et parchemins, pour indiquer l'augmentation établie par notre présent édit.

*Arrêt du conseil d'Etat du roi, portant défenses de faire des amas de vieux drapeaux, peilles, et autres matières servant à la fabrication du papier, à quatre lieues près des côtes maritimes et frontières du royaume; à peine de confiscation et de trois mille livres d'amende. Du 18 mars 1755. (Extrait des registres du conseil d'Etat.)*

Le roi s'étant fait représenter l'arrêt rendu en son conseil le 17 septembre 1743, par lequel, sur l'avis qui lui auroit été donné qui se faisoit un transport considérable dans les pays étrangers par le port de Cherbourg et autres, des plus beaux drapeaux, drilles et autres matières propres à la fabrication du papier, à la faveur des acquits à caution qui se prenoient pour des petites quantités de ces matières destinées pour la ville de Caen, et qui servoient de passeports pour en faire passer de plus fortes parties à l'étranger; ce qui privoit les manufactures de papier de la généralité de Caen, des plus belles matières qui s'y trouvent, et empêchoit que les papiers qui s'y fabriquent ne fussent portés au degré de perfection où ils pourroient l'être; Sa Majesté auroit fait très-expresses défenses à tous marchands, négocians et autres personnes, d'établir et de tenir des magasins ni faire des amas de drapeaux, peilles et autres matières propres à la fabrication du papier, dans aucuns lieux situés à une distance moindre de quatre lieues des côtes de la basse Normandie; comme aussi de transporter ni faire transporter, dans l'étendue de la généralité de Caen lesdits drapeaux, peilles et autres matières, autrement que par terre, à peine de confiscation et de mille livres d'amende contre chacun des contrevenans. Et Sa Majesté étant informée que non seulement les amas de vieux drapeaux, peilles et drilles se renouvellent en Normandie au préjudice desdites défenses, mais encore qu'il s'en fait de considérables sur les côtes de Picardie, de Bretagne, Saintonge et autres lieux, d'où ils sont enlevés furtivement et transportés à l'étranger, en fraude



du droit de trente livres du cent pesant, imposé par arrêt du 8 mars 1733, ce qui tend à causer la disette dans le royaume, et à priver entièrement les manufactures de papier des matières qui leur sont nécessaires : à quoi Sa Majesté voulant pourvoir. Vu l'avis des députés du commerce ; oui le rapport du sieur Moreau de Sechelles conseiller d'État, et ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances. Le roi étant en son conseil, a ordonné et ordonne que ledit arrêt du 17 septembre 1743 sera exécuté selon sa forme et teneur ; en conséquence, et en y ajoutant, a fait très-expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, d'établir, tenir et de faire, ni de souffrir qu'il soit établi, tenu et fait chez elles, dans leurs maisons ou châteaux, même ceux appartenant à Sa Majesté, où elle auroit établi des gouverneurs et des commandans, des amas de vieux drapeaux, peilles, drilles, pates et autres matières propres à la fabrication du papier, en aucuns lieux situés à une distance moindre de quatre lieues des côtes des provinces maritimes et des bureaux de sortie du royaume ; ensemble à tous charretiers, voituriers, bateliers, maîtres ou patrons de barques et de navires, de les enlever, charger et conduire au-delà desdites quatre lieues : à peine de confiscation desdites matières, des chevaux, charrettes, équipages, bateaux, barques et navires servant à la conduite, et de trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenans, qui ne pourra être remise ni modérée ; lesdites amende et confiscation applicables au profit de ceux qui auront fait les saisies. Et à l'égard des vieux drapeaux, peilles, drilles et pates qui seront chargés aux ports d'aucunes rivières, pour être transportés par mer avec acquits à caution dans les villes et lieux où la consommation en devra être faite, ordonne Sa Majesté que lesdits maîtres ou patrons de barques seront tenus d'en faire une déclaration exacte, et de rapporter dans tel délai qui sera prescrit, au bureau d'où ils seront partis, un certificat pris au lieu de destination du débarquement desdites matières ; sous

peine de parcellle amende de trois mille livres. Enjoint Sa Majesté aux sieurs intendants et commissaires départis pour l'exécution de ses ordres, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, qui sera lu, publié et affiché par-tout où besoin sera. Fait au conseil d'État du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le dix-huitième jour de mars mil sept cent cinquante-cinq. *Signé* PHELYPEAUX.

*Arrest du conseil d'Etat du roi, pour laisser la liberté aux fabricans de papier, de se servir des machines qu'ils jugeront à propos pour la fabrication des papiers. Du 10 mai 1763. (Extrait des registres du conseil d'Etat.)*

Sur ce qui a été représenté au roi, en son conseil, qu'il seroit plus avantageux pour le progrès et la perfection des fabriques de papier, de laisser aux fabricans le choix des machines propres à la fabrication, que de leur prescrire celles dont ils doivent se servir, et de les assujétir à n'en faire usage d'aucunes sans une permission de Sa Majesté, ainsi qu'ils y sont astreints par l'article 1<sup>er</sup> du règlement du 27 janvier 1739; ouï le rapport du sieur Bertin, conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances : le roi étant en son conseil, a ordonné et ordonne qu'il sera libre à l'avenir aux fabricants de papier, de faire usage, pour la fabrication des papiers, des machines et instruments qu'ils jugeront les plus convenables; dérogeant à cet effet Sa Majesté à l'article 1<sup>er</sup> du règlement du 27 janvier 1739, et à tous autres réglemens à ce contraires : enjoint Sa Majesté aux sieurs intendans et commissaires départis, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt. Fait au conseil d'État du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Marli le dix mai mil sept cent soixante-trois. *Signé* PHELYPEAUX.

*Déclaration du roi, portant fixation d'un nouveau tarif des droits sur les papiers et cartons. Donnée à Versailles le 1<sup>er</sup> mars 1771. (Registrée en parlement le 20 août suivant.)*

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre :

à tous ceux qui ces présentes lettres verront ; salut. Nous avions, par notre édit du mois de février 1748, ordonné la perception, pendant douze années dans toutes les villes et autres lieux de notre royaume, de droits sur différentes marchandises, cependant la guerre, dont les besoins avaient exigé ce secours, ayant cessé par la paix conclue dans la même année, nous nous empressâmes de faire cesser aussitôt ces droits, dont la levée est depuis demeurée suspendue en vertu de l'arrêt de notre conseil du 4 février 1749. Nous aurions souhaité n'être jamais obligés d'en rétablir aucun ; mais l'économie que nous avons déjà portée dans plusieurs parties d'administration, ne produisant pas jusqu'à présent un effet suffisant pour assurer invariablement le payement des charges indispensables de l'État, nous sommes obligés, pour parvenir à ce but essentiel et principal, d'augmenter encore la recette de nos finances, jusqu'à ce qu'ayant fait sur la dépense de plus grandes réductions, nous soyons enfin à portée de faire éprouver à nos peuples tous les soulagemens que nous desirons. En même temps qu'un motif aussi intéressant pour leur avantage et leur tranquillité nous force à rechercher, dans le moment, de nouvelles branches de revenu public, nous préférons toujours à des perceptions insolites ou trop à charge, celles qui, déjà connues et usitées, laissent dès-lors moins d'inquiétude sur leurs effets, et peuvent recevoir des modifications propres à les rendre moins onéreux. Ces considérations nous ayant déterminé à rétablir un droit uniforme et général sur les papiers et cartons, pareil à celui qui fut imposé par notre édit du mois de février 1748, et dont l'origine, consacrée par l'ordonnance du mois de juin 1680, remonte à des temps encore plus éloignés, nous avons voulu non seulement que la perception n'en fût accompagnée que de formalités inévitables, mais en la restreignant aux principaux lieux de notre royaume, laisser aux manufactures, qui, la plupart, sont situées dans les campagnes, toute la liberté nécessaire pour entretenir l'émulation des fabricans ; et si le nouveau tarif présente des différences par

rapport aux précédens, elles compensent et au-delà l'augmentation de droit qui en peut résulter, en ce que, d'un côté, la proportion exacte qui y règne entre la quotité du droit et la valeur de la marchandise, laisse au marchand et au consommateur l'avantage de ne contribuer qu'à raison du prix d'achat, et de l'autre les caractères distinctifs de chaque classe du tarif y sont déterminés de manière à prévenir toute difficulté entre les préposés et les redevables. A ces causes et autres à ce nous mouvant; de l'avis de notre conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, déclaré et ordonné; disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER.** Les droits sur les papiers et cartons entrans dans notre bonne ville, faubourgs et banlieue de Paris, tels qu'ils sont fixés par le tarif annexé à notre édit du mois de mars 1760, cesseront d'être levés à compter du jour de l'enregistrement des présentes; défendons aux officiers contrôleurs, visiteurs et marqueurs desdits papiers et cartons, de plus s'immiscer en la perception desdits droits, à peine de concussion.

**ART. 2.** Lesdits officiers et leurs créanciers, seront tenus dans le délai de trois mois, à compter dudit jour, de remettre au sieur contrôleur général des finances, leurs quittances de finance et les grosses de leurs contrats de constitution, à l'effet d'être par nous pourvu au remboursement, tant desdites finances que des capitaux des rentes dûes par lesdits officiers, suivant les liquidations faites par notredit édit du mois de mars 1760 : attribuons auxdits officiers, jusqu'au remboursement, l'intérêt à cinq pour cent, sans retenue, du montant de leurs finances; et aux créanciers l'intérêt de leurs capitaux, tels qu'ils en jouissent actuellement, jusqu'au remboursement d'iceux.

**ART. 3.** Voulons qu'à l'avenir les droits sur les papiers et cartons, établis dans toute l'étendue de notre royaume par notre édit du mois de février 1748, soient, à compter du jour de la publication des présentes, perçus, conformément

au tarif attaché sous le contre-scel desdites présentes, à l'entrée seulement des villes et lieux dont l'état y est pareillement annexé, ainsi qu'à l'entrée des ports de l'île de Corse : défendons l'importation dans ladite île de tous papiers, autres que ceux provenant des manufactures de notre royaume, à peine de confiscation, et de mille livres d'amende.

ART. 4. Dispensons de la marque prescrite par l'article 9 dudit édit du mois de février 1748.

ART. 5. Les papiers étrangers arrivant dans lesdites villes et lieux, n'y payeront que les droits portés audit tarif, en justifiant du paiement de ceux dûs à l'entrée du royaume. A l'égard de ceux qui y auront été fabriqués, sera pareillement justifié du paiement de nos droits des cinq grosses fermes et autres droits de traite, dans le cas où ils auront dû être perçus.

ART. 6. Voulons en conséquence, que conformément aux articles 9 et 12 du titre des droits de marque et contrôle du papier, de l'ordonnance du mois de juin 1680, les voituriers par eau et par terre, chargés de la conduite des papiers et cartons, soient porteurs de lettres de voiture en bonne forme, lesquelles, ainsi que les acquits des droits payés sur la route, ils seront tenus de représenter aux bureaux des barrières, portes, ports et autres, pour y être visées, le tout à peine de confiscation des papiers, bateaux, charrettes et chevaux, et de cinq cents livres d'amende, qui ne pourra être modérée.

ART. 7. Ne seront sujets aux droits portés par ledit tarif les papiers et cartons de manufactures françaises, destinés pour l'étranger, à l'entrée des villes d'où ils devront être voiturés hors du royaume, ou des ports d'embarquement ; leur accordons dans les villes et ports de Dunkerque, Calais, Dieppe, le Havre, Saint-Malo, l'Orient, Nantes, la Rochelle, Bordeaux, Bayonne, Marseille et Toulon, un entrepôt de six mois, en observant les formalités ordinaires ; passé lequel terme, les droits en seront exigibles, si mieux n'aiment les commissionnaires et fabricans, expédier par acquit

à caution ; à la charge de le rapporter déchargé, dans le délai de six mois, à peine de restitution du quadruple des droits.

ART. 8. Les papiers destinés pour la consommation de notre bonne ville de Paris, jouiront aux mêmes conditions, de la même faveur d'entrepôt dans les villes de Rouen et Orléans, s'ils ne sont pareillement expédiés par acquit à caution : n'auront lieu toutefois lesdits entrepôts chez les marchands papetiers, imprimeurs, libraires et relieurs, lesquels ne pourront avoir en magasins, aucuns papiers et cartons, sans en avoir payé les droits, sous les peines portées par l'article 9 de notredit édit du mois de février 1748.

ART. 9. Tous papiers et cartons destinés pour quelqu'un des lieux énoncés en l'état annexé aux présentes, seront sujets aux droits dudit tarif, quand bien même ils auroient été expédiés de quelque autre lieu compris audit état, s'ils ne sont accompagnés d'un congé ou certificat justificatif que les droits y ont été payés.

ART. 10. Les papiers et cartons entrant dans notre bonne ville, faubourgs et banlieue de Paris, payeront, outre les droits portés audit tarif, le vingtième attribué à l'hôpital général de ladite ville, et en sus les six sous pour livre, tels qu'ils se perçoivent sur les autres droits aux entrées d'icelle; et sera le produit, tant du droit principal que desdits six sous pour livre, spécialement affecté au payement des capitaux et arrérages des finances et créances mentionnées en l'article 2 des présentes : ne seront sujets qu'auxdits vingtième et six sous pour livre les cartons qui seront justifiés avoir été fabriqués dans quelqu'un des lieux compris audit état.

Seront au surplus celles des dispositions de notredit édit du mois de février 1748, qui concernent les droits sur les papiers et cartons, exécutées selon leur forme et teneur, en ce qu'il n'y est dérogé par ces présentes. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et registrer ; et le contenu en icelles

garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur, nonobstant tous édits, déclarations, arrêts, réglemens et autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes ; aux copies desquelles collationnées par l'un de nos amés et féaux conseillers-secrétaires, voulons que foi soit ajoutée comme à l'original : car tel est notre plaisir ; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles le premier jour de mars, l'an de grâce mil sept cent soixante-onze, et de notre règne le cinquante-sixième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, *signé* PHELYPEAUX. Vu au conseil, TERRAY. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

†

*Arrêt du conseil d'Etat du roi, qui défend de faire sortir à l'étranger des matières propres à la fabrication du papier et à la formation de la colle : et fixe les droits que lesdites matières qui seront apportées de l'étranger. payeront à leur entrée dans le royaume. Du 21 août 1771. (Extrait des registres du conseil d'Etat.)*

Le roi étant informé des représentations adressées, tant par les fabricans que par les marchands de papier, imprimeurs et libraires de la plupart des principales villes du royaume, que nonobstant la grande quantité de vieux linges, chiffons, vieux drapeaux, pattes, rognures de peaux et de parchemin, et autres matières propres à la fabrication du papier et à la formation de la colle que produit la France, les fabriques de papier sont en pénurie de ces matières, qui de jour en jour augmentent considérablement de prix : que cette pénurie est au point que plusieurs moulins sont totalement abandonnés, d'autres prêts à l'être, et tous les autres en langueur : que ce mal vient de la grande exportation qui se fait desdites matières à l'étranger, en fraude des droits exclusifs imposés à la sortie du royaume : que cette exportation est facilitée par le transport par mer : qu'au lieu et sous prétexte de les porter d'une province à une autre du

royaume, on les porte à l'étranger, et qu'on suppose, par des déclarations faites aux amirautés, avoir été forcé par des coups de vents et des gros temps, de les jeter à la mer : que la discussion de ces déclarations devant les tribunaux ordinaires, et la longueur des procédures, qui, presque toujours, sont abandonnées, rendent la fraude impunie et le fraudeur plus hardi. Sa Majesté s'étant fait représenter les arrêts rendus en son conseil les 28 mai 1697 et 4 mars 1727, par lesquels la sortie desdites matières hors du royaume auroit été défendue sous peine de confiscation et de trois mille livres d'amende ; l'arrêt du 8 mars 1733, qui auroit converti la prohibition en un droit de sortie de trente livres par quintal ; celui du 6 mai 1738, par lequel il auroit été statué sur ce qui regarde les ports de Marseille et Dunkerque ; celui du 30 octobre 1742, qui auroit ordonné la perception dudit droit de trente livres sur lesdites matières transportées du royaume à Bayonne ; celui du 17 septembre 1743, qui auroit défendu les magasins et entrepôts desdites matières dans aucuns lieux des côtes maritimes de la basse Normandie, et le transport autrement que par terre dans l'étendue de ladite généralité ; celui du 10 septembre 1746, qui auroit permis la libre circulation dans le royaume, en payant les droits ; celui du 22 décembre 1750, qui auroit fixé à six livres du cent pesant les droits de sortie des rognures de peaux destinées pour l'étranger ; celui du 18 mars 1755, qui auroit étendu la défense des magasins et entrepôts dans toutes les provinces du royaume à quatre lieues près des côtes maritimes et frontières : l'arrêt du 17 décembre 1766, qui auroit ordonné que le transport desdites matières d'un port à un autre du royaume, ne pourroit être fait que sur des bâtimens pontés et du port au moins de vingt tonneaux, à peine de payer le droit de trente livres par quintal, comme passant à l'étranger. Et Sa Majesté voulant établir de nouvelles précautions pour remédier à des abus aussi préjudiciables aux manufactures de papier, desirant même leur procurer encore de nouveaux encouragemens propres à faire fleurir une



branche de commerce aussi intéressante pour l'État. Oui le rapport du sieur abbé Terray, conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances; le roi étant en son conseil, a ordonné et ordonne ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER.** Les arrêts du conseil des 28 mai 1697 et 4 mars 1727, seront exécutés suivant leur forme et teneur; en conséquence, fait Sa Majesté très-expresses inhibitions et défenses de faire sortir, à compter du jour de la publication du présent arrêt, tant par mer que par terre hors du royaume à l'étranger, aucuns vieux linges, chiffons, vieux drapeaux, pattes, rognures de peaux et de parchemin, et autres matières propres à la fabrication du papier et à la formation de la colle, à peine de confiscation desdites marchandises, navires, barques, voitures, chevaux, et de trois mille livres d'amende, payable par corps, qui ne pourra être remise ni modérée, et dont le tiers appartiendra au dénonciateur; dérogeant à cet effet Sa Majesté aux arrêts de son conseil des 8 mars 1733 et 22 décembre 1750.

**ART. 2.** Fait Sa Majesté pareilles défenses, et sous les mêmes peines, de faire sortir aucune desdites matières du royaume, par les villes de Marseille, Bayonne, Dunkerque; dérogeant, pour ce qui concerne Marseille, à l'arrêt du 6 mai 1738, et à celui du 30 octobre 1742 pour ce qui regarde Bayonne.

**ART. 3.** Il ne pourra être établi aucune fabrique de papier dans les quatre lieues frontières, soit de l'étranger, soit des villes mentionnées en l'article précédent, tant par terre que des côtes maritimes; et toutes celles qui pourroient y être établies seront détruites, pour être reportées plus avant dans l'intérieur du royaume; sauf néanmoins à être fait tel droit qu'il appartiendra sur les représentations qui pourroient être faites.

**ART. 4.** Il ne pourra être fait, sous les mêmes peines, aucun transport, magasin ni entrepôt desdites matières dans ladite étendue des quatre lieues; les chiffonniers et autres qui font métier de ramasser lesdites matières, seront tenus,

lorsqu'ils en auront amassé la quantité de cinquante livres pesant, de les transporter hors de ladite étendue des quatre lieues, d'en faire déclaration au bureau des fermes le plus prochain, et d'y prendre acquit à caution pour en assurer la conduite et la destination dans l'intérieur; cette disposition pour les quatre lieues aura lieu pour la Flandre et le Hainault, comme pour les autres provinces du royaume, dérogeant à cet égard à l'arrêt du 1<sup>er</sup> mars 1712.

ART. 5. Ordonne Sa Majesté aux cavaliers de maréchaussée, et permet à tous autres qui trouveroient lesdites matières sortant à l'étranger, ou transportées dans ladite étendue des quatre lieues frontières, au-delà de ladite quantité de cinquante livres pesant, ou avec cette quantité sans expédition de bureau des fermes, de les arrêter et conduire au bureau le plus prochain pour y être dressé procès-verbal de saisie à la requête de l'adjudicataire général des fermes, à l'effet de faire condamner les contrevenans aux peines portées par l'article 1<sup>er</sup>; et les deux tiers provenans desdites condamnations prononcées, seront distribués à ceux qui auront fait l'arrêt desdites matières.

ART. 6. Il ne pourra être fait aucun transport par terre desdites matières, d'une province à une autre du royaume, en empruntant le passage de l'étranger, non plus que celui des ports de Bayonne, Marseille et Dunkerque, sous les peines portées par l'article 1<sup>er</sup>.

ART. 7. Lesdites matières qui seront envoyées par mer d'une province à une autre du royaume, ne pourront être embarquées et débarquées que dans les ports ci-après dénommés; savoir, en Picardie, dans les ports de Boulogne et Calais; en Normandie, dans les ports du Havre, Rouen et Caen; en Bretagne, dans ceux de Nantes et Saint-Malo; en Aunis, dans celui de la Rochelle; en Guyenne, dans celui de Bordeaux; en Languedoc, dans ceux d'Agde et Cette; en Provence, dans celui de Toulon. La défense des magasins et entrepôts portée par l'article 4, n'aura pas lieu pour les ports ci-dessus dénommés, où lesdites matières pourront

être amassées et emmagasinées en quelque quantité qu'elles puissent être, en en faisant toutefois déclaration.

ART. 8. Ceux qui voudront transporter lesdites matières par mer, d'une province à une autre du royaume, par les ports indiqués par l'article précédent, ne pourront en faire le transport qu'autant que le port du déchargement sera un de ceux indiqués par l'article précédent, et que la destination desdites matières sera pour une fabrique à papier; pour en justifier, ils présenteront au bureau des fermes du port de l'enlèvement, un certificat de l'entrepreneur ou fabricant de la papeterie du lieu de la destination, contenant la quantité des matières qu'il fait venir, et qu'elles sont destinées pour sa papeterie : ce certificat sera légalisé par le sieur intendant et commissaire départi dans la province, ou par son subdélégué le plus prochain du lieu de ladite fabrique; ils certifieront la vérité des signatures de ces certificats; et en cas de fausseté desdits certificats ou de signatures d'iceux, ils seront poursuivis et condamnés aux peines portées par les réglemens.

ART. 9. Le transport par mer desdites matières ne sera permis que sur la représentation du certificat prescrit par l'article précédent, lequel certificat restera en dépôt avec la déclaration qui aura été faite au bureau des fermes du port de l'enlèvement: en conséquence, il sera délivré acquit à caution, pour assurer le débarquement, dans le port désigné et l'arrivée dans le lieu de la fabrique; cet acquit à caution sera déchargé dans le port du débarquement, visé dans les différens bureaux qui pourront se trouver par terre sur la route, depuis le port du débarquement jusqu'au lieu de la fabrique où le fabricant de ladite papeterie donnera au dos de son certificat justificatif qu'il a reçu lesdites matières en même quantité; à défaut desquelles formalités, la caution sera poursuivie et condamnée aux peines portées par l'article 1<sup>er</sup>.

ART. 10. Il sera fait déclaration au bureau des fermes du port de l'enlèvement, des quantités que l'on voudra embarquer; si par la vérification il se trouve un excédant au-dessus

du dixième, cet excédant sera saisi avec amende de trois mille livres; si dans le port d'arrivée où la vérification sera pareillement faite, il se trouve un *déficit*, la valeur de ce *déficit* sera saisie et confisquée avec pareille amende de trois mille livres.

ART. 11. L'embarquement desdites matières ne pourra être fait que dans des navires du port au moins de cinquante tonneaux; si au lieu de rapporter les acquits à caution déchargés, il est produit des déclarations faites à quelques amirautes pour établir que le jet à la mer desdites matières a été forcé par des coups de vents et gros temps, il ne sera fait aucun état desdites déclarations, et la confiscation, tant desdites matières que du navire, agrêts et apparaux, sera poursuivie et prononcée avec l'amende de trois mille livres, à moins qu'il ne soit justifié de la perte réelle ou du bris du navire.

ART. 12. Ordonne Sa Majesté, qu'à l'avenir lesdites matières qui seront transportées dans les différentes provinces de l'intérieur du royaume, seront exemptes à leur passage et circulation, de tous droits des traites, tant d'entrée et de sortie des cinq grosses fermes, qu'autres locaux dans les provinces réputées étrangères.

ART. 13. Veut Sa Majesté, qu'à l'avenir celles desdites matières qui seront apportées de l'étranger, ne payent pour tous droits uniformément à l'entrée du royaume, que deux sous par quintal; elles pourront entrer par tous ports et bureaux indistinctement: celles qui entreront par les ports désignés par l'article 7, pourront y rester et y être emmagasinées; celles qui entreront par d'autres ports que ceux désignés, ne pourront y être mises en magasin, et seront conduites desdits ports, hors de l'étendue des quatre lieues des côtes maritimes; de même celles qui viendront par terre seront conduites hors de l'étendue des quatre lieues frontières de l'étranger; à l'effet de quoi, pour en assurer le transport hors de ladite étendue, elles seront expédiées par acquit à caution.

ART. 14. Ordonne Sa Majesté que toutes les contraventions concernant lesdites matières, seront à l'avenir portées devant les sieurs intendans et commissaires départis dans les différentes provinces, que Sa Majesté a commis et commet pour les juger en première instance, sauf l'appel au conseil; leur attribuant à cet effet toute cour, juridiction et connoissance, et icelle interdisant à toutes ses cours et autres juges.

ART. 15. Et sera le présent arrêt lu, publié et affiché partout où besoin sera. Fait au conseil d'État du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Compiègne le vingt-un août mil sept cent soixante-onze. *Signé* PHELYPEAUX.

---

*Papiers destinés pour le Levant.*

Par un arrêt du conseil du 13 juin 1724 il avoit été pourvu aux différens objets qui intéressent le commerce du papier dans le Levant. Le 14 février 1739, il y a eu un second règlement qui a renouvelé ou changé les dispositions du précédent : nous allons rapporter sommairement ce qu'il contient de remarquable.

Les différentes sortes de papier destinées à être envoyées dans le Levant, doivent être fabriquées avec précautions et l'exactitude prescrites par les deux arrêts précédents.

Il y a trois sortes de papier qui sont en usage dans le commerce du Levant et dont les dimensions ne sont pas comprises dans le tarif de 1741. Le papier appelé aux trois croissans, façon de Venise, doit avoir dix-sept pouces sur douze pouces et demi, et peser au moins seize livres, poids de marc, revenant à vingt livres, poids de table. Le papier dénommé aux trois croissans ou trois lunes, aura seize pouces sur douze, et pèsera au moins quatorze livres dix-sept onces, poids de marc. Le papier appelé croisette, aura quinze pouces cinq lignes de largeur sur onze pouces six lignes de hauteur, et la rame pèsera au moins sept livres

six onces, poids de marc, revenant à neuf livres quatre onces, poids de table.

Les papiers appelés couronne, cartier, à la cloche, destinés pour le Levant, sont un peu différents de ceux du précédent tarif.

Tous ces papiers ne peuvent être commercés que par le port de Marseille; ils doivent y être marqués, à défaut de quoi les consuls de la nation françoise seroient fondés à les renvoyer en France aux frais du négociant. (DELANDE.)

---

*Arrêt du conseil d'État du roi, qui condamne en des amendes, l'entrepreneur de la manufacture de papier établie à la Motte près Verberie, ainsi que quelques-uns de ses ouvriers, ci-devant employés à celle de Courtalin près Faremoutier en Brie : Et ordonne en outre l'exécution du règlement du 27 janvier 1739, concernant les papeteries du royaume. Du 26 février 1777. (Extrait des registres du conseil d'État.)*

Le roi ayant été informé que les ouvriers des manufactures de papier du royaume, se sont liés par une association générale, au moyen de laquelle ils arrêtent ou favorisent à leur gré l'exploitation des papeteries, et par-là se rendent maîtres des succès ou de la ruine des entrepreneurs : Que les désordres résultans de cette association, viennent d'éclater récemment dans la fabrique établie par le sieur Réveillon, marchand de papier à Paris, située au hameau de Courtalin, près Faremoutier en Brie, élection de Coulommiers. Sa Majesté a jugé devoir réprimer un abus si contraire aux réglemens; et en conséquence, elle a donné les ordres nécessaires pour que les faits imputés auxdits ouvriers, fussent constatés. Il résulte d'une information sommaire, faite sur les lieux le 20 novembre dernier, et de plusieurs pièces jointes à ladite information, que lesdits ouvriers se sont fait entr'eux des réglemens, dont ils main-

tiennent l'observation par des amendes qu'ils prononcent, tant contre les maîtres qui ont des démêlés avec leurs ouvriers, que contre les ouvriers qui n'abandonnent pas les fabriques où ces démêlés ont eu lieu; que ces amendes sont toujours payées, et par les maîtres qui craignent une cessation de travail, qui entraîneroit leur ruine, et par les ouvriers, à qui l'entrée dans les autres manufactures est interdite jusqu'à ce qu'ils aient subi la peine pécuniaire qui leur a été imposée : Que l'effet de cette police séditieuse, est qu'un seul ouvrier mutin et entreprenant, peut débaucher tous les ouvriers d'une papeterie, empêcher que d'autres ne viennent les remplacer, et procurer à tout autre établissement qu'il affectionne, les meilleurs ouvriers dans chaque genre de travail. Tous ces désordres se sont réunis pour détruire la manufacture de Courtalin. Le nommé Pierre Rosse y ayant travaillé en qualité de contre-maître, et ses services, ainsi que ceux de sa femme, ne convenant pas à l'entrepreneur, il se retira; il fit ensuite d'inutiles efforts pour y rentrer, et enfin s'attacha à former au lieu de la Motte, près Verberie, l'établissement d'une nouvelle fabrique de papier, appartenant au sieur Congniasse - Desjardins : De-là il écrivit différentes lettres aux ouvriers de Courtalin, leur envoya des émissaires, notamment le jardinier du propriétaire de la manufacture de la Motte, et ne négligea rien pour les attirer par ses instances et par les avantages qu'il leur promettoit. Quelques-uns de ces ouvriers demandèrent en effet leur congé, et allèrent le rejoindre; ils furent successivement suivis de quelques autres, qui se rendirent à la Motte, et furent admis à y travailler, quoiqu'ils n'eussent point de billets de congé; en sorte que les travaux de la manufacture de Courtalin se trouvèrent suspendus : Le petit nombre de ceux qui y restèrent, et notamment le nommé Cavalier, se portèrent à de tels excès contre la veuve de la Garde, laquelle conduisit cette entreprise avec ses deux fils, que sur la plainte juridique portée contre ledit Cavalier, et l'information faite en conséquence,

il fut décrété de prise-de-corps, arrêté dans la manufacture de la Motte, et conduit dans les prisons du bailliage de Faremoutier. Malgré cet exemple, un autre ouvrier, nommé la Déroute, se porta aussi à des voies de fait contre un des fils de ladite veuve de la Garde ; et après avoir été chassé, il ne tarda pas à trouver du travail dans la papeterie de la Motte. La nouvelle de ce qui venoit de se passer, avoit été portée d'avance par le nommé Roche, ouvrier de Courtalin, à ceux de la Motte ; ces derniers saisirent cette occasion, et en punition de ce que les ouvriers qui restoient à Courtalin, n'avoient pas pris le parti dudit la Déroute, ils les condamnèrent à une amende de trente-six livres chacun, et la veuve la Garde elle-même, à une amende de trois cents livres. Le même Roche rapporta une lettre qui annonçoit cette condamnation, et la défense de travailler jusqu'à ce que les amendes eussent été payées ; en conséquence, les ouvriers cessèrent en effet leur travail pour aller à la manufacture de la Motte, distante d'environ quatorze lieues, dans le dessein de faire modérer leur amende, et ne revinrent à Courtalin que plusieurs jours après. Sa Majesté étant instruite que l'exercice de cette prétendue juridiction subsiste dans toutes les papeteries du royaume ; que des établissemens si utiles sont menacés d'une subversion totale, par-tout où les maîtres refusent de céder aux caprices des ouvriers qui y sont employés, et aux rapines qu'ils se permettent sous le nom d'*amendes* ; que les ouvriers de certaines provinces exigent, sous le nom de *bienvenue*, de ceux qui viennent d'ailleurs, des sommes arbitraires et toujours excessives ; qu'ils empêchent les maîtres des papeteries de former des apprentis, à moins qu'ils ne leur payent une somme quelconque, à laquelle il leur plaît de les taxer. A quoi voulant pourvoir : Vu l'information faite le 20 novembre dernier, à laquelle étoient joints trois billets et quittances de paiement d'amendes prononcées par des ouvriers papetiers, des 17 mai 1767, 15 juin et 11 septembre 1776, datées à Plombière, à Challe près le Mans, et à Troies en Champagne ;



une lettre du nommé Rosse, datée de la Motte le 24 octobre 1775, adressée à un ouvrier de Courtalin, pour lui, sa femme et ses belles-sœurs ; autre lettre du même, également datée de la Motte le 9 juin 1776, aussi adressée à un ouvrier de Courtalin, pour lui, sa femme et son fils ; autre lettre du 13 novembre 1776, écrite par le nommé Jacques Rouselle, dit *Deslauriers*, ci-devant ouvrier à Courtalin et actuellement à la Motte, et adressée, au nom de tous les ouvriers de ladite papeterie, à ceux de Courtalin, pour confirmer à ces derniers que chacun d'eux a été condamné à une amende de *douze ecus* ; la déclaration et certificat du curé de Pommeuse, dans la paroisse duquel se trouve le hameau de Courtalin, au sujet des désordres qu'il a vu résulter depuis 1767 jusqu'à présent, de l'association que les ouvriers ont faite entr'eux, et des amendes qu'ils font pratiquer arbitrairement à ceux qui travaillent dans les différentes papeteries ; ensemble l'avis du sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Paris : Oûi le rapport du sieur Taboureau, conseiller d'État, et ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances ; le roi étant en son conseil, a condamné et condamne, conformément à l'article 48 du règlement du 27 janvier 1739, ledit Congniasse-Desjardius propriétaire de la fabrique de papiers de la Motte près Verberie, à *trois cents livres* d'amende payable par corps, pour avoir reçu et donné du travail à divers ouvriers de la fabrique de Courtalin, sans congé par écrit de leur dernier maître, ou du juge des lieux : Et en exécution de l'article 49 du même règlement, condamne les nommés Rosse, Deslauriers et Roche, ci-devant ouvriers à Courtalin, en l'amende de *cent livres* chacun, payable également par corps ; savoir, ledit Rosse, pour avoir débauché et attiré lesdits ouvriers à la manufacture de la Motte ; ledit Deslauriers, pour avoir écrit aux ouvriers de Courtalin des lettres de reproche de n'avoir pas pris le parti du nommé la Déroute lorsqu'il fut chassé, et leur confirmer la condamnation d'amende de trente-six livres contre chacun d'eux, avec

menaces, si ces amendes n'étoient pas payées le 17 novembre 1776, d'en donner avis aux ouvriers des autres papeteries; et ledit Roche, pour avoir été l'espion de ce qui se passoit à Courtalin, en avoir donné avis à ceux de la Motte, et avoir été l'entremetteur chargé de faire tenir les lettres écrites auxdits ouvriers de Courtalin. Veut Sa Majesté que le règlement du 27 janvier 1739, soit bien et dûment exécuté dans tous les articles auxquels il n'a pas été dérogé, et notamment ceux qui concernent la discipline et la police entre les maîtres et les ouvriers : Et en outre, fait défenses à tous ouvriers de former aucune association, d'exercer aucune espèce de police entr'eux; et à chacun desdits ouvriers, et à tous en général, de s'immiscer directement ni indirectement dans les discussions qui pourroient survenir entre les maîtres desdites manufactures et les ouvriers qui y sont attachés; de s'assembler à cet effet, de détourner lesdits ouvriers, soit de vive voix, soit par écrit, du travail dont ils sont chargés; de les condamner à des amendes; le tout sous peine d'emprisonnement, même sous plus grande peine, s'il y échoit. Ordonne à tous maîtres de manufactures de papier, qui auront connoissance d'associations entre leurs ouvriers et ceux de quelque autre manufacture, de complots formés pour faire cause commune, ou d'amendes prononcées par lesdits ouvriers, sous quelque prétexte que ce puisse être, d'en donner avis sur le champ aux officiers de maréchaussée les plus prochains des lieux, lesquels s'assureront des contrevenans et les conduiront en prison, pour y demeurer jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné : Et enjoint aux sieurs intendans et commissaires départis, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt; lequel sera lu, publié par-tout où besoin sera, et affiché dans les différens ouvriers de chaque papeterie, avec défenses aux ouvriers d'arracher lesdites affiches, sous peine de prison. Fait au conseil d'État du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-six février mil sept cent soixante-dix-sept.

*Signé, AMELOT.*

*Lettres patentes données par le roi Louis XVI<sup>e</sup> du nom,  
au sieur Pierre Montgolfier. — Décembre 1783.*

LOUIS, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre,  
à tous présents et à venir, salut :

Les machines aérostatiques inventées par les deux frères, les sieurs Étienne-Jacques et Joseph-Michel Montgolfier, sont devenues si célèbres, l'expérience qui en a été faite devant nous, le 19 septembre dernier, par ledit sieur Étienne-Jacques Montgolfier, et celles qui l'ont suivie, ont eu un tel succès que nous ne doutons point que cette invention ne fasse une époque mémorable dans l'histoire de la physique, nous espérons même qu'elle fournira de nouveaux moyens d'accroître les forces de l'homme, ou du moins d'étendre ses connoissances. Persuadé que l'un de nos principaux devoirs est d'encourager les personnes qui cultivent les sciences, et de faire éprouver les effets de notre bienfaisance à ceux qui parviennent à les enrichir par d'heureuses découvertes, nous avons cru que celle-ci devoit plus particulièrement fixer notre attention sur les deux physiciens éclairés qui partagent la gloire d'en être les auteurs. Nous avons appris que le sieur Montgolfier, leur père, étoit issu d'une famille ancienne honorable, et qu'ayant reçu de ses parents une papeterie, située à Annonay dans le Vivarais, et l'a rendue, par ses soins et son intelligence, l'une des plus considérables du royaume, de sorte qu'elle occupe seule trois cents personnes, et qu'elle renferme dans son enceinte neuf des cuves ou ateliers, dont un seul compose le plus grand nombre des papeteries ordinaires.

Nous sommes également informé que ledit sieur Pierre Montgolfier a fait dans sa fabrique les premiers essais de papiers vélins, et qu'en 1780, les États de Languedoc désirant faire un établissement de cylindres, machines et procédés de fabrication hollandais, le choisirent pour lui en confier l'exécution, et qu'il a si bien répondu à leurs vues,

que plusieurs autres fabricants se sont empressés de se conformer à ce modèle. Ces circonstances personnelles au sieur Pierre Montgolfier suffiroient pour le placer dans la classe de ceux des propriétaires de grandes manufactures qui, par leur zèle, leur activité et leurs talents, peuvent espérer de recevoir la grâce la plus flatteuse et la plus distinguée que nous puissions accorder, celle d'être élevé aux droits et prérogatives de la noblesse; mais ce qui nous détermine surtout à nous empresser d'en faire jouir ledit sieur Montgolfier, c'est que ce sera tout à la fois récompenser dignement et les travaux du père et la belle découverte des machines aérostatiques, entièrement due aux connoissances et aux recherches de ses deux fils. A ces causes, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons anobli, et par ces présentes signées de notre main, anoblissons ledit sieur Pierre Montgolfier, et du titre d'écuyer l'avons décoré et décorons, voulons et nous plaît, qu'il soit censé et réputé, comme nous le censons et reputons Noble, tant en jugement, que dehors, ensemble ses enfants, postérité et descendants mâles et femelles, nés et à naître en légitime mariage : que comme tels ils puissent parvenir à tous les degrés de chevalerie et autres dignités, titres et qualités réservés à notre noblesse, qu'ils soient inscrits au catalogue des nobles et qu'ils jouissent de tous les droits, privilèges et prérogatives qui leur sont réservés.

« Donné à Versailles, au mois de décembre l'an de grâce 1783, et de notre règne le dixième : *Signé* LOUIS. Par le roi, le baron de BRETEUIL.

*Loi relative aux maîtres papetiers et à leurs ouvriers. Donné à Paris, le 26 juillet 1791.*

LOUIS, par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'État, rois des François : A tous présens et à venir : Salut.

L'Assemblée nationale a décrété, et nous voulons et ordonnons ce qui suit :

## DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, DU 26 JUILLET 1791.

L'Assemblée nationale, ouï le rapport de son comité des finances et des assignats, décrète provisoirement ce qui suit :

Les compagnons et ouvriers papetiers ne pourront quitter leurs maîtres pour aller chez d'autres, qu'ils ne les aient avertis six semaines auparavant, en présence de deux témoins, à peine de cent livres d'amende payables par corps contre les compagnons et ouvriers, et de trois cents livres également payables par corps contre les maîtres-fabricans qui recevroient à leur service et engageroient aucuns compagnons et ouvriers, qu'ils ne leur aient représenté le congé par écrit du dernier maître chez lequel ils ont travaillé, ou du juge des lieux, en cas de refus mal fondé de la part du maître. Seront aussi tenus les maîtres d'avertir lesdits compagnons et ouvriers en présence de deux témoins, six semaines avant de les renvoyer, à peine de leur payer, et même par corps, leurs gages et nourriture, ou le prix de leurs journées pendant lesdites six semaines. Charge le pouvoir exécutif d'enjoindre aux corps administratifs de faire exécuter le présent décret, et autorise les commissaires de l'Assemblée nationale dans les manufactures de Courtalin et du Marais, où se fabrique le papier des assignats, à veiller à son exécution, et même à requérir au besoin la force publique.

*Décret de la Convention nationale, du 29 septembre 1793, l'an second de la République françoise, une et indivisible.*

ARTICLE PREMIER. Les objets que la Convention nationale a jugés de première nécessité, et dont elle a cru devoir fixer le *maximum* ou le plus haut prix, sont :

La viande fraîche.  
La viande salée et le lard.  
Le beurre.

L'huile douce.  
Le bétail.  
Le poisson salé.

Le vin.	La fonte.
L'eau-de-vie.	Le plomb.
Le vinaigre.	L'acier.
Le cidre.	Le cuivre.
La bière.	Le chanvre.
Le bois à brûler.	Le lin.
Le charbon de bois.	Les laines.
Le charbon de terre.	Les étoffes.
La chandelle.	Les toiles.
L'huile à brûler.	Les matières premières qui servent aux fabriques.
Le sel.	Les sabots.
La soude.	Les souliers.
Le sucre.	Les colza et rabette.
Le miel.	Le savon.
+ Le papier blanc.	La potasse.
Les cuirs.	Le tabac.
Les fers.	

ART. 2. Parmi les objets énoncés dans la liste ci-dessus, le *maximum* du prix du bois à brûler de première qualité, celui du charbon de bois et du charbon de terre, est le même qu'en 1790, plus le vingtième du prix. La loi du 19 août sur la fixation par les départements des prix du bois de chauffage, charbons et tourbes, est rapportée.

ART. 3. Le *maximum* du prix de toutes les autres denrées et marchandises énoncées dans l'article premier, sera pour toute l'étendue de la république jusqu'au mois de septembre prochain, le prix que chacune d'elles avoit en 1790, tel qu'il est constaté par les mercuriales ou le prix courant de chaque département, et le tiers en sus de ce même prix, déduction faite des droits fiscaux et autres auxquels elles étoient alors soumises, sous quelques dénominations qu'ils aient existé.

ART. 8. Le *maximum* ou le plus haut prix respectif des salaires, gages, main-d'œuvre et journées de travail dans chaque lieu, sera fixé à commencer de la publication de cette loi, jusqu'au mois de septembre prochain, par les conseils généraux des communes, au même taux qu'en 1790, auquel il sera ajouté la moitié de ce prix en sus.

ART. 9. Les municipalités pourront mettre en réquisition et punir, selon le cas, de trois jours de détention, les ouvriers, les fabricans et différentes personnes de travail qui se refuseroient sans causes légitimes à leurs travaux ordinaires.

ART. 17. Pendant la guerre, toute exportation de marchandises ou denrées de première nécessité est prohibée sur toutes les frontières, sous quelque nom et commission que ce soit, le sel excepté.

ART. 18. Les objets énoncés ci-dessus allant à l'étranger, et surpris en contravention à la distance de deux lieues en-deçà de la frontière et sans acquit-à-caution de la municipalité du lieu du conducteur, seront confisqués avec les voitures, bêtes de somme, ou bâtimens qui les transporteroient, au profit de ceux qui les arrêteront, et il y aura peine de dix ans de fers contre les contrevenans, propriétaires ou conducteurs.

*Décret de la Convention nationale, du 28<sup>e</sup> jour de nivôse, au second de la République françoise, une et indivisible, relatif aux fabricants de papiers et propriétaires de papeteries.*

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des assignats et monnoies, décrète :

ARTICLE PREMIER. Les fabricans de papiers et propriétaires des papeteries seront tenus de mettre leurs noms et ceux de leurs manufactures dans les formes dont ils se serviront pour la fabrication du papier, à peine de trois mille livres d'amende, et de confiscation du papier qui sera fait en contravention au présent article.

ART. 2. Le papier-assignat sera fabriqué suivant les dimensions et avec les signes caractéristiques qui seront déterminés par le comité des assignats.

ART. 3. L'insertion du présent décret au bulletin, tiendra lieu de promulgation.

*Visé par l'inspecteur. Signé, AUGER.*

*Décret de la Convention nationale, du 23<sup>e</sup> jour de nivôse, an second de la République françoise, une et indivisible, qui met en réquisition les entrepreneurs et ouvriers des manufactures de papier.*

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de salut public et des assignats et monnoies, décrète :

**ARTICLE PREMIER.** Les entrepreneurs et ouvriers des manufactures de papier établies dans toute la république, sont mis en réquisition pour l'exercice de leur profession et pour le service desdites manufactures.

**ART. 2.** Les entrepreneurs des manufactures de papier dresseront dans les trois jours de la publication du présent décret, un état exact des noms, prénoms, âges et lieux de naissance des ouvriers qui travaillent dans leurs ateliers : ils enverront cet état certifié par la municipalité ou comité de surveillance, à l'administration du district, qui l'adressera à la commission des subsistances et approvisionnementens, qui en fera passer copie au comité des assignats et monnoies.

**ART. 3.** Sur la demande des entrepreneurs des manufactures dans lesquelles se fabrique le papier-assignat reconnue légitime par les représentans du peuple près lesdites manufactures, la commission des subsistances et approvisionnementens sera tenue de requérir dans les autres papeteries le nombre d'ouvriers suffisant pour le service desdites manufactures.

**ART. 4.** La même réquisition aura lieu en faveur de la manufacture dans laquelle se fabrique le papier qui doit servir au bulletin de la promulgation des lois.

L'entrepreneur fera certifier sa demande par la municipalité du lieu ; il l'adressera à l'administration du district, qui la fera passer à la commission des subsistances et approvisionnementens.



ART. 5. Les coalitions entre ouvriers des différentes manufactures, par écrit ou par émissaires, pour provoquer la cessation du travail, seront regardées comme des atteintes portées à la tranquillité qui doit régner dans les ateliers : chaque ouvrier pourra individuellement dresser ses plaintes et former ses demandes ; mais il ne pourra en aucun cas cesser le travail, sinon pour cause de maladies ou infirmités duement constatées.

ART. 6. Les amendes entre ouvriers, celles mises par eux sur les entrepreneurs seront considérées et punies comme simple vol. Les proscriptions, défenses et interdictions connues sous le nom de *damnations*, seront regardées comme des atteintes portées à la propriété des entrepreneurs ; ceux-ci seront tenus de dénoncer à l'agent national de l'administration du district les auteurs ou instigateurs de ces délits, qui seront mis sur-le-champ en état d'arrestation.

ART. 7. Nul ouvrier papetier ne pourra quitter l'atelier dans lequel il travaille, sans avoir prévenu l'entrepreneur devant deux témoins, six semaines d'avance, et celui-ci ne pourra congédier un ouvrier sans la même formalité, sinon pour cause de négligence ou inconduite duement constatée par la municipalité du lieu.

ART. 8. Nul ouvrier ne pourra passer d'une manufacture à l'autre sans un passeport signé par les représentans du peuple près lesdites manufactures dans lesquelles se fabrique le papier-assignat, et dans les autres par la municipalité et visé par l'administration du district.

ART. 9. Les entrepreneurs de papeteries pourront employer indistinctement tous les citoyens qu'ils jugeront propres au service de leurs ateliers ; ils sont invités à former des élèves ou apprentis, qui seront aussi pris indistinctement parmi les enfants de tous les citoyens. Les ouvriers ne pourront, sous aucun prétexte, se dispenser de leur montrer leur métier. Les dépenses d'apprentissage seront aux frais des parents desdits élèves ou apprentis, au profit des ouvriers, et ne pourront excéder cinquante livres par an.

**ART. 10.** Toutes les contestations qui pourroient s'élever dans lesdites manufactures entre les entrepreneurs et les ouvriers, seront réglées par les administrations de district, quand il n'y aura pas de représentant du peuple.

*Visé par l'inspecteur. Signé, S. E. MONNEL.*

*Loi contenant le tarif des droits qui seront perçus à l'entrée et sortie des papiers étrangers dans le royaume. Donné à Paris le 15 mars 1791.*

Louis, par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'État, roi des François, à tous présents et à venir, salut. L'Assemblée nationale a décrété et nous voulons et ordonnons ce qui suit :

L'Assemblée nationale décrète que les droits d'entrée et de sortie sur les marchandises et productions venant de l'étranger et sur celles exportées du royaume à l'étranger, seront perçus conformément au tarif annexé au procès-verbal desdits jours 31 janvier, 1<sup>er</sup> mars et 2 février 1791. Savoir : sur

Papier blanc, de toutes sortes, le cent pesant payera....	30 livr.
Papier gris, noir, brouillard, bleu, de toutes sortes, le cent pesant payera.....	18 —
Papier doré, argenté, uni et à fleurs, le cent pesant payera .	36 —
Papier marbré, le cent pesant payera.....	24 —
Papier peint en façon de damas, le cent pesant payera ..	45 —
Papier tontisse pour tapisserie, le cent pesant payera....	36 —
Papier de la Chine, le cent pesant payera.....	90 —

La même loi dit :

Le vieux linge et drille sont prohibés à la sortie.

17 mars 1791. — Décret concernant les affiches. Celles de l'autorité sont sur papier blanc, celles des particuliers sur papier de couleur.

† *Décret de la Convention nationale, du 3 avril 1793, l'an second de la République françoise, qui interdit la sortie des drilles ou chiffes hors la République.*

La Convention nationale, après avoir entendu son comité de commerce, décrète :

ARTICLE PREMIER. La sortie des drilles ou chiffes hors la république, demeure interdite.

ART. 2. Nul entrepôt ni circulation desdites matières ne pourra se faire dans l'étendue des trois lieues des frontières, soit de terre, soit de mer, à moins qu'il ne soit justifié par un acquit-à-caution de leur destination pour l'intérieur de la république.

ART. 3. Toutes drilles ou chiffes prises dans l'étendue des trois lieues des frontières, soit de terre, soit de mer, qui circuleroient sans ces formalités, seront saisies et confisquées.

ART. 4. Les préposés aux douanes sont chargés, sous la surveillance des corps administratifs, de l'exécution du présent décret.

*Visé par l'inspecteur du bureau des procès-verbaux,*

Signé, DELECLOY.

24 juin 1793. — Acte constitutionnel. La liberté de la presse est proclamée.

*Décret qui rapporte les dispositions de l'article 4 de la loi du 14 frimaire an II, relative à la fabrication d'un papier particulier pour l'impression du Bulletin des lois, et qui supprime les commissaires établis près les manufactures de papier. Du 30 prairial an III.*

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des inspecteurs du palais national, décrète :

ART. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de l'article 4 de la loi du 14 frimaire an II, relatives à la fabrication d'un papier particulier

pour l'impression du Bulletin des lois, sont rapportées.

ART. 2. Celles décrétées en conséquence par la loi du 25 nivôse suivant sont rapportées, et les commissaires établis près les manufactures de papier sont supprimés; leur traitement continuera jusqu'au premier thermidor prochain, pour leur tenir lieu d'indemnité.

ART. 3. La commission des administrations civiles, de police et tribunaux fournira le papier nécessaire à l'imprimerie de l'envoi des lois et en surveillera l'emploi.

ART. 4. L'administration de cette imprimerie rendra compte au comité des inspecteurs de la salle de l'emploi du papier qui lui a été fourni jusqu'à ce jour; elle joindra aux pièces justificatives un exemplaire de chaque objet imprimé, et les reçus des livrances.

*Décret de la Convention nationale du 29 septembre 1793,  
qui fixe le maximum du prix des denrées et marchandises  
de première nécessité.*

Font partie desdites marchandises intéressant la papeterie ou servant à son usage : Le papier, le sel de soude, le fer, le plomb, la chandelle, l'huile à brûler, le savon, la potasse.

Parmi les articles du présent décret, les suivants sont plus particulièrement dignes de remarque.

ART. 3. Le maximum du prix de toutes les autres denrées et marchandises énoncées dans l'article premier sera pour toute l'étendue de la République jusqu'au mois de septembre prochain, le prix que chacune d'elles avait en 1790, tel qu'il est constaté par les mercuriales ou le prix courant de chaque département, et le tiers en plus de ce même prix, déduction faite des droits fiscaux et autres auxquels elles étaient alors soumises, sous quelques dénominations qu'ils aient existé.

ART. 8. Le maximum ou le plus haut prix respectif des salaires, gages, main-d'œuvre et journées de travail dans chaque lieu, sera fixé à commencer de la publication de

cette loi, jusqu'au mois de septembre prochain par les conseils généraux des communes au même taux qu'en 1790, auquel il sera ajouté la moitié de ce prix en sus.

ART. 9. Les municipalités pourront mettre en réquisition et punir, selon le cas, de trois jours de détention, les ouvriers, les fabricants et différentes personnes de travail, qui se refuseraient sans causes légitimes à leurs travaux ordinaires.

ART. 13. Dans les vingt-quatre heures qui suivront la publication du présent décret, les administrateurs, régisseurs, commissaires, leurs préposés et tous ceux, sans exception, qui auront été employés aux achats et arrhemens, à faire faire l'emmagasinement et la réception, ensemble ceux qui auront fait des expéditions, seront tenus de se présenter aux municipalités des chefs-lieux de canton où ils se trouveront, pour y faire parapher à chaque feuillet, et arrêter à la dernière page, par le maire ou premier officier municipal, et par le procureur de la commune ou son substitut, et à Paris, par le président et le secrétaire de la section, les marchés, commissions, les carnets, feuilles d'achat, de réception, emmagasinement ou expédition. Les pièces qui ne seront pas revêtues de cette formalité ne pourront servir en aucune manière pour établir des livraisons, réceptions ou expéditions antérieures au présent.

ART. 17. Pendant la guerre, toute exportation de marchandises ou denrées de première nécessité est prohibée sur toutes les frontières, sous quelque nom et commission que ce soit, le sel excepté.

ART. 18. Les objets énoncés ci-dessus allant à l'étranger, et surpris en contravention à la distance de deux lieues en-deçà de la frontière et sans acquit-à-caution de la municipalité du lieu du conducteur, seront confisqués avec les voitures, bêtes de somme, ou bâtimens qui les transporteraient au profit de ceux qui les arrêteront, et il y aura peine de dix ans de fers contre les contrevenants, propriétaires ou conducteurs.

*Arrêté du Directoire exécutif, contenant règlement pour la police des papeteries. Du 16 fructidor an IV.*

Le Directoire exécutif, considérant que l'article 360 de l'acte constitutionnel interdit toute corporation ; que le décret de la Convention nationale , du 21 septembre 1792, veut que *jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, les lois non abrogées continuent provisoirement d'être exécutées* ; qu'ainsi il maintient celles des dispositions du règlement du 29 janvier 1739, concernant les ouvriers papetiers, auxquelles il n'a pas été dérogé postérieurement ; que cependant, au mépris de ces dispositions et de celles des 17 juin 1791 et 23 nivôse an II, les ouvriers papetiers continuent d'observer entre eux des usages contraires à l'ordre public, de chômer des fêtes de coteries ou de confréries, de s'imposer mutuellement des amendes, de provoquer la cessation absolue des travaux des ateliers, d'en interdire l'entrée à plusieurs d'entre eux , d'exiger des sommes exorbitantes des propriétaires, entrepreneurs ou chefs de manufacture de papiers, pour se relever des proscriptions ou interdictions de leurs ateliers, connues sous le nom de *damnations* ;

Considérant qu'il est urgent de réprimer ces désordres en faisant exécuter les lois qui en punissent les auteurs, et, par là, de dégager le commerce, l'industrie et le droit de propriété, des entraves et des vexations de la malveillance ,

Arrête ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER.** Toutes coalitions entre ouvriers des différentes manufactures de papiers, par écrit ou par émissaires, pour provoquer la cessation du travail, sont regardées comme des atteintes portées à la tranquillité qui doit régner dans les ateliers. (*Loi du 23 nivôse an II, art. 5.*)

Les délibérations qu'ils prendraient ou conventions qu'ils feraient entre eux pour refuser de concert, ou n'accorder qu'à un prix déterminé, le secours de leur industrie ou de leurs travaux, sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté, et de nul effet ; les corps administratifs

seront tenus de les déclarer telles. Les auteurs, chefs et instigateurs qui les auront provoquées, rédigées ou présidées, seront cités devant le tribunal correctionnel, à la requête du commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale, et condamnés chacun à cinq cents livres d'amende. (*Loi du 17 juin 1791, art. 4.*)

ART. 2. Néanmoins chaque ouvrier pourra individuellement dresser des plaintes et former ses demandes; mais il ne pourra, en aucun cas, cesser le travail, sinon pour cause de maladie ou infirmités dûment constatées. (*Loi du 23 nivôse an II, art. 5.*)

ART. 3. Si lesdites délibérations ou convocations, affiches apposées ou lettres circulaires, contenaient quelques menaces contre les entrepreneurs, artisans, ouvriers ou journaliers étrangers qui viendraient travailler dans le lieu, ou contre ceux qui se contenteraient d'un salaire inférieur; tous auteurs, instigateurs et signataires desdits actes ou écrits, seront punis d'une amende de mille livres chacun, et de trois mois de prison. (*Loi du 17 juin 1791, art. 6.*)

ART. 4. Les amendes entre ouvriers, celles mises par eux sur les entrepreneurs, seront considérées et punies comme simple vol. (*Loi du 23 nivôse, art. 6.*)

Le simple vol est, outre les restitutions et dommages-intérêts, puni d'un emprisonnement qui ne peut excéder deux ans: la peine est double en cas de récidive. (*Loi du 19 juillet 1791, titre II, art. 32.*)

ART. 5. Les proscriptions, défenses et interdictions connues sous le nom de *damnations*, seront regardées comme des atteintes portées à la propriété des entrepreneurs; ceux-ci seront tenus de dénoncer au juge de paix les auteurs ou instigateurs de ces délits, qui seront mis sur-le-champ en état d'arrestation, et poursuivis, à la requête du commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale du canton, devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement, pour y être jugés conformément à l'article précédent. (*Loi du 23 nivôse an II, art. 6.*)

**ART. 6.** Tous attroupements composés d'ouvriers ou excités par eux contre le libre exercice de l'industrie et du travail, ou contre l'action de la police et l'exécution des jugements rendus en cette matière, seront tenus pour attroupements séditieux, et comme tels ils seront dissipés par les dépositaires de la force publique, sur les réquisitions légales qui leur en seront faites, et punis selon toute la rigueur des lois sur les auteurs, instigateurs et chefs desdits attroupements, et sur tous ceux qui auront commis des voies de fait et des actes de violence. (*Loi du 17 juin 1791, art. 8.*)

**ART. 7.** Nul ouvrier papetier ne pourra quitter l'atelier dans lequel il travaille, pour aller dans un autre, sans avoir prévenu l'entrepreneur, devant deux témoins, quatre décades d'avance, à peine de cent livres d'amende payable par corps contre l'ouvrier, et de trois cents livres contre l'entrepreneur qui recevrait dans son atelier et engagerait un ouvrier qu'il ne lui ait représenté le congé par écrit du dernier fabricant chez lequel il aura travaillé, ou du juge de paix des lieux, en cas de refus mal fondé de la part du fabricant. Ces amendes seront appliquées, moitié à la république, l'autre moitié au profit des fabricants que les ouvriers auront quittés sans congé.

Seront aussi tenus, les fabricants, d'avertir les ouvriers, en présence de deux témoins, quatre décades avant que de les renvoyer, à peine de leur payer leurs gages et nourriture pendant ce terme, sauf le cas de négligence ou inconduite dûment constatée. (*Règlement du 29 janvier 1739, art. 48 ; loi du 3 nivôse an II, art. 7.*)

**ART. 8.** Il est défendu aux fabricants de débaucher les ouvriers les uns des autres, en leur promettant des gages plus forts que ceux qu'ils gagnaient chez les fabricants où ils travaillaient, sous les peines portées par l'article précédent, tant contre les fabricants que contre les ouvriers. (*Règlement du 29 janvier 1739, art. 49.*)

**ART. 9.** S'il arrivait qu'un ouvrier, pour forcer le fabricant à le congédier avant le temps, gâtât son ouvrage par mauvaise volonté, et qu'il en fût convaincu tant par la com-



paraison de ses autres ouvrages que par la déposition des autres ouvriers travaillant dans le même moulin, il sera condamné, outre le dédommagement, à la même peine que s'il avait quitté le fabricant sans congé. (*Règlement du 29 janvier 1739, art. 50.*)

ART. 10. Indépendamment du congé mentionné dans les précédents articles, nul ouvrier ne pourra passer d'une manufacture à l'autre, sans un passe-port signé de l'agent municipal du lieu ou son adjoint, et visé par l'administration municipale du canton. (*Loi du 23 nivôse, an II, art. 8.*)

ART. 11. Les fabricants pourront employer ceux de leurs ouvriers ou apprentis qu'ils jugeront à propos, à celles des fonctions du métier de papetier qu'ils trouveront leur être le plus convenables, sans qu'aucun des ouvriers puisse s'y opposer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, à peine de 3 livres d'amende payable par corps, contre chacun des compagnons qui auraient formé de pareilles oppositions, et de plus grandes peines s'il y échoit. (*Règlement du 29 janvier 1739, art. 47.*)

ART. 12. Les fabricants pourront prendre dans leurs moulins tel nombre d'apprentis qu'ils jugeront à propos, soit fils d'ouvriers ou autres.

Les ouvriers ne pourront, sous aucun prétexte, se dispenser de leur montrer leur métier. Les dépenses d'apprentissage seront aux frais des parents des élèves ou apprentis, au profit des ouvriers, et ne pourront excéder 50 livres par an. (*Règlement du 29 janvier 1739, art. 53; loi du 23 nivôse an II, art. 9.*)

ART. 13. Pourront pareillement, les fabricants, recevoir dans leurs moulins les ouvriers qui viendraient leur demander du travail, en représentant, par eux, le congé du dernier fabricant qu'ils auront quitté, visé par le juge de paix du domicile de celui-ci, sans que les autres ouvriers puissent les inquiéter ou maltraiter, ni exiger d'eux aucune rétribution, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, à peine, en cas de contravention, de 20 livres d'amende.

payable par corps, contre chacun des ouvriers, et de plus grandes peines s'il y échoit. (*Règlement du 29 janvier 1739, art. 53.*)

ART. 14. Les mêmes peines seront appliquées aux ouvriers qui inquièteraient ou maltraiteraient les élèves ou apprentis, ou exigeraient d'eux, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce fût, une rétribution plus forte que celle fixée par l'article 12. (*Ibidem.*)

ART. 15. Le salaire des ouvriers papetiers sera payé par les fabricants, d'après les conditions consenties entre eux, et cela par jour effectif de travail, et non sur des usages émanés de l'esprit de corporation, de coterie ou de confrérie, réprouvé par la Constitution.

ART. 16. Les ouvriers sont tenus de faire le travail de chaque journée, moitié avant midi, et l'autre moitié après midi, sans qu'ils puissent forcer leur travail, sous quelque prétexte que ce soit, ni le quitter pendant le courant de la journée, sans le congé du fabricant, à peine, en cas de contravention, de trois livres d'amende payable par corps, contre chaque ouvrier, applicable au profit des pauvres de l'hôpital le plus proche du lieu où les jugements seront rendus. (*Règlement du 29 janvier 1739, art. 51.*)

ART. 17. Défenses sont faites à tous ouvriers de commencer leur travail, tant en hiver qu'en été, avant trois heures du matin, et aux fabricants, de les y admettre avant cette heure, ni d'exiger d'eux des tâches extraordinaires appelées *avantages*, à peine de cinquante livres d'amende contre les fabricants, et de trois livres contre les ouvriers, pour chaque contravention ; lesdites amendes applicables comme ci-dessus. (*Règlement du 29 janvier 1739, art. 59.*)

ART. 18. Toutes les contestations qui pourraient s'élever dans les manufactures, entre les entrepreneurs ou fabricants et leurs ouvriers, relativement aux salaires de ceux-ci et à leurs engagements respectifs, seront portées devant le juge de paix du canton, qui y statuera en dernier ressort, ou à la charge de l'appel, suivant les distinctions établies par l'ar-

ticle 10 du titre III de la loi du 24 août 1790, sur l'organisation judiciaire.

ART. 19. Les affaires dans lesquelles il y aura lieu à amende ou emprisonnement, seront portées devant le tribunal de police, ou devant le tribunal correctionnel, d'après les distinctions établies par l'article 233 de l'acte constitutionnel, et par l'article 150 du code des délits et des peines.

ART. 20. Le présent arrêté sera imprimé au Bulletin des lois.

Il sera en outre, à la diligence des commissaires du Directoire exécutif près les administrations centrales, affiché, au nombre de plusieurs exemplaires, dans chaque commune de la République où il existe des papeteries, principalement dans chaque atelier, et lu en séance publique de l'administration municipale de chaque canton dans lequel ces papeteries sont situés.

Les ministres de l'intérieur et de la police générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de tenir la main à son exécution.

Pour expédition conforme,

*Signé, L. M. REVELLIÈRE-LÉPEAUX, président.*

Par le Directoire exécutif :

*Le secrétaire général, LAGARDE.*

1810, 5 février. — Règlement sur l'imprimerie et la librairie. Le nombre des imprimeurs à Paris est réduit à soixante. Le 3 août de la même année, le nombre des journaux des départements est fixé. Le 11 février 1811, un décret porte le nombre des imprimeurs de Paris à quatre-vingts au lieu de soixante.

1849. — Par circulaire de M. le directeur des douanes, la loi du 3 avril 1793 est modifiée, en remplaçant par un passavant l'acquit-à-caution exigé pour les transports des

chiffons dans un rayon de 15 kilomètres des côtes et des frontières de terre, et autorisant le magasinage dans les villes de plus de deux mille âmes se trouvant dans le rayon.

*Décret du 17 mars 1852.*

Louis-Napoléon, président de la République française, sur le rapport du ministre des finances, décrète :

A partir du 1<sup>er</sup> mai 1852 il sera perçu un droit de dix francs par cent kilogrammes sur les sels destinés à la fabrication des soudes. Ce droit sera dû sur les sels qui se trouveront dans les fabriques à cette époque.

Les produits similaires de ceux obtenus de la décomposition du chlorure de sodium dans les fabriques de soude, qui seront fabriqués sur marais salants mêmes, soit pour l'emploi des eaux mères, soit pour tout autre procédé, seront assujettis à une taxe correspondante à celle établie par l'article 11 sur les sels employés dans les fabriques de soude.

Les raffineurs de sels bruts, dits sels neufs, ou de sels impurs de toutes espèces de provenances, et les fabricants de salpêtre, libres par licence ou commissionnés, seront soumis, comme les fabricants de produits chimiques, aux obligations énumérées en l'article 11 de la loi du 17 juin 1840.

*Dispositions spéciales sur les postes.*

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons ce qui suit :

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1853, la taxe à percevoir sur les envois de fonds ou sur la valeur des objets précieux confiés à la poste, sera fixée à un pour cent du montant des envois ou de la valeur des objets.

A partir de la même époque, la taxe des lettres originaires d'un bureau de poste, et distribuables dans la circonscription du même bureau, sera fixée ainsi qu'il suit :

	LETTRES	
	affranchies.	non affranchies.
	fr. cent.	fr. cent.
Jusqu'à 10 grammes inclusivement.....	0 10	0 15
Au-dessus de 10 gr. jusqu'à 20 gr. inclusivement.	0 20	0 30
Au-dessus de 20 gr. jusqu'à 100 gr. inclusivement	0 40	0 60
Au-dessus de 100 gr. et par chaque 100 gr. ou fraction de 100 gr. excédant .....	0 50	0 60

*Extrait du budget ordinaire des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1863. Loi du 2 juillet 1863. Dispositions spéciales sur le timbre.*

A partir du 15 juillet 1862, le droit de timbre perçu à raison de la dimension du papier est fixé comme il suit :

Demi-feuille de petit papier.....	0 fr. 50
Feuille de petit papier.....	1 "
Feuille de moyen papier.....	1 50
Feuille de grand papier.....	2 "
Feuille de grand registre.....	3 "

A partir de la même époque, la faculté d'abonnement établie par l'article 37 de la loi du 5 juin 1850, au profit des sociétés, compagnies d'assurances et assureurs, s'exercera à raison de trois centimes par mille francs du total des sommes assurées.

Les bordereaux et arrêtés des agents de change et courtiers seront assujettis au droit de timbre du total des sommes employées aux opérations qui y sont sanctionnées.

Ce droit sera, savoir :

Pour les sommes de 10,000 francs et au-dessous..	0 fr. 50
Au-dessus de 10,000 francs,.....	1 50

Le papier destiné à ces bordereaux et arrêtés sera fourni par les agents de change et courtiers, et timbré à l'extraordinaire, conformément à l'article 6 de la loi du 11 juin 1842.

Les copies des exploits, celles des significations d'avoués et des significations de tous jugements, actes ou pièces, doivent être correctes, lisibles et sans abréviations.

Un règlement d'administration publique déterminera le nombre de lignes et de syllabes que devront contenir les copies.

Toute contravention aux dispositions du présent article et à celles du règlement d'administration publique est punie d'une amende de 25 francs.

Ceux qui, dans une intention frauduleuse, ont employé, altéré, vendu ou tenté de vendre des papiers timbrés ayant déjà servi, sont poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 50 à 1,000 francs. En cas de récidive, la peine est d'un emprisonnement de cinq jours à un mois, et l'amende est doublée.

Il peut être fait application de l'article 463 du Code pénal.

L'amende est de 50 francs pour chaque acte écrit sous signature privée, sujet au timbre de dimension et fait sur papier non timbré.

Les préposés des douanes, des contributions indirectes et des octrois ont, pour constater les contraventions au timbre des actes ou écrits sous signatures privées, et pour saisir les pièces en contravention, les mêmes attributions que les préposés de l'enregistrement.

Les receveurs de l'enregistrement pourront suppléer à la formalité du visa, pour toute sorte de timbres de dimension, au moyen de l'apposition de timbres mobiles.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1863, le droit de timbre auquel les warrants endossés séparément de récépissés sont soumis par l'article 13 de la loi du 28 mai 1858, sur les négociations relatives aux marchandises déposées dans les magasins généraux, pourra être acquitté par l'apposition sur ces

effets, de timbres mobiles que l'administration de l'enregistrement est autorisée à vendre et à faire vendre.

Un règlement d'administration publique déterminera la forme et les conditions d'emploi des timbres mobiles créés en exécution de la présente loi.

Sont applicables à ces timbres les dispositions de l'article 21 de la loi du 11 juin 1859.

Sont considérés comme non timbrés les actes ou écrits sur lesquels le timbre mobile aurait été apposé sans les conditions prescrites par le règlement d'administration publique ou sur lesquels aurait été apposé un timbre ayant déjà servi.

Sont maintenues toutes les exemptions et exceptions prononcées par les lois existantes.

Sont également maintenues toutes les dispositions des lois sur le timbre non contraires à la présente loi.

*Extrait des décrets impériaux portant promulgation du traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique, en ce qui concerne la papeterie. Décret du 27 mai 1861.*

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre d'État au département des affaires étrangères et notre ministre d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 41 du traité conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Payeront à l'entrée en France, venant de la Belgique :

Les papiers de toutes sortes, 10 fr., et en 1864, 8 fr. des 100 kilogr.	
Chiffons et drilles de toutes sortes. ....	} 12 fr. des 100 kilogr.
Pâte à papier. ....	
Vieux cordages goudronnés ou non. ....	4 fr. des 100 kilogr.
Chiffons de laine sans mélange. ....	exempts.

Payeront à la sortie de France, en Belgique :

Les papiers de toutes sortes.....	10 fr. des 100 kilogr.
Chiffons et drilles de toutes sortes.....	} 12 fr. des 100 kilogr.
Pâte à papier.....	
Vieux cordages goudronnés ou non.....	4 fr. des 100 kilogr.
Chiffons de laine sans mélange.....	exempts.

ART. 37. Chacune des deux hautes parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs de l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

ART. 38. Le traité conclu entre les hautes parties contractantes, le 27 février 1854, continuera provisoirement à être appliqué jusqu'à la mise en vigueur des présentes stipulations.

ART. 40. Le présent traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait ratifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Les hautes parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans le traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

ART. 41. Les stipulations qui précèdent seront exécutées, dans les deux États, le cinquième jour après l'échange des ratifications.



Toutefois les tarifs ne seront réciproquement mis en vigueur que le 1<sup>er</sup> juillet prochain, pour les sucres bruts et raffinés, et que le 1<sup>er</sup> octobre suivant à l'égard des produits prohibés, à l'entrée, par la législation devancière de la France.

ART. 42. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut, et simultanément avec celles des deux conventions relatives à la navigation et à la propriété littéraire.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le premier jour du mois de mai de l'an de grâce 1861.

(L. S.) *Signé*, E. THOUVENEL.

(L. S.) *Signé*, E. ROUHER.

(L. S.) *Signé*, FIRMIN ROGIER.

(L. S.) *Signé*, LIEDTS.

*Décret impérial relatif à l'exécution des tarifs établis, tant à l'importation de Belgique en France qu'à l'exportation de France en Belgique, par le traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861. — Du 29 mai 1861.*

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 41 du traité conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. A dater du 1<sup>er</sup> juin prochain, les tarifs établis, tant à l'importation de Belgique en France, qu'à l'exportation de France en Belgique, par le traité conclu entre Nous et Sa Majesté le roi des Belges le 1<sup>er</sup> mai 1861,

seront applicables à tous les produits énumérés dans ledit traité, à l'exception de ceux repris dans le tableau annexé au présent décret.

*Autre décret du 29 mai 1861.*

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexées des 12 et 16 novembre de la même année;

Vu le traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique...

Les dispositions du traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, sont applicables à l'Angleterre. Les papiers de toutes sortes sont exempts de droits à leur entrée en Angleterre.

Les ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution des présents décrets.

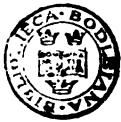
Fait au palais des Tuileries, le 29 mai 1861.

*Signé, NAPOLEON.*

Par l'Empereur :

Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

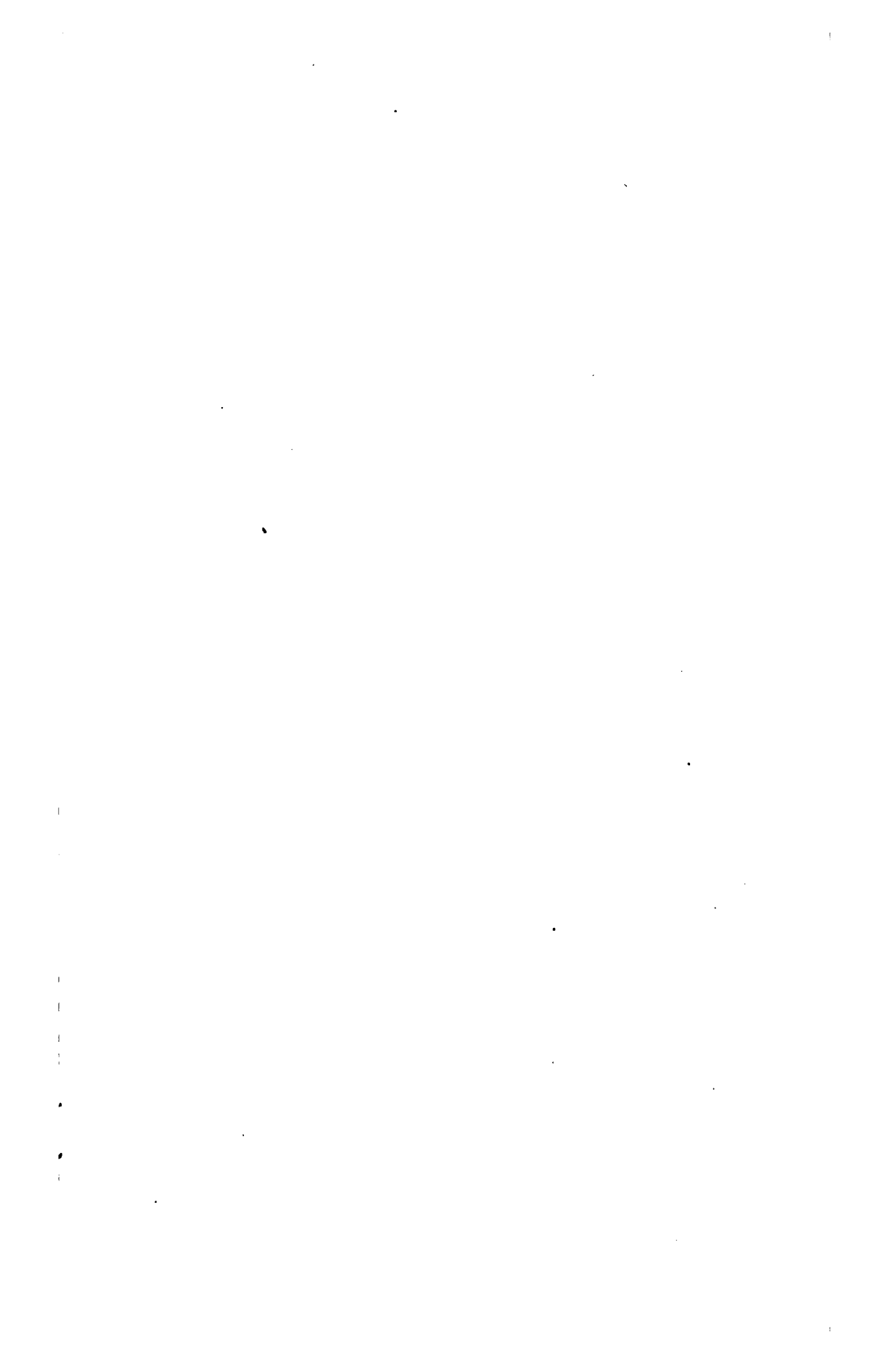
*Signé, E. ROUHER.*



*Extrait du budget général ordinaire des dépenses et des recettes de l'exercice 1863. Loi du 22 juillet 1862.*

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1863, les sels destinés aux fabriques de soude seront délivrés en franchise sous les conditions déterminées par les règlements antérieurs au décret du 17 mars 1852, dont l'article 11 se trouvera ainsi abrogé.

Les fabricants de soude, détenteurs de produits libérés de l'impôt, obtiendront le remboursement du droit afférent aux sels existants dans leurs magasins, en nature ou en produits fabriqués.

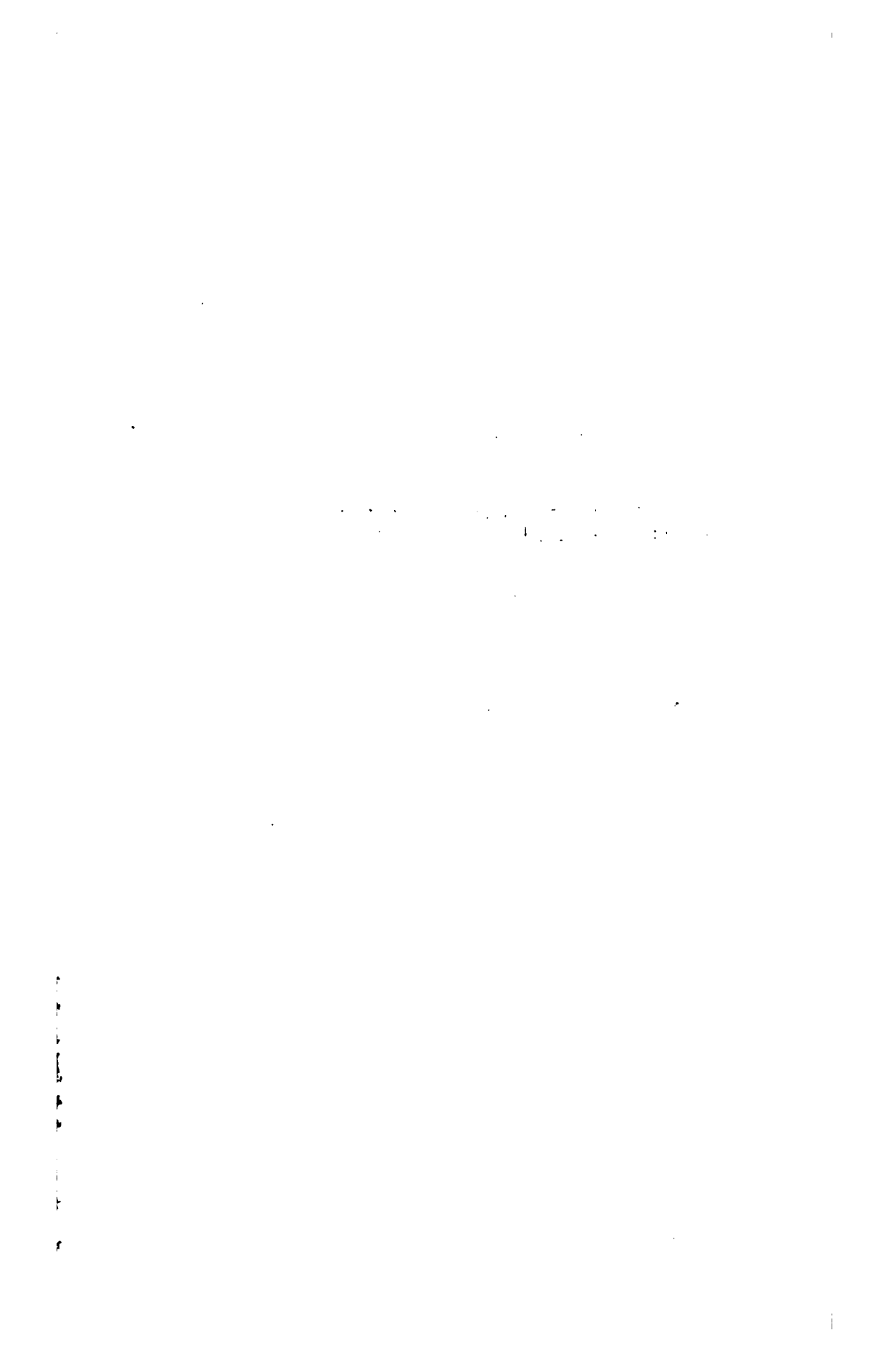


**EXPOSÉ**  
**DES RAPPORTS**

**FAITS PAR LES JURYS DES EXPOSITIONS**

**sur**

**LA PAPETERIE FRANÇAISE.**



# EXPOSÉ DES RAPPORTS

FAITS PAR LES JURYS DES EXPOSITIONS

SUR

LA PAPETERIE FRANÇAISE.

---

*Historique des expositions qui ont eu lieu avant 1834.*

(Extrait du journal *l'Impartial*.)

Il y a trente-cinq ans que M. François de Neufchâteau, dont le ministère a laissé d'heureux souvenirs dans nos annales industrielles et administratives, établit les expositions des produits de l'industrie. L'idée première de cette exhibition date d'une fête ordonnée en 1797 pour célébrer l'anniversaire de l'établissement de la république. Une disposition sans importance, placée dans un programme que vingt-quatre heures devaient jeter dans l'oubli, fut recueillie par un homme dont les vues avaient de l'avenir, et la France fut dotée d'un usage qui a été fertile en heureux résultats.

La première exposition est du 19 septembre 1799; elle eut lieu au Champ-de Mars et dura trois jours. M. François de Neufchâteau était ministre, et ce fut Chaptal qui fit le rapport du jury. Elle fut peu brillante, car les industriels n'avaient pas été prévenus longtemps à l'avance, et beaucoup d'entre eux n'appréciaient pas encore tous les avantages qui pouvaient en résulter.

Chaptal, devenu ministre, essaya de rendre les expositions annuelles; mais il dut bientôt renoncer à ce plan. Néan-

moins deux expositions se succédèrent rapidement ; l'une et l'autre (19 septembre 1801 et 18 septembre 1802) eurent lieu dans la cour du Louvre ; la première dura six jours, la seconde une semaine ; ce fut M. Costaz qui fit les rapports au nom du jury.

En 1806, à l'époque la plus brillante de l'empire, un an après Austerlitz, et au moment où nos armées moissonnaient les lauriers d'Iéna, M. de Champagny, ministre de l'intérieur, fit faire une brillante exposition des produits de l'industrie sur l'esplanade des Invalides. Nos manufactures commençaient déjà à souffrir de la rupture de la paix d'Amiens et du blocus continental ; mais l'élan était donné à l'industrie, et rien ne devait l'arrêter dans sa marche progressive.

Le nombre des industries qui se distinguèrent à cette exposition est considérable, et il serait trop long d'en faire ici la nomenclature.

La gloire de nos armées fit ensuite oublier l'industrie : pendant douze années la France fut privée d'expositions. Cependant rendons justice au monarque qui régnait alors, il veillait avec sollicitude aux progrès de l'industrie ; et c'est sur les champs de bataille qu'il venait d'illustrer qu'il signa plusieurs décrets d'encouragement.

En 1819, un ministre eut l'heureuse idée de rétablir le retour périodique des expositions des produits de nos manufactures ; Louis XVIII ordonna « qu'il y aurait une exposition publique des produits de l'industrie française à des époques qui seraient déterminées, et dont les intervalles n'excéderaient pas quatre années. »

La plus prochaine exposition fut fixée au mois d'août 1819. La suivante devait avoir lieu en 1821. L'ordonnance contenait une disposition assez sage qui, sans doute, aura été exécutée : elle voulait qu'un échantillon de chacune des productions admises fût déposé au Conservatoire des arts et métiers, avec une inscription particulière qui rappellerait le nom du manufacturier ou du fabricant qui en serait l'a-

teur. On parviendra ainsi à former pour l'industrie des archives précieuses, qui permettront de suivre les progrès, de signaler les époques stationnaires ou rétrogrades, et l'on établira une surveillance dont le résultat sera de rendre difficiles, impossibles même, ces moments de décadence qui succèdent quelquefois aux époques les plus brillantes.

L'exposition de 1819 eut lieu dans le Louvre ; elle dura trente-sept jours ; plus belle encore par ses résultats que par le magnifique spectacle qu'elle présenta, elle prouva qu'un mouvement général de perfectionnement s'opérait avec une rapidité presque miraculeuse dans toutes les parties de notre industrie. Au surplus, laissons parler nos rivaux : c'est à eux que nous abandonnons le soin de faire l'éloge de l'exposition de 1819. Voici ce qu'on lit dans un journal anglais de cette époque :

« Imaginez vingt-huit salles du plus magnifique palais de l'Europe, remplies de tout ce que peuvent perfectionner le goût et le luxe, de tout ce que le génie peut créer, de tout ce que le talent peut exécuter. C'est un véritable triomphe pour la France, triomphe plus glorieux que tous ceux qu'elle a jamais obtenus. Dans ce pays, les arts marchent à pas de géant vers la perfection. Des manufactures, encore dans l'enfance il y a cinq ans, sont déjà parvenues au plus haut point de développement ; d'autres à peine connues l'année précédente, appellent aujourd'hui les regards et l'attention publics. Dans les arts d'agrément, les Français ont toujours occupé le premier rang parmi les nations industrielles ; les voilà pour le moins au second dans les produits des choses usuelles. »

L'ordonnance de 1819 avait statué qu'il y aurait une exposition en 1821 ; mais, sur les réclamations des manufacturiers, elle fut ajournée à 1823, et s'ouvrit le 25 août dans le palais du Louvre : sa durée fut de cinquante jours.

Soixante-treize départements envoyèrent leurs produits industriels, et cette exposition surpassa toutes celles qui l'avaient précédée, tant par le nombre que par l'importance



des objets qu'elle soumit à l'examen du public. On avait craint un instant qu'une exposition succédant si promptement à une autre eût peu de progrès à signaler; mais, comme le dit le rapport du jury, depuis 1819 une certaine communauté de lumières s'était établie entre les industriels par la comparaison qu'ils avaient réciproquement faite de leurs procédés et de leurs produits, et il en était résulté plus d'améliorations, plus de découvertes qu'il ne s'en fait ordinairement dans un quart de siècle.

En 1819 on avait distribué, outre des médailles, des croix d'honneur et des titres de noblesse : le ridicule avait attaqué ces derniers, et on n'osa pas, en 1823, les replacer au nombre des récompenses; mais peut-être fut-on prodigue de médailles, de citations, de mentions honorables, car leur nombre s'éleva à près de 1,200. Des récompenses prodiguées perdent beaucoup de leur prix; aussi pensa-t-on que la politique pouvait être pour quelque chose dans cette prodigalité : le gouvernement voyait sa popularité diminuer de jour en jour, et il essayait de se rattacher une classe de citoyens dont il commençait à apprécier l'influence et l'utilité.

L'exposition de 1827 eut à peu près le même éclat que celle de 1823; comme les précédentes elle eut lieu au Louvre. Nous ferons remarquer que son caractère distinctif fut une certaine aristocratie industrielle qui était dans l'esprit du gouvernement d'alors, et qui devait nuire au progrès. La majorité des objets exposés avait été fabriquée pour le luxe; on oubliait que le peuple offrait le plus grand nombre de consommateurs, et les produits à son usage furent moins nombreux qu'en 1819 et 1823.

On commençait à s'éloigner de ces principes que nous retrouvons dans les circulaires de M. Decazes aux préfets, principes qu'il ne faut jamais perdre de vue :

« Rappelez au jury, écrivait ce ministre, qu'il ne doit pas  
« rejeter les produits grossiers lorsqu'ils sont à bas prix et  
« d'un usage général;..... il faut aussi qu'il excite le zèle et

« l'émulation de tous les manufacturiers et fabricants, pour  
« qu'ils donnent à leurs produits tous les degrés de perfec-  
« tion dont ils seront susceptibles, sans oublier que c'est  
« moins un produit très-soigné et fabriqué à grands frais  
« qu'un bel échantillon d'une fabrication ordinaire qu'il  
« faut présenter à l'exposition... Il faut surtout exciter le  
« zèle des artistes qui travaillent au bien-être de la classe  
« indigente. »

La révolution de juillet est arrivée au moment où l'on songeait à une nouvelle exposition. Le gouvernement, appréciateur des maux que les commotions populaires de la fin de 1830 firent souffrir à l'industrie, ajourna l'époque où nos manufactures seraient appelées à faire apprécier les résultats de leurs travaux. Aujourd'hui que la prospérité commence à réparer toutes les pertes, un appel a été fait à l'industrie, et l'industrie y a répondu de manière à prouver que ses souffrances momentanées n'ont pu ralentir ses progrès.

La superficie des quatre salles destinées à l'exposition de l'année 1834 excède d'un tiers au moins celle que présentait les constructions de la cour du Louvre, et les salles du rez-de-chaussée de ce bâtiment, qu'on avait affectées à l'exposition de 1827. L'administration a pensé qu'après une interruption de sept années, le retour de cette solennité industrielle provoquerait un concours plus considérable d'exposants. Aussi bien, dans ce long intervalle, de nouvelles manufactures ont été fondées, des procédés nouveaux se sont fait jour, des méthodes de fabrication, jusqu'alors inconnues, ont été inventées ou importées; enfin, les fabricants et les artistes déjà connus ont perfectionné leur travail. Le catalogue de l'exposition de 1827 ne contenait que 1795 exposants; celui de 1834 en contient plus de 2400.

#### EXPOSITION DE 1806.

L'art de la papeterie est dans un état progressif d'amélioration. Le jury a trouvé à tous les papiers présentés en 1806

une supériorité marquée sur les papiers de même dénomination qui parurent à l'exposition de l'an X : invite les fabricants à persévérer dans cette noble émulation ; ils ne tarderont pas à placer, sous ce rapport, la France au degré de prééminence que lui promettent l'abondance et la bonne qualité de ses matières premières.

*Médailles d'or.*

MM. MONTGOLFIER et CANSON, d'Annonay, département de l'Ardèche.

Ces fabricants furent jugés dignes d'une médaille d'or à l'exposition de l'an IX : ils ne concoururent point à l'exposition suivante ; mais ils ont reparu à celle de 1806 avec de nouveaux titres aux éloges du jury : ils ont exposé des papiers vélins de la plus grande beauté, supérieurs de toutes manières à ceux qui leur méritèrent la médaille d'or en l'an IX.

*Médailles d'or.*

M. JOHANNOT, d'Annonay, département de l'Ardèche,

Obtint une médaille d'argent en l'an IX, et une médaille d'or en l'an X ; il a présenté cette année de fort beaux papiers vélins, qui prouvent que sa fabrication s'est singulièrement perfectionnée.

*Médailles d'argent, première classe.*

M. TREMEAU-ROCHEBRUNE, de Nersac, près Angoulême.

M. HENRI VILLARMAIN, de la Courade, près Angoulême.

Les papiers de ces deux fabricants furent jugés dignes, en l'an X, d'une médaille d'argent ; ceux qu'ils ont exposés en 1806 sont supérieurs.

Le jury ne balancerait pas à décerner à ces deux fabricants la médaille d'argent, si déjà ils ne l'avaient obtenue.

**M. LAROCHE aîné, d'Angoulême.**

Ce fabricant a exposé de très-beaux papiers. Le jury lui décerne une médaille d'argent de première classe.

*Médailles d'argent, deuxième classe.*

**M. LÉVRIER DE LILLE, à Buges, près Montargis, département du Loiret.**

**M. MALMENAÏDE aîné, d'Ambert, département du Puy-de-Dôme.**

Ces manufacturiers ont présenté des papiers de bonne qualité et bien fabriqués. Le jury leur décerne à chacun une médaille d'argent de deuxième classe.

*Mentions honorables.*

Le jury arrête qu'il sera fait mention honorable des fabricants dont les noms suivent :

**M. LACROIX jeune, d'Angoulême.**

**M. POUPELET, d'Angoulême.**

**M. HENRI aîné, d'Angoulême.**

**M. RABOUIN, d'Angoulême.**

**M. SETTE, d'Ardon, département des Vosges.**

**M. FF. MONIER, de Sirod, département du Jura.**

**M. BROCARD, d'Épinel, département du Mont-Tonnerre.**

**M. SERVES (Pierre), de Chamalières, département du Puy-de-Dôme.**

**M. LECHARTIER, de Sourdeval-la-Barre, département de la Manche.**

**M. MOREL, de Besançon.**

Les papiers envoyés par ces onze fabricants sont faits avec soin, et de bonne qualité.

**EXPOSITION DE 1819.**

De tous les pays de l'Europe, celui où l'art de la papete-

rie avait le plus de moyen de se développer était sans doute la France, où la matière première est abondante ; cependant les beaux papiers nécessaires à notre consommation ont été pendant longtemps tirés du dehors.

On reprochait à nos papiers d'être faiblement collés.

La macération des chiffons était peut-être poussée à l'excès ; cette opération rend le chiffon plus facile à triturer et donne une pâte plus blanche, plus moelleuse et un papier plus propre à l'impression de la gravure en taille-douce ; mais, lorsque la macération a été prolongée trop longtemps, le papier est moins fort et plus difficile à coller. Nos papetiers se sont éclairés sur cette pratique ; et, sans renoncer aux avantages que procure la macération, ils ont appris à la conduire de manière qu'elle n'influe pas désavantageusement sur la force du papier et sur le collage. Aujourd'hui les produits de nos premières papeteries offrent une étoffe d'une belle pâte, d'une fabrication régulière, et ils sont très-bien collés. On commence, dans quelques fabriques, à coller à la cuve : il est probable que cette méthode, qui épargne de la main-d'œuvre en augmentant la qualité du papier, se perfectionnera de plus en plus, et finira, avant peu d'années, par être généralement adoptée.

Quoi qu'il en soit, les fabricants de papier ne doivent jamais perdre de vue que le collage est une opération de la plus haute importance pour leur réputation, et que c'est surtout d'après la manière dont elle a réussi que leurs produits sont jugés par les consommateurs.

L'introduction en France des papiers superfins étrangers a excité l'émulation de nos fabricants : les prix très-favorables auxquels les consommateurs ont consenti de payer ces beaux produits donnèrent aux chefs d'établissement l'assurance d'être indemnisés des frais d'une fabrication qui demandait des soins extraordinaires. On atteignit bientôt une perfection égale à celle des plus beaux papiers étrangers. On y parvint d'abord, il est vrai, en faisant des tours de force ; mais, par l'effet de la pratique et de l'exercice, ces

tours de force sont devenus une fabrication habituelle et courante.

L'art de la papeterie est évidemment dans un état de progression; chaque année, les papiers que les manufactures mettent dans le commerce se font remarquer par de meilleures qualités, et les procédés du travail se perfectionnent de jour en jour.

La première idée de faire le papier à la mécanique est née en France en 1798. M. Robert prit, à cette époque, un brevet d'invention pour une machine à faire du papier en grande dimension : il obtint même un encouragement du gouvernement : ce n'est qu'en 1811 qu'il a été formé un établissement où la fabrication courante est entretenue par des machines. C'est cet établissement dont on a vu au Louvre les papiers en grandes dimensions qui attiraient l'attention du public, sans doute à cause de la nouveauté, car la grandeur de dimension n'est pas l'objet principal de l'art.

Les produits de la fabrication par machine n'ont pas encore atteint, pour les qualités super fines, la perfection des papiers faits à la main par les ouvriers les plus habiles; cependant il est vrai de dire qu'ils sont constamment bons pour les qualités les plus usuelles. Une émulation favorable aux progrès de l'art semble s'établir entre les deux modes de travail.

On sait que plusieurs artistes s'occupent avec succès du perfectionnement des machines ou d'en créer de nouvelles. Il paraît certain, par exemple, que des mécaniciens sont parvenus à faire à la machine, par un procédé simple et sûr, du papier à vergeures. C'est une partie du problème qui n'avait pas été résolue en France jusqu'à présent.

#### *Médailles d'or.*

M. MONTGOLFIER, d'Annonay,

Obtient, en l'an IX, une médaille d'or, et reparut à la der-

nière exposition avec de nouveaux titres à la même distinction.

Il a présenté, en 1819, une grande variété de papiers, et s'est montré supérieur dans toutes.

Le jury a surtout remarqué les papiers qui ont servi pour les belles éditions qui font tant d'honneur aux presses françaises. Il est demeuré convaincu que ces échantillons ne sont point les produits d'une fabrication extraordinaire, mais qu'ils représentent fidèlement la fabrication courante de sa papeterie.

Le jury regarde M. MONTGOLFIER comme méritant plus que jamais la médaille d'or qui lui a été décernée.

M. JOHANNOT, d'Annonay.

Les papiers qu'il a exposés cette année peuvent être cités avec ce que l'art de la papeterie a jamais produit de plus parfait, soit pour la beauté de la pâte, soit pour le soin de la fabrication et de l'apprêt, soit pour le collage.

Les papiers format tellière qui ont été présentés comme des chefs-d'œuvre, et non comme le produit d'une fabrication courante, ont été remarqués avec le plus grand intérêt; ce sont des échantillons de ce que d'habiles ouvriers peuvent faire avec de la belle matière.

Le jury s'empresserait de décerner à M. JOHANNOT la médaille d'or, s'il ne l'avait déjà obtenue.

MM. CANSON frères

Ont envoyé à l'exposition un assortiment complet de papiers superfins, depuis le papier à lettres jusqu'aux papiers grand-aigle pour le lavis : on y a remarqué des papiers de diverses couleurs, des papiers à calquer, faits avec de la filasse ou du chiffon écru; d'autres faits de la même matière, imitant le parchemin et destinés aux relieurs.

Tous ces papiers, comparés aux beaux papiers étrangers, ne le cèdent sur aucun point, et l'emportent sur plusieurs.

Les papiers à laver ont été essayés; on a reconnu qu'ils sont parfaitement collés.

Le jury décerne une médaille d'or à MM. CANSON.

*Médailles d'argent.*

**MM. BERTHE et GREVENICH**, propriétaires des papeteries de Sorel et de Saussay (Eure-et-Loir).

Ces manufacturiers font le papier à la mécanique : ils sont les premiers en France, et jusqu'ici les seuls, qui aient établi ce genre de fabrication avec un certain développement ; ils pratiquent le collage à la cuve. Les papiers de **MM. BERTHE et GREVENICH** sont accueillis dans le commerce pour leurs qualités et leurs prix.

Le jury leur décerne une médaille d'argent.

**M. DELAGARDE**, propriétaire de la papeterie du Marais (Seine-et-Marne).

Les échantillons envoyés par cette manufacture n'ont pas été regardés comme un produit courant de fabrication ; cependant ils ont attiré l'attention du jury, par leur extrême perfection ; il y a vu la preuve que, si la fabrique du Marais n'était pas déterminée par des convenances du commerce à borner sa fabrication aux espèces communes, elle pourrait fournir les plus belles qualités de papier.

Le jury a jugé ses produits dignes d'une médaille d'argent.

*Médailles de bronze.*

**M. ODENT DE COURTALIN.**

Cette fabrication obtint, en l'an IX, une médaille de bronze pour des papiers destinés à des billets de commerce, dont la contre-façon était très-difficile. Depuis cette époque, elle s'est plus particulièrement adonnée à la fabrication courante ; elle a contribué aux progrès de la papeterie ; elle est une des premières qui aient reconnu la possibilité d'opérer le collage à la cuve, et qui l'aient tenté avec succès.

Le jury juge **M. ODENT** toujours digne de la distinction qui lui a été accordée.

**M. DESÉTABLES aîné**, des Vaux-de-Vire (Calvados).



Ce fabricant fournit depuis longtemps aux fabriques de cotonnades, pour emballer les étoffes, des papiers de couleur bien appréciés et qui remplacent ceux qu'on tirait autrefois de la Hollande pour le même service. Ses papiers à dessiner de diverses couleurs sont très-recherchés, à cause de l'égalité de leur teinte, et de la qualité du grain, qui s'est suffisamment conservé dans l'apprêt.

M. DESÉTABLES a aussi concouru au perfectionnement de l'art par l'invention d'une machine à faire le papier, particulièrement applicable aux petites fabriques.

Le jury lui décerne une médaille de bronze.

MM. LACOURADE et GEORGEON, au moulin de Lacourade, à Angoulême.

Les fabricants d'Angoulême sont très-recommandables, parce qu'ils fournissent à la consommation les papiers dont on fait le plus d'usage.

MM. LACOURADE et GEORGEON ont envoyé des papiers d'une très-belle pâte, bien fabriqués et bien apprêtés.

Le jury leur décerne une médaille de bronze.

#### *Mentions honorables.*

Le jury mentionne honorablement :

M. PERVE, au Vernet (Allier), pour avoir établi une papeterie;

Les fabricants d'Angoulême,

M. LACROIX jeune;

MM. GAUDIN aîné et puîné;

M. LAROCHE puîné;

M. BRIEU (Jacques), de Castres;

M. COURK (Pierre), de Saint-Lizier (Ariège),

Pour la bonne qualité du papier qu'ils ont exposé.

#### EXPOSITION DE 1823.

La tige des roseaux, le duvet du coton, les fibres du lin

et du chanvre, ont fourni tour à tour la matière première du papier. Au papyrus d'Égypte a succédé le papier de coton, dont l'usage introduit dans l'empire d'Orient, vers le neuvième siècle, et de là dans toute l'Europe, se maintint pendant quatre ou cinq cents ans. C'est vers la fin du treizième siècle que le papier à pâte de chiffons commença à être connu en France. On en attribue l'invention aux Maures d'Espagne, qui la tenaient probablement des Arabes, et ceux-ci peut-être des Chinois. Quoi qu'il en soit, cet art fut longtemps dans l'enfance parmi nous. Cinquante ans se sont à peine écoulés depuis que Pierre Montgolfier, d'Annonay, lui donna l'essor, en dérochant aux Anglais le secret de la fabrication du papier vélin.

On verra bientôt que sa famille n'a pas démerité d'un chef aussi estimable.

Les progrès de la fabrication du papier, en France, ont suivi ceux de la consommation. C'est la marche naturelle des choses : dès que le besoin d'un produit se fait sentir, les producteurs se présentent en foule, et, dès qu'il y a concurrence, il y a nécessité de se surpasser mutuellement. Or quelle est la fabrication qui ait été plus active depuis trente ans, que celle de ce produit qui alimente nos imprimeries, nos bureaux, nos ateliers de gravure et de lithographie, et qui sert de véhicule à toutes les transactions civiles, à toutes les relations sociales ! Aussi les perfectionnements en cette partie se sont-ils fait remarquer à chaque exposition, et jamais ils n'ont été plus sensibles qu'à celle de 1823.

L'usage des machines propres à remplacer le travail de la cuve commence à se répandre.

Les cylindres à triturer le chiffon, la toile métallique qui s'adapte aux formes, et en général tous les accessoires de la fabrication, ont subi des changements avantageux. Nous sommes dispensés maintenant de tirer d'Angleterre les feutres qui servent à mettre les feuilles en presse. Le nombre des papeteries de première classe est augmenté, celles de troisième ligne sont montées à la deuxième : presque

toutes ont amélioré leur collage, point essentiel, et qui faisait autrefois la supériorité des papiers de Hollande et d'Angleterre.

Il est à remarquer que cette dernière amélioration date du moment où la Société d'encouragement, à laquelle nous devons tant d'autres avantages, a dirigé son attention sur cette partie, et publié une instruction à ce sujet.

On savait déjà que l'imperfection de notre collage tenait principalement à l'usage généralement établi de laisser pourrir le chiffon, pour pouvoir le triturer plus facilement, mais on ignorait comment la macération produisait ce résultat.

La Société s'assura, par des expériences, que la fermentation attaquait la substance fibreuse du chiffon, et détruisait entièrement le gluten qu'elle renferme.

MM. JEFFERY-HORNE et JEAN-BAPTISTE MONTGOLFIER attribuent la beauté de leurs papiers à ce que leur pâte est faite avec du chiffon non fermenté, et M. MONTGOLFIER ajoute qu'il tient cette méthode de M. MÉRIMÉE, qui a exécuté avec M. d'ARCET les expériences dont nous venons de parler.

Nous observerons toutefois que la fermentation n'a aucun inconvénient pour la fabrication du papier d'impression, qui n'a pas besoin d'être collé. On a même cru longtemps qu'elle était indispensable pour obtenir du papier d'une très-grande blancheur; mais on arrive aujourd'hui au même résultat par des moyens chimiques et tout aussi efficaces.

C'est à l'application plus ou moins complète de ces méthodes et de ces notions que sont dus les beaux résultats qui ont paru à l'exposition, et que le jury a été appelé à récompenser.

#### SECTION PREMIERE.

##### *Papiers faits à la cuve.*

M. JEAN-BAPTISTE MONTGOLFIER, à Annonay (Ardèche),  
RAPPEL DE MÉDAILLE D'OR,

S'attache particulièrement à la fabrication des papiers destinés aux impressions de luxe, à la gravure et à la lithographie.

M. MONTGOLFIER possède trois fabriques en activité, qui comprennent ensemble treize cuves, et qui occupent en tout cent ouvriers. Il a récemment fait venir d'Écosse la nouvelle machine de Cameron, qui est établie depuis deux ans près d'Édimbourg. Cette machine avait l'inconvénient d'exiger deux leveurs pour sortir la feuille du drap. M. Montgolfier, aidé de M. son frère, l'a perfectionnée en y adaptant une pompe à air qui détache la feuille au moyen d'une section de cylindre, et la place en pile sans occasionner aucune des imperfections qui résultent souvent de la levée à mains d'hommes.

M. MONTGOLFIER a reçu la médaille d'or, en 1801 (an IX); elle lui a été continuée en 1819.

Le jury déclare qu'il est de plus en plus digne de cette distinction.

#### *Médaille d'or.*

M. JEFFERY-HORNE, à Hallines (Pas-de-Calais),

Est Anglais d'origine et domicilié en France; il s'est livré principalement à la fabrication du papier de luxe. Son établissement, qui date de cinq à six ans, a d'abord été monté par des ouvriers anglais qu'il a successivement remplacés par des Français; il en occupe aujourd'hui quatre-vingts.

Depuis quatre ans et plus, le dépôt de la guerre, ayant reconnu les papiers *grand-nigle* et *grand-colombier* de ce fabricant supérieurs à ceux de Hollande, les employa exclusivement pour ses travaux topographiques. Tous les papiers présentés à l'exposition par M. JEFFERY-HORNE étaient du plus bel aspect et d'une fabrication très-soignée. Le jury lui a décerné une médaille d'or.

*Médailles d'argent.*

**M. FRANÇOIS-MICHEL MONTGOLFIER** à Vidalon-lès-Annonay (Ardèche),

A présenté des papiers de différentes dimensions pour l'écriture, les registres, la lithographie, la gravure, des papiers à calquer, des papiers marbrés, des parchemins factices, des cartons blancs superfins pour lavis et pour le satinage des étoffes. Tous ces articles sont de la meilleure et de la plus belle fabrication.

Le jury décerne une médaille d'argent à **M. FRANÇOIS-MICHEL MONTGOLFIER**.

**M. DESGRANGES**, à Ouche (Vosges),

Fabrique particulièrement les papiers pour la taille-douce; il a fourni celui qui a été employé aux planches de la description de l'Égypte, qui présente un format avant lui sans exemple; son établissement occupe cent ouvriers des deux sexes.

Le jury décerne une médaille d'argent à **M. DESGRANGES**.

*Rappel de médaille de bronze.*

**MM. LACOURADE et GEORGEON**, près d'Angoulême (Charente),

Qui obtinrent une médaille de bronze en 1819, ont perfectionné leur collage depuis cette époque; le jury pense qu'ils sont toujours dignes de la récompense qu'ils ont obtenue.

*Médailles de bronze.*

Une médaille de bronze a été accordée à chacun des fabricants ci-après désignés, qui ont tous envoyé des papiers très-bien collés, d'une belle pâte, et qu'on peut regarder en général comme parfaits dans les petites et moyennes dimensions :

**MM. LATUNE et C<sup>ie</sup>, à Blacous (Drôme).**

Leur fabrique existe depuis 1820, et paraît devoir prendre un grand accroissement. Elle se compose, dès à présent, de deux cylindres, deux moulins et quatre cuves. Une chute d'eau considérable met les machines en mouvement. Ces entrepreneurs ont en outre des fabriques d'étoffes de laine, et des filatures de soie; le département de la Drôme leur devra de nouvelles sources de prospérité.

**M. CLAVAUD DE BOURISSON, à Vœuil (Charente).**

Ce fabricant a trois cuves en activité; il occupe cinquante ouvriers des deux sexes, et envoie en Russie des papiers pour cartes à jouer.

**M. LAROCHE (puîné), à Saint-Michel (Charente),**

Qui fut mentionné honorablement en 1819.

Son établissement renferme trois cuves en activité.

**M. LACROIX jeune, à Saint-Cybard, arrondissement d'Angoulême.**

Il obtint une mention honorable en 1819.

**MM. BLANCHET frères et KLÉBER, à Rives (Isère).**

*Mentions honorables.*



Le jury a décidé qu'il serait fait mention honorable des fabricants dont les noms suivent :

**M. SERVE, à Chamalières (Puy-de-Dôme).**

Déjà mentionné honorablement en 1819. Il fabrique avec des feuilles de châtaignier du papier d'emballage qu'il peut livrer à 1 fr. 50 c. la rame.

**M. FERRY-MILLON, à Souche-d'Arnould, près Saint-Dié (Vosges).**

Ce fabricant a commencé son établissement en 1820 : quatre-vingt-quatorze ouvriers y sont employés. Il ne fait que des papiers communs, mais ils sont bien collés, assez bien fabriqués, et à bas prix.

**M. BOUCHET aîné, à Thiers (Puy-de-Dôme).**

Ses papiers communs pour l'écriture sont bien collés et à bon compte.

*Citations.*

Les deux fabricants dont les noms suivent ont mérité d'être cités au rapport pour leur papier bien confectionné :

M. CHAPUIS, à Saint-Claude (Jura);

M. BARJON, à Vienne (Isère).

SECTION DEUXIÈME.

*Papier fait à la mécanique.*

La difficulté de fabriquer des feuilles de papier au-delà de certaines dimensions, non moins que le besoin de remplacer une classe d'ouvriers qui, chez nous, s'est toujours maintenue dans un état d'indépendance hostile, a fait rechercher le moyen de suppléer par des machines au travail de la cuve.

La première tentative de ce genre fut faite, en 1799 (an VII), par ROBERT, ouvrier attaché à une papeterie d'Essonne. Son moyen, d'abord imparfait, fut rectifié par M. DIDOT SAINT-LÉGER, qui passa en Angleterre pour le faire mettre à exécution. C'est dans ce pays que la machine Robert a reçu les derniers perfectionnements; c'est de là qu'elle nous est revenue en 1811.

Dans cet intervalle de temps, plusieurs artistes s'occupèrent de la solution du problème, et chacun d'eux y parvint par des procédés différents; mais le seul établissement qui soit résulté de leurs travaux est celui dont il va être parlé.

*Rappel de médaille d'argent.*

BERTHE et GREVENICHE, à Sorel, près Dreux (Eure-et-Loir),

Obtinrent en 1819 une médaille d'argent pour papiers fabriqués à la mécanique. Depuis ils ont beaucoup perfec-

tionné leurs procédés, et leurs produits sont aussi bien supérieurs à ceux de cette époque. Cependant ils ne fabriquent encore que des papiers pour l'impression.

Le jury pense qu'ils sont toujours très-dignes de la distinction qu'ils ont reçue, et qu'ils mériteront la récompense supérieure lorsqu'ils pourront, à l'exemple des papeteries mécaniques d'Angleterre, fournir au commerce des papiers pour tous les ouvrages.

## EXPOSITION DE 1827.

### SECTION PREMIÈRE.

#### *Fabrication du papier.*

S'il est un art qui, depuis la dernière exposition, se soit ressenti du mouvement progressif imprimé à l'industrie française, c'est certainement l'art de fabriquer le papier. Depuis le magnifique vélin, destiné à multiplier les chefs-d'œuvre de la gravure et de la typographie, jusqu'au modeste papier qui tire son nom de l'usage que l'on en fait dans les écoles, une amélioration manifeste de qualité constate un progrès général dans le procédé de fabrication.

Dès la dernière exposition, plusieurs de nos papeteries se distinguaient par un collage supérieur à celui d'autrefois; aujourd'hui cet avantage est encore beaucoup plus sensible, et il est aussi généralement obtenu.

Le collage à la cuve a été tenté avec plus ou moins de succès dans quelques usines : la pratique de cette méthode n'est pas encore dégagée de toute incertitude, et peut-être un mode plus avantageux est-il déjà découvert; mais on ne peut méconnaître l'utile influence de ces essais, et l'on doit beaucoup à la Société d'encouragement, qui les a provoqués.

L'usage de faire macérer le chiffon pour le réduire en pâte est maintenant abandonné dans toutes les bonnes fabriques, pour les papiers qui doivent être collés fortement.



Quelques personnes ont pu craindre que la préférence donnée au linge de coton sur celui de lin, dans les ménages, n'eût sur la fabrication du papier des conséquences nuisibles, et ne la fit rétrograder vers son point de départ. On sait en effet que le papier de coton est bien inférieur à celui de lin. Mais on trouvera aisément le moyen d'employer le lin et le chanvre écrus, et de leur donner la blancheur du linge usé.

L'emploi de la filasse écrue a déjà été essayé en Angleterre.

Les avantages du blanchiment par le chlore ont été confirmés par l'expérience. L'usage habituel de ce procédé se fait connaître à la blancheur que l'on remarque dans la plupart des papiers de commerce.

Mais la plus importante des innovations introduites depuis quinze ans dans la fabrication des papiers est l'emploi de la machine inventée en l'an VII par ROBERT, et perfectionnée ensuite par M. DIDOT SAINT-LÉGER.

En 1823, ce mode de fabrication n'était usité en grand que dans une seule fabrique, celle de MM. BERTHE et GREVENICH, à Sorel, près Dreux ; l'exposition de 1827 a signalé trois fabriques du premier ordre travaillant en ce genre et donnant les plus beaux produits.

Les anciens compagnons papetiers étaient dans l'usage de mettre en interdit une fabrique dont ils étaient mécontents. Le propriétaire était obligé de se racheter à prix d'argent, pour éviter leur désertion. L'établissement des machines, en rendant les maîtres plus indépendants de leurs ouvriers, a beaucoup contribué à la réforme de cet abus, qui paraissait un mal incurable, et dont tout fait espérer l'entière destruction. Ce sera un éminent service rendu par les arts mécaniques à la papeterie et même à l'ordre social.

M. FRANÇOIS-MICHEL MONTGOLFIER, à Annonay (Ardèche),

Et M. CANSON, de la même ville,

Ont envoyé l'un et l'autre de magnifiques papiers à l'exposition. Malheureusement la formalité de présentation préalable au jury local n'avait pas été observée.

Le jury central déclare que sans cette circonstance il eût décerné la médaille d'or à MM. MONTGOLPIER et CANSON.

*Médaille d'or.*

M. SAINT-LÉGER DIDOT, à Jeandheure (Meuse),

Obtint une médaille d'argent à l'exposition de 1819.

En 1823, il n'exposa que des modèles et des dessins de ses machines à fabriquer le papier, mais ses ingénieuses conceptions sont actuellement réalisées en grand. Il a établi dans la terre de Jeandheure, appartenant à M. le duc de Reggio, et sous la protection de Son Excellence, une papeterie mécanique dont l'organisation répond à l'idée avantageuse qu'il a donnée de ses talents. Avec deux machines, le papier se trouve immédiatement fabriqué, satiné et séché. Une autre papeterie mécanique appartient à M. DIDOT (FIRMIN), et a été montée au Mesnil (Eure-et-Loir) par M. Saint-Léger Didot.

Les papiers envoyés à l'exposition par M. Saint-Léger Didot sont généralement bien fabriqués et d'un beau blanc. L'espèce dite coquille fine est superbe et d'un beau collage en pâte. Le papier dit *écolier* est parfaitement apprêté; la pâte en est fine, la plume coule bien dessus, et l'encre ne traverse pas.

Une médaille d'or est décernée à M. Saint-Léger Didot.

*Rappel d'une médaille d'or.*

MM. HORNE fils, à Hallines (Pas-de-Calais), ont envoyé à l'exposition de très-beaux produits de leur papeterie. Les papiers de formats *grand-aigle*, *colombier* et *grand-jésus*, à la fabrication desquels ils se livrent de préférence, ont surtout été distingués à raison de leur qualité supérieure.

Le jury décerne à MM. HORNE fils un diplôme portant rappel d'une médaille d'or qui fut décernée à M. JEFFERY-HORNE, leur père, auquel le jury spécial du Pas-de-Calais a déclaré qu'ils avaient succédé.

*Nouvelle médaille d'argent.*

**MM. BERTHE et GREVENICH**, à Sorel (Eure-et-Loir),

Ont fait des progrès remarquables depuis l'exposition de 1823, où ils obtinrent une médaille d'argent. Leur fabrique existe depuis neuf à dix ans; elle est la première en France où l'on ait obtenu le papier à l'aide de procédés mécaniques (auparavant on n'avait fait que des essais). L'organisation en est parfaite; on y trouve réunis tous les moyens de succès, notamment le collage à la cuve. Enfin elle est tenue au courant de toutes les améliorations.

La fabrication de **MM. BERTHE et GREVENICH** comprend toutes les sortes de papier; elle excède en quantité celle qui pourrait être obtenue de vingt-cinq cuves dans des papeteries ordinaires.

Une nouvelle médaille d'argent est décernée à **MM. BERTHE et GREVENICH**.

*Médailles d'argent.*

**M. Charles WISE**, à Hallines (Pas-de-Calais),

Fabrique, avec beaucoup de succès, des papiers à l'imitation de ceux de la Hollande et de l'Angleterre. Ses papiers à écrire sont très-soignés; les rives en sont bien déterminées et sans la moindre ondulation, ce qui indique un séchage uniforme.

**M. WISE** emploie cent ouvriers; ses produits sont fort estimés dans le commerce.

Une médaille d'argent lui est décernée.

**MM. JEAN-NICOLAS CLAUD** et **GEORGEON**, au moulin de Bourrisson (Charente),

Obtinrent, en 1819, une médaille de bronze qui fut rappelée en 1823. Leur progrès, depuis cette dernière époque, sont sensibles, par l'importance nouvelle qu'ils ont donnée à leur fabrication et par le plus grand nombre d'articles

qu'elle embrasse. En 1823 ils n'avaient que trois cuves en activité, et n'occupaient que cinquante ouvriers; aujourd'hui le nombre de leurs ouvriers est de deux cent cinquante, et celui de leurs cuves est de onze. Ces messieurs s'attachent particulièrement à l'imitation des papiers anglais, soit pour leurs apprêts, soit pour les nuances.

Une médaille d'argent leur est décernée.

*Rappel d'une médaille de bronze.*

MM. Henri LACOURADE et C<sup>ie</sup>, au moulin de Lacourade (Charente),

Ont envoyé à l'exposition des papiers bien confectionnés, bien collés, très-blancs, exempts de rides sur les bords. Par ces produits distingués, MM. LACOURADE et C<sup>ie</sup> se montrent de plus en plus dignes de la médaille de bronze qui leur fut décernée en 1819, et qui a déjà été rappelée en 1823.

*Médaille de bronze.*

Des médailles de bronze sont décernées aux fabricants dont les noms suivent :

MM. le comte de LIGNEVILLE et FERRY-MILLON, dont l'établissement, situé à Souche d'Arnould (Vosges), est connu sous la raison de commerce : FERRY-MILLON.

Le nombre de leurs ouvriers, qui était de quatre vingt-quatorze en 1823, s'est élevé depuis à cent soixante; ils ont six cuves en activité.

Ces messieurs s'attachent particulièrement à la confection des papiers fins et superfins, destinés aux impressions de luxe. En 1823, ils furent mentionnés honorablement.

M. ROULHAC aîné, à Limoges (Hauté-Vienne).

Ce fabricant occupe deux cents ouvriers et tient dix cuves en activité. Son établissement est dans la voie de grandes améliorations.

*Mentions honorables.*

Sont mentionnés honorablement,

M. FRANÇOIS CHAPOULAUD, à Limoges (Haute-Vienne),

Qui, le premier dans la Haute-Vienne, a entrepris le collage à la cuve, et qui a puissamment contribué aux progrès dans les papeteries de ce pays.

M. DISNEMALIN DE SALLES, à Limoges (Haute-Vienne),

Qui a présenté de bons papiers d'impression et autres.

M. PIERRE POUYAT, de la même ville.

Produits du même genre que ci-dessus.

MM. PAUL DALLEY et CHELLE, à Chamalières (Puy-de-Dôme).

Papiers communs non blanchis, bien collés, et sans ondes sur les rives.

MOLIN, à Ambert (Puy-de-Dôme).

Papiers d'impression d'un beau blanc, et dont la pâte est bien fondue.

*Citations.*

Sont cités avec éloge :

M. TREULLIER, à Nantheuil (Dordogne),

Pour papiers bien collés ;

MM. GRENARD et C<sup>ie</sup>, à Prouzel (Somme),

Pour papiers bien collés et bons parchemins artificiels ;

Et M. CHAPPUIS, à Sainte-Claude (Jura),

Déjà cité en 1823.

Papier de bonne qualité.

**EXPOSITION DE 1834.**

La France ne craint plus la rivalité des autres peuples pour la fabrication des divers genres de papiers et de car-

tons ; on peut en juger par le tableau suivant de nos exportations, en 1833, 1827 et 1823 :

Cartons lustrés, pour presser les draps .....	18,922 francs.
Cartons en feuilles.....	6,352 —
Cartons moulés, dits papier mâché.....	215,376 —
Cartons coupés et assemblés.....	54,184 —
Papier d'enveloppe.....	178,544 —
Papier blanc, ou rayé pour musique.....	2,903,075 —
Papier colorié, en rames.....	58,541 —
Papiers peints en rouleaux.....	1,885,387 —
Papier de soie.....	3,240 —
<hr/>	
Total pour 1833.....	5,323,621 —
Total pour 1827.....	4,256,400 —
Total pour 1823.....	3,665,343 —

Les progrès de la fabrication du papier, considérable entre les expositions de 1823 et de 1827, ne se sont pas ralentis de 1827 à 1834.

Nous avons d'abord à signaler la propagation des mécanismes employés à produire les papiers continus.

Jusqu'en 1823 une seule fabrique, en France, avait adopté ce mode ingénieux. En 1827 il en existait quatre ; l'exposition actuelle en a fait connaître douze, et nous savons qu'il en existe un plus grand nombre. Ce moyen, plus économique, plus rapide et plus puissant, deviendra bientôt le seul qui puisse être pratiqué sans perte. Alors disparaîtra l'ancien système de fabrication à la main, qui présentait en outre les inconvénients, les dangers même de coalitions d'ouvriers ; dangers qui n'existeront plus.

Les papiers faits à la mécanique offrent d'autres avantages : ils peuvent recevoir des dimensions d'une grandeur, pour ainsi dire illimitée, et conserver une épaisseur parfaitement égale dans toutes les parties ; on peut fabriquer en quelque saison que ce soit : les moyens nouveaux dispensent du tirage, des apprêts et de l'étendage, perte d'une feuille défectueuse sur cinq, d'après l'ancien système. Ces avantages sont immenses, et font plus que compenser quelques inconvénients

dont il reste à triompher, savoir : l'engorgement de la toile métallique et l'embarras d'un fréquent nettoyage ; la trop prompte destruction des feutres, et le brisement trop facile des papiers dans l'étendue de leurs plis, brisement occasionné par la forte pression à laquelle ils sont assujettis.

Un autre inconvénient existait encore. On reprochait au papier *continu* de garder l'empreinte de la toile métallique, sur le côté qu'on appelle l'*envers*. Un appareil de pression de M. Donkin, récemment importé d'Angleterre par M. de la Touche, a fait disparaître ce défaut.

Trente-sept papeteries ont envoyé leurs produits à l'exposition. Presque toutes méritent des éloges. Néanmoins, pour donner du prix aux récompenses, le jury a dû s'en montrer avare.

#### *Rappel de médaille d'or.*

M. CANSON, à Annonay (Ardèche).

Ce manufacturier célèbre a reçu, pour la beauté de ses papiers et les progrès que lui doit ce genre de fabrication, la médaille d'or en 1801, en 1806, en 1819.

En 1827 il en eût obtenu le rappel s'il avait satisfait, près du jury départemental, aux conditions nécessaires pour être admis à concourir. Le jury central de 1834 déclare que M. CANSON mérite de nouveau le rappel de cette haute récompense.

M. JOHANNOT (FRANÇOIS), à Annonay (Ardèche).

A l'exemple des Ganson et des Montgolfier, M. Jolannot s'applique à fabriquer les papiers fins, et s'est placé depuis longtemps aux premiers rangs : dès 1806 il obtint la médaille d'or, rappelée en 1819.

Depuis cette époque, ses fabrications ont pris beaucoup d'étendue, et ses produits ont acquis une perfection nouvelle. Ses machines sont mues par des roues hydrauliques et s'appliquent au travail de cent cinquante ouvriers. Le jury déclare

que M. Johannot est plus que jamais digne de la récompense du premier ordre.

M. DE LA PLACE, à Jean-d'Heures, arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).

La papeterie de Jean-d'Heures, érigée sur les propriétés de M. le maréchal duc de Reggio, est une des premières où l'on ait adopté les mécanismes continus. Elle fut, dans le principe, dirigée par M. Didot Saint-Léger, auquel la France doit réellement cette nouvelle et précieuse industrie, qu'il s'est rendue propre par ses perfectionnements et ses inventions.

M. de la Place, qui, maintenant remplace M. Didot Saint-Léger à Jean-d'Heures, a fait construire dans cette manufacture, en 1830, une seconde machine. Il occupe de cent cinquante à deux cents ouvriers; il produit annuellement 400,000 kilogrammes de papier pour l'écriture et pour l'impression. L'assortiment de ces papiers offre des qualités dont les prix varient depuis 4 fr. 50 la rame jusqu'à 25 fr. La fabrique de Jean-d'Heures mérite le rappel de la médaille d'or qu'elle a reçue en 1827.

#### *Nouvelles médailles d'or.*

SOCIÉTÉ ANONYME DES PAPETERIES DU MARAIS ET DE SAINTE-MARIE (Seine-et-Marne). Dépôt à Paris, rue Christine, n° 5.

Cette vaste entreprise, dirigée par M. Delatouche, consiste en six usines, où travaillent constamment cinq cent cinquante ouvriers de toutes professions, logés par la compagnie, et recevant 216,000 fr. de salaire annuel. L'une des usines, celle de Sainte-Marie, est alimentée par un puits artésien qui fournit 600 litres à la minute d'une eau parfaitement limpide. L'établissement complet aura trois machines à la Donkin; il possède seize cuves à la main; il fabrique par jour de 350 à 400 rames de papier pour l'écriture, l'impression, le dessin et la gravure en taille-douce; il produit d'excellent papier de tenture; il fournit depuis longtemps le papier des billets de banque et le papier timbré. La va-



leur des papiers ordinaires est graduée depuis 7 fr. la rame, papier écolier, jusqu'à 23 fr., papier jésus surfin, non collé, pour l'impression. Tous ces papiers sont d'une blancheur remarquable et d'une fabrication soignée. Les papiers faits à la mécanique sont également unis des deux côtés; il n'y a pas d'envers.

Avec un capital de 1,800,000 fr., la production annuelle de l'établissement s'élève à près de 900,000 fr. Cet établissement, sous le nom de M. Delagarde qui le dirigeait, reçut en 1819 la médaille d'argent; ses produits sont immenses depuis cette époque. Il mérite aujourd'hui la médaille d'or.

PAPETERIE D'ECHARCON, près de Mennecy (Seine-et-Oise).

Cette papeterie est fondée par une société anonyme; les constructions en sont vastes et parfaitement appropriées à leur destination; le classement des ateliers, la division du travail n'en sont pas moins remarquables. Une chute d'eau de l'Essonne fournit une force motrice de 148 chevaux, force consacrée au travail de douze cylindre, quatre cuves, deux machines à papier continu, et vingt-deux presses en fonte. Deux cents ouvriers des deux sexes ajoutent leur force intelligente à cette puissance matérielle, pour produire tous les genres de papiers, qui représentent une valeur annuelle de 720,000 fr. La grandeur de cette manufacture, modèle des perfectionnements les plus récents, et la beauté de ses produits, sont, à tous égards, dignes de la médaille d'or.

M. FIRMIN DIDOT, au Mesnil-sur-l'Estrée (Eure).

Son établissement était naissant lors de la dernière exposition. Il est aujourd'hui complet; il offre au commerce des papiers du plus grand luxe et des papiers communs qu'il peut livrer à 4 fr. 50 la rame (papier pot). La manufacture de M. Firmin Didot fabrique le papier continu, par le secours combiné d'une force hydraulique et du travail de deux cent cinquante ouvriers, tous habitants de la campagne et formés à cette industrie par ce célèbre typographe. La production annuelle s'élève à près de cent mille rames; c'est dans les ateliers du Mesnil que fut montée la première presse à

sécher. Le jury central décerne à M. Firmin Didot une seule médaille pour l'ensemble des produits ; depuis le simple papier jusqu'à ces éditions admirables qui sont dignes de transmettre en même temps à la postérité les chefs-d'œuvre de l'esprit humain et de l'industrie nationale.

*Rappel de médaille d'argent.*

M. ÉDOUARD WISE, à Saint-Sulpice-lès-Doulens (Somme).

Il a présenté : des papiers grand format imités des plus beaux produits de Hollande et d'Angleterre, à des prix qui varient de 80 à 350 fr. la rame ; des cartons dits *de Bristol*, de 45 à 60 fr. la rame ; enfin un papier très-mince et d'une telle consistance qu'il faut du temps et des efforts considérables pour le lacérer. Sa manufacture, précédemment établie à Hallines (Pas-de-Calais), obtint en 1827 la médaille d'argent, sous le nom de Charles Wise. Elle est aujourd'hui plus considérable et travaille avec autant de soin. Elle mérite la confirmation de cette honorable récompense.

*Nouvelles médailles d'argent.*

M. MONTGOLFIER porte un nom illustre dans l'industrie. Son frère, M. Jean Baptiste Montgolfier, obtint la médaille d'or en l'an IX, et le rappel en 1819 et 1823. Dans cette dernière année, un perfectionnement très-remarquable était signalé comme produit par le concours des deux frères.

En 1827 le jury déclarait que M. P.-M. Montgolfier, ainsi que M. Canson, méritait la médaille d'or pour la beauté de ses produits ; ils l'auraient obtenue l'un et l'autre, s'ils avaient satisfaits aux conditions préliminaires de présentation au jury départemental.

Aujourd'hui le jury central, sans trouver que les produits de M. Montgolfier soient moins distingués, n'a pu s'empêcher de reconnaître que sa fabrication est beaucoup moins étendue que celle des établissements qui, depuis 1827, se

sont placés au premier rang. Il n'emploie que cent ouvriers et ne produit que 350 quintaux de papier. Le jury, témoignant son vif désir que M. Montgolfier développe avec bonheur et rapidité son industrie, lui décerne la première médaille d'argent.

**MM. BLANCHET frères et KLÉBER, à Rives (Isère).**

En 1823 ces habiles fabricants avaient obtenu la médaille de bronze. En 1827 ils n'exposèrent point, mais ils n'en travaillèrent pas moins à perfectionner leurs produits, à donner plus d'étendue à leurs fabrications. Maintenant ils possèdent deux machines à papier continu et cinq cuves à la main. Ils occupent deux cent vingt-six ouvriers des deux sexes, consomment annuellement 415,000 kilogrammes de chiffons, et livrent au commerce pour 550,000 francs de papiers. Ils exportent en Italie, en Suisse, en Espagne, en Belgique. Un fait a constaté la bonne qualité de leurs papiers, tous les registres présentés à l'exposition de 1834 sont faits avec du papier de Rives, qui sert exclusivement à cet usage. Le jury central juge MM. Blanchet frères et Kléber dignes de la médaille d'argent.

**MM. RICHARD et C<sup>ie</sup>, à Plainfaing (Vosges).**

Leurs produits, presque aussi beaux que ceux des exposants qui précèdent, sont donnés par deux machines continues, d'après le système de M. Didot Saint-Léger. Ils font travailler cent trente ouvriers, et fabriquent 40,000 rames de papiers blancs, de couleur, de tenture et d'emballage, au prix moyen de 7 francs la rame. Le jury lui décerne la médaille d'argent.

**MM. CALLAUD-BELLISLE, fils et frères, à Veuze et à Chantoiseau, commune de Saint-Michel (Charente).**

Leur fabrique de Chantoiseau travaille à la main, celle de Veuze travaille à la mécanique; elles occupent ensemble cent quatre-vingt-dix ouvriers des deux sexes. Leurs produits, vendus dans toute la France, sont recherchés de l'étranger et envoyés jusque dans les mers du Sud. Leurs papiers continus, d'une pâte blanche et fine, offrent une sur-

face égale et lisse. Ceux qu'on destine au lavis sont les plus remarquables ; on n'en avait pas encore fabriqué mécaniquement, qui réunissent autant de corps et de plus grandes dimensions. MM. Callaud-Bellisle méritent la médaille d'argent.

MM. LATUNE et C<sup>ie</sup>, à Crest, commune de Blacons (Drôme).

Ils ont exposé des papiers dont les qualités ne laissent rien à désirer. Ils ont un moteur hydraulique, trois cuves toujours alimentées par trois cylindres, et douze piles de maillets ; ils emploient quatre-vingts ouvriers logés dans l'établissement, et dix manœuvres non logés. Ils ont établi récemment un atelier de réglure pour les registres et la musique. Ils avaient reçu la médaille de bronze en 1823, ils ont maintenant droit à la médaille d'argent.

*Rappel de médaille de bronze.*

MM. LACROIX frères et LAROCHE, à Angoulême (Charente).  
Dépôt à Paris, rue Dauphine, 20.

Ils imitent parfaitement le glacé des papiers anglais.

Néanmoins le poli n'est pas sans inconvénient. La pression nécessaire pour le produire, en resserrant trop les pores, empêche l'encre d'y pénétrer ; aussi la plume glisse-t-elle dessus sans laisser d'empreinte suffisante. Ajoutons que la même sorte de papier, cotée par les exposants à 20 francs, sans cet apprêt, est cotée depuis 7 francs jusqu'à 16 francs de plus par rame, lorsqu'il est glacé. C'est faire payer trop cher un avantage douteux.

En définitive les papiers blancs de MM. Lacroix et Laroche sont bien fabriqués ; leurs papiers de couleur offrent des nuances agréables, fondues avec égalité. Le jury leur confirme la médaille de bronze accordée en 1823.

*Nouvelles médailles de bronze.*

MM. MULLER, BOUCHARD, OUDIN et C<sup>ie</sup>, à Gueures, près Dicppe (Seine-Inférieure).

Papiers d'impression les plus beaux dans leur genre que l'exposition ait offerts ; papiers brouillards et papiers d'enveloppe pour la quincaillerie, faits avec plus de soin qu'on n'en a mis jusqu'à présent à ce genre de produits. Le jury décerne une médaille de bronze à MM. Muller, Bouchard, Oudin et C<sup>ie</sup>.

M. BOULARD, à la Villeneuve, près Bar-sur-Seine (Aube).

Papiers pour lavis, pour gravures en taille-douce et pour registres, d'une qualité remarquable. Ils méritent la médaille de bronze.

M. BÉCHETOILE, à Bourg-Argental, près Saint-Étienne (Loire).

Ses produits sont dignes de la grandeur de l'établissement qu'il a construit en 1826, de concert avec M. Élie Montgolfier. Un chute d'eau de trente et un mètres imprime le mouvement au mécanisme à papier continu ; il y a six moulins à cylindres, plus un septième à maillets. Depuis 1831 M. Bechétoile a construit de nouveaux moulins à cylindres avec des pompes aspirant l'excès d'eau qui, mélangée avec la matière première, maculerait les feuilles de papier. Il produit annuellement 210,000 kilogrammes de papiers de toute espèce. Le jury lui décerne la médaille de bronze.

#### *Mentions honorables.*

MM. JAFFART père et fils, à Mende (Lozère).

Leur papeterie, fondée seulement depuis 1825, est néanmoins la première établie dans ce département ; elle occupe soixante-dix chefs de famille, fait vivre environ trois cents personnes et s'augmente continuellement. Le bas prix de la force hydraulique et de la main-d'œuvre, dans cette partie de la France, permet d'y produire avec économie de bons papiers, en procurant des moyens d'existence à une classe pauvre dépourvue de travail.

M. BALLONDE, à Cuzorn (Lot-et-Garonne).

Ses papiers fabriqués à la cuve sont blanchis par le chlore; la pâte en est belle. Ils coûtent de 8 à 25 francs la rame.

*Citations favorables.*

M. LOUBRY, au Petit-Rabousy, commune de Haris, près Vervins (Aisne).

Cette fabrique ne confectionnait autrefois que du papier d'emballage. Elle a fait beaucoup de progrès depuis 1831; ces progrès sont un bienfait pour les pays qu'elle enrichit.

MM. PATIN et C<sup>ie</sup>, à la Thibaudière (Indre-et-Loire).

Ils exposent pour la première fois les produits de leur manufacture, qui se développe et se perfectionne avec rapidité.

MM. TRUON et AUDIBERT, à Divonne (Ain).

Leur fabrique, établie seulement en 1827, produit par année de 8 à 9,000 rames, dont une partie s'exporte en Suisse; ils occupent trente-quatre ouvriers.

M. DELAROCHE (LAMBERT), à Laval (Mayenne),

Créateur d'une papeterie mécanique établie depuis trois ans.

M. MAXIME DELESTRADE, à Mayargues, arrondissement d'Aix (Bouches-du-Rhône).

Papier qui n'a pas besoin de collage, fait avec l'algue marine qu'on trouve en abondance sur les bords des étangs de Berres et de Martigues. Si le fabricant peut, comme il l'annonce, livrer ce papier à 30 pour 100 au-dessous du prix des papiers ordinaires, il aura doté d'une industrie importante les départements maritimes. A ce titre il devra recevoir une récompense supérieure lors de la première exposition.

EXPOSITION DE 1839.

M. Dumas, rapporteur.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La fabrication du papier a subi, depuis quelques années, une transformation presque complète.

Le blanchiment du chiffon par le chlore s'est introduit successivement dans toutes les fabriques, et a remplacé partout les moyens de blanchiment, plus lents et bien moins énergiques, auxquels on avait recours autrefois.

Le collage de la pâte, au moyen d'un savon résino-alumineux et de la fécule, s'est substitué, pour la plupart des papiers, au collage à la gélatine, qui s'opère sur les feuilles déjà faites, et qui entraîne une main-d'œuvre considérable. Enfin on sait que la fabrication lente du papier à la forme a fait place, en général, à l'emploi des belles machines qui produisent le papier continu.

Pendant cette invasion rapide des procédés chimiques et mécaniques, dans une industrie formée à d'autres méthodes par une pratique très-ancienne, n'a pas pu répondre de suite à toutes les nécessités de la consommation. Le papier à la forme, battu sur presque tous les points, s'est réfugié dans quelques spécialités où jusqu'ici il conserve une incontestable supériorité.

On peut donc trouver dans le commerce deux sortes de papiers :

1° Le papier à la mécanique, collé à l'aide d'un savon résino-alumineux et de la fécule; 2° le papier à la main, collé à l'aide de la gélatine et de l'alun.

Le premier se recommande par son homogénéité, son bas prix, et la perfection de son collage.

Le second se fait remarquer par sa ténacité, sa résistance aux agents de destruction et par l'expérience séculaire qui en garantit la durée.

Il est bon que ces deux systèmes de fabrication demeurent en présence quelque temps encore. Le papier mécanique, par son bas prix, oblige le papier à la forme à chercher des moyens de fabrication qui le rapprochent de son rival. Le papier à la forme, à son tour, offre aux papeteries mécaniques un type dont elles doivent toujours chercher à se rapprocher sous le rapport de la ténacité, de la résistance et de la durée.

Les méthodes de fabrication nouvelles atteignent rarement du premier coup toute leur perfection ; leur énergie même devient une source d'erreurs ou d'abus. Il devait en être ainsi des procédés nouvellement appliqués à la fabrication du papier, qui, par leur adoption presque universelle, exigent de notre part une sérieuse attention.

Ainsi, rien de plus commode, sans doute, que le blanchiment par le chlore ; mais aussi rien de plus capable de détruire la ténacité du papier, quand l'application en est faite sans prudence. Beaucoup de nos fabriques sont encore loin d'être irréprochables à cet égard, et livrent au commerce des papiers qui exhalent l'odeur du chlore, c'est-à-dire des papiers qui portent en eux-mêmes un germe de destruction énergique qu'un lavage plus parfait aurait fait disparaître.

L'essai par la teinture de tournesol, déjà familier aux imprimeurs-lithographes, restreindra cet abus quand il sera plus répandu, et quand tous les consommateurs de papier seront bien convaincus que des papiers retenant du chlore sont des papiers mal lavés, dont la cohérence se détruira d'elle-même au bout de peu de temps.

Mais, tout en lavant très-bien la pâte de ses papiers, une fabrique peut encore abuser du chlore, quand elle fait de cet agent énergétique un usage mal raisonné. Ainsi, lorsque le blanchiment se fait au moyen du chlore gazeux, dans des caisses où le chiffon trituré est entassé en plaques humides, on peut affirmer que la partie supérieure des tas en blanchiment est complètement éternée, avant que les couches inférieures soient pénétrées de chlore à leur tour. Le fabricant de papier qui emploie le chlore gazeux doit rechercher par tous les moyens possibles à modérer son action.

En général, cette opération se fait trop vite, sur de trop grandes masses à la fois, avec du chlore trop pur, et on a tort de n'y point appliquer le principe de distribution méthodique qui doit présider à la disposition des appareils



usités pour mettre en présence deux agents destinés à s'épuiser réciproquement.

Le problème à résoudre pour le blanchiment du papier, ne le perdons pas de vue, ne consiste pas uniquement à faire du papier très-blanc, mais à le faire blanc, en lui conservant toute sa ténacité.

Bien que le collage du papier paraisse une opération simple dans son but, elle demande aussi quelques réflexions de la part du fabricant.

Le collage a pour objet d'empêcher l'encre de pénétrer dans le papier d'une manière trop facile; mais il ne doit pas être poussé au point d'empêcher tout à fait cette pénétration.

Trop faible, le collage laisse l'encre s'étendre par capillarité autour du trait formé par la plume, et celui-ci se trouve dénaturé; trop fort, le collage arrête l'encre à la surface du papier et un simple lavage à l'eau peut effacer les traits de l'écriture, ce qui rend les faux d'une extrême facilité.

Il faut que l'encre pénètre le papier, et qu'elle ne le pénètre pourtant pas trop aisément.

Un bon collage constitue donc l'un des mérites les plus essentiels du papier, l'un des plus délicats à obtenir, et, quoique le nouveau procédé de collage en pâte soit généralement connu, rien n'est plus inégal que le résultat qu'il fournit entre les mains des divers fabricants qui l'emploient.

Une dernière observation se présente quand on examine l'état actuel de la fabrication du papier; elle est grave. On a reconnu que le papier destiné au tirage des dessins recevait certains mérites de l'introduction d'une faible proportion de matières minérales. On est parti de là pour mettre dans la pâte du papier des substances minérales blanches, du plâtre en quantité considérable. Celles-ci rendent le papier moins tenace, plus perméable à l'air, plus accessible à l'humidité atmosphérique, en un mot plus propre à subir une destruction spontanée. C'est une pratique qui doit être proscrite, et il

serait à désirer que, dans tous les marchés importants, on prit soin d'imposer au fabricant de papier des conditions formelles à cet égard, et qu'on lui prescrivît de fournir des papiers exempts de ces matières minérales blanches que la fraude y introduit.

Il serait à désirer que les administrations publiques, les ministères, l'imprimerie royale, etc., donnassent à cet égard un salubre exemple. Les papiers présentés aux soumissions ouvertes par ces établissements devraient tous être jugés par des chimistes avant d'être admis, et on devrait prohiber sans pitié tout papier contenant du chlore libre, ce qui annonce une fabrication imparfaite, et tout papier renfermant du plâtre ou des matières analogues, ce qui est l'indice d'une véritable fraude.

Ces réflexions expliquent comment il se fait que les procédés nouveaux, en abaissant le prix du papier, en lui donnant une blancheur, un éclat qu'il n'offrait jamais autrefois, ont eu néanmoins l'immense inconvénient d'introduire dans la consommation des papiers si peu durables, qu'on ne peut s'empêcher de regretter que nos livres actuels s'impriment sur une matière aussi inférieure, sous ce rapport, aux papiers à la forme qu'elle a remplacés.

Faire un papier d'impression solide, à bon marché et d'un ton convenable, c'est un problème à résoudre, et l'un des plus importants que l'industrie du papier puisse se proposer.

En résumé, si la fabrication du papier mécanique s'est emparée de la consommation presque entière par une production belle et à bon marché, il faut maintenant qu'elle s'applique à produire des papiers tenaces, nerveux et durables, tout en conservant les qualités qui lui sont propres. Quant à la fabrication du papier à la main, elle doit plus que jamais s'attacher à conserver à ses produits les qualités qui lui assurent la préférence pour certains usages. Pour elle, le blanchiment au chlore doit être conduit avec la plus grande circonspection, le collage fait avec un soin extrême et la fabrication surveillée d'une manière très attentive, car

ses moindres défauts s'exagèrent par la comparaison avec le papier mécanique, toujours plus régulier.

Parmi les trente fabricants qui ont envoyé des papiers à l'exposition, il en est beaucoup qui font du papier mécanique ; les papiers à la main sont peu nombreux.

Mais, en dehors de ces deux systèmes de fabrication, l'exposition est riche en produits qui intéressent l'industrie du papier, ce sont des essais faits dans le but de remplacer le chiffon par d'autres matières ; ces essais révèlent la présence des chiffons toujours croissants pour les pays comme le nôtre, où la consommation du papier augmente tous les jours, par les effets naturels de la liberté de la presse et par la rapidité avec laquelle l'instruction élémentaire se répand, grâce à nos nouvelles institutions, dans les parties de la population qui en étaient privées jusqu'ici. Le jury a donc eu à examiner des papiers à la mécanique ; des papiers à la forme et des matières propres à remplacer le chiffon. Les considérations qui précèdent feront comprendre que son rôle consistait à démêler, parmi les produits qui étaient soumis à son examen, ceux qui joignaient aux qualités les plus cachées qu'un examen approfondi peut seul révéler et qui sont à la fois un gage de durée pour le papier et une conséquence de sa bonne fabrication.

#### *Rappels de médailles d'or.*

SOCIÉTÉ ANONYME DES PAPETERIES DU MARAIS et de SAINT-MARIE (Seine-et-Marne) ; dépôt à Paris, rue Christine, 5.

Cette vaste entreprise a augmenté ses moyens de production depuis la dernière exposition ; alors elle possédait trois machines, aujourd'hui elle en a cinq en activité ; en outre elle est pourvue de plusieurs cuves propres à la fabrication des papiers à la main pour des besoins spéciaux.

Les papiers que cette Société livre au commerce, ceux qu'elle a exposés, la placent toujours aux premiers rangs et

la rendent toujours digne de la médaille d'or qui lui fut décernée en 1834.

**SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCHARCON**, près Mennecy (Seine-et-Oise); dépôt à Paris, rue du Mail, 29.

Cette belle usine, qui livre au commerce 500 à 600,000 kilogrammes de papier par an, a perfectionné ses moyens d'apprêt depuis 1834, et, tout en suivant la baisse des prix, a trouvé le moyen d'améliorer sa fabrication sur tous les points.

On lui doit d'heureux essais pour la fabrication du papier de Chine. Il est à regretter qu'elle n'ait pas livré au commerce des produits qu'elle a obtenus en ce genre à l'occasion du concours ouvert par la Société d'encouragement.

Elle fabrique un papier d'enveloppe imperméable et à bas prix. Elle fait du papier de varech, du papier de bois; elle a soumis à des essais réguliers toutes les matières animales à bon prix, la tourbe, le goudron, et elle est en mesure de fabriquer les papiers les plus variés par leur moyen.

La Société d'Écharcon, tout en maintenant son rang parmi les premières papeteries de la France pour la fabrication des papiers de consommation, se prépare, comme on voit, des ressources pour des cas imprévus par une étude savante et approfondie des moyens que l'art peut s'approprier.

Elle nous paraît plus que jamais digne de la médaille d'or qui lui fut décernée en 1834.

**M. MONTGOLFIER**, à Annonay (Ardèche).

M. Montgolfier possède deux usines importantes à Annonay, celle de Saint-Marcel-lès-Annonay et celle de Gros-Berty-lès-Annonay. En outre il est un des propriétaires de la fabrique de papier établie à Saint-Maure, près Paris, pour la fabrication des papiers communs.

Les papiers que M. Montgolfier a exposés sont ceux de ses fabriques d'Annonay, qui produisent 1,000,000 de kilogr., et où se trouvent réunis le travail des machines continues et celui des cuves à la main. Les papiers les plus variés se trouvent donc réunis dans les produits de ces deux fabri-

ques, depuis les plus beaux papiers pour dessins jusqu'aux rouleaux de tentures les plus ordinaires.

Parmi les produits de M. Montgolfier, le jury a remarqué ses papiers à calquer, objet d'une exportation importante, et préférés en France à tous les papiers analogues ; les papiers de couleur à la main, dans lesquels les artistes trouvent les tons chauds, variés et gradués qu'exige la composition d'un album ou l'encadrement d'une estampe ; les papiers de couleur à la machine, qui embrassent une cinquantaine de teintes d'une fabrication très-distinguée, enfin les cartons superfins collés et sans colle, et les cartons de couleur, produit nouveau d'une fabrication difficile, et déjà fort employé pour cartes d'adresses, billets, cartonnage, où ils remplacent un carton ferme de feuilles superposées.

Dans la fabrication de ses papiers blancs à la main ou à la machine, M. Montgolfier se montre digne de son nom et de sa réputation par la beauté de ses produits, leur bonne fabrication et par l'importance de ses produits, leur bonne fabrication, et par l'importance de ses opérations.

Le jury, à tous ces titres, juge que M. Montgolfier mérite de plus en plus la médaille d'or qui lui fut décernée en 1801.

#### *Nouvelles médailles d'or.*

**MM. BLANCHET frères et KLÉBER, de Rives (Isère).**

La fabrique de Rives est depuis longtemps renommée pour ses papiers à la main ; elle date du sixième siècle, et possède aujourd'hui encore cinq cuves à la main, d'où sortent des papiers d'une qualité tellement supérieure pour registres, que pendant longtemps MM. Blanchet frères sont demeurés sans rivaux, et qu'aujourd'hui encore ils occupent, sous ce rapport, le premier rang. MM. Blanchet n'ont pas voulu se borner néanmoins au genre de fabrication qu'ils exploitaient dès longtemps avec tant de succès, et ils ont ajouté à leurs cuves à la main deux machines à papier continu qui leur permettent d'offrir au commerce des papiers de tout genre.

Ils occupent trois cents ouvriers, consomment 500,000 kilogrammes de chiffons, et produisent à peu près 800,000 fr. de papier.

La fabrique de Rives a surtout fixé l'attention du jury par la production de ses papiers à la main, qui non-seulement se sont répandus dans toute la France, mais qui s'exportent, en outre, dans toutes les parties de l'Europe.

Les registres du commerce sont presque tous faits avec du papier de Rives.

En 1820, cette fabrique obtint une médaille de bronze; en 1827, elle n'exposa pas; en 1834, elle fut jugée digne de la médaille d'argent.

Depuis cette époque, la fabrication de Rives a fait de constants efforts pour maintenir sa supériorité. Ses papiers à registres sont plus blancs, sans être moins solides.

Il y a eu progrès pour la blancheur, mais ce progrès a été ce qu'il devait être, c'est-à-dire scrupuleux à l'excès, car la première condition à observer dans la fabrication de cette sorte de papier, c'est de lui conserver sa résistance entière.

Le collage des papiers de Rives peut servir de modèle comme collage à la gélatine.

Quant à la fabrication, elle est exécutée avec une attention et des soins qui ne laissent rien à désirer.

MM. Blanchet frères se placent au premier rang; cette spécialité est importante; car il s'agit ici de papiers solides, durables, d'une nécessité absolue pour la conservation des transactions commerciales, et dont une expérience universelle et de chaque jour contrôle et vérifie les qualités.

MM. Blanchet frères ont su conserver leur industrie au milieu du mouvement de rénovation qui vient de bouleverser toute la fabrication du papier. S'ils ont modifié leurs procédés, c'est avec une telle réserve et un tel succès qu'ils sont demeurés en possession de fabriquer un papier digne d'être présenté comme le type du papier solide et durable, qu'il serait à désirer de voir produire à bon marché, au moyen des machines continues.

Le jury central décerne une médaille d'or à MM. Blanchet frères et Kleber pour leur papier à la forme.

MM. LACROIX frères, à Angoulême (Charente); dépôt, rue Dauphine, 20.

En 1834, MM. Lacroix frères et Laroche avaient exposé des papiers à la forme bien glacés, et avaient, à ce titre, obtenu une médaille de bronze. Aujourd'hui MM. Lacroix frères ont soumis à l'attention du jury des produits d'une industrie plus perfectionnée; ce sont des papiers à la mécanique, et particulièrement des papiers coquille de la plus belle fabrication. Ces papiers sont très-nerveux, d'un collage excellent et d'une fabrication très-soignée. Leur teinte est égale, leur épaisseur bien uniforme; on n'y remarque ni gaüdes ni clairs.

Leurs papiers blancs sont d'une blancheur parfaite et très-bien lavés, par conséquent exempts de chlore.

Leurs papiers de couleurs ont des tons francs, purs, et sont d'une nuance bien uniforme.

La fabrication de MM. Lacroix frères emploie une machine et deux cuves; elle occupe cent ouvriers et produit environ 250,000 kilogrammes de papier par an.

MM. Lacroix frères se sont placés aux premiers rangs parmi les fabricants de papiers par la beauté constante de leurs produits, par leur excellente et consciencieuse fabrication. Il ont suivi une route tracée, mais ils l'ont suivie avec une habileté très-remarquable.

Le jury leur décerne la médaille d'or.

MM. DURANDEAU, LACOMBE et C<sup>ie</sup>, à Angoulême (Charente); dépôt à Paris.

Les papiers de MM. Durandeu et Lacombe sont de la plus belle fabrication. Leur usine possède une machine sortant des ateliers de M. Chapelle, et huit cylindres. Elle emploie cent cinquante ouvriers et produit environ pour 400,000 fr. de papier.

De même que MM. Lacroix frères, les fabricants dont il s'agit ont commencé, depuis peu d'années, le genre de

fabrication auquel ils se livrent, et, de même qu'eux, ils l'ont porté tout d'un coup au plus haut degré de perfection.

Leurs papiers sont d'un très-beau blanc; ils sont forts et nerveux : la pâte en est pure et bien lavée; la fabrication en est irréprochable à tous égards.

Le collage de ces papiers est fait avec le plus grand soin et supporte toutes les épreuves. Leur azur est de la plus grande beauté.

Certes il faut prendre en considération, dans l'appréciation du mérite d'une usine nouvelle, les secours qu'elle puise dans l'expérience de ses aînées et dans l'habileté des constructeurs des machines. Mais, quand les circonstances sont les mêmes pour tous, il est impossible de méconnaître le talent dont fait preuve celui qui livre du premier coup au commerce des produits de la plus haute qualité sous tous les rapports.

Le jury central décerne une médaille d'or à MM. Durandeau, Lacombe et C<sup>ie</sup>.

#### *Rappel de médaille d'argent.*

MM. CALLAUD, BÉLISLE, SAZÉRAC et C<sup>ie</sup>, à Venze (Charente).

Ces habiles fabricants possèdent deux usines qui emploient trois machines à vapeur et deux cent dix ouvriers.

Leurs produits se consomment non-seulement en France, mais aussi à l'étranger et même en Angleterre. Ils ont exposé des papiers coquille très-beaux; des papiers pour lithographie, de fort belle qualité.

Ils méritent toujours la médaille d'argent qui leur fut accordée en 1834.

#### *Médailles d'argent.*

MM. MÉNET et C<sup>ie</sup>, à Essonnes (Seine-et-Oise).

La papeterie d'Essonnes est le berceau de la papeterie



mécanique. Transformée en filature, il y a quelques années, elle a repris son ancienne destination en 1835.

Elle possède aujourd'hui seize cylindres, deux machines à papier, occupe deux cent trente ouvriers et produit au moins 500,000 kilogrammes de papier.

M. Ménét a exposé des papiers d'un beau blanc, bien collés, et d'un apprêt remarquable, obtenu sur la machine à papier elle-même par un procédé de satinage nouveau de son invention. La construction des cylindres qu'il exige offrait des difficultés graves que M. Ménét a surmontées par une combinaison fort ingénieuse. L'apprêt se donne au papier sans frais, sans manutention, pendant qu'il est encore chaud et humide.

M. Ménét a d'ailleurs introduit dans ses machines continues quelques dispositions de détail qui ont de l'importance.

Malgré son ancienneté, l'usine d'Essonnes est une usine nouvelle, eu égard à la forme qu'elle a prise au moment où M. Ménét en a refait une papeterie; elle a fait déjà de grands efforts, et peut s'élever encore, car elle possède une puissance mécanique qui dépasse ses besoins, et peut prodiguer l'eau dans toutes ses opérations.

Le jury central, exprimant le vif désir que M. Ménét mette toutes les parties de son usine au niveau de ses opérations mécaniques qui dépasse ses besoins et peut prodiguer l'eau dans toutes ses opérations, lui décerne une médaille d'argent.

M. GRIFFOND, à Wizernes, près Saint-Omer (Pas-de-Calais).

Le papier pour dessins, lavis, constitue pour M. Griffond une spécialité. Il possède six cuves et il emploie cent cinquante ouvriers. Ce papier se fabrique donc à la main.

M. Griffond, malgré tous ses soins, n'est pas encore parvenu à maîtriser la concurrence anglaise; il trouve sur nos marchés des papiers anglais destinés aux mêmes usages que les siens. Il faut espérer que bientôt, la qualité de ses produits s'améliorant, l'importation des papiers anglais cessera

tout à fait. Quelques maisons importantes de Paris accordent déjà la préférence aux papiers de M. Griffon.

La fabrication de ces papiers est très-soignée; le collage en est excellent; il est parfaitement blanc.

En continuant avec les mêmes soins, en mettant à profit avec prudence les améliorations dont la fabrication du papier s'enrichit, il est certain que M. Griffon parviendra à produire des papiers dignes, à leur tour, de la préférence que les papiers anglais ont longtemps obtenue. Il fait aussi bien que nos rivaux en industrie; il faut faire mieux.

Le jury central décerne à M. Griffon la médaille d'argent.

MM. LAROCHE, DUCHER, LEJEUNE et C<sup>ie</sup>, à Angoulême (Charente).

Ces fabricants se montrent très-dignes de figurer parmi les papetiers de la Charente. Tous leurs papiers sont d'une qualité excellente pour le blanchiment, le collage et la ténacité. Ils fabriquent à la machine.

Indépendamment des papiers de consommation courante qu'ils ont exposés, et qui sont tous fort distingués, ces messieurs ont adressé au jury des cartons pour dessin et lithographie, qu'ils ont mis des premiers dans le commerce, et qui sont d'une très-bonne fabrication.

Le jury décerne à MM. Laroche, Ducher, Lejeune et C<sup>ie</sup>, la médaille d'argent.

#### *Rappels de médailles de bronze.*

MM. MULLER, DROUARD et C<sup>ie</sup>, à Gueures (Seine-Inférieure).

La fabrique de Gueures a obtenu, en 1834, une médaille de bronze sous le nom de MM. Muller, Bouchard, Oudin et C<sup>ie</sup>: elle se présente aujourd'hui avec de nouveaux produits imitant la toile cirée, et avec des papiers blancs d'une fabrication soignée et faits à la machine.

Le jury confirme à MM. Muller, Drouard et C<sup>ie</sup> la médaille de bronze qui fut décernée à leur usine en 1834.

M. BÉCHETOILE, à l'Ourg-Argental, près Saint-Étienne (Loire).

Par leur bas prix, les produits de M. Béchetoile sont dignes d'intérêt; l'impression et les affiches les consomment pour la majeure partie. Leur établissement occupe une centaine d'ouvriers.

Le jury confirme la médaille de bronze accordée à M. Béchetoile en 1834.

*Nouvelles médailles de bronze.*

MM. BRETON frères et C<sup>ie</sup>, à Pont-de-Claix (Isère).

La fabrique de MM. Breton frères est mise en mouvement par des turbines de M. Fourneyron : elle compte quatre cylindres, et possède une machine continue avec séchoir-apprêteur.

Elle produit 100,000 kilogrammes de papier provenant de 125 ou 130,000 kilogrammes de chiffons.

MM. Breton frères fabriquent à peu près tous les papiers, et leurs produits sont faits avec soin et succès.

Le jury central a remarqué les papiers de Chine sortant de leur fabrique, la seule qui ait jusqu'ici versé ce genre de produit dans le commerce; il espère que cette fabrication se développera, et que bientôt nous pourrions nous passer du papier venu de la Chine pour le tirage des gravures ou lithographies.

Le jury central décerne à MM. Breton la médaille de bronze pour leur papier de Chine.

MM. TAVERNIER, OBRY et C<sup>ie</sup>, à Prouzel (Somme).

L'usine de Prouzel fabrique des papiers de tout genre, à l'aide d'une machine à papier continu; elle livre au commerce des papiers coquille, des papiers pour registres et pour lavis.

Mais c'est surtout pour la fabrication de ses papiers noirs qu'elle se fait remarquer. Ces papiers, destinés au paquage des linons, batistes et mousselines, ont l'avantage de ne

pas déteindre et de faire ressortir, par leur belle couleur, la blancheur des étoffes qu'ils renferment.

L'usine de Prouzel fait ce papier en grande quantité pour la France; elle en exporte même, tant sa supériorité à cet égard est reconnue.

Le jury décerne à MM. TAVERNIER, OBRY et C<sup>ie</sup> une médaille de bronze pour leurs papiers noirs.

Madame veuve BÉCOULET et VAISSIER, à Arcier (Doubs).

L'usine d'Arcier possède une seule machine, mue par une roue hydraulique; elle occupe quarante-cinq à cinquante ouvriers, et produit environ 200,000 à 240,000 kilogrammes de papier par an.

Les produits de cette usine ne se font remarquer ni par leur importance ni par aucune destination spéciale; mais, en les examinant avec attention, le jury central leur a reconnu un genre de mérite auquel il attache un grand prix, c'est un collage d'une rare perfection.

Le jury central décerne à M<sup>me</sup> veuve Bécoulet et Vaisnier une médaille de bronze pour leur collage.

M. CARDON, à Buges (Loiret).

La fabrique de Buges, fondée en 1790, s'est renouvelée en 1834; elle produit, à l'aide d'une machine continue et de soixante ouvriers, des papiers de tout genre.

Mais cette usine possède une spécialité; à l'aide des vieux cordages de marine, elle fabrique une grande quantité de papier goudronné, qui s'emploie au doublage des navires, aux emballages, et, en particulier, à celui de la coutellerie et de la quincaillerie qu'il préserve de la rouille.

En Angleterre, où il est plus connu qu'en France, on s'en sert pour envelopper les draps et les étoffes de laine, que son odeur préserve des attaques des insectes.

Le papier goudronné de M. Cardon est adopté par la plupart des papeteries pour leurs emballages. C'est un produit qui a de l'avenir.

Le jury décerne à M. Cardon une médaille de bronze pour son papier goudronné.

*Mentions honorables.*

MM. RIENER frères, à Colmar (Haut-Rhin).

Leur établissement est mis en mouvement par une chute d'eau de la force de quarante-cinq à cinquante-cinq chevaux ; il occupe cent trente à cent quarante ouvriers.

M. NIVET aîné et C<sup>ie</sup>, à Vraichamp (Vosges).

L'usine de Vraichamp possède tous les éléments d'une fabrication importante ; établie depuis un an au plus, elle compte déjà deux machines en activité ; leurs produits sont très-bien collés.

L'usine de Vraichamp occupera un rang important parmi nos papeteries quand ses procédés chimiques auront reçu la perfection qu'une plus longue expérience peut leur faire acquérir.

M. COURT, à Renage (Isère).

L'usine de Renage, fondée en 1835, occupe quatre-vingts ouvriers ; elle possède une machine continue : ses papiers pour impression, pour dessin, sont bien fabriqués ; ses papiers ordinaires sont faits avec soin. Son carton est d'une qualité remarquable.

*Citations favorables.*

M. MAY, à Paris, rue Sainte-Croix-d'Antin, n° 7.

L'industrie du papier voit avec intérêt tous les essais dirigés en vue de lui procurer des matières premières à bon marché et de bonne qualité. Les essais de M. May, faits avec les filaments de bananier à la papeterie du Marais, méritent son attention.

Ce papier peut s'obtenir très-blanc et très-tenace.

M. HÉRIGOYEN, à Oradour-sur-Gland (Haute-Vienne).

M. Hérigoyen a exposé du papier fait avec la paille de seigle dans sa couleur naturelle ; il en fabrique à la main environ 500,000 kilogrammes par an pour l'emballage.

Cette fabrication peut s'améliorer.

## EXPOSITION DE 1844.

MM. Dumas et Ambroise-Firmin Didot, rapporteurs.

## CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Si, dans son mécanisme, la machine à papier n'a point offert, à cette exposition, de changements notables, plusieurs accessoires importants qui s'y rattachent ont fait faire à la fabrication du papier de très-grands progrès, quant à la qualité des produits et à la diminution des prix.

Le savant exposé du rapporteur du jury de la dernière exposition signalait plusieurs défauts aux papiers fabriqués alors; ces observations ont stimulé le zèle des fabricants; guidés par les indications de M. Dumas, ils sont parvenus à donner à leurs produits les qualités qui leur manquaient encore. C'est en signalant ainsi à chaque exposition des progrès désirables et possibles, et en indiquant la voie pour les obtenir, que les expositions quinquennales ont un véritable but d'utilité. D'après l'examen des produits exposés cette année, les progrès de la papeterie ont été tels depuis cinq ans, qu'on a tout lieu de croire que cette belle industrie approche, après tant d'efforts et tant de catastrophes, du but auquel toute industrie doit enfin s'arrêter. Chaque année, la fabrication à la cuve a dû céder presque tous les avantages qu'elle avait conservés jusqu'alors, et ce qui lui reste de son domaine déjà si restreint est attaqué de toutes parts; en effet, nous avons vu à cette exposition des papiers pour registres exécutés par les machines et collés à la gélatine, qui soutiennent la comparaison avec les plus beaux produits des cuves; ils offrent toutes les garanties de solidité que les administrations réclamaient, et que les ingénieurs et dessinateurs désiraient pour les lavis des plans. La vergeure elle-même, cette marque caractéristique qui distinguait les anciens papiers faits à la main, vient aussi d'être reproduite par les

machines. Depuis un an, des toiles métalliques sans fin, portant, comme les anciennes formes, des vergeures et des pontuseaux, fabriquent à la machine des papiers vergés. Il ne reste donc plus à l'abri de cet universel envahissement que les papiers filigranés, et quelques sortes imitant les anciens papiers de la Hollande, que la cuve exécute encore avec succès.

Mais par cela même que les machines produisent chaque jour une quantité de papier telle que l'étendue ne saurait être évaluée à une longueur moindre de 500 lieues par jour (200 myriamètres), sur une largeur de 1 mètre et demi, dimension ordinaire des machines; il en est résulté que la concurrence a fait baisser les produits dans une proportion qui a causé la ruine de beaucoup de fabriques. Cependant, comme la consommation du papier tend perpétuellement à s'accroître par l'effet de la prospérité générale et de l'instruction populaire qui en résulte, on doit espérer que, si le nombre des fabriques ne s'accroît pas, l'équilibre entre la production et la consommation se rétablira peu à peu.

Parmi les améliorations principales obtenues depuis la dernière exposition, nous devons signaler plusieurs systèmes mécaniques destinés à mieux couper le papier. Vainement, depuis la fin du siècle dernier, époque de la création des machines à papier, on avait cherché un appareil qui pût réunir toutes les conditions qu'exige cette opération délicate et compliquée. La nouvelle machine de M. de Bergue, perfectionnée depuis la dernière exposition, paraît enfin avoir résolu le problème. D'autres procédés pour régulariser l'épaisseur des feuilles, à mesure qu'elles se fabriquent, promettent aussi d'heureux résultats.

L'application faite à la machine à papier, due à M. Canson, d'Annonay, des *pompes aspirantes* qui enlèvent par-dessous la toile métallique, à mesure que le papier s'y forme, une grande partie de l'eau contenue dans la pâte, est un des résultats les plus heureux obtenus dans ces derniers temps; l'usage qui s'en est propagé partout a puissamment contribué

à donner aux papiers, surtout aux papiers épais, une solidité dont ils étaient privés avant cette invention.

Une autre amélioration très-importante est celle des sabliers ou épurateurs de sable et des autres corps étrangers qui, par leur poids, se précipitent dans les rainures en cuivre ou en bois ménagées à cet effet. Par ce procédé extrêmement simple, les papiers sont dégagés du sable et autres corps qui, pendant si longtemps, endommageaient les caractères de l'imprimerie, les gravures en bois et les gravures en taille-douce. Enfin, nous mentionnerons une machine destinée à rattraper les parcelles de pâte qui se perdaient autrefois par les lavages. Quoique cette machine, simple et ingénieuse, inventée par M. Blanchet, de Rives, n'ait pas figuré à l'exposition non plus que la machine perfectionnée de M. de Bergue, pour couper le papier, nous croyons devoir ranger ces récentes inventions parmi les progrès importants obtenus depuis la dernière exposition.

L'application qui a été faite, dans toutes les papeteries bien organisées, de cylindres laveurs, procédé non moins simple et non moins ingénieux, inventé également par M. Blanchet, de Rives, a permis de mieux laver les pâtes et de les débarrasser presque entièrement du chlore qui altérait et détériorait la fibre des substances végétales qui constituent le papier.

De nouveaux essais ont été faits pour détruire, par des moyens chimiques, la présence des moindres traces de chlore à mesure que la pâte se broie dans les piles. Le temps seul permettra de juger de l'effet comparatif entre les pâtes soumises à ce procédé et les mêmes pâtes qui ne l'ont pas été. En attendant, nous appellerons l'attention des fabricants sur les moyens de multiplier les appareils ou de perfectionner les procédés employés jusqu'à présent pour débarrasser complètement les pâtes de substances corrosives, afin que les papiers puissent, comme autrefois, braver l'action du temps.

L'éclatante blancheur, la parfaite égalité des papiers mécaniques, leur envergure et leur apprêt ne laissent rien à



désirer. S'il n'en est pas de même de la solidité de la plupart d'entre eux, et si, sous ce rapport, la fabrication actuelle est en général inférieure à celle des anciens papiers fabriqués à la main avec des pâtes battues par les maillets, il faut tenir compte de la différence des éléments dont les fabricants disposent aujourd'hui. Ces éléments ne sont plus les mêmes qu'autrefois, et les difficultés, sous ce rapport, s'accroissent journellement. La *fibre ligneuse* (cellulose) des cotons n'a pas la même ténacité que celle du chanvre et du lin, et chaque année la masse des cotons s'augmente. Ce qui est plus fâcheux encore, c'est que la presque totalité des chiffons, surtout ceux des grandes villes, n'arrivent aux fabriques qu'énervés par les alcalis caustiques employés en excès chez les blanchisseurs de linge, ou par l'acide sulfurique, que des lavages insuffisants dans les blanchisseries n'ont pas complètement enlevé, et qui réagissent à la longue par l'effet de la concentration.

Ces inconvénients obligent les fabricants de papier à redoubler d'attention sur l'emploi des procédés de lessivage et de blanchiment des chiffons, soit au chlore gazeux, soit au chlore liquide, afin de modérer les proportions de ces agents, et d'éviter ainsi que la cellulose ne s'altère de plus en plus. Enfin tout doit tendre à conserver précieusement ce que la fibre des chiffons peut conserver de force. Ils ne doivent donc pas être broyés trop promptement par des cylindres dont les tranchants seraient trop vifs, car la fibre devenue trop courte rend les papiers cassants, et les empêche de résister longtemps au frottement de la gomme élastique (caoutchouc).

Quant à l'usage d'introduire des substances minérales dans les papiers, le jury croit devoir rappeler de nouveau les conseils qu'il donnait à l'exposition précédente. L'abus qu'on en faisait a presque entièrement cessé.

On n'en remarque plus dans la première qualité. Bien que, dans certaines compositions de pâte trop chargées de parties mucilagineuses, et qui conservent une très-grande ténacité, on puisse introduire, dans des proportions très-

minimes, certaines substances minérales employées avec habileté, ce qui ôte aux papiers une transparence nuisible, et leur donne une douceur favorable à l'impression en taille-douce et à l'impression typographique, il serait à désirer qu'on y renonçât entièrement. Les Anglais, qui introduisent peut-être plus abondamment qu'en France des terres argileuses dans leurs papiers, adoptent, depuis quelques années, l'usage de coller à la gélatine la plupart de leurs papiers mécaniques, même après qu'ils ont été collés à la colle résino-alumineuse. Quelques-uns de nos habiles fabricants en font autant pour les papiers destinés aux registres et au lavis, et MM. Lacroix, d'Angoulême, ont exposé des papiers collés par ce procédé d'après une machine très-ingénieuse de leur invention, et dont ils ne veulent point se réserver le monopole. Il serait à désirer que cet usage s'introduisît pour toute espèce de papiers. Mais, malheureusement, tout progrès qui augmente le prix des produits rencontre en France de grands obstacles. Pour les vaincre, il faut s'en rapporter au temps, au savoir faire de nos fabricants, et en appeler au bon sens du public, dont les jugements suprêmes sont sanctionnés par l'expérience.

Du reste, la preuve la plus évidente des progrès de la papeterie en France est renfermée dans le résultat inséré au tarif des douanes.

En 1834, notre exportation était de onze millions de francs; elle s'est accrue d'année en année, au point qu'en 1840 elle a été de dix-neuf millions trois dixièmes; en 1841, de vingt et un millions deux dixièmes; en 1842, de dix-neuf millions trois dixièmes. Et cependant on sait combien la fabrication du papier mécanique se propage rapidement dans tous les pays; partout elle suit et atteste les progrès de la civilisation.

Les essais pour imiter le papier de Chine n'ont pas encore réuni les qualités diverses qui rendent le papier fait avec le bambou chinois si favorable à l'impression des gravures. Il faudra probablement recourir à l'emploi de subs-

tances parfaitement analogues pour obtenir des résultats identiques; toutefois on doit reconnaître qu'il a été fait en ce genre de fabrication des progrès réels, et que, pour les besoins du commerce, les papiers imitant ceux de la Chine suffisent en beaucoup de cas, et sont exempts des impuretés et des inégalités de la pâte qui, dans les papiers chimiques, nuisent à l'impression des belles gravures.

Plusieurs essais ont été tentés pour utiliser la feuille du bananier, les lianes d'Amérique et autres substances végétales; à la précédente exposition, les essais que nous avons vus avaient donné des espérances qui, jusqu'à présent, ne se sont pas réalisées. Nous pensons que les nouveaux essais exposés cette année ont plus de chances de succès. Rien, sans doute, ne saurait remplacer entièrement l'usage des chiffons, mais la concurrence de nouvelles substances contribuerait puissamment à diminuer le prix des chiffons qui tend chaque jour à augmenter. En effet, les deux cents machines à papier qui existent en France consomment par jour, y compris les cuves, environ deux cent mille kilogrammes de chiffon, qui sont convertis en papier avec un déchet de 30 pour 100, ce qui suppose chaque année une consommation de un kilogramme et demi de papier par tête.

Si, comme il y a lieu de l'espérer, les substances végétales, telles que le bananier, parviennent à entrer en concurrence avec le chiffon, la diminution du prix du papier, déjà si modique, serait un nouveau progrès et un moyen d'accroître nos exportations; mais une amélioration certaine et plus ou moins immédiate est réservée à la papeterie par l'accroissement que doit prendre la filature mécanique du lin. Cette nouvelle industrie contribuera nécessairement à l'amélioration de nos chiffons par l'accroissement de consommation des étoffes de lin. On ne faisait point figurer, au nombre des avantages attachés à cette nouvelle industrie, l'amélioration de nos papiers; elle en sera une conséquence. Hâtons donc de tous nos vœux les progrès de cette industrie éminemment française.

*Rappels de médailles d'or.*

**MM. BLANCHET et KLÉBER, de Rives (Isère).**

On ne saurait mieux faire que de rappeler les expressions dont s'est servi le savant rapporteur de l'exposition de 1839, qui a signalé en détail le mérite des produits de la fabrique de MM. Blanchet et Kléber. Nous croyons devoir ajouter à ces justes éloges que leurs procédés ont acquis encore une plus grande perfection. Leur papier, exécuté à la cuve, portant le nom de **WATMANN**, est peut-être supérieur encore à ces beaux papiers dont le nom est resté comme le type de ce qu'il y a jamais eu de plus parfait en papier exécuté à la main. Les papiers à registres, fabriqués à la cuve par M. Blanchet, ne laissent rien à désirer et maintiennent toujours leur supériorité universellement reconnue. Il en est de même de leur papier grand aigle, exécuté à la forme, qui n'a peut-être d'autre défaut que d'être trop collé; malheureusement, le prix est un obstacle pour que son emploi devienne général.

La rame coute 350 fr. Ce papier a toutes les qualités des beaux papiers dits de Hollande.

Le papier mécanique, format *Colombier*, est bon pour le lavis, mais ne résiste pas autant qu'on pourrait le désirer au frottement de la gomme élastique, lorsqu'on veut effacer les traits d'un dessin. C'est un inconvénient particulier à presque tous les papiers mécaniques. L'habileté et la persévérance de MM. Blanchet et Kléber parviendront à vaincre cette difficulté.

MM. Blanchet et Kléber fabriquent aussi un papier *incombustible*, non qu'il puisse résister à l'action de la flamme, mais, dès qu'il est livré à lui-même, il s'éteint immédiatement. Ce papier est employé avec succès par les arsenaux maritimes, pour la confection des gargousses. Comme il ne brûle plus dès qu'il cesse d'être en contact avec le feu, il est ainsi à l'abri des accidents auxquels les autres papiers sont exposés.

Outre cet avantage, ce papier a une telle ténacité qu'il résiste à des tensions extrêmement fortes.

La fabrique de MM. Blanchet et Kléber, de Rives, consomme 520,000 kilogr. de drilles, produisant 430,000 kilogr. de papier d'une valeur de 835,000 fr., dont un tiers est exporté.

Nous croyons devoir rappeler que la fabrication du papier est redevable à MM. Blanchet et Kléber de deux inventions dont ils n'ont point revendiqué le privilège. L'une est celle des cylindres laveurs, qui permet de mieux laver les pâtes et de mieux les dégager du chlore qui, lorsqu'il restait dans la pâte, attaquait et détruisait plus ou moins rapidement les papiers avant l'adoption de ce procédé simple et ingénieux. L'autre est l'invention des machines destinées à rattraper la pâte qui, par l'emploi des cylindres laveurs, se perdait dans les lavages.

MM. Blanchet et Kléber n'ont point fait un secret de cette invention pour laquelle, plus tard, il a été pris un *brevet d'invention* par une personne étrangère à la papeterie, et qui en a fait un objet de spéculation. Le rappel de la médaille d'or, obtenue par ces fabricants si distingués, leur est méritée à plus d'un titre.

MM. LACROIX frères et GAURY, à Angoulême (Charente).

La fabrique de MM. Lacroix s'est augmentée d'une nouvelle machine à papier depuis la dernière exposition, où la beauté des produits de ces honorables fabricants leur a mérité la médaille d'or. Cette nouvelle machine a reçu plusieurs améliorations telles que : prolongement de la table de fabrication, changements avantageux dans le système de la cuve, addition de cylindres sécheurs, afin que la dessiccation soit plus lente, élargissement de la machine, ce qui permet d'augmenter la production d'un cinquième, addition de pompes pour utiliser les eaux collées, jusqu'alors perdues dans toutes les papeteries, augmentation dans l'aspiration des pompes à air, etc.

Ces améliorations ont permis à MM. Lacroix frères et

Gaury d'exposer des papiers mécaniques, supérieurs encore en qualité à ceux qui ont été admirés en 1839, soit par la blancheur éclatante qui signale les papiers d'Angoulême, soit par la solidité du collage. MM. Lacroix frères et Gaury ont soumis au jury, peu de jours avant la clôture de l'exposition, des rouleaux de papiers fabriqués à la machine, et collés à la gélatine d'après un procédé pour lequel ils viennent de prendre un brevet d'invention, non pas pour s'en réserver le monopole, mais pour constater, par une date certaine, qu'ils ont inventé à cette époque un perfectionnement très-important. Cette machine, qui fait voyager le papier entre plusieurs cylindres chargés de colle, est extrêmement ingénieuse; c'est un nouveau service qu'auront rendu à la fabrication du papier MM. Lacroix frères et Gaury. Aucun fabricant ne mérite mieux qu'eux le rappel de la médaille d'or.

MM. CANSON frères, à Annonay (Ardèche).

Le mérite de cet établissement qui, aux quatre expositions où il a envoyé ses produits, a obtenu la médaille de première distinction, est tellement connu qu'il suffit de dire qu'il maintient sa haute position par les soins de MM. Canson frères auxquels leur père en a confié la direction.

MM. Canson frères, habiles chimistes, ont, par des essais nouveaux, perfectionné encore la qualité des pâtes pour les papiers à registres. Aussi, à Paris, les principaux fabricants de registres accordent-ils la préférence aux papiers Canson, dont chaque feuille est marquée de ce nom comme une garantie contre toute méprise.

Parmi les divers papiers qu'ils ont exposés et qui sont tous d'une qualité supérieure, on a remarqué des papiers imitant complètement le parchemin par leur étonnante solidité. La fabrication de MM. Canson est considérable, elle occupe quatre machines.

MM. Canson ont fabriqué, comme essai, aux sollicitations de nos chimistes, du papier à filtrer à l'imitation du papier à filtrer qu'on fait en Suède. Ce papier doit être fa-

briqué avec des soins particuliers et avec des eaux parfaitement pures qui ne déposent ni sels ferrugineux, ni sels calcaires. On peut être assuré que les papiers, soumis par MM. Canson à nos plus habiles chimistes, ne seront en rien inférieurs à ceux de Suède.

La plus haute des distinctions sociales dont M. Canson père a été honoré à de si justes titres, est une récompense due à ses longs travaux, à ses efforts couronnés de succès, et à ses belles inventions qui ont contribué aux progrès si rapides de la papeterie mécanique en France ; ses fils marchent dignement sur ses traces. En 1839, MM. Canson ont apporté plusieurs améliorations à l'établissement modèle de leur père. L'aîné, M. Étienne Canson, a exposé un appareil de son invention, qui doit mettre les chaudières à l'abri des chances d'explosion. Une mention honorable a été accordée à M. Étienne Canson pour cette invention, qui est appliquée avec succès dans plusieurs fabriques.

Les travaux et la constance des efforts de cette famille, à qui la papeterie doit tant d'améliorations, la placent dans une position exceptionnelle, et la rendent de plus en plus digne du rappel de la médaille d'or que le jury décerne à tant de justes titres aux fils de M. Canson.

SOCIÉTÉ ANONYME DU MARAIS et de SAINTE-MARIE, à Jouy-Saint-Morin (Seine-et-Marne).

Cette papeterie, qui est la plus considérable de France, a cinq machines qui mettent en œuvre 1,400,000 kilogr. de chiffons. Les papiers qu'elle a exposés sont recommandables aux mêmes titres qui lui ont mérité à toutes les expositions les plus honorables distinctions.

Presque tous les papiers de banque qui portent des filigranes sont fabriqués au Marais, dont ils forment une des principales spécialités. Il n'est aucune sorte de papiers qui ne s'exécute avec succès à cette fabrique, connue universellement par la qualité de ses produits, parmi lesquels nous avons remarqué un rouleau de carton continu, formé de deux feuilles fortes, qui, réunies tout humides sous la deuxième

pression, contractent par des pressions subséquentes l'adhérence d'un carton souple et parfaitement apprêté.

Ce carton est destiné à l'apprêt des étoffes fabriquées aussi d'une manière continue.

M. Delatouche, gérant de ce bel établissement, a donné des soins tout particuliers pour bien laver les pâtes, afin de leur éviter l'inconvénient de jaunir. En effet, on peut juger que le papier employé pour l'impression du texte du superbe volume de *Paul et Virginie*, publié en 1836 par M. Curmer, que le papier de ce texte a conservé tout son éclat, tandis qu'il n'en est pas de même du papier employé pour les gravures en taille-douce, dont la fabrication n'a pas été exécutée au Marais.

Le jury décerne à cet important établissement le rappel de la médaille de première distinction, qu'il continue à mériter à de si justes titres.

M. DELAPLACE, à Jeandheurs, près Bar-le-Duc (Meuse).

On sait que c'est à Jeandheurs que M. Didot-Saint-Léger, après avoir mis à exécution en Angleterre, au bout de vingt années de longs et dispendieux essais, l'idée première due à Robert, pour la fabrication du papier sans fin, parvint à rapporter dans son pays, sous la protection du duc de Reggio, une industrie qui n'aurait jamais dû en sortir. La mort enleva en une seule année M. Didot-Saint Léger avec toute sa famille. M. Delaplace, son associé, persévéra courageusement à vaincre les difficultés que rencontre la création de semblables établissements. La médaille d'or décernée d'abord à M. Didot, l'a été ensuite à M. Delaplace, à chaque exposition

L'importance de cet établissement, où vingt cylindres alimentent deux machines, la qualité des produits destinés à la consommation intérieure et à l'exportation, l'habileté avec laquelle M. Delaplace sait utiliser les chiffons de la qualité la plus commune, sont des titres réels qui méritent à tous égards le rappel de la médaille d'or, dont M. Delaplace se montre digne pour la troisième fois.



**MM. DURANDEAU aîné, LACOMBE et C<sup>ie</sup>, à Lacourade, commune de Lacouronne (Charente).**

Les papiers exposés par ces habiles fabricants se maintiennent au premier rang et réunissent toutes les qualités qui constituent les papiers les plus parfaits.

La fabrique de MM. Durandeaup aîné, Lacombe et C<sup>ie</sup> contribue puissamment à conserver à leur contrée la prééminence dont elle jouit depuis si longtemps, puisque c'était d'Angoulême que les Elzevirs faisaient venir le papier pour l'impression de leurs charmants livres, dont les caractères avaient été gravés par Garamond ; la France peut donc, à juste titre, revendiquer une bonne part dans le mérite de ces célèbres éditions.

Le jury accorde à MM. Durandeaup aîné, Lacombe et C<sup>ie</sup> le rappel de la médaille d'or ; ils la méritent de plus en plus.

**SOCIÉTÉ ANONYME DE LA PAPETERIE D'ÉCHARCON, à Écharcon (Seinc-et-Oise) et à Paris, place des Victoires, 5.**

La fabrique d'Écharcon avait été créée à grands frais pour rivaliser avec les plus célèbres papeteries de l'Angleterre. Rien n'a été épargné pour que cet établissement eût la prééminence sur tous les autres. Il a en effet obtenu la médaille d'or, en 1834, et le rappel de cette médaille, en 1839.

La fabrique d'Écharcon a montré, cette année, plusieurs beaux produits ; mais, loin de s'occuper exclusivement de belles fabrications, elle s'adonne aussi aux fabrications communes, et expose des papiers de journaux qu'elle livre au prix de 95 c. le kilogramme.

De tous temps, un grand nombre d'essais qui ont profité au progrès de l'industrie ont été faits à Écharcon. Cette année, M. Gasnier, continuant les travaux de ses prédécesseurs, a exposé des papiers très-solides et de bonne qualité, qu'il a obtenus avec les lianes d'Amérique et autres substances végétales exotiques. Il faut espérer que tant de tentatives, réitérées depuis si longtemps, finiront par donner de bons résultats. Le jury croit devoir rappeler de nouveau la médaille d'or à cette papeterie.

*Médaille d'or.*

MM. CALLAUD-BÉLISLE frères, NOUËL et C<sup>ie</sup>, à Maumont et Veuze (Charente),

Ont exposé quatre-vingt-dix-sept échantillons de papiers, tous remarquables par la qualité qui distingue chaque sorte depuis les papiers les plus minces, dits *pelures*, jusqu'aux épais cartons dits de *Bristol*. Ces fabricants courageux, qui les premiers ont monté par eux-mêmes, à Angoulême, les machines à papier sans le secours d'ingénieurs, n'ont reculé devant aucun sacrifice pour perfectionner les produits de leurs trois machines qui, d'après ce qu'ils déclarent, emploient 900,000 kilogr. de chiffons par an, produisant 720,000 kilogr. environ de papier, ce qui suppose une fabrication de près d'un million de francs, dont la moitié est exportée.

Les papiers de MM. Callaud-Bélisle se distinguent 1<sup>o</sup> par leur solidité et leur blancheur; tous sont blanchis au chlore à l'état liquide; ils n'emploient pas le chlore gazeux; 2<sup>o</sup> par la très-grande pureté de leurs pâtes; 3<sup>o</sup> par la perfection soutenue de la fabrication; 4<sup>o</sup> par l'éclat de leurs papiers bleus et la beauté de l'azur qu'ils emploient. Un grand nombre des papiers qu'ils exposent sont exécutés sur de nouvelles toiles métalliques sans fin, portant vergeures et pontuseaux fabriqués récemment par MM. Troussel fils et Catala; ces nouveaux papiers ont toute l'apparence des plus beaux papiers vergés fabriqués à la forme, et ils en ont la solidité; ils ont de plus l'avantage de la régularité parfaite que donne la machine et que ne saurait égaler la fabrication à main d'hommes.

Les rouleaux de papier sans fin en *pelure* extra-mince, collée et non collée, blanche, azurée et rosée, tels qu'ils sortent de leur machine, attestent la perfection de leur fabrication non préparée. Nous en dirons autant de leur papier végétal pour calquer.

Leurs procédés pour l'apprêt et le lissage du papier sont parfaits.

Les papiers à registres rivalisent presque avec ceux de M. de Canson pour la solidité du collage et la fermeté des pâtes. Il en est de même des papiers à dessin, qui ne laissent rien à désirer.

Les essais qui ont été faits sur les papiers exposés par MM. Callaud-Bélisle ont prouvé qu'ils étaient très-bons pour le lavis ; cependant ils ne résistent pas parfaitement au frottement de la gomme élastique. La pâte est très-fine, mais le grain en est trop fin pour les papiers de grand format.

Leur papier végétal est admirablement fabriqué, et sa qualité est parfaite.

MM. Callaud-Bélisle ont pris récemment un brevet pour neutraliser le chlore dans les piles des cylindres raffineurs, ce qui évite une grande perte de temps, puisque les pâtes, par ce moyen, restent moins longtemps dans les raffineuses. De plus, l'un d'eux, M. Jemy Callaud-Bélisle, expose, cette année, une machine ingénieuse de son invention, qui a pour but d'éplucher, satiner, glacer, filigraner et coller à la gélatine le papier continu.

Le temps ne lui a pas permis de compléter cette machine, qui promet d'heureux résultats. Elle supprimerait les appareils et feuilles de zinc destinés au lissage du papier, et produirait de plus une grande économie de main-d'œuvre, si elle parvenait à éviter les fronces presque toujours inhérentes au système de lissage par les cylindres.

Le jury décerne à MM. Callaud-Bélisle frères, Nouël et C<sup>ie</sup>, la médaille d'or que le progrès qu'ils ont fait faire à la papeterie leur ont justement méritée.

#### *Rappels de médailles d'argent.*

MM. LAROCHE frères, au Martinet, commune de Saint-Michel (Charente).

Les papiers mécaniques de ces habiles fabricants sont

d'une parfaite blancheur et sont dignes de porter le nom d'Angoulême dont ils confirment la réputation si universellement reconnue. MM. Laroche, qui ont obtenu la médaille d'argent, en 1839, emploient deux machines qui fabriquent, chaque année, 335,000 kilogr. de papier. Celle qu'ils ont à Breuty sort des ateliers de M. A. Motteau, d'Angoulême.

Le jury a remarqué, parmi les beaux papiers qu'ils ont exposés, des papiers vergés exécutés à la machine. Des efforts aussi constants mettent l'établissement de MM. Laroche frères au niveau des plus célèbres papeteries d'Angoulême. Le papier carton, qu'ils ont exposé, s'enlève par partie sous le frottement de la gomme élastique, mais il supporte bien le lavis et convient parfaitement pour le dessin à la mine de plomb.

En ce moment, ils apportent de nouvelles améliorations à leur bel établissement. A la prochaine exposition, on appréciera mieux les effets. En attendant, le jury proclame les justes titres de MM. Laroche frères au rappel de la médaille d'argent qu'ils ont si bien méritée.

M. DURIEUX, à Belleville (Seine), rue des Moulins.

Depuis longtemps, M. Durieux s'occupe avec succès de perfectionner les filigranes, qui sont une des plus fortes garanties contre la contrefaçon des papiers de banque. Dans le rapport du jury de l'année 1839, les mérites des filigranes de M. Durieux ont été signalés et lui ont mérité la médaille d'argent.

M. Durieux offre au commerce de la librairie, pour garantir les livres qui, malgré la protection des lois, sont exposés à être contrefaits, d'exécuter en filigrane, soit le portrait de l'auteur, soit un dessin analogue au sujet du livre; en sorte qu'en imprimant, sur le papier ainsi filigrané, le titre de l'ouvrage, les contrefaçons dépourvues de ces signes caractéristiques deviendraient évidentes pour tous.

On ne saurait donner trop d'éloges aux efforts que fait M. Durieux dans l'intérêt de la sûreté publique. Le jury lui confirme la médaille d'argent qu'il a obtenue en 1839.

*Nouvelles médailles d'argent.*

**MM. LATUNE** (Lombard) et C<sup>ie</sup>, à Crest (Drôme).

Cette papeterie se recommande par l'égalité constante de ses produits qu'elle écoule dans le midi de la France. Ses prix sont très-modérés ; ses papiers à registres sont parfaitement collés et la pâte est d'une excellente qualité. Les essais qui ont été faits sur ses papiers destinés au lavis ont attesté qu'ils réunissaient les conditions désirables. La confection du papier végétal, dont MM. Latune s'occupent depuis plusieurs années, est arrivé à un haut degré de perfection. C'est une des papeteries les plus recommandables de la France.

La médaille d'argent, qu'elle a obtenue en 1834, lui a été rappelée en 1839. Le jury a cru devoir reconnaître les progrès notables qu'elle ne cesse de faire en lui accordant une nouvelle médaille d'argent.

**M. MONTGOLFIER** (François-Michel), à Dovezieux (Ardèche).

La fabrique de M. François-Michel Montgolfier date de 1730 et s'est fait toujours remarquer par l'excellence de ses produits. Quoique sa machine, de grande dimension, exécute toute sorte de papiers, qui rivalisent avec ce que les meilleures papeteries offrent de plus parfait, M. François-Michel Montgolfier a cru devoir conserver une cuve pour la fabrication de quelques papiers destinés au dessin et au lavis.

Les papiers parcheminés et marbrés, exécutés par M. François-Michel Montgolfier, sont une spécialité importante de sa fabrique. Les papiers de couleur pour dessin et autres sont aussi recherchés en France qu'à l'étranger. A l'exposition de 1823, la médaille d'argent a été décernée à M. François-Michel Montgolfier, qui se maintient à toutes les expositions à un degré de perfection soutenue, ce qui a décidé le jury à lui accorder une nouvelle médaille d'argent.

**M. GRATIOT**, à Essonnes (Seine-et-Oise).

C'est à Essonnes, dans la fabrique de M. François Didot, que Robert fit les premiers essais de la machine à papier continu, qui, faute d'encouragement, fut portée en Angleterre par M. Didot-Saint-Léger, et ne revint en France que vingt ans après. Dans cet intervalle, la fabrique d'Essonnes, convertie en filature, ne redevint papeterie qu'en 1835, époque où la machine à papier continu y fut rétablie avec ses perfectionnements. En 1839, elle exposa de fort beaux produits qui lui méritèrent la médaille d'argent. Depuis quelques années, cette importante papeterie, qui a maintenant trois machines et seize cylindres, a été confiée à la direction de M. Gratiot, qui dirige cet établissement avec autant de zèle que de capacité. Il a exposé des produits très-remarquables, parmi lesquels nous citerons des papiers de couleurs variées, extrêmement minces, et destinés à faire des fleurs, de très-bons papiers pour le dessin et l'impression, une collection de papiers vergés exécutés à la machine, etc.

Le jury récompense les efforts personnels de M. Gratiot en lui décernant une nouvelle médaille d'argent.

#### *Médailles d'argent.*

MM. COURT et C<sup>ie</sup>, à Renage (Isère).

D'importants progrès signalent cette fabrique, les papiers qu'elle a exposés sont remarquables par leur solidité et leur bonne exécution; ils rappellent les qualités des papiers de MM. Canson, dont M. Court a été l'élève. Si ces pâtes sont en général moins blanches que celles d'Angoulême, cela tient beaucoup à l'infériorité des chiffons et à la nature des eaux qui sont moins favorables. Les papiers à registres ont toutes les qualités désirables; ceux qui sont destinés au lavis et au trait ont été éprouvés par nos ingénieurs-dessinateurs, ils en ont reconnu les excellentes qualités. Cette fabrique, dont les produits s'élèvent à 200,000 fr., en trouve le placement dans le midi de la France, en Suisse et en Italie. Elle mérite la médaille d'argent pour son excellente fabrication.

**MM. MELLIER, OBRY et C<sup>ie</sup>, à Prouzel (Somme).**

Cette fabrique a exposé trente sortes de papiers qui se recommandent par leur bonne exécution ; le collage des papiers à registres est solide. Le grand-aigle mécanique qu'ils exposent a été reconnu très-bon pour le lavis, mais il laisse encore quelque chose à désirer pour la résistance au frottement de la gomme élastique. Cette papeterie ne néglige rien pour perfectionner ses produits, dont les prix sont modiques. La fabrication du papier noir pour enveloppes de batistes et linons est une des spécialités de cet établissement, auquel le jury accorde une médaille d'argent.

**SOCIÉTÉ ANONYME DU SOUCHE, commune d'Arnould (Vosges).**

Les papeteries des Vosges conservent toujours l'ancienne réputation dont elles jouissaient surtout pour la fabrication à la cuve. La nouvelle fabrique de papier à la mécanique, dirigée par MM. Journet et Mauban, contribuera à maintenir cette réputation et à la propager. Cet établissement, qui ne date que de 1838, expose, pour la première fois, les produits de ses deux machines et des seize cylindres qui les alimentent. Elle consomme près de 700,000 kilogr. de chiffons. Quoique la nature des eaux et celle des chiffons ne lui soient pas aussi favorables que dans d'autres localités, l'habileté et la longue expérience de M. Journet ont su vaincre ces difficultés. Rien de plus parfait que leurs papiers d'impression, parmi lesquels nous avons remarqué particulièrement un papier carré destiné à l'impression des œuvres de Monge. L'égalité parfaite et l'opacité du papier destiné à l'impression des gravures sur bois sont très-remarquables. Les papiers collés qu'ils exposent sont d'une grande blancheur et d'une belle fabrication ; le degré de collage de quelques-uns laisse peut-être bien à désirer, mais il est très-suffisant pour les besoins du commerce.

Le grand-aigle qu'ils ont exposé a été reconnu très-bon pour le lavis ; mais, comme tous les papiers fabriqués à la mécanique, il résiste moins que les papiers fabriqués par

les anciens procédés au frottement de la gomme élastique.

Le jury décerne à la fabrique du Souche la médaille d'argent.

*Rappels de médailles de bronze.*

MM. BRETON frères et C<sup>ie</sup>, à Pont-de-Claix (Isère),

Ont augmenté leur établissement: leurs produits sont de très-bonne qualité. Leur papier de Chine, exécuté en partie avec des roseaux, s'est fait remarquer par des qualités qui se rapprochent tellement du papier fait en Chine avec le bambou, que le jury central, lors de la précédente exposition, décerna à MM. Breton une médaille de bronze, et la Société d'encouragement pour l'industrie française leur a accordé le prix de 2,000 fr. pour ce procédé.

Les déclarations des principaux imprimeurs en taille-douce et lithographie, tels que MM. Thierry, Lemer cier, Chardon frères, et l'opinion de M. Richomme, comme graveur, attestent que les impressions faites sur ce papier sont au moins aussi belles que sur le papier de Chine. Le jury rappelle la médaille de bronze que MM. Breton et C<sup>ie</sup> ont si justement méritée.

Madame veuve BÉCOULET et M. VAISSIER, à Arcier, près Besançon (Doubs).

Cette fabrique, qui a obtenu une médaille de bronze en 1839, continue à faire des progrès; ses produits sont recommandables par leur bonne fabrication, et sont bien collés: peut-être la solidité du papier laisse-t-elle encore quelque chose à désirer.

Le rappel de la médaille de bronze est légitimement dû au mérite des produits exposés par M<sup>me</sup> veuve Bécoulet et M. Vaissier.

*Médailles de bronze.*

MM. ANDRIEUX, VALLÉE père et fils, à Morlaix (Finistère).



Leur fabrication à la cuve a pu jusqu'ici résister sans inconvénient à la concurrence formidable des machines. Les papiers qu'ils ont exposés sont d'une bonne exécution, d'une qualité nerveuse ; les papiers dits fleurette sont recherchés pour exportation.

M. Andrieux a huit cuves en activité : c'est la fabrique la plus considérable en ce genre. Elle emploie 550,000 kilogrammes de drilles, produisant 380,000 kilogrammes de papier dont la valeur est de 400,000 francs. MM. Andrieux et Vallée ont monté une machine à papier dont les produits sont très-estimés du commerce. Le jury décerne à MM. Andrieux et Vallée père et fils la médaille de bronze.

M. FERRAND-LAMOTTE, à Troyes (Aube).

Cette fabrique, créée en 1836, est conduite par M. Ferrand-Lamotte avec une intelligence remarquable ; ses produits sont d'une bonne qualité, surtout si l'on considère le peu de temps de sa mise en activité. Mais ce qu'on ne saurait trop louer, c'est que M. Ferrand-Lamotte, loin de se borner à imiter ce qui existe dans les autres fabriques, a cherché de nouveaux moyens pour perfectionner une industrie portée déjà si loin. Ainsi, sans parler ici de son invention d'un pulvérisateur mécanique qui peut s'appliquer à plusieurs substances minérales employées dans les fabriques de papier, telles que l'alun, le manganèse, etc., M. Lamotte a présenté :

1° Un appareil pour presser les pâtes et les effiloche, de manière qu'elles puissent se blanchir facilement au chlore.

Dans les caisses à égoutter, employées jusqu'à présent, les pâtes placées à la partie supérieure égouttent beaucoup mieux que celles qui sont intermédiaires ; celles qui se trouvent au fond restent quelquefois plusieurs semaines avant d'être égouttées convenablement, et on doit même quelquefois les remanier. Plusieurs fabricants, pour mieux priver d'eau les pâtes qu'ils veulent blanchir, font usage des presses hydrauliques ; mais cette opération a l'inconvénient de com-

primer la pâte en espèces de pains ou tourteaux très-épais et tellement pressés que, malgré la manutention qu'on leur fait subir pour les diviser à la main (opération coûteuse), le blanchiment est moins satisfaisant. Au moyen de la machine de M. Ferrand-Lamotte, la pâte tombe des cylindres sur une toile métallique sans fin, où elle séjourne quelque temps et s'égoutte, puis elle est amenée au moyen de cette toile métallique sous deux cylindres en bois, sur l'un desquels tourne la toile. A mesure que la pâte est pressée, elle est immédiatement divisée par les dents d'une espèce de loup, en loquettes très-menues, qui conservent un égal degré d'humidité et peuvent être blanchies immédiatement sans frais de manutention. Ce procédé permettrait de supprimer les caisses de dépôt et les frais considérables de leur entretien.

2° Un régulateur à niveau d'eau, pour donner au papier une épaisseur égale. Trois obstacles s'opposent à la parfaite régularité d'épaisseur du papier : 1° les variations dans la marche de la machine à papier, causées par l'inégalité d'impulsion du moteur, soumis à l'exhaussement ou abaissement du niveau de la rivière. (Des vannes à régulateur obvient plus ou moins, selon les localités, à ces inconvénients.) 2° La densité variable de la pâte, selon que les ouvriers introduisent plus ou moins d'eau pendant la trituration. 3° La quantité plus ou moins grande de pâte contenue dans le grand cuvier, en sorte que, par l'orifice, la pâte précipite ou ralentit son écoulement en raison de la force de pression. Plusieurs tentatives ont été faites, mais aucun des régulateurs essayés jusqu'à présent n'ont obvié à ces inconvénients divers. Le système de M. F. Lamotte approche-t-il plus près du but, qui peut-être ne sera jamais atteint d'une manière absolue? C'est ce que l'expérience seule prouvera. Déjà plusieurs papetiers ont essayé, et ont donné la préférence au procédé de M. F. Lamotte, qui, depuis un an, emploie ce régulateur avec succès. 4° Une coupeuse à dents de scie, à l'usage des papeteries mécaniques.

Cet appareil, que M. F. Lamotte n'a pas encore mis en

activité dans sa fabrique, paraît fort ingénieux et très-simple. Il croit qu'il remplacera avec avantage et économie de main-d'œuvre les machines compliquées et fort coûteuses employées par quelques fabriques.

En effet, les meilleures coupeuses sont du prix de 5,000 fr., et celle de M. F. Lamotte ne dépassait pas 1,000 francs. A la prochaine exposition on pourra juger du résultat pratique de cette machine, qui est encore à l'état d'essai.

Les papiers exposés par M. F. Lamotte sont d'une bonne qualité et destinés à l'usage ordinaire du commerce.

En attendant que l'expérience ait confirmé les avantages qu'on doit espérer des machines exposées par M. F. Lamotte, le jury lui décerne la médaille de bronze.

**MM. LAROCHE-JOUBERT et DUMERGUE, à Nersac (Charente).**

Cet établissement, qui depuis plusieurs siècles fabriquait avec distinction les papiers à la cuve, a établi en 1841 une machine à papier qui donne les plus beaux résultats. Ces fabricants, fort ingénieux, ont présenté des échantillons de papier qu'ils ont fabriqué avec des substances végétales autres que le lin, le chanvre et le coton. Ces plantes, disent-ils, ne sont employées à aucun usage et leur fibre est très-nerveuse. Ils pensent donc que, mêlées au chiffon éterné dont on est obligé de se servir, ces substances produiraient un grand avantage. On doit espérer beaucoup du zèle et de la capacité de MM. Laroche-Joubert et Dumergue.

Leur machine à papier a été fabriquée à Angoulême par M. Motteau. Les produits de ces habiles fabricants sont très-estimés du commerce, et le méritent sous tous les rapports.

Le jury décerne à MM. Laroche-Joubert et Dumergue la médaille de bronze, comme une récompense bien méritée déjà dans la nouvelle carrière qu'ils suivront avec une grande distinction, à en juger par leurs débuts si remarquables.

**M. LEMARIÉ (Nicolas), à Ergué-Cabéric, près Quimper (Finistère).**

M. Lemarié a été le premier qui ait établi en Bretagne

une machine à papier qui met en œuvre les chiffons d'excellente qualité que produit ce pays. Les rouleaux de papiers qu'il a exposés sont d'une exécution très-remarquable. Cette fabrique a obtenu une mention honorable à l'exposition de 1839. Le jury apprécie ses efforts et lui accorde une médaille de bronze.

*Mentions honorables.*

**M. BOLLE** (Saturnin), à Barillon, commune de Lacouronne (Charente).

La fabrication de cette papeterie réunit les principales qualités qui distinguent en général celles du département de la Charente. Nous avons remarqué de très-beaux papiers coquille dont le prix est peu élevé. Depuis 1834, cette papeterie a remplacé ses cuves par une machine.

Le jury veut récompenser ses efforts, qu'il se plaît à signaler, et lui accorde la mention honorable.

**M. DUPUY-LAGRANDRIVE**, près Ambert (Puy-de-Dôme).

Les papiers dits Joseph exposés par M. Dupuy-Lagrاندrive ont une qualité remarquable : c'est leur extrême finesse et leur qualité soyeuse, qui les fait rechercher pour être placés entre les dessins, qu'ils doivent moins estomper que ne le feraient les papiers fabriqués à la machine. Ce mérite des papiers de M. Dupuy-Lagrاندrive lui permet d'entretenir quatre cuves destinées à ce genre de fabrication et de lutter contre les papiers que la machine fabrique avec bien moins de frais de main-d'œuvre.

La mention honorable est accordée à M. Dupuy-Lagrاندrive, comme récompense de la constance de ses efforts et du mérite de ses produits.

**MM. FREMENDITY, GABALDE, BARATON et C<sup>ie</sup>**, à Paris, rue Choiseul, 3,

Ont exposé des filaments de bananier qui paraissent offrir les conditions nécessaires pour la fabrication du papier quant à la ténacité, sauf à savoir ce qu'en coûtera le blan-

chiment. Des marchés considérables sont passés entre plusieurs fabricants et MM. Fremendity, Gabalde, Baraton et C<sup>ie</sup>. C'est en Amérique qu'ils font macérer et triturer ces produits dont l'utilité sera constatée du moment où les chargements qu'ils attendent au mois de septembre seront livrés aux fabricants. Toutefois nous devons rappeler qu'à l'exposition précédente M. May avait exécuté des produits semblables, à la fabrique du Marais, avec les filaments du bananier, sans que ces essais aient eu plus de succès que les papiers faits avec la paille, le maïs, etc. Nous espérons voir à la prochaine exposition la complète réussite des tentatives faites d'abord par M. May et continuées par MM. Fremendity, Gabalde, Baraton et C<sup>ie</sup>, auxquels le jury accorde une mention honorable.

**MM. LAROCHE et FOUGERET**, à Larochandry, commune de Mouthiers (Charente).

Créée en 1843, cette papeterie rivalise déjà par ses produits avec celles qui font l'honneur des papeteries d'Angoulême; bientôt il deviendra difficile de distinguer les produits de ces divers établissements, qui se communiquent libéralement leurs procédés. Le temps seul et la notoriété commerciale établissent les distinctions que le jury s'empressera de reconnaître. En attendant, le jury accorde à MM. Laroche et Fougeret la mention honorable qu'ils méritent à tous égards.

**MM. DE MAUDUIT aîné et C<sup>ie</sup>**, à Quimperlé (Finistère).

Cette fabrique, fondée en 1838, a monté une machine à papiers qui emploie avec avantage les chiffons de Bretagne. Les papiers qu'elle a exposés sont bien faits et de bonne qualité.

Le jury décerne à M. Mauduit et C<sup>ie</sup> la mention honorable.

**MM. PAVY et C<sup>ie</sup>**, à Paris, rue Castellane; 19,

Ont exposé des papiers exécutés avec les filaments de substances exotiques. Plusieurs feuilles de papier en paille de riz, exposées par MM. Pavy et C<sup>ie</sup>, ont été fabriquées à Écharcon. Celles où il entre un tiers de filaments du plantanier et de la paille de riz paraissent avoir beaucoup d'a-

analogie avec le papier de Chine, par la souplesse, la finesse et le liant ; mais ce n'est qu'à l'exposition prochaine que l'on pourra juger des avantages que ces essais font espérer. Le jury accorde à MM. Pavy et C<sup>ie</sup>, à Saint-Claude (Jura), une mention honorable.

MM. POIRRIER-CHAPPUIS et C<sup>ie</sup>, à Saint-Claude (Jura).

Les produits exposés montrent que MM. Poirrier-Chappuis connaissent bien la fabrication du papier. Cependant plusieurs laissent quelque chose à désirer, quant à la blancheur. Ils ont exposé un rouleau de papier pelure et d'autres papiers bien collés, qui leur méritent la mention honorable que leur décerne le jury. Cette papeterie acquiert chaque jour plus d'importance.

MM. SANFORD, WARRAL et LEGRAND, à Paris, rue Montmartre, 148,

Ont exposé des papiers dits *goudrons*, fabriqués avec de vieux cordages dont la fibre nerveuse donne à ce genre de papier beaucoup de solidité. Un mélange de goudron est répandu dans la pâte, en sorte que ce papier a sur ceux qui sont destinés à servir d'enveloppe l'avantage de conserver les lainages par son odeur, et de pouvoir être adopté pour le paquetage des métaux, de la coutellerie, etc.

En 1839, M. Cardon, fabricant de papiers à Buges (Loiret), avait exposé des produits semblables pour l'empaquetage des dépêches, qu'ils préservaient contre l'humidité. Les machines de M. Cardon avaient été exécutées par MM. Sanford et Warall.

Le prix de ce papier est de 60 fr. les 100 kilogrammes. Le jury décerne à MM. Sanford, Warall et Legrand, la mention honorable.

*Citation favorable.*

M. PORLIER, à Paris, rue Montmorency, 32,

Exécute lui-même les formes et filigranes qu'il a exposés. Ils sont très-estimés des fabricants de papier qui les emploient pour fabriquer des papiers particuliers dits filigranés.



Ces produits, consciencieusement exécutés, méritent la citation favorable que le jury leur accorde.

#### FLOTRES.

##### *Mention honorable.*

M. CHRÉTIEN fils, à Nersac (Charente).

Depuis 1826, M. Chrétien a continuellement cherché à perfectionner les flotres destinés à la fabrication du papier. Les papetiers de Belgique, de la Suisse, de l'Italie et de l'Allemagne s'en approvisionnent, ce qui prouve leur bonne qualité généralement reconnue. Le jury accorde la mention honorable à ses produits.

##### *Citations favorables.*

MM. DESBOUCHAUD ET PHILIPPIER, à Nersac (Charente).

Le voisinage des belles papeteries d'Angoulême a exercé son influence sur l'amélioration de la fabrication des flotres; ceux que MM. Desbouchaud et Philippier ont exposés sont d'une bonne qualité; les flotres *coucheurs* sont moelleux, et les *sécheurs* sont fermes et paraissent avoir les qualités désirables.

Le jury décerne à MM. Desbouchaud et Philippier une mention honorable.

M. TRARIEUX, à Aubeterre (Charente),

A exposé des flotres estimés des papeteries d'Angoulême, et dont le tissu n'est point trop serré, ce qui est favorable à la fabrication du papier.

Le jury accorde aux produits de M. Trarieux la citation favorable.

#### TOILES MÉTALLIQUES.

##### *Médaille d'argent.*

MM. DELAGE ET LAROCHE puîné, à la Couronne,

Sont connus depuis longtemps comme de très-habiles

fabricants, et leurs toiles métalliques non-seulement sont employées dans les papeteries des environs, mais encore dans toute la France, en concurrence avec les toiles de Schelestadt; elles sont en outre exportées en Belgique.

Le jury s'empresse de leur rappeler la médaille d'argent qu'ils ont obtenue en 1839.

*Médaille de bronze.*

MM. TROUSSET fils, CATALA ET C<sup>ie</sup>, à Angoulême,

Font concurrence à MM. Delage et Laroche puîné; ils sont inventeurs d'une toile vélin, dite *toile Catala*, dont la trame est d'un fil beaucoup plus fort que la chaîne, et qui dure plus longtemps que les toiles ordinaires; 2<sup>o</sup> d'une autre toile qui est destinée à la fabrication par machines du papier vergé.

C'est la première fois que ces fabricants paraissent à l'exposition. Le jury leur décerne une médaille de bronze.

EXPOSITION DE 1849.

M. Ambroise-Firmin Didot, rapporteur.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

En 1844, votre rapporteur s'exprimait ainsi : « D'après l'examen des produits exposés cette année, les progrès de la papeterie ont été tels, depuis cinq ans, qu'on a tout lieu de croire que cette belle industrie approche, après tant d'efforts et tant de catastrophes du but auquel toute industrie doit enfin s'arrêter. »

Les faits sont venus confirmer cette assertion, et désormais, à moins d'un changement complet de système, ce qui est peu probable, on ne doit plus s'attendre qu'à quelques améliorations de détail.

L'Angleterre, qui nous a devancés de vingt ans dans la



fabrication du papier continu, dont l'idée et les essais y avaient été importés en 1796 par Didot Saint-Léger, n'a sur nous, maintenant, aucun avantage.

Les plus habiles fabricants anglais, MM. Dickenson et Longman, se sont plu à le reconnaître à l'exposition précédente.

Toutefois le temps, qui finit par tout dévoiler, a fait reconnaître les inconvénients résultant de l'abus du procédé de blanchiment, dû à Berthollet, qui altère la solidité, autrefois si remarquable dans les anciens papiers, alors qu'on se borne au simple lessivage des chiffons. On a donc modifié l'emploi trop énergique du chlore gazeux, qui maintenant est remplacé, en grande partie, par le chlore à l'état liquide; les lavages ont été multipliés et rendus plus complets; enfin on a eu recours aux antichlores, particulièrement aux sulfites, pour neutraliser ce qui peut rester encore dans les pâtes de principes délétères; mais c'est au temps, qui a signalé le mal, à nous dévoiler le meilleur des procédés pour empêcher le papier de se détériorer. Hâtons-nous d'ajouter que de grandes améliorations ont déjà été réalisées, et que les bibliophiles doivent de plus en plus se rassurer sur l'avenir des papiers fabriqués aujourd'hui.

Ces admirables papiers, dits *pelure* et *papier végétal*, d'une égalité, d'une finesse et d'une solidité si merveilleuses, ces papiers coquille, éblouissants de blancheur, ces papiers *registre*, rivalisant en solidité avec les fameux papiers de Hollande, ceux dits *parchemins*, et qui ont, en effet, toutes les qualités du parchemin, se reproduisent, cette année, avec la même perfection que nous avons signalée à l'exposition précédente, et c'est avec une vive satisfaction que nous voyons s'accroître considérablement le nombre des fabriques nouvelles qui rivalisent presque avec celles des Canson, des Lacroix, des Johannot, des Kléber, des Desganges, etc., l'honneur de la papeterie française.

C'est là le principal résultat de cette exposition, et on n'en saurait désirer de plus satisfaisant, puisqu'il nous assure

une multiplicité d'excellents produits qui facilitera nos exportations.

Nous devons toutefois signaler une amélioration dans la fabrication des papiers pour les journaux. Le prix en a diminué, bien qu'ils soient en général mieux fabriqués et qu'ils aient acquis une plus grande solidité par l'emploi qu'on a su faire des matières végétales, telles que cordes, bâches, ficelles, etc., que l'on réduit auparavant ou qu'on n'utilisait que pour les papiers grossiers.

Les papiers de couleur se sont aussi perfectionnés, et se présentent en grand nombre à cette exposition. L'extension qu'a prise la fabrication des fleurs a engagé quelques-unes de nos meilleures fabriques à rivaliser avec la nature en vivacité et variété de couleurs. Leur zèle a été récompensé par de véritables succès, et ces efforts pour des objets exceptionnels ont profité en général à la fabrication de produits d'une utilité plus générale. De nouveaux services sont sollicités de la papeterie par de nouvelles découvertes. La photographie, ou plutôt l'héliographie sur le papier, dont la découverte est toute récente, réclame de nouveaux efforts de nos fabriques, particulièrement de celles qui sont placées dans les conditions les plus favorables par la nature du sol et la pureté des eaux. Déjà guidés par nos plus habiles fabricants, par les observations que l'expérience et les comparaisons indiquent, nos artistes et nos savants chimistes se sont livrés à des essais qui méritent d'être encouragés.

Le jury émet donc le vœu que la Société d'encouragement pour l'industrie nationale veuille bien proposer un prix pour hâter des tentatives dont la complète réussite enrichirait notre siècle d'un prodige de plus.

Les essais de papiers fabriqués avec les tissus végétaux de bananier reparaissent cette année avec quelques améliorations, on a vu aussi se produire des essais fabriqués avec le palmier nain de l'Algérie. Tous ces papiers offrent les avantages de solidité qu'on remarque dans tous les papiers fabriqués avec des pâtes dites vertes, c'est-à-dire dont les fila-

ments n'ayant pas subi les manutentions et blanchiments successifs des toiles, ont conservé leur ténacité. Mais la transparence et l'aspect *vitreux* de cette nature de pâte ne permettront jamais de les employer que dans une certaine proportion et pour corroborer les chiffons dits de *ville*, trop éternés par des blanchiments excessifs. Ils pourront toutefois contrebalancer l'introduction toujours croissante des cotons, dont l'importation en France s'élève maintenant à 60 millions de kilogrammes par an, et qui ne fournissent pour la fabrication des papiers qu'une matière bien moins solide que celle du chanvre et du lin.

Le prix considérable du transport de ces substances exotiques a été jusqu'à présent un obstacle insurmontable à leur emploi en France, mais il n'est pas douteux que, de même qu'en Chine tout le papier est fabriqué avec le bambou, et qu'à la Havane il est confectionné avec les produits végétaux indigènes, de même on doit espérer que nous pourrons bientôt utiliser avec avantage le palmier nain en Algérie. Il faut donc savoir gré à tous ceux qui s'efforcent de substituer ces matières à celles qui pourraient un jour nous manquer, si les progrès croissants de la civilisation, multipliant subitement les besoins de la lecture et de l'écriture, renchérisaient considérablement le prix des chiffons, mais leur production s'est jusqu'à présent maintenue en France au niveau des progrès de la civilisation. Là où l'instruction est le plus répandue, là aussi il est plus cher, c'est même aussi une sorte de thermomètre qui peut être consulté par la statistique pour constater l'état intellectuel des divers pays.

#### *Rappels de médailles d'or.*

Au point de perfection où la papeterie mécanique est parvenue en France, et qui est dû surtout à la famille Canson, dont les fabriques datent du commencement du siècle dernier, se maintenir à la hauteur de la position que cette famille a conquise est un grand honneur pour MM. Étienne fils aîné

et son jeune frère, qui depuis longtemps dirigent l'établissement paternel, et ont exposé en leur nom, en 1844, ces beaux produits qui leur ont mérité la médaille d'or, et ont été signalés avec tant de distinction dans le rapport du jury.

L'examen des vingt-sept articles qu'ils ont envoyés à l'exposition, et qui offrent un spécimen de tous les papiers employés par le commerce et les arts, depuis le grand monde jusqu'aux papiers écoliers, ne pouvait amener d'autre résultat que de constater ce qui est su de tous, que, loin de reculer, le célèbre établissement de MM. Canson améliore chacun de ses produits par l'effet même de la longue expérience que leurs habiles chefs et leurs nombreux ouvriers ont acquise.

A la précédente exposition, leur établissement comptait quatre machines; il s'est augmenté d'une cinquième; nous en félicitons le pays ainsi que MM. Canson : c'est une preuve que leurs produits, si admirés de la France et de l'étranger, y sont de plus en plus recherchés.

M. Étienne Canson, connu depuis longtemps comme un savant et habile mécanicien, et qui avait exposé à la précédente exposition un appareil pour mettre les chaudières à l'abri des chances d'explosion, présente cette année plusieurs turbines de son invention, qui seront adoptées généralement dans le midi de la France; leur mérite sera apprécié ailleurs. Mais nous croyons que, lorsque tant de conditions honorables ont mérité d'être signalées à l'attention du gouvernement, on peut tout espérer de sa bienveillance en faveur de M. Étienne Canson.

Le jury rappelle de nouveau la médaille d'or que MM. Canson frères continuent à si bien mériter.

M. JOHANNOT, à Annonay (Ardèche).

M. Johannot a obtenu en 1806 la médaille d'or pour la beauté de ses produits, juste récompense des progrès dont la papeterie lui est redevable. C'est peut-être la plus ancienne fabrique de France. Elle date du milieu du dix-septième siècle, et c'est par elle que M. Ambroise-Firmin Didot fit

fabriquer, pour la première fois, le papier dit *velin* pour la collection du Dauphin.

M. Johannot n'avait point exposé en 1839 et 1844; nous voyons donc reparaître cette année, avec une vive satisfaction, les produits de ce bel et ancien établissement, qui a obtenu quatre fois la médaille d'or, et dont les produits, au nombre de vingt, ne redoutent la comparaison avec aucun de ceux de nos meilleurs fabricants.

Nous avons remarqué, entre autres, la série des papiers à dessin et ceux à laver, soit blancs, soit légèrement teintés en bistre ou couleurs tendres. Rien de plus beau que l'égalité de l'azur dans les papiers coquille.

Le jury est heureux de rappeler à M. Johannot la médaille d'or, que ses beaux produits lui méritent à juste titre.

MM. BLANCHET et KLÉBER, de Rives (Isère).

„ Comme le dit très-bien le membre du jury départemental qui, pour les détails des produits de cette papeterie, renvoie à notre rapport de 1844, MM. Blanchet et Kléber ont épuisé toutes les récompenses qui se distribuent à Paris et dans les départements.

En admirant la beauté de leurs produits divers en papiers fabriqués soit à la mécanique, soit à la cuve, nous avons également reconnu l'exactitude de cette autre assertion du jury départemental, qui s'exprime ainsi : « L'industrie de MM. Kléber et Blanchet se perfectionne toujours et progresse encore, lorsqu'elle semble avoir atteint les limites de la perfection. »

Aussi nous abstiendrons-nous d'entrer dans aucun détail sur les échantillons de tout genre envoyés à l'exposition par MM. Blanchet et Kléber, la notoriété publique en dira toujours plus que nous ne pourrions le faire.

Nous signalerons seulement les papiers gargousses incombustibles et imperméables, de tout calibre, qu'ils exposent pour la première fois, et qui sont employés par l'artillerie et la marine.

Le jury leur rappelle la médaille d'or.

**MM. LACROIX frères, à Angoulême (Charente).**

Cette fabrique, si universellement renommée, a parcouru successivement les degrés de récompense que le jury et le gouvernement pouvaient lui décerner. De la médaille de bronze, obtenue en 1823, elle est parvenue successivement à la médaille d'or ; et, à la précédente exposition, le chef de famille a obtenu la décoration de la Légion d'honneur. Cette fabrique doit donc être considérée comme hors de concours, et le jury est heureux de pouvoir à chaque exposition admirer ses produits, qui servent d'encouragement aux jeunes concurrents et qui sont un modèle de fabrication. **MM. Lacroix frères** exposent seize échantillons qui tous ont le degré de perfection qu'on est en droit d'attendre de cet établissement national.

Le jury rappelle à **MM. Lacroix** la médaille d'or.

**MM. DURANDEAU, LACOMBE et C<sup>ie</sup>, à la Couronne (Charente).**

Leur papier complète la série de ces papeteries émérites d'Annonay, qui ont obtenu plusieurs fois la médaille, et qui continuent à la mériter par la perfection de leurs produits. Elle expose vingt-huit espèces de papiers, tous parfaitement fabriqués. Son importance commerciale est moins grande que celle des autres fabriques dites d'*Angoulême*, mais ce n'est qu'une considération très-secondaire pour le jury, qui, reconnaissant que **MM. Durandean, Lacombe et C<sup>ie</sup>** n'ont négligé aucun progrès, aucune innovation, et que les produits qu'ils exposent sont dignes en tout point de la réputation de leur fabrique, leur décerne la médaille d'or pour la troisième fois.

**SOCIÉTÉ ANONYME DES PAPETERIES DU MARAIS ET DE SAINTE-MARIE (Seine-et-Marne).**

Comme les précédentes, cette papeterie, qui a obtenu toutes les récompenses nationales, est du nombre de celles qui conservent leur supériorité, et qui doivent être rangées parmi ces papeteries dont les produits continuent à honorer notre pays et à maintenir par leur exemple les bonnes traditions. Treize échantillons de papier prouvent que le nouveau

gérant, M. Doumerc, soutient dignement la réputation de cette fabrique, où s'exécutent, depuis les cartons fabriqués mécaniquement pour les reliures, jusqu'à ces papiers filigranés destinés au service de la Banque de France, aux emprunts, aux actions, etc. Dans ces derniers papiers, des fonds clairs et des fonds opaques, et enfin tous les genres de difficultés sont mis en usage pour créer des obstacles à la contrefaçon.

Le jury, qui a examiné avec une très-grande satisfaction les progrès de cette fabrique, déclare qu'elle mérite toujours la médaille d'or, qu'il lui rappelle pour la quatrième fois.

#### *Médailles d'or.*

##### SOCIÉTÉ ANONYME DU SOUCHE (Vosges).

Les produits de la papeterie du Souche, dont la fabrication est dirigée par M. Journet, et l'administration à Paris, par M. Mauban, sont aussi estimés en France que dans les pays étrangers. En même temps qu'elle acquiert une plus grande importance, puisqu'elle occupe trois grandes machines et emploie 335 ouvriers, elle fait continuellement de véritables progrès et marche de pair avec nos meilleures fabriques pour tous les papiers d'impression, d'écriture, de tentures, de papiers dits *pelure* et *serpente*, et particulièrement pour les papiers registres qui ont acquis encore plus de solidité. Rien de plus beau que le papier grand-aigle collé, pelure, du poids de 8 kilogrammes, et du prix de 36 francs, il rivalise avec le papier végétal de MM. Canson et Lacroix frères.

Cette perfection dans l'exécution, lorsqu'elle s'étend sur une grande masse de produits, puisque cette fabrique fournit 500,000 kilogrammes de papiers par an, la place donc au premier rang et lui en a mérité les honneurs.

Mais M. Journet, dont le savoir et l'expérience sont généralement appréciés de tous nos fabricants, a exposé cette

année une série de papiers de couleur, et particulièrement d'un papier rose tellement éclatant, que la fabrication des fleurs qui, jusqu'à présent, n'avait jamais pu arriver à une telle intensité de ton, en obtiendra de nouveaux effets; c'est donc une conquête de plus en ce genre, dont nous sommes redevables à M. Journet.

Pour un autre ordre de produits, la science est redevable à M. Journet d'un papier à filtrer, destiné à nos laboratoires de chimie, pour remplacer le papier dit *Berzelius*. Il réunit, en effet, toutes les conditions du papier de Suède, employé jusqu'ici pour cet usage. On peut juger de la pureté de la pâte par l'analyse qu'en a bien voulu faire M. Bareswil, préparateur de M. Pelouze.

Une feuille pesant 9 grammes 6,970 milligrammes, ayant en surface 0<sup>m</sup>,2336, a donné en cendres 0,0293. D'où il résulte que 100 kilogrammes de papier donneraient 302 grammes de cendres, soit 3 millièmes de cendres pour 1 gramme. C'est un admirable résultat.

Tout en tenant compte à M. Journet de son habileté et du soin extrême qu'il a apporté à cette fabrication, il faut reconnaître que la nature du sol traversé par le cours d'eau des Souches et la pureté de l'eau sont les conditions indispensables pour obtenir un pareil résultat. Le sol est granitique ou siliceux, ce qui est un heureux privilège contre lequel ne pourront probablement jamais lutter les cours d'eau d'Angoulême, qui sont plus ou moins calcaires; ceux d'Annonay, qui contiennent quelques parties ferrugineuses, et ceux d'Essonnes, qui contiennent des parcelles de tourbe formant le fond de cette vallée.

Aussi le jury espère-t-il beaucoup de la promesse que lui a faite M. Journet de s'occuper de la fabrication d'un papier favorable à l'héliographie et aux merveilles qu'on doit espérer de cette étonnante découverte.

Une instruction détaillée, et constatant les résultats des expériences comparées de diverses sortes de papiers lui a été remise pour le guider dans ses essais.



Le jury proclame le mérite de M. Journet et lui décerne la médaille d'or. Il mentionne aussi honorablement l'habile administration de M. Mauban, car les succès de l'industrie ne dépendent pas moins de la bonne administration que de l'habile fabrication.

**MM. LOMBARD, LATUNE et C<sup>e</sup>, à Crest (Drôme).**

Ces honorables fabricants se sont signalés à toutes les expositions par la perfection de leurs produits ; aussi la notoriété publique, non moins que l'usage et l'estime générale que fait le commerce des sortes si variées qui s'exécutent dans cette papeterie, l'une des premières établies en France, la place-t-elle au premier rang.

Ils exposent quarante-deux échantillons de papier de toute nature qui, tous, méritent les plus grands éloges. La commission du jury, à la précédente exposition, a fait subir à ces papiers divers essais qui ont constaté l'excellence de leur fabrication et leur solidité. MM. Latune et Lombard ont encore apporté de nouveaux perfectionnements à leurs produits.

C'est en 1840 qu'ils ont remplacé l'ancien système de fabrication à la cuve par les mécaniques de papier sans fin. Dès 1823 ils ont obtenu la médaille de bronze ; en 1834, la médaille d'argent, qui leur a été rappelée en 1839 ; une nouvelle médaille d'argent leur a été accordée avec distinction en 1844.

Le jury croit devoir récompenser la continuité d'une perfection de produits d'autant plus méritoire que la fabrique de MM. Lombard et Latune, située dans le département de la Drôme, n'a pas, par son isolement, les mêmes facilités dont jouissent les fabriques qui, par leur agglomération, peuvent se prêter un mutuel secours, soit par des communications spontanées et réciproques, soit par une comparaison immédiate de leurs produits et de leurs procédés, soit enfin par des communications des ouvriers et des mécaniciens. Le jury décerne donc à ces habiles fabricants la médaille d'or pour récompenser leur mérite et leur persévérance.

**MM. LAROCHE frères, à Angoulême (Charente).**

C'est une de ces admirables fabriques d'Angoulême qui maintiennent depuis longtemps la réputation des papiers de cette provenance. Toutes les espèces de papiers qu'ils exposent sont irréprochables; on ne peut en citer un qui soit inférieur aux autres; aussi les produits de cette papeterie célèbre ne sont-ils pas moins recherchés à Paris que dans les pays étrangers, où ils soutiennent l'honneur de la fabrication française.

Les papiers dits pelures peuvent être proclamés le chef-d'œuvre de ce genre de fabrication, et la preuve, c'est que, comparés au papier végétal de M. Canson, ils ne leur sont en rien inférieurs.

Ce sont ces admirables papiers fabriqués par MM. Laroché frères, auxquels M. Dédé donne un apprêt qui les fait rechercher des artistes; ils leur trouvent toutes les qualités désirables, et ils coûtent moins cher que le papier végétal.

MM. Laroché frères ont reçu la médaille d'argent en 1839; elle leur a été rappelée avec les plus grands éloges en 1844. Le jury proclame le mérite incontestable des produits de ces honorables fabricants et leur décerne une médaille d'or.

*Nouvelles médailles d'argent.*

**M. OBRY fils et C<sup>ie</sup>, à Prouzel (Somme).**

A l'exposition de 1844, cette papeterie, la plus considérable du département de la Somme, a obtenu une médaille d'argent. Les éloges donnés aux papiers qu'elle a fabriqués alors ne pourraient qu'être répétés à ceux qu'elle expose aujourd'hui; car ces produits, que le jury a examinés, ont encore acquis quelque degré de supériorité pour la solidité. On sait qu'une spécialité des produits de cette fabrique est le papier noir, destiné à envelopper les batistes, dont, par le contraste de la couleur, il rehausse la blancheur sans en ternir l'éclat, inconvénient inhérent plus ou moins aux papiers de ce genre, qui, lorsqu'ils ne sont pas aussi parfaitement exécutés

tés, laissent se détacher quelques parcelles de noir dont le contact est très-funeste aux objets précieux qu'ils enveloppent.

Cette année, cette fabrique expose des papiers violets destinés à envelopper les aiguilles, tout en les préservant de la rouille. L'exécution en est tout aussi parfaite.

Plusieurs papiers de couleur ont aussi appelé l'attention du jury par leur qualité.

Le jury, qui apprécie les efforts de MM. Obry et C<sup>ie</sup>, leur décerne une médaille d'argent.

M. GRATIOT, à Essonnes (Seine-et-Oise).

Cette papeterie, à laquelle le jury a décerné une seconde médaille d'argent en 1844, est aussi remarquable par la perfection des produits que par l'habile administration de M. Amédée Gratiot. C'est, de plus, une de nos principales fabriques, puisqu'elle entretient trois grandes machines dont les produits s'élèvent à une valeur de près d'un million de francs.

Des soins tout particuliers sont donnés aux ouvriers dans cette fabrique; ils attestent les sentiments d'une philanthropie aussi généreuse qu'éclairée de M. A. Gratiot.

Par la proximité de Paris, cette fabrique peut suffire aux besoins instantanés qui ne pourraient être satisfaits par des fabriques éloignées de la capitale. Elle exécute, à des prix modérés et en grande abondance, les papiers destinés à l'exportation et les confectionne aussitôt la commande.

Parmi les papiers de tout genre qu'elle expose, et qui, tous, sont d'une exécution fort remarquable, la série des papiers de couleur est très-riche et très-belle; c'est encore une des spécialités de cette fabrique. Les coquilles vergées fabriquées à la mécanique, dont M. Gratiot avait exposé des échantillons à la précédente exposition, semblent s'être encore perfectionnées; enfin, parmi le grand nombre de papiers exposés, ceux qui sont destinés à la lithographie nous ont paru très-appropriés à ce genre d'impression.

Le jury, voulant témoigner toute sa satisfaction à M. Gratiot pour l'habile direction de sa fabrication et de son ad-

ministration, lui décerne, pour la troisième fois, une nouvelle médaille d'argent, récompense si justement méritée.

**MM. LAROCHE-JOUBERT, DUMERGUE et C<sup>ie</sup>, à Nersac (Charente).**

Créée en 1841, cette fabrique s'est placée, dès son début, au rang des premières fabriques d'Angoulême ; les produits qu'elle expose cette année font voir qu'elle fait partie de cette élite des papeteries françaises.

De même que pour celle de MM. Lacroix frères, il serait superflu de décrire chaque sorte des papiers qu'elle expose ; ce serait le même éloge à faire de chacun, et, d'ailleurs, la notoriété publique en dit plus que ne pourrait le faire l'examen de chaque échantillon soumis au jury, et tous réunis dans un registre où vingt et une sortes rivalisent entre elles de perfection. La fabrication de cette belle papeterie ne s'élève pas à moins de 1,000,000 fr. chaque année.

Nous nous bornerons à signaler l'admirable papier vergé fabriqué à la machine. Bien des essais avaient été tentés par nos meilleurs fabricants, et avaient réussi dans un degré plus ou moins satisfaisant. Mais, depuis plusieurs années, MM. Laroche-Joubert, Dumergue et C<sup>ie</sup>, en livrent au commerce des quantités considérables commandées par des commissionnaires qui les vendent comme papier anglais.

Le jury accorde à MM. Laroche-Joubert, Dumergue et C<sup>ie</sup>, la médaille d'argent qu'ils ont si justement méritée.

**MM. BRETON frères, à Pont-de-Claix (Isère).**

La papeterie de MM. Breton frères se distingue par la bonne qualité de ses produits et par les progrès dont on lui est redevable. A l'exposition précédente, le jury a signalé le papier, façon de Chine, qui s'y fabrique avec succès, et dont les échantillons exposés cette année prouvent de nouveau la parfaite exécution. Les imprimeurs en taille-douce les plus célèbres de Paris ont attesté alors, et attestent encore aujourd'hui, que les impressions faites sur ce papier sont au moins aussi belles que sur le papier de Chine lui-même. Un prix de 2,000 fr. a été accordé par la Société d'encourage-

ment pour l'industrie française à MM. Breton, pour ce genre de produits.

A la précédente exposition, dans les considérations générales sur la papeterie, le jury, en rendant compte des inventions et des progrès dus à chaque fabricant, avait attribué à MM. Blanchet et Kléber, de Rives, l'invention des tambours laveurs, qui ont apporté une si grande amélioration au lavage des pâtes. Ces honorables fabricants se sont empressés de déclarer que, tout en apportant un perfectionnement à ce procédé, ils reconnaissent que l'invention en est due à MM. Breton frères, qui étaient parvenus, d'essais en essais, trop longs à relater ici, à faire perfectionner dans les piles le tambour laveur, invention qu'ils s'empressèrent de montrer à MM. Blanchet, de Rives. Ceux-ci l'adoptèrent en remplaçant le tambour laveur par une toile métallique, ce que MM. Breton adoptèrent à leur tour, comme perfectionnement et complément de cette utile invention, qui a tant contribué à donner aux papiers la solidité dont manquent tous ceux qui ont été fabriqués avant cette découverte.

Tous les produits exposés par MM. Breton frères se recommandent par leur excellente fabrication et méritent à ces habiles fabricants la médaille d'argent que le jury leur décerne.

#### *Rappels de médaille de bronze.*

**M. FERRAND-LAMOTTE**, à Troyes (Aube).

A l'exposition précédente, il a été rendu compte des produits de la fabrique de M. Ferrand-Lamotte et de son appareil pour presser les pâtes au sortir du défilage. Cette année, M. Lamotte expose de nouveau cette machine, avec quelques améliorations. Ainsi, en tête de l'appareil est placé un agitateur pour mieux diviser la pâte; mais, en s'améliorant, cette machine se complique. Il est vrai qu'on peut utiliser les toiles métalliques qui, hors de service pour la fabrication du papier, servent pour conduire les pâtes sur cette machine,

dont le système offre de l'analogie avec la machine à papier continu. Quoique plusieurs fabricants aient commandé de semblables machines à M. Ferrand-Lamotte, il faut cependant attendre qu'une plus longue expérience ait prouvé que les avantages qu'elle présente ne se trouvent pas compensés par une main-d'œuvre plus coûteuse que ne l'est le pressage des pâtes au moyen des presses hydrauliques.

Le jury apprécie les efforts que fait M. Ferrand-Lamotte, l'un de nos plus ingénieux fabricants. Aussi lui rappelle-t-il la médaille de bronze qui lui a été décernée en 1844.

MM. ANDRIEUX, VALLÉE et C<sup>ie</sup>, à Morlaix (Finistère).

Les papiers de la Bretagne ont été longtemps estimés uniquement pour leur solidité, mais leur fabrication était restée stationnaire. On doit savoir gré à MM. Andrieux, Vallée et C<sup>ie</sup>, des efforts qu'ils ont faits pour améliorer les produits de cette contrée de la France, préservée jusqu'à présent presque entièrement de l'invasion des tissus de coton. Les papiers vergés fabriqués à la cuve par M. Vallée sont très-solides et soutiennent leur ancienne réputation.

Les produits de MM. Andrieux et Vallée avaient fixé l'attention du jury à la précédente exposition, et leur avait mérité la médaille de bronze; ils se sont depuis beaucoup accrus, ce qui prouve qu'ils ne sont pas moins recherchés par la consommation intérieure que pour l'exportation. Ces papiers sont d'excellente qualité, très-nerveux et bien fabriqués.

Le jury rappelle à MM. Andrieux, Vallée et C<sup>ie</sup>, la médaille de bronze, comme nouvelle preuve de l'estime qu'il fait de leurs produits et des améliorations que leur doit la papeterie en Bretagne.

#### *Médailles de bronze.*

MM. JOURNET et C<sup>ie</sup>, à Carcassonne (Aude).

C'est pour la première fois que M. Journet jeune expose les produits de sa fabrique de Carcassonne, qui rend de véritables services aux contrées, où il l'a fondée en 1830. Les

vingt-huit sortes qu'il envoie comme échantillons sont d'une très-bonne exécution et prouvent l'habileté de M. Journet jeune, frère du directeur de la papeterie du Souche. Tous deux se sont formés dans les fabriques de MM. Firmin Didot, lors de l'introduction en France des premières machines à papier.

Élèves de l'école de Châlons, leurs connaissances spéciales leur ont permis de suivre avec plus de sûreté que d'autres tous les progrès qu'a faits dès l'origine la fabrication des papiers à la mécanique. Les produits de la papeterie de Carcassonne sont très-estimés dans le midi de la France, où ils trouvent un facile écoulement. Nous croyons devoir mentionner et signaler à tous les fabricants un service que peut rendre à l'agriculture chaque papeterie, et que M. Journet jeune a mis en pratique. Par un système d'irrigation des mieux entendus, il est parvenu à utiliser les eaux grasses chargées de matières animales et de potasse, provenant des lavages et des lessivages des chiffons de leur usine, et à convertir par ce moyen en d'excellentes prairies des terres qui auparavant étaient sans valeur et complètement stériles.

Le jury accorde à M. Journet la médaille de bronze, comme récompense de ses constants efforts.

M. Roques, rue des Martyrs, 12, à Paris.

Les nombreux essais faits en présence d'habiles chimistes ont démontré la possibilité de fabriquer le papier avec les plantes textiles des tropiques et de l'Algérie, et la solidité qu'elles donnent au papier; elles seront donc d'un grand secours si le prix peut se niveler avec celui des chiffons. Là est toute la question. Déjà, afin de diminuer les frais de transport, M. Roques a opéré sur les lieux même de production, des lessivages alcalins qui ont enlevé près d'un tiers du poids à la filasse, en la débarrassant de parties hétérogènes; mais il ne faut pas se dissimuler que par l'opération du blanchiment, nécessairement très-actif, ces filasses éprouvent encore un déchet considérable, qui ne doit pas être estimé à moins de 20 pour 100. Si M. Roques pouvait

faire exécuter sur les lieux mêmes de production cette opération qui succède à celle du lessivage, il en résulterait une économie de 20 pour 100 sur les prix du transport, ce qui lui permettrait de se rapprocher un peu plus du prix des chiffons, car, nous le répétons, là est toute la question, et nous croyons devoir rappeler ici la conclusion du rapport très-circonstancié, fait à M. le ministre de l'agriculture et du commerce, le 6 décembre 1846, par MM. Chevreul et Peligot : « Si M. Roques peut livrer aux fabricants de papier des filasses d'aloès, de bananier, etc., etc., douées de la ténacité qui leur est naturelle, à un prix égal à celui du chiffon de bonne qualité, il aura rendu un véritable service à son pays. »

Un autre rapport présenté à l'Académie des sciences, le 12 février 1849, par MM. Pouillet, Boussingault et Payen, témoigne de l'avantage que présenterait, pour donner de la solidité à nos papiers, l'emploi de ces substances exotiques. Ces savants chimistes ont pensé que « le projet de M. Roques arrivait à point et était digne des encouragements de l'Académie des sciences, puisqu'il aurait pour but de réaliser des améliorations si importantes et qu'il pourrait contribuer au développement de nos cultures tropicales. »

Le jury, qui a déjà rendu compte en 1839 des essais de M. May, et qui en 1844 a mentionné honorablement les efforts de MM. Bermendity, Gabald, Baraton et C<sup>ie</sup>, espère qu'à la prochaine exposition M. Roques aura vaincu les difficultés qui s'opposent jusqu'à présent à l'emploi de ces substances. Il lui accorde la médaille de bronze.

**MM. MICHAUT frères, à Laval (Vosges).**

Cette fabrique expose pour la première fois ses produits. C'est en 1836 que MM. Michaut frères ont remplacé l'ancien système des cuves par une machine qui, montée d'après les meilleurs modèles, donne d'excellents produits, que le jury a examinés avec intérêt.

Le grand-aigle pour lavis, au prix de 100 fr. la rame, est



d'une parfaite fabrication ; il en est de même des carrés, fleurettes, coquilles, papiers de rouleaux pour tenture. Un rouleau de papier pour calquer, du prix de 200 fr., est d'une fabrication très-remarquable.

La papeterie de MM. Michaut frères ne peut qu'accroître la réputation des papiers des Vosges.

Le jury leur accorde une médaille de bronze.

MM. PAUL et CARDILLAC, à Toulouse (Haute-Garonne).

La papeterie mécanique que MM. Paul et Cardillac ont récemment établie à Toulouse, d'après les procédés les plus récents, expose pour la première fois ses produits, qui sont fort bien exécutés.

Cette papeterie, placée près de l'un des grands centres de population, remplace, pour un grand nombre de sortes, les papeteries d'Angoulême, qui jusqu'alors fournissaient aux besoins des imprimeurs, des lithographes et fabricants de papiers peints de ces contrées.

MM. Paul et Cardillac ont établi une autre papeterie à Bagnère, et en ont fondé une à Valladolid, en Espagne, où ils exportent une partie de leurs produits.

Ils se sont livrés à plusieurs essais pour utiliser le palmier nain ; ils ont fait des papiers dits *fleurettes*, au prix de 1 fr. 60 cent. et de 1 fr. 70 cent. le kilogramme, qui sont très-bien exécutés.

Le jury accorde la médaille de bronze aux produits de la fabrique de MM. Paul et Cardillac, qui est appelée à rendre de véritables services au midi de la France.

M. RABOURDIN, à Cusset (Allier).

M. Rabourdin expose, pour la première fois, les produits de deux papeteries : l'une à Cusset, département de l'Allier, et l'autre à Villeret, département de la Loire.

Les échantillons qu'il a envoyés à l'exposition prouvent que ces papeteries sont dans une bonne voie de fabrication ; aussi le commerce en recherche-t-il les produits, dont les prix sont modiques.

Sans prétendre rivaliser avec les belles qualités d'Angou-

lème, les échantillons examinés par le jury sont reconnus comme très-satisfaisants.

Ces deux papeteries fabriquent 600,000 kilogrammes par an, dont la valeur s'élève de 600,000 à 700,000 francs. Le jury mentionne honorablement les produits des fabriques de M. Rabourdin.

M. GOSSE DE SORLAY, à Gueures (Seine-Inférieure).

La fabrique de Gueures est connue par les bons produits qui s'y fabriquent. Comme elle le déclare elle-même, elle s'occupe exclusivement des produits d'un usage général et courant, sans viser aux papiers de luxe. C'est une des bonnes papeteries de France, dont les produits méritent d'être mentionnés honorablement par le jury.

MM. COSTE et DESGATZ-RICOLLE, à Castres-sur-l'Agout (Tarn).

Ils fabriquent des papiers à la cuve depuis 1785, et à la machine depuis 1825. Ils exposent pour la première fois. Leurs produits sont destinés plus particulièrement au papier dit *cigarettes*, qui est leur principale fabrication.

Le jury mentionne honorablement les produits de MM. Coste et Desgatz-Ricolle.

#### *Citations favorables.*

M. TIXIER-CHABRIER, à Ambert (Puy-de-Dôme).

Il expose des papiers dits *serpente*, remarquables par leur finesse et leur qualité soyeuse, qui les rend si précieux pour envelopper les bijoux, les dorures, etc.

On est étonné du bas prix auquel M. Tixier-Chabrier peut livrer au commerce ce genre de papiers. Les 1,000 feuilles, grandeur ordinaire de carré, ne coûtent que 6 fr. 50 c., et cependant ces 1,000 feuilles sont fabriquées à la main.

Cette fabrication tout exceptionnelle ne peut s'expliquer que par le bas prix de la main-d'œuvre en Auvergne, et par l'absence de tous travaux en hiver ou pendant la saison des

pluies; en sorte que ce sont en général des laboureurs ou terrassiers qui se livrent à cette occupation pour un salaire presque nul, mais que ces populations laborieuses préfèrent à l'oisiveté.

Le jury accorde une citation favorable aux produits exposés par M. Tixier-Chabrier.

M. RENARD fils, à Nonancourt (Eure).

Il fabrique avec succès, depuis longtemps, des cylindres et autres objets concernant les machines à papiers. Ses cylindres sont particulièrement renommés pour leur solidité. Le nouveau modèle qu'il expose réunit de nouvelles conditions de durée, et mérite d'être cité favorablement.

#### EXTRAIT DU RAPPORT

### DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE LONDRES

1851.

#### CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

Pour apprécier exactement le mérite relatif des fabricants par rapport au prix auquel ils vendent leurs papiers, nous avons dû tenir compte, autant qu'il nous a été possible, des conditions diverses dans lesquelles chaque fabrique est placée dans les différents pays, soit par rapport au système des moteurs, au prix du combustible, à la qualité des chiffons, au prix de la main-d'œuvre et des divers agents chimiques, soit à leur éloignement des villes centrales. Ainsi, par exemple, en France, le prix de la main-d'œuvre, dans les Vosges, est infiniment moins élevé qu'aux environs de Paris; mais cet avantage est compensé par le prix des transports, qui s'accroît en raison des distances pour les fabriques éloignées des centres de consommation.

Toutes ces considérations ont été pesées par le jury, d'après les documents qu'il a pu se procurer. En général, il a reconnu que les fabriques établies dans les pays où la ci-

vilisation est peu avancée sont dans des conditions très-favorables pour le prix des chiffons et de la main-d'œuvre. Ainsi Smyrne, qui se bornait, il y a quelques années, à convertir les chiffons de l'Asie en carton, qu'elle vendait avantageusement aux fabriques de papier de l'Europe, les convertit aujourd'hui en très-bons papiers, dont le prix est très-modique, bien que les agents chimiques y coûtent beaucoup plus cher qu'en Europe, d'où il faut les faire venir.

#### COMBUSTIBLE.

En France et dans quelques pays du Nord, il est certaines fabriques, situées près de vastes forêts, où il est plus avantageux de consommer le bois que le charbon.

Le charbon de terre ne peut être employé avantageusement, pour produire une force motrice et remplacer les chutes d'eau, que dans des pays où il abonde, comme en Angleterre et en Belgique.

Le séchage du papier au moyen de la vapeur a donné un avantage assez important aux fabriques qui peuvent se procurer le charbon de terre à des prix peu élevés.

En Angleterre, la tonne de houille coûte, terme moyen, 4 shillings (5 francs) dans les provinces du nord, et 15 francs à Londres, pris sur la Tamise. En France, à Rouen, elle coûte 33 francs les 1,000 kilogrammes. A ce prix il faut ajouter les frais de transport aux fabriques, ce qui double quelquefois le coût du combustible. Dans certains pays privés de charbon de terre, la dépense pour le séchage du papier est donc considérable.

#### PRIX ET CONSOMMATION DES CHIFFONS.

Le prix des chiffons est la principale base du prix des papiers, et, conformément à une loi générale, la valeur des chiffons est presque toujours en rapport avec le degré de richesse et de prospérité des divers peuples.

Nous prendrons pour terme de comparaison les chiffons blancs. C'est en général d'après leur prix que se règle celui des qualités inférieures.

*Prix des 100 kilogrammes en 1851.*

En Amérique, le prix des chiffons blancs est de.....	70 fr. 00
En Angleterre, le prix des chiffons blancs est de.....	63 00
En France (en 1840 et années suivantes, le prix était de 60 à 62 francs; en 1848 et 1849, il varia de 38 à 40 fr.) il est aujourd'hui de.....	50 00
Dans le Zollverein.....	48 00
En Autriche (les plus grands dépôts sont à Pesth et à Agram).....	30 00
En Suisse.....	45 00
En Belgique.....	48 00
En Hollande (par un décret d'avril 1854, l'exportation du chiffon vient d'être prohibée).....	50 00
En Italie, Royaume Lombardo-Vénitien.....	36 00
— Royaume des Deux-Siciles (jusqu'à 1850 il ne coûtait que 24 francs les 100 kilogrammes).....	31 50
— États-Romains.....	29 00
— Royaume de Sardaigne.....	44 00
En Espagne.....	43 00
En Russie.....	40 00
En Pologne (la qualité est inférieure).....	18 00
En Danemark.....	48 00
En Suède.....	44 00

Malgré sa population de vingt et un millions d'habitants, malgré la quantité de toiles d'emballage résultant de son immense commerce, et la masse de voiles et de cordages de sa nombreuse marine, etc., c'est des pays étrangers et de l'Irlande que l'Angleterre tire le supplément dont elle a besoin. L'importation des chiffons venant de l'étranger y est annuellement de 8,124 tonnes, ou 8,124,000 kilogrammes <sup>1</sup>, dont la moitié provient des villes hanséatiques.

<sup>1</sup> De la Russie, 856 tonnes; — du Danemark, 206 tonnes; — de la Norvège, 101 tonnes; — des villes hanséatiques, 4,449 tonnes; — de la Toscane, 1,352 tonnes; — des États pontificaux, 305 tonnes.

Cette abondance de cordages, de voiles et d'emballages, dont la fibre n'est point énermée par les teintures diverses, par l'usure, par les lessivages et les blanchiments trop énergiques, compense la débilité qui résulte de l'innombrable quantité de chiffons de coton très-usés que fournissent les populations de l'Angleterre.

Il en est de même pour les États-Unis.

Les papeteries d'Angleterre trouvent dans les filatures de coton de Manchester un puissant secours. Le poids des déchets de coton s'y élève annuellement à d'énormes quantités. Malgré la perte résultant des diverses opérations pour les dégraisser et les nettoyer, qui n'est pas moindre de 60 pour 100, la solidité de cette matière première, encore toute neuve et qui n'a rien perdu de sa force primitive, compense avantagement les frais de manutention qu'elle exige.

Les pays du Nord sont généralement dans de bonnes conditions pour la nature des chiffons où le chanvre et le lin dominent.

La France, malgré les soixante millions de kilogrammes de coton qu'elle reçoit chaque année de l'Amérique, et dont une grande partie est transformée en chiffons, se trouve dans des conditions plus favorables sous le rapport des matières premières, telles que le chanvre et le lin; mais malheureusement, surtout dans les villes, ils sont brûlés par des blanchiments trop caustiques, ce qui rend plus difficile de donner aux papiers cette solidité qui étonne dans les anciennes éditions.

La fabrication du papier dans les Trois-Royaumes (Angleterre, Écosse et Irlande), ayant été, en 1851, de 74,910,737 kilogrammes, a nécessité une consommation en chiffons d'un poids de 112,366,105 kilogrammes, puisque le déchet pour transformer le chiffon en papier est, en général, de 33 pour 100; mais, sur ce poids de chiffon brut, il faut en déduire 8,120,000 kilogrammes importés dans la Grande-Bretagne des divers pays étrangers. Or, en admettant que la perte des linges, dont une notable partie échappe au crochet

des chiffonniers, soit compensée par l'emploi de diverses matières propres à la fabrication du papier, tels que les cordes et les déchets de lin ou de coton, il en résultera que, la population des Trois-Royaumes étant de vingt-sept millions et demi, la quantité de chiffons produite par chaque individu s'élève à plus de 3 kilogrammes.

La France ayant fabriqué, en 1849, 42 millions de kilogrammes de papier, le poids des chiffons nécessaires pour cette fabrication a dû s'élever à 63 millions de kilogrammes, attendu le déchet de 33 pour 100 qui résulte des diverses opérations nécessaires pour convertir le chiffon en papier. Comme le nombre des habitants de la France était, en 1851, de 36 millions, il en résulte que chaque individu n'emploie pas 2 kilogrammes de linge.

Le prix du chiffon étant, terme moyen, de 25 cent. le kilogramme, on peut estimer que, dans la hotte d'un chiffonnier, le chiffon figure au plus pour un tiers <sup>1</sup>. Or, en calculant le prix de la journée d'un chiffonnier à Paris et dans les campagnes à 1 fr. 50 cent., ce seraient deux kilogrammes de chiffons qu'il recueillerait par jour, soit six à sept cents kilogrammes par an.

Les 63 millions de kilogrammes occuperaient donc cent mille personnes vivant de cette industrie; toutefois il faut défalquer de ce calcul les cordages et les déchets de lin, qui ne sont pas le résultat du travail des chiffonniers, et qu'on peut évaluer à 10 ou 12 pour 100 sur l'ensemble.

L'exportation des chiffons est prohibée en France, et l'importation ne s'élève pas à plus de 1,605,093 kilogrammes (année 1851) : dans cette faible quantité, la Suisse figure pour 178,998 kilogrammes, et l'Algérie pour 648,070 kilogrammes. Par rapport à l'Angleterre, l'importation des chiffons n'est donc que dans la proportion de 1 à 5.

D'après la quantité de chiffons consacrée, dans le Zollve-

<sup>1</sup> Le reste se compose de verres, porcelaines, faïences cassés, d'os d'animaux, ferrailles, etc.

rein, à la fabrication du papier, la proportion serait, comme en France, de 2 kilogrammes par tête; on peut estimer qu'elle est de 1 kilogramme et demi en Autriche.

Dans les États-Unis, de juin 1849 à juin 1850, l'importation des chiffons a été de 10,348,438 kilogrammes, dont la moitié provient de l'Italie. Les villes hanséatiques, Trieste et la Sicile, sont les principaux lieux d'approvisionnement. C'est dans ces pays en effet que les tissus de chanvre et de lin sont moins chargés de cotons; on estime qu'ils n'en contiennent que 20 à 25 pour 100. La Turquie et le Canada contribuent aussi à l'approvisionnement des États-Unis.

### DES DIVERS GENRES DE PAPIERS.

#### PAPIERS D'IMPRESSION.

A égalité de prix, les papiers d'impression sont généralement mieux fabriqués en Angleterre qu'en France, excepté dans quelques-unes de nos manufactures.

Les pâtes de papiers d'écriture et des papiers d'impression sont aussi beaucoup plus pures que celles des fabriques de France et des autres pays.

Les papiers fabriqués par M. Dickenson d'après son procédé, auquel vient en aide sa longue expérience, jouissent toujours de leur ancienne faveur auprès des imprimeurs.

La papeterie dirigée par M. Journet, au Souche, dans les Vosges, a exposé un papier destiné à l'impression, où il n'est fait emploi d'aucun acide. Ce papier, dont la blancheur est très-suffisante, est beau, et rassure les amateurs de livres sur le sort futur des papiers fabriqués par les procédés ordinaires; il est un peu moins blanc que ceux-ci, et coûte un peu plus cher.

Les papiers d'impression exposés par MM. Blanchet et Kléber, Odent, Doumerc, Montgolfier, Gratiot et autres fabricants, réunissent, aux qualités de la solidité et de la bonne fabrication, la condition non moins importante de la modicité des prix.



## PAPIERS D'ÉCRITURE.

Les fabricants anglais, par leur fort collage à la colle animale, donnent à leur papier à écrire une solidité et une imperméabilité complètes. A côté de ces avantages, quelques inconvénients ont été signalés précédemment. Les papiers d'Annonay, ceux d'Angoulême et des autres principales fabriques de France, très-suffisamment collés, réunissent les conditions désirables en solidité et en imperméabilité; leur blancheur est incomparable.

Quant aux papiers d'écriture minces et aux papiers dits *pelure*, il a été généralement reconnu par les fabricants anglais que les papeteries d'Angoulême, si anciennement célèbres par leur belle fabrication, et particulièrement celle de M. Lacroix, l'emportent en perfection sur les papiers de ce genre exécutés jusqu'à ce jour dans les fabriques des divers pays.

MM. Caillaud-Bellisle et C<sup>ie</sup> ont aussi exposé un grand nombre de produits de leurs papeteries d'Angoulême : leur parfaite exécution ne saurait être trop louée.

En Angleterre, les papiers d'écriture sont fortement azurés, ou ont une teinte s'approchant de celle de la crème, ce qui fait désigner ce papier sous le nom de *cream laid post*. Les uns et les autres ont des vergeures et des pontuseaux très-apparents, et généralement chaque feuille porte le nom ou la marque du fabricant. Le papier *cream laid post* a été fabriqué en Angleterre par M. Hollingworth, et cette teinte, adoptée généralement par la mode, dès son apparition, l'a été également par tous les fabricants. Elle est sans doute agréable à l'œil; cependant elle n'a pas le charme des beaux papiers, si éclatants de blancheur, fabriqués en France, en Belgique, et dans les pays où le chanvre et le lin abondent.

## PAPIERS A DESSIN.

C'est encore à la cuve que ce genre de papier est le mieux

fabriqué ; quelquefois, pour lui donner plus de solidité, on colle deux ou trois feuilles que l'on superpose. Pressées et satinées ensemble, elles ne forment qu'une seule feuille, plus ou moins épaisse. La nature de la pâte de chaque épaisseur de papier dont la réunion compose cette feuille donne les qualités désirables, soit de roideur, soit de flexibilité, soit d'un collage plus ou moins intense, selon qu'on veut tel ou tel genre de papier pour le dessin ou le lavis. On peut même, comme pour les cartes à jouer, composer cette feuille de trois feuilles. Quelquefois la feuille du milieu est en pâte brune très-solide, tandis que les deux autres feuilles qui la recouvrent de chaque côté sont d'une grande blancheur.

Les produits en ce genre, exécutés par des machines dans les fabriques si justement renommées de MM. Canson, dans celle du Marais dirigée par M. Doumerc, et dans celle de MM. Blanchet et Kléber, de Rives, ont donné des résultats très-satisfaisants.

#### PAPIERS DE COULEUR.

La fabrication des papiers de couleur a fait de très-grands progrès. On peut en juger par les fleurs artificielles en papier, dont les couleurs rivalisent, pour l'éclat et la variété des nuances, avec la nature même. Les assortiments nombreux, de toutes couleurs, envoyés des divers pays, sont très-satisfaisants ; mais il n'en est aucun qui puisse soutenir la concurrence avec le papier rose-carmin fabriqué par M. JOURNET, de la papeterie du Souche. Il a été signalé à l'exposition comme infiniment supérieur à tout ce que les autres fabricants avaient pu produire jusqu'alors en ce genre.

La même supériorité existe pour le papier noir exposé par M. OBRY, de Prouzel, et qui est destiné à envelopper les batistes et dentelles. Par le contraste de sa couleur, il rehausse la blancheur de ces objets précieux sans en ternir l'éclat, inconvénient inhérent plus ou moins aux papiers de ce genre, qui, lorsqu'ils ne sont pas aussi parfaitement fabri-

qués, laissent se détacher quelques parcelles de noir, dont le contact est funeste aux objets précieux qu'ils enveloppent.

M. GRATIOT et plusieurs fabricants anglais ont exposé des assortiments aussi nombreux que variés de papiers de toutes nuances. A chaque exposition, grâce aux progrès de la chimie et à l'amélioration des procédés de fabrication, ce genre de produits acquiert une perfection croissante.

#### PAPIERS SPÉCIAUX.

Les papiers à *gargousses incombustibles et imperméables*, exposés par M. ODENT, par MM. BLANCHET et KLÉBER, de Rives, et par M. MONTGOLFIER, d'Annonay, ont appelé l'attention des membres du jury. Ces papiers, fabriqués avec des substances animales, d'après un procédé dont on est redevable à feu M. Mérimée, joignent à l'avantage d'une solidité égale à celle du parchemin celui d'être incombustibles; c'est-à-dire que, si dans le service des canonnières de la marine, auquel ces papiers sont surtout destinés, le feu y prenait, il s'éteindrait de lui-même et ne se communiquerait point.

C'est M. Odent qui, le premier, a fabriqué ce papier d'après les instructions de M. Mérimée.

Les papiers à décalquer exposés par MM. Callaud-Bellisle et C<sup>ie</sup>, par MM. Lacroix et autres fabricants français, réunissent toutes les conditions désirables : finesse, transparence, solidité. Pour la fabrication de ces papiers, la France occupe le premier rang.

#### PAPIERS IMITANT LE PARCHEMIN.

M. Odent père expose aussi des papiers imitant le parchemin, qui, par leur solidité, peuvent remplacer le parchemin pour la couverture des livres, particulièrement des livres de classes, de registres, etc.; on peut appliquer ce papier-parchemin à un grand nombre d'usages.

M. Montgolfier, d'Annonay, dont les papiers sont justement renommés de père en fils, a eu l'idée d'appliquer ce genre de produits, imitant si parfaitement le parchemin, à d'autres emplois, et notamment aux machines à étirer, défeutrer et bobiner dans les filatures de laine.

Ce papier est aussi employé par les batteurs d'or, d'argent et de cuivre, en remplacement du parchemin, dont ils ne peuvent faire usage qu'après un long laps de temps. Il faut en effet que les parties graisseuses contenues dans le parchemin soient oxydées par l'action de l'air atmosphérique pour convenir aux batteurs d'or et d'argent, tandis qu'ils peuvent employer immédiatement ce nouveau produit. S'il eût été plus tôt mis en usage, combien de chartes précieuses et d'anciens manuscrits auraient échappé à la destruction du marteau des batteurs d'or et d'argent, au grand profit des lettres!

#### PAPIERS POUR USAGES CHIMIQUES.

La science est redevable à M. Journet d'un papier à filtrer, destiné à remplacer, dans nos laboratoires de chimie, le papier dit *Berzelius*. Il réunit, en effet, toutes les conditions des papiers de Suède, reconnus jusqu'alors comme les plus purs, et qui sont consacrés aux opérations chimiques. On peut juger de la pureté de la pâte par l'analyse qu'en a faite le chimiste M. Barreswill.

Une feuille pesant 9<sup>gr</sup>,6970, ayant en surface 0<sup>m</sup>,2336, a donné en cendres 0<sup>gr</sup>,0293.

D'où il résulte que 100 kilogrammes de ce papier donneraient 302 grammes de cendres, soit 3 millièmes de cendres pour un gramme : ce qui est un résultat très-satisfaisant.

Tout en tenant compte à M. Journet de son habileté et du soin extrême qu'il a apporté à cette fabrication, il faut reconnaître que la nature du sol granitique et siliceux traversé par le cours d'eau du Souche, dans les Vosges, laisse aux eaux une pureté qui est une condition indispensable pour obtenir un pareil résultat.

On doit espérer que ces conditions exceptionnelles permettront à M. Journet de fabriquer un papier tel que l'héliographie le réclame, et de venir en aide aux merveilles qu'offre déjà cette découverte.

#### FABRICATION DU PAPIER DANS LES DIVERS PAYS <sup>1</sup>.

1851.

Conformément aux progrès de la civilisation, on voit s'introduire successivement les machines à fabriquer le papier dans les diverses parties du monde, dès que la sécurité, l'intelligence et l'instruction se développent.

L'Amérique du Nord en possède un grand nombre ; celle du Midi n'en a point encore en activité.

En Asie, sous la protection du sultan Abdul-Medjid, une machine pour fabriquer le papier continu vient récemment d'être introduite à Smyrne. Les produits que cette fabrique a envoyés à l'exposition sont assez remarquables pour que le jury les ait comparés à ceux des meilleures papeteries de l'Europe.

En Afrique, il n'existe qu'une seule fabrique à la cuve, près du Caire, à Boulac.

Autant que le temps et les distances le permettaient, le jury, qui s'est fait donner le prix de vente de chacun des papiers exposés, et a tenu compte des conditions différentes où chaque papeterie, dans les divers pays, se trouvait placée, a cru utile et intéressant de constater dans ce rapport les renseignements qu'il a réunis sur l'état général de la fabrication.

<sup>1</sup> Ces données sont approximatives (excepté, toutefois, pour la Grande-Bretagne, où la taxe dont le papier est frappé dans les manufactures mêmes constate le chiffre exact de la fabrication). Les papiers de tenture et d'emballage sont compris dans ces calculs.

Une machine à papier occupe, terme moyen, 75 ouvriers ; une cuve, 15 ouvriers. On peut, d'après cette base, calculer très-approximativement le nombre d'ouvriers employés dans chaque pays à la fabrication du papier. Un nombre à peu près égal est occupé à ramasser les chiffons.

## ANGLETERRE.

La production totale, en 1850, a été de 62,960,000 kilogrammes <sup>1</sup>, dont la valeur doit être estimée, non compris le droit perçu par le gouvernement, à 70 millions de francs.

Les machines à papier sont au nombre de 322.

Plus 266 cuves, dont le produit annuel (à 50 kilogrammes par jour pour chaque cuve) peut être évalué à 4,000,000 kilogrammes.

Les 59 millions de papier fabriqué par les 322 machines en Angleterre donnent pour terme moyen un produit de 610 kilogrammes par jour pour chaque machine; soit 183,000 kilogrammes par an pour une machine, en calculant 300 jours de travail.

Le nombre des cylindres est de 1,616.

L'exportation (non compris les papiers peints et de tenture) s'est élevée à 3,284,000 kilogrammes.

La première machine à papier a fonctionné régulièrement en 1804 <sup>2</sup>.

## ÉCOSSE.

Il y a 58 machines, 19 cuves et 286 cylindres.

La production du papier a été, en 1850, de 14,300,009 kilogrammes, le droit payé au fisc de 4,692,175 francs, l'exportation de 520,000 kilogrammes.

## IRLANDE.

33 machines, 15 cuves et 86 cylindres.

<sup>1</sup> Ce chiffre est exact; il résulte de la vérification faite par les employés du fisc dans les manufactures mêmes du papier fabriqué; pour ces 62,960,000 kilogrammes de papier, il a été perçu près de 20 millions de francs.

<sup>2</sup> Anderson, dans son *Histoire du commerce*, dit qu'on ne commença qu'en 1690 à fabriquer du papier pouvant servir à l'impression et à l'écriture, et que jusqu'à cette époque l'Angleterre en achetait à la France pour 100,000 livres sterling chaque année.

La production a été de 3,309,751 kilogrammes, l'exportation de 5,000 kilogrammes.

## FRANCE.

Il y a 210 machines, dont le produit peut être évalué, comme en Angleterre, à 610 kilogrammes par jour, soit par an (300 jours de travail)..... 39,430,000<sup>k</sup>  
et 250 cuves, dont le produit annuel est de.. 2,250,000  
soit en totalité un poids annuel de..... 41,680,000

L'exportation a été, en 1849 :

Papier blanc et de musique.....	2,923,885
— colorié.....	67,886
Enveloppes coloriées.....	814,619
Papiers imprimés, en rouleaux et de tenture de soie.....	674,431
Papiers de tenture de Chine.....	920

La première machine à papiers sans fin a été construite en France, en 1811, à la papeterie de Sorel.

## ZOLLVEREIN.

On y compte 800 papeteries, ayant 140 machines à papier, fabriquant environ 600 kilogrammes par jour, soit annuellement 25,200,000 kilogrammes, et 1,024 cuves, produisant annuellement 12 millions de kilogrammes. L'exportation en papiers divers, blancs, de tenture, etc., est de 3,566,900 livres.

L'importation est seulement de 250,000 kilogrammes, et consiste en papier de qualité inférieure; une partie des papiers de belles qualités est exportée.

La première machine à papier a été établie dans le Wurtemberg.

En Prusse, 72 machines et 503 cuves. La première machine y fut établie en 1818.

En Bavière, 11 machines et 257 cuves.

En Saxe, 6 machines et 68 cuves.

Grand-duché de Hesse, 1 machine et 27 cuves.

Électorat de Hesse, 6 machines et 39 cuves.

Bade, 14 machines et 33 cuves.

Nassau, 6 machines et 30 cuves.

Divers États associés au Zollverein, 14 cuves.

États de Thuringe, 53 cuves.

Les renseignements manquent pour le Wurtemberg et le Brunswick.

Parmi les produits exposés par neuf fabricants des pays composant le Zollverein, le jury a remarqué surtout ceux de la fabrique de MM. Ebart frères, de Berlin, pour leur perfection en divers genres, entre autres, leurs cartons glacés, leurs papiers filigranés pour les billets de banque, leurs papiers de toute sorte, enfin leurs cartons-pierre destinés à la toiture des maisons, dont l'usage devient assez fréquent en Allemagne. Les papiers de M. Hoeschet fils, de Duren en Prusse, sont également remarquables par leurs qualités diverses ; ceux de couleurs sont très-éclatants ; le prix en est peu élevé.

M. Fischer, de Bautzen en Saxe, a exposé aussi des produits d'une grande perfection. Son appareil pour coller les papiers d'écriture à la colle animale est excellent. Outre de très-beaux papiers pour la lithographie, les registres, la taille-douce, etc., il a exposé un carton parfaitement fabriqué par un procédé de son invention, et dont l'épaisseur est de trois centimètres.

MM. Rauch frères, de Heilbronn en Wurtemberg, ont exposé des papiers d'écriture et des pelures minces aussi bien collées que bien fabriquées. Leurs papiers doublés et formés d'un côté d'une feuille de papier buvard et de l'autre d'un papier très-collé pour l'écriture sont fort bien exécutés.

Les papiers de MM. Schæuffelen, de la même ville, ne le cèdent en rien à ceux de M. Rauch pour la qualité et la modicité du prix.

#### AUTRICHE.

Il existe 49 machines à papier, produisant 8,820,000 kilo-



grammes, et 900 cuves, produisant annuellement 13,500,000 kilogrammes.

Les principales fabriques sont dans la Lombardie, la basse Autriche et la Bohême. Il y en a aussi dans le Tyrol et la terre ferme de Venise.

On exporte d'Autriche pour environ 3,600,000 francs par an.

#### DANEMARK.

6 machines, et 1 dans le Holstein ; en tout 7 machines, produisant environ 600 kilogrammes par jour, soit annuellement 1,260,000 kilogrammes, et 20 cuves, fabriquant des papiers communs. Les exportations sont nulles, et on importe en Danemark des papiers de la Belgique et de la France. En 1847, l'importation a été de 300,000 kilogr.

La première papeterie fut établie à Frédéricsburg, par ordre de Christian III, et la première machine à fabriquer le papier, construite par M. Bryan Donkin, fut mise en activité par M. J.-C. Dreswen, en 1826.

#### SUÈDE.

On y compte 7 machines en activité et 8 cuves.

#### BELGIQUE.

La fabrication du papier n'y a pris de l'extension que depuis 1814. L'exportation s'est élevée, en 1849, à près de 1 million de francs. L'importation est peu considérable et ne dépasse pas 70,000 francs. Il existe 80 papeteries, mais la plupart à la cuve ; quelques-unes sont encore mues par des moulins à vent. La papeterie de M. Godin, à Huy, est très-célèbre et mérite la réputation qu'elle a justement acquise ; cette fabrique, qui, par son immense étendue, semble être une petite ville, est la seule qui ait exposé. Ses produits sont

aussi remarquables par leur mérite que par leur quantité. La plus grande partie est destinée à l'exportation, qui, en 1849, s'est élevée à 900,000 francs, dont un tiers pour la Hollande.

On compte en Belgique 28 machines à papier.

## PAYS-BAS.

La fabrication, quoique très-restreinte, y soutient son antique réputation, à en juger d'après les produits exposés par MM. HONIG, de Zaandijk, et par MM. VAN GELDER et fils, de Vormerwer. Leurs papiers fabriqués à la cuve offrent toutes les qualités traditionnelles aux papiers de Hollande.

J'ignore si ce pays possède des machines à papier, mais on y compte un grand nombre de cuves.

D'après un état officiel dressé en avril 1854, il y aurait en Hollande aujourd'hui 168 papeteries, dont 125 dans les provinces de Gueldre; 18 dans le Nord-Holland; 15 dans le Zuid-Holland et 10 dans les quatre autres provinces. Ces établissements occupent 2,248 ouvriers; en 1853, ils ont employé 5,083,100 kilogrammes de chiffons, quantité peu considérable, il est vrai. Cependant l'accroissement de la consommation a paru assez important au gouvernement pour que, dans l'intérêt des papetiers, il ait défendu l'exportation du chiffon en avril 1854.

## ESPAGNE.

Il y a 17 machines<sup>1</sup>; elles ont été importées d'Angleterre, de France et de Belgique. La première machine fut établie près de Manzanarès, dans la Manche, par D. Tomas Jordan.

Les 17 machines, évaluées à 600 kilogrammes par jour, donnent annuellement 3,060,000 kilogrammes.

<sup>1</sup> Dont 2 dans la Vieille-Castille, 2 à Valence, 3 dans la Nouvelle-Castille, 1 en Estramadure, 2 en Catalogne, 2 en Aragon, 1 en Andalousie, 3 en Guipuscao et 1 en Navarre. Les principales sont celles de Burgos; de Rascafria, près Madrid; de Candelario, près Bejar; et de Capellades, près de Barcelone.

Il existe encore 250 cuves ; la Catalogne en a conservé le plus grand nombre.

Les 250 cuves donnent annuellement 2,250,000 kilogrammes.

Sur les 3,400,000 rames qui se fabriquent annuellement en Espagne, la Catalogne en produit 700,000.

Le poids du chiffon employé en Espagne s'élève à environ 18 millions de kilogrammes.

L'exportation est nulle, excepté pour Cuba, où l'Espagne exporte annuellement 94,000 rames ; au Chili, 16,000 rames ; à Porto-Rico, 10,000, et en divers lieux, 20,000 rames.

#### ITALIE.

*Royaume lombardo-vénitien.* — 6 machines sont réparties entre 4 fabriques.

*Royaume des Deux-Siciles.* — 12 machines à papier. MM. Firmin Didot frères et Lefèvre établirent, en 1847, la première de ces machines, avec brevet d'introduction, à la papeterie du Fibrène (à l'*Isola di Sora*). Les 12 machines occupent environ 1,200 ouvriers.

Les anciennes machines à cuves étaient établies à Amalfi, Viètri, etc. On en comptait 60 : maintenant il n'en reste qu'une douzaine en activité ; elles occupent 300 ouvriers environ.

En évaluant à 600 kilogrammes par jour le produit des machines et à 50 kilogrammes celui des cuves, la production de la Sicile serait annuellement de 2,340,000 kilogrammes.

Les exportations assez considérables se font surtout pour la Sicile, Rome, Livourne, Malte, les îles Ioniennes et la Grèce.

*La Sicile* avait 2 fabriques à cuves ; la concurrence des machines établies dans le royaume de Naples les a fait disparaître.

*États-Romains.* — 3 machines à papier ont été élevées à

Anatrelle, à Fiume et aux environs de Rome. M. MILIANI a exposé des papiers de bonne qualité.

*Toscane.* — Il existe une fabrique près de Florence, avec 2 machines à papier construites par M. Donkin, et plusieurs fabriques à la cuve.

*Royaume de Sardaigne.* — 12 machines à papier et 60 cuves.

La première machine a été établie à Borgo-Sesia par M. Molino. On évalue la production totale, en 1848, à 6 millions de florins. Une faible quantité de papier est exportée par Gênes.

Le papier dit de *Gênes*, c'est-à-dire fabriqué dans les contrées environnantes, jouissait encore, au commencement du siècle dernier, d'une grande réputation en Angleterre, puisque nous voyons par une pétition adressée, sous la reine Anne, par les fabricants de cartes à jouer à la chambre des communes, que leur consommation pour cette fabrication s'élevait à 40,000 rames de *papier blanc de Gênes*. L'Angleterre, en effet, n'a perfectionné que fort tard la fabrication du papier. Celui de Gênes, par sa douceur et sa solidité, convenait mieux que tout autre à la confection des cartes à jouer.

#### SUISSE.

Il y a environ 26 machines et un grand nombre de cuves.

La fabrication est de 13 millions de kilogrammes, dont 3 millions par le canton de Zurich seul.

On y compte encore 40 papeteries à cuves.

Le prix de la journée des hommes est de 1 fr. 25 cent., et des femmes 75 centimes.

Point d'exportation.

#### TURQUIE.

Il existe une fabrique à Smyrne, avec une machine à papier; elle a été fondée par MM. Duzoglou;

Une fabrique avec cuves à Constantinople ;

Une fabrique à la cuve à Boulac, près du Caire, en Égypte.

#### ÉTATS-UNIS.

En 1730, la première fabrique à cuves fut établie dans le Massachusetts ; la première machine à papier continu y fut importée en 1820.

En 1768, pour encourager la fabrication du papier, le gouvernement de la colonie de Conecticut payait à Chr. Lef-fingwell, qui avait élevé un moulin à papier à Norwich, vingt centimes par chaque main de beau papier (4 francs la rame), et dix centimes par main pour le papier commun. Dans l'année 1770, cette fabrique reçut cette prime sur 4,020 rames de beau papier et sur 10,600 rames de papier commun.

Les progrès de la fabrication du papier sont tels, surtout depuis dix ans, que, malgré l'immense consommation qui s'y fait en papier de journaux, d'emballage, d'impression de toute espèce, l'importation du papier n'est plus que de 2 à 3 pour 100.

#### RUSSIE.

La Russie n'a envoyé aucun des produits de la papeterie impériale établie à Péterhoff, près de Saint-Petersbourg.

Aujourd'hui, aux environs de cette capitale, on compte plusieurs papeteries occupant une dizaine de machines. A Moscou, 12 machines sont en activité ; à Kief, le prince Kotchubey a élevé une papeterie considérable ; à Vilna, M. Pouslowsky en a fait autant.

C'est surtout par Riga, où il existe des dépôts considérables de chiffons, que les fabriques de la Russie s'approvisionnent.

#### POLOGNE.

La papeterie établie par M. Planche à Jeziorna, près de Varsovie, pour le compte de la banque de Pologne, est re-

marquable par les perfectionnements les plus complets que cet habile fabricant y a introduits <sup>1</sup>.

#### TENTATIVES POUR SUBSTITUER AUX CHIFFONS D'AUTRES SUBSTANCES VÉGÉTALES.

Nous avons vu paraître à l'exposition des papiers fabriqués dans les Indes et au Brésil avec des substances végétales employées à leur état primitif, ce qui leur conserve toute leur énergie. La solidité, la flexibilité de ces papiers sont telles, qu'ils peuvent être employés avec avantage dans plusieurs industries.

Depuis longtemps un grand nombre de tentatives avaient été faites pour remplacer le chiffon par des substances végétales, puisqu'on sait que toute plante contenant la cellulose est apte à la fabrication du papier.

Dans quelle proportion se trouve-t-elle, et quels sont les frais nécessaires pour l'obtenir dégagée des autres principes, afin de pouvoir la blanchir sans trop de frais? Jusqu'à présent la solution de cette question a été toute en faveur du chiffon, attendu que le lin, le chanvre ou le coton, qui en sont la base, ont obtenu, avant d'arriver aux papeteries à l'état de chiffon, des préparations préliminaires qui les exemptent des opérations coûteuses de lessivage et de blanchiment auxquelles toute matière première doit être soumise.

Si pourtant le prix des chiffons devenait excessif, alors il y aurait avantage à recourir à quelques matières premières, telles que le bananier, l'aloès, le bois blanc, et même la paille. Mais il faudrait toujours y joindre une certaine quantité de chiffons pour atténuer la transparence et l'effet vitreux qu'offrent les papiers fabriqués avec ces substances, ainsi qu'on en peut juger par ceux que M. GRATIOT a exposés, et qui ont été fabriqués à la papeterie d'Essonnes.

<sup>1</sup> On peut juger de l'étendue des connaissances théoriques et pratiques de M. Planche, par le Traité sur la papeterie qu'il vient de publier à Paris, et qui a obtenu une médaille de la Société d'encouragement de Mulhouse.

Après bien des essais infructueux, on est cependant parvenu à employer avec plus ou moins de succès la paille et le bois, mais sans pouvoir détruire jusqu'à présent le principe colorant qu'ils contiennent; on ne peut donc en faire usage que dans des proportions restreintes dans le mélange des pâtes destinées aux papiers de qualité inférieure.

Aux expositions de l'industrie française, en 1839 et en 1844, on vit paraître des papiers obtenus au moyen de lianes d'Amérique et de feuilles de bananier dont M. Rocques et M. Fléchet ont présenté des échantillons. Le papier était satisfaisant, et sa solidité très-grande; mais les essais multipliés qui furent faits alors prouvèrent qu'un énorme déchet résultait des opérations indispensables pour convertir en papier ces matières brutes. Aussi, d'après les conseils qui lui furent donnés, M. Rocques a établi un puissant lessivage alcalin à la Havane, afin de débarrasser ces matières premières d'une grande partie du gluten et des matières hétérogènes inutiles ou nuisibles à la fabrication du papier. Toutefois ces filasses, même en cet état, exigent des blanchiments très-actifs, qui leur font perdre au moins 30 pour 100 de leur poids; les frais de lessivage et de blanchiment sont en outre très-considérables.

A l'exposition de Londres, M. FLÉCHET a fait voir des échantillons de papiers fabriqués avec le palmier nain (*chamærops humilis*) dont la surface de l'Algérie est couverte, et dont on pourrait, d'après ses calculs, obtenir annuellement quatre millions de quintaux sans autre peine que celle de le faire recueillir par des enfants ou des femmes, en sorte que son prix de revient serait très-minime. D'après ses calculs, la matière brute ainsi recueillie ne dépasserait pas 2 francs les 100 kilogrammes. Quant au rendement, il prétend que, battue à l'état humide, elle donne 35 pour 100, et à l'état sec 50 pour 100 de pâte dite *défilée*, n'exigeant que deux heures de raffinage pour être convertie en papier.

Les échantillons de papier ainsi fabriqués, blanchis et non blanchis, offrent les qualités désirables, surtout quant à

l'extrême solidité. La pratique seule pourra décider si le prix de revient en peut rendre l'usage profitable.

L'Algérie, couverte de ce palmier nain, pourrait, par sa situation rapprochée de l'Europe, fournir avec le plus d'avantages ces substances végétales, puisqu'elles ne seraient pas grevées de frais de transport aussi considérables que lorsqu'on les importe des pays lointains.

De même que le papier est fabriqué en Chine avec le bambou et qu'à la Havane il est confectionné avec les produits végétaux indigènes <sup>1</sup>, il se pourrait qu'on parvînt à tirer profit du palmier nain d'Algérie, ou du moins à s'en servir comme d'un supplément nécessaire, dans le cas où les progrès croissants de la civilisation, multipliant subitement les besoins de l'écriture et de la lecture, renchériraient considérablement le prix des chiffons.

## EXPOSITION UNIVERSELLE DE PARIS DE 1855.

M. E. de Canson, rapporteur.

L'exposition des papiers présente un bel ensemble. Depuis l'exposition universelle de Londres, qui n'était pas aussi complète, de grands progrès ont eu lieu dans tous les pays. Pour la France et l'Allemagne le jury signale la fabrication perfectionnée des papiers vergés à la machine, qui, avant l'année 1851, n'était guère appliquée qu'en Angleterre. L'appréciation comparative du mérite de la fabrication dans les divers pays serait assez difficile, à considérer seulement la valeur et la beauté de ses produits, si l'on faisait entrer en ligne de compte les qualités si différentes, recherchées dans chaque contrée où les matières premières, les moyens mécaniques et la nature des eaux présentent une grande diversité; mais le jury, ayant égard à ces diverses conditions, a pu facilement déterminer le degré général de mérite indiqué par une

<sup>1</sup> A Vaucluse, département de Vaucluse, nos fabriques font du papier avec du bois de saule haché et passé sous la meule.



lettre pour chaque exposant ; il a examiné scrupuleusement, sous tous les rapports, chaque espèce de produits, et des notes détaillées l'ont mis à même d'établir le classement qui a été vérifié au moyen d'échantillons fournis par les exposants, et dont la réunion formera, dans tous les cas, une collection intéressante.

En dehors du mérite spécial de la fabrication, le jury signale les tentatives faites dans tous les pays pour substituer aux chiffons les matières fibreuses que la nature produit en si grand nombre. Jusqu'à ce jour, les difficultés et les frais des préparations préliminaires ont été un obstacle à leur application pratique pour le papier blanc ; mais nul doute qu'à l'avenir les progrès toujours croissants de la science, les nouveaux moyens mis à sa disposition et les bas prix graduels des agents chimiques, ne permettent d'offrir à l'industrie des pâtes préparées possédant, suivant leur provenance, des qualités dont on a déjà reconnu la valeur spéciale pour différentes sortes de papiers. Le jury attire l'attention du groupe sur l'importante collection que la Compagnie des Indes a réunie à grands frais, dans laquelle figurent des substances, non-seulement propres à la fabrication du papier, mais aussi à celle des tissus. A la paille, aux bois de natures diverses, aux écorces de certains arbres, vient se joindre, entre autres, l'agave, dont notre collègue M. Oliveira de Pimentel a su tirer un si bon parti.

Avant de donner les noms des concurrents, nous devons citer ceux de nos collègues qui, hors de concours comme faisant partie du jury, méritent d'être signalés pour la supériorité de leurs produits.

#### *Hors concours.*

MM. DE CANSON frères, à Vidalon-lès-Annonay (France), petits-fils d'Étienne Montgolfier, et propriétaires des usines dont ce dernier a établi la renommée, sont hors de concours par la position de M. E. de Canson ; mais le jury

signale la supériorité et la diversité de leurs produits, sans rivaux pour certaines espèces.

Si cette maison pouvait figurer parmi les concurrents, il serait du devoir du jury de la classer au premier rang.

**MM. FIRMIN DIDOT** (n° 3169) (France).

Parmi les produits si bien connus de cette maison, le jury remarque un dessin relatif à un nouveau procédé pour le blanchiment des pâtes, à l'aide d'un courant d'acide carbonique conduit dans l'hypochlorite de chaux. Ce procédé aurait pour but de diminuer, dans une très-forte proportion, le temps nécessaire jusqu'à ce jour à cette opération. Le jury saisit cette occasion pour déclarer que l'ancienne maison Didot, hors de concours par la position spéciale de M. Firmin Didot, conserve toujours l'activité et l'intelligence qui l'ont distinguée pendant plusieurs générations.

**M. L.-M. d'OLIVEIRA DE PIMENTEL**, à Lisbonne (Portugal).

Le jury a déjà eu occasion de citer M. d'Oliveira de Pimentel (hors de concours) pour l'emploi de l'agave dans la fabrication du papier. Il doit ajouter qu'il a trouvé ses produits d'une solidité et d'un collage naturels qui les placent au premier rang dans leur genre.

**MM. THOMAS DE LA RUE et C<sup>ie</sup>** (n° 1806) (Royaumes-Unis).

Le jury regrette de n'avoir eu à juger qu'une partie des produits exposés par MM. Thomas de la Rue et C<sup>ie</sup>, tous remarquables par les soins, l'élégance et la perfection apportés à leur préparation ; mais il doit citer particulièrement les cartes pour adresses et les cartons bristols, supérieurs à tout ce qu'il a vu.

L'industrie de MM. de la Rue s'applique également à la préparation des papiers, qu'ils achètent bruts en très-grande quantité, dans tous les pays, pour leur donner le satinage et le glaçage, avec un rare degré de perfection, par des moyens qui lui sont propres. Ils fabriquent et plient les enveloppes de lettres au moyen d'une machine très-ingénieuse inventée par MM. Waren de la Rue et Edwin Hill ; une de ses machines figure à l'exposition.

Il est fâcheux pour l'exposition de Prusse que notre collègue M. H. Stembach, de Malmédy, n'ait pas exposé. Ses papiers, que le jury n'a pu apprécier que par quelques échantillons de grande beauté, ont dans toute l'Allemagne une supériorité incontestée.

*Mention pour mémoire.*

Le jury de la X<sup>e</sup> classe croit devoir ajouter ici de nouveaux motifs à ceux qui ont déterminé plusieurs autres classes du jury à décerner la médaille d'honneur à la Compagnie des Indes. Si cette haute distinction n'était déjà votée ailleurs et pour d'autres produits, la X<sup>e</sup> classe, 5<sup>e</sup> section, n'eût pas hésité à la proposer comme la seule récompense digne des recherches pleines d'intérêt, que le gouvernement de l'Inde anglaise a faites dans toute l'étendue de ses possessions pour découvrir des matières propres à la fabrication du papier. Ce gouvernement, représenté à l'exposition par ses commissaires, MM. le docteur Royale et P.-H. Green, a exposé une grande et intéressante collection de ces matières, ainsi que divers papiers fabriqués avec plusieurs d'entre elles par certains peuples de ce vaste empire, et par MM. le docteur Hunter, W.-E. Unterwood et Hollingworth.

FRANCE.

Le jury n'a accordé la médaille de 1<sup>re</sup> classe qu'aux exposants dont les produits sont supérieurs sous tous les rapports, tels que pureté de pâte, uniformité de travail, bon collage et solidité.

*Médailles de 1<sup>re</sup> classe.*

MM. BLANCHET frères et KLÉBER (n<sup>o</sup> 2856), à Rives (Isère), France.

Ces fabricants présentent des papiers à lettres de qualité

supérieure, tels que vélins, vergés blancs, azurés et de diverses teintes; papiers mécaniques et à la cuve pour registres. Ils exposent aussi des papiers et cartons mécaniques pour le dessin, papiers parcheminés pour actions, papier animal pour gargousses, et autres, dont la fabrication est excellente.

**MM. BRETON frères et C<sup>ie</sup>** (n° 2862), à Pont-de-Claix (Isère).

Cette maison établit sa supériorité principalement sur les papiers pour l'impression et la taille-douce. Elle fabrique des papiers de Chine de diverses teintes qui ont une réputation méritée, comme aussi de bons papiers divers pour l'écriture.

**MM. CALLAUD-BELISLE et C<sup>ie</sup>** (n° 2864), à Angoulême (Charente).

Cette maison fabrique des papiers divers pour l'écriture, de très-bonne qualité et bon collage, blancs, azurés et teintés, vélins, vergés et filigranés; elle expose aussi des cartons bostons d'une seule et plusieurs feuilles.

**M. François JOHANOT** (n° 2893), à Annonay (Ardèche).

Cette fabrication comprend des papiers de toutes sortes, parmi lesquels figurent les papiers blancs et teintés pour dessin, à grain convenable et de bonne qualité, papiers à lettres et autres pour écriture, d'excellente préparation.

**MM. LACHAIX frères** (n° 2897), à Angoulême (Charente).

Parmi les produits exposés par cette maison, le jury cite particulièrement des papiers parcheminés, d'une grande solidité, des papiers pelures, papiers divers à lettres et autres pour écriture. Très-bonne fabrication et d'une grande fermeté.

**MM. CONTE fils et C<sup>ie</sup>** (n° 1868), à l'Abbaye (Charente).

Ces fabricants se font remarquer par la pureté de divers papiers d'un beau travail et d'un excellent collage. Parmi les produits exposés se trouvent des papiers pour l'écriture, vélins et vergés, blancs et azurés.

**MM. Eugène DUJARDIN et ALANIGEON** (n° 2874), à Lacourade (Charente).

Papiers à lettres blancs et azurés, vélins et vergés, papiers pelures et à registres, dont le jury signale la pureté, la bonne fabrication ainsi que la solidité, la fermeté et le bon collage.

MM. LAROCHE-JOUBERT, DUMERGUE et C<sup>ie</sup> (n° 2899), à Angoulême (Charente).

Le jury a remarqué dans les produits de ces exposants les papiers vergés et filigranés de toutes sortes de dessin d'un grand choix, soit à la machine, soit par impression postérieure. Les dessins appliqués à des papiers de couleurs variées donnent un grand assortiment dont les spécimens forment deux gros volumes.

MM. LATUNE et C<sup>ie</sup> (n° 2900), à Crest (Drôme). Cette maison se distingue par la bonne fabrication des sortes exposées pour l'écriture et le dessin, papiers à mi-colle pour typographie, papiers à calquer d'une bonne transparence.

M. MONTGOLFIER (n° 2906), à Saint-Marcel (Ardèche). Grand développement donné à la fabrication du parchemin animal de diverses qualités et épaisseurs pour gargousses, batteurs d'or et autres usages. Papiers filigranés pour mandats, faits à la main. Papiers nuancés pour dessin et estompe, cartons de couleurs pour dresse et autres sortes d'une bonne fabrication.

MM. OBRY fils, Jules BERNARD et C<sup>ie</sup>, à Prouzels (Somme). Ces industriels ont une fabrication spéciale pour les rouleaux de tenture d'une qualité très-estimée par les fabricants. Leurs papiers violet et noir pour les aiguilles et pour les tissus sont très-recherchés. Ils fabriquent encore divers papiers de couleur pour brochures et des papiers pour écriture, de bonne qualité.

MM. OUTHEIN, CHALENDRE fils et C<sup>ie</sup> (n° 2900), à Besançon (Doubs). Ces industriels ont donné depuis les dernières années un grand développement à leur fabrication, qui s'attache surtout aux sortes courantes et d'une vente facile. Ils exposent cependant aussi des papiers à lettres blancs, azurés

et de couleur, filigranés de dessins, papiers pour cartes de porcelaine et autres.

**SOCIÉTÉ ANONYME DU MARAIS et de SAINTE-MARIE** (Seine-et-Marne). Cette usine a présenté des papiers de sûreté filigranés naturels et d'autres de même nature, contenant des sels insolubles de cuivre (système Glymn), papiers cartons, cartons pour métier Jacquart, papiers sans colle et mi-colle pour typographie et lithographie et taille-douce, très-bonne fabrication ; papiers divers pour l'écriture, d'une solidité remarquable.

**SOCIÉTÉ ANONYME DES PAPETERIES DU SOUCHE** (n° 2921) (Vosges). Cette fabrique, dirigée par M. Journet, expose des papiers divers pour affiches, en couleurs vives et variées, qui contiennent une assez grande proportion (jusqu'à 20 pour 100) de bois moulus, soit bois de sapin et autres. Papiers serpente pour fleurs, papiers pour le dessin, rouleaux de tapisserie, papiers d'une grande solidité pour le piquage des dessins de tapisserie. Beaux papiers pour impressions typographiques.

**M. VORSTER** (n° 2924), à Montfourat. Quoique cet exposant soit nouvellement établi, ses produits rivalisent avec les diverses sortes des meilleures fabriques d'Angoulême. Parmi les produits exposés, le jury signale les papiers vergés, blancs et azurés et de couleur.

**MM. ZUBER et RIEDER** (n° 2925), à l'île Napoléon (Haut-Rhin). Divers papiers pour rouleaux de tenture d'une belle et bonne qualité. Ce qui distingue surtout les produits de ces exposants, ce sont les papiers collés à la gélatine, spécialement pour cartes à jouer. Ce collage a lieu à la suite de la machine par des procédés nouveaux analogues à ceux usités en Angleterre.

**MM. LAROCHE frères** (n° 2898), au Martinet (Charente).

Fabrication de divers papiers pour lettres, forces ordinaires et minces, blancs et azurés, vélins et vergés, bon collage et bon apprêt. Papiers à calquer huilés.

MM. THIBAUT et DEFAYE (n° 2922), aux Courrières (Haute-Vienne). Divers papiers pour écriture et pour impression en belle qualité.

MM. MEILLER et LADET (n° 3204), au Crozet (Haute-Loire). Ces messieurs ont fait récemment breveter des procédés nouveaux pour la préparation des pâtes propres à la fabrication du papier, qui consistent en partie à faire cuire la paille sous une impression de plusieurs atmosphères, dans des lessives faibles de potasse et de soude. Le jury a vu fonctionner le procédé de la papeterie d'Essonne, où ont été fabriqués les produits exposés. Reconnaisant dans ces procédés un avenir que l'expérience peut seule confirmer, le jury accorde la médaille de deuxième classe.

*Mentions honorables.*

MM. ANDRIEUX-VALLÉE père et fils et C<sup>e</sup> (n° 2845), à Morlaix (Finistère). Le jury reconnaît dans les produits de ces exposants les qualités déjà connues pour la solidité des papiers, soit à la cuve, soit à la machine. Il remarque dans l'un et l'autre mode de fabrication des papiers vélins et vergés pour lettres et pour registres, des papiers filigranés à la cuve et à deux feuilles superposées.

M. J. BARBOU (n° 2850), à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Livrets en papiers pour cigarettes faits à la cuve, très-minces, sans colle, de diverses couleurs, parfumés et non parfumés.

MM. CARTALLIER frères (n° 2806), à Estrablin (Isère). Papiers de diverses espèces pour tenture, papier pour pliage en paille et cordes, papiers bleus de bonne qualité et à bas prix.

M. CHAUCHARD (n° 286), à Paris. Exposition de qualités fibreuses propres à la fabrication du papier. Échantillons de diverses substances mises en pâte à divers degrés de préparation, et échantillons de papiers. Le jury, voulant encourager des recherches de ce genre, mais ne pouvant évaluer les

frais relatifs de fabrication, se borne à les mentionner honorablement.

MM. DURANDEAU et CHAUVAU (n° 2876), à Lépine (Charente). Ces fabricants exposent divers papiers pour l'écriture, d'une bonne qualité.

M. FAUGEYROUX (n° 2878), à Seaër (Finistère). Ce fabricant expose, avec ses produits, les matières premières qui ont servi à leur préparation. Papiers gris pour pliage, papiers bulles pour enveloppes, et papiers blancs pour l'écriture.

M. FERRAND-LAMOTHE (n° 2879), à Troyes (Aube). Papiers bleus pour pliage, en fibre longue, très-fermes et paraissant être collés à la gélatine par leur bonne qualité.

MM. FRONTIN aîné et C<sup>ie</sup> (n° 2880), à Mafonlassy (Lot-et-Garonne). Cartons et papiers pour sucre, à deux couleurs; papiers goudronnés pour toiture; papiers dits *pantagènes*, de toute origine et matières : sparte, aloès, tiges de topinambours, etc. Si, comme l'affirme M. Frontin, les pâtes blanches et les papiers qu'il expose sont obtenus à des prix relatifs bien au-dessous des chiffons, c'est un heureux résultat.

M. H. GARNIER (n° 2881), à Claix (Isère). Papiers jaunes de paille, bonne fabrication.

M<sup>me</sup> veuve GIRARD (2885), à Claix (Isère). Papiers jaunes de paille, bonne fabrication.

M. GOURBEYRE-THOURNILHAS (n° 2888), à Ambert (Puy-de-Dôme). Papiers joseph et papier paille carré, de diverses couleurs; papiers de cordes pour emballage.

M. JARRY (n° 2892), à Saint-Vincent (Puy-de-Dôme). Bons papiers vélins pour tenture et impressions, papiers de couleur pour couvertures, papiers pour taille-douce, bien fabriqués.

M. LOUIS-TOUSSAINT JOB (n° 3188), à Paris. Livrets de papiers à cigarettes.

MM. LOUVIÉ et J.-B. YELLI (n° 3198), à Paris. Papiers divers et d'une pâte très-nerveuse, ayant la transparence des matières neuves, fabriqués à la papeterie du Marais avec di-



verses substances fibreuses, préparées par une machine inventée par les exposants.

M. H. ODENT et C<sup>ie</sup> (n° 2908), à Courtalin (Seine-et-Marne). Papier animal, fait avec des rognures de peaux, colorié et maroquiné. Papiers à cigarettes et autres sortes.

PAPETERIE DE VILETTE (Nièvre). Papiers divers pour impression, papiers de couleurs pour brochures et papiers de pliage.

M<sup>me</sup> veuve BOUIN (n° 2859), à Maslacq (Basses-Pyrénées). Les papiers pour écolier, et coquille vélin pour l'écriture, sont d'une bonne qualité et bien collés. Le papier-carton et papier sans colle pour impression ont les qualités convenables à ces produits; les papiers bulles, gris et bleu, pour pliage, ont une grande solidité.

## EXPOSITION UNIVERSELLE DE LONDRES, 1862.

M. Henri Sainte-Claire-Deville, rapporteur.

Un petit nombre de fabricants français ont exposé Londres les produits de leur industrie. En revanche, ces produits leur ont fait grand honneur, en montrant qu'ils ont porté à un haut degré de perfection l'art de préparer les pâtes à papier, et de leur donner toutes les formes et les qualités requises par le commerce. Cependant nous regrettons de n'avoir pu constater aucun progrès saillant et remarquable, soit pour l'emploi de nouvelles matières, soit pour la création de nouveaux procédés de fabrication.

La fabrication du papier à la main ou à la mécanique, collé au moyen des savons résineux et des sels d'alumine, est une industrie perfectionnée chez nous; mais le collage à la gélatine, qui, seule, permet dans les pâtes l'introduction du coton en quantité prépondérante, n'a été représenté par aucune maison, par aucun fabricant. Sous ce rapport, il est regrettable qu'une usine de Franche-Comté, qui était inscrite sur nos catalogues, et qui, la première en France, a

organisé chez elle la fabrication du papier collé à la gélatine, n'ait pas cru devoir envoyer ses produits à Londres. Ils auraient été vus avec satisfaction et jugés d'une manière très-favorable par les membres du jury, tant français qu'étrangers.

Il est certain que les facilités données en France à la sortie du chiffon changeront en quelque manière la position des fabricants de notre pays; mais il est certain aussi, à en juger par les résultats mêmes de l'exposition française, que la lutte sera encore facile pour nous, et que, même en Angleterre, beaucoup de nos produits manufacturés, en particulier les papiers fins d'un faible poids à la rame, trouveront un écoulement avantageux.

Le jury international a rendu justice à la perfection de notre fabrication, puisqu'il a accordé des récompenses à tous nos exposants. Quelques-uns d'entre eux peut-être, qui, en 1855, avaient obtenu de hautes distinctions, comptaient sur un honneur plus grand que sur celui d'être honorablement mentionnés en 1862. Les raisons des décisions du jury méritent d'être connues, afin d'éviter que les exposants futurs n'éprouvent des déceptions qu'autrement rien ne ferait prévoir.

Le jury a donné une valeur considérable dans ses appréciations à la qualité absolue de la matière et à la perfection de la fabrication. Il a paru tenir un compte très-minime des quantités fabriquées annuellement et des prix de vente. Ce système, appliqué rigoureusement à la Belgique, l'a exclue presque complètement des listes de récompenses. On ne saurait trop insister sur cette circonstance pour engager les fabricants qui envoient leurs produits à l'étranger à se préoccuper beaucoup de la qualité de ces produits et à se fier un peu moins aux prix cotés sur leurs échantillons. Il est certain que le contrôle de ces documents est fort difficile à établir d'une manière sérieuse, hors de chez soi, et qu'il est plus facile de juger seulement sur les témoins palpables d'une fabrication peu ou point représentée par des inté-

ressés directs. A propos d'une grande usine dont les échantillons manquaient évidemment de pureté, dont les papiers étaient manifestement mal collés, nous avons fait valoir, en faveur de l'exposant, le chiffre considérable de sa production, le bas prix de ses papiers et l'usage vraiment prodigieux qu'on en fait en France ; il nous a été répondu que le papier destiné à résister, sous forme de livres ou de manuscrits, à l'épreuve du temps, devait toujours être très-bien fabriqué, et qu'il fallait en faire moins et de meilleure qualité.

Dans les expositions d'autres maisons françaises, les jurés étrangers ont trouvé des papiers sales, fabriqués avec des pâtes mal épurées, et nous avouons que certains échantillons, exposés imprudemment, leur donnaient sur ce point complètement raison. Quelques papiers imparfaitement collés ont donné d'autant plus de fondement à leur critique, d'ailleurs bienveillante, que les vitrines voisines présentaient en grande quantité des échantillons collés avec une perfection telle que nous n'avons rien vu de supérieur dans aucune exposition étrangère.

Dans leur intérêt, les fabricants ne devront donc envoyer dans les expositions étrangères que des échantillons bien choisis, parce qu'on est censé avoir fait un triage préalable, et nous sommes persuadé qu'un excès de délicatesse, pris pour de la négligence, pourrait être souvent nuisible. On a toujours demandé à voir en premier lieu ce que le fabricant considérerait comme le produit le plus perfectionné de son usine, et c'est presque toujours sur ce produit qu'il a été jugé. Il serait, d'ailleurs, impossible de blâmer ou d'accepter d'une manière absolue les motifs qui ont dirigé les membres du jury en cette occasion.

Les expositions étrangères, et particulièrement les vitrines anglaises, contenaient un grand nombre d'échantillons de papiers faits exclusivement avec de la paille, du bois, des tiges diverses ; c'étaient des papiers de toutes sortes, ou communs ou assez fins. Nos vitrines n'en contenaient pas du

tout. Nous savons bien que des essais de ce genre ont été faits en France, et nous ne pouvons ici ni constater un revers, ni proclamer de succès à propos de substances qui n'ont pas paru à l'exposition. Mais nous avons pu faire une observation dont la justesse a été confirmée par les renseignements que nous ont fournis les hommes distingués que nous avons pour collègues dans la classe XXVIII<sup>e</sup>, et qui a de l'intérêt au point de vue des questions de liberté commerciale qui s'agitent aujourd'hui.

La paille, le bois, les tiges ligneuses du houblon, exigent, pour leur transformation, pour leur décoloration complète, une quantité de produits chimiques, par le sel, soude et chlorure de chaux vraiment considérable. Or il est certain que l'impôt supporté depuis 1852 jusqu'à ce jour en France, par la matière première de ces produits chimiques, par le sel, dans ces emplois industriels, impôt qui en élève le prix d'une matière notable, permettrait difficilement qu'on en fit usage pour la préparation des pâtes à bases ligneuses de la nature de celles que l'on vient d'énumérer.

L'impôt sur le sel était donc un obstacle sérieux au développement d'une industrie de cette espèce, et c'était une objection des plus graves contre le principe même de cet impôt, en tant qu'il pèse sur la production de matières telles que la soude, l'acide muriatique, le chlorure de chaux, qui entrent directement ou non dans un si grand nombre d'ateliers industriels. Mais le gouvernement s'est rendu de bonne grâce aux réclamations présentées à cet égard par les chefs d'industrie, et, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1863, l'impôt cessera de frapper le sel destiné aux industriels chimiques.

La comparaison de nos papiers avec les produits des expositions étrangères nous permet de conclure que la réputation de la papeterie française, justement méritée, s'est honorablement soutenue. Le groupe industriel de Düren, représenté par M. Hoesch et ses frères, suffit pour des comparaisons de ce genre, car nous trouvons dans ce grand centre de fabrication l'équivalent de ce qui existe en France,

à Angoulême, à Annonay, à Rives, etc., et nous y trouvons de plus les échantillons des papiers les mieux fabriqués que puisse fournir le Zollverein. C'est là qu'il faut constater un progrès immense réalisé par les hommes les plus habiles et les plus persévérants. Mais il faut dire que, pour tout ce qui concerne la perfection des produits et surtout l'abaissement des prix, les fabricants français peuvent aujourd'hui soutenir avec avantage toute espèce de concurrence.

L'exposition anglaise, très-incomplète en ce qui concerne la papeterie, contient cependant des produits d'une perfection extrême, qui dénotent une grande puissance de fabrication et l'usage admirable de matières textiles d'une qualité inférieure, transformées en beaux et bons papiers. Nous ne citerons que la vitrine de M. Cowan, notre collègue, qui s'est montré toujours fort admirateur de la papeterie française et d'une extrême bienveillance dans le jugement de nos fabricants, vitrine dans laquelle on trouve des chefs-d'œuvre de toute nature. Mais il n'y a rien qui soit réellement supérieur à ce que nous ont fait voir les meilleures fabriques françaises. Il faut dire aussi que les procédés de collage, les matières premières étant totalement différentes, des comparaisons de ce genre ne peuvent être établies sur des bases bien solides.

En résumé, la papeterie française est restée digne de sa vieille réputation. Il faut lui demander dès aujourd'hui de nouveaux progrès, pour qu'elle puisse lutter avantageusement contre l'étranger. Le système de protection qui la rassurait contre l'étranger, en empêchant la sortie du chiffon, lui étant enlevé désormais, les progrès devrout consister dans l'emploi du collage à la mécanique et à la gélatine, quand son intérêt y sera engagé, et dans l'introduction, pour les papiers inférieurs, de matériaux moins coûteux que ceux dont elle use actuellement d'une manière exclusive. Je crois qu'il serait prudent aussi d'éviter l'écueil qui menace les fabricants belges et qu'ils rencontrent pour avoir voulu, à toute force, baisser les prix, ne tenant aucun compte de la

qualité de leurs produits. L'introduction dans les pâtes d'une proportion souvent considérable de matières étrangères, telles que le sulfate de baryte, le kaolin dépouillé d'alumine par l'acide sulfurique, etc., dans l'intention d'en augmenter le poids, est une pratique dangereuse, sinon déloyale. Les substances inertes peuvent devenir nuisibles quand elles sont des résidus de fabrication, imprégnés d'acides énergiques que le lavage n'enlève pas entièrement, et qui apportent avec elles, dans la pâte du papier, un élément destructeur dont l'effet ne se fait sentir qu'à la longue, mais d'une manière inévitable. C'est là le meilleur conseil qu'un chimiste puisse donner aux fabricants ; il nous a été inspiré par la vue d'un grand nombre de produits inférieurs qui ne seraient pas, il faut le dire, acceptés en France, et que nous avons pu observer dans un certain nombre de vitrines étrangères, à l'exposition de Londres.

---



## **BREVETS D'INVENTION.**





**LISTE**  
**DES BREVETS D'INVENTION**  
**ET DE PERFECTIONNEMENT**

**PRIS PAR LES FABRICANTS D'ANGOULÊME (S. G. D. G.)**

---

1820, 7 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Herigoyen fils, cédé le 6 février 1828 au sieur Pelle-treau, négociant à Angoulême, pour un procédé de fabri-cation de papier et de carton avec de la paille pure. « La première application en a été faite dans la papeterie de Saint-Cybard, appartenant aujourd'hui à MM. Lacroix frères. »

1837, 12 avril. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Durandeau, à Angoulême, pour un nouveau séchoir à papier au moyen de la vapeur.

1838, 26 septembre. — Brevet d'invention de cinq ans, délivré à Chatenet, imprimeur-lithographe, à Angoulême, pour filigraner le papier, après sa fabrication, au moyen d'une pression.

1841, 19 mars. — Brevet d'invention pris par Troussel, Catala et C<sup>ie</sup>, fabricants de toiles métalliques, à Angoulême, pour un appareil à vapeur propre à cuire les toiles métalliques destinées à la fabrication du papier.

1841, 27 mai. — Brevet d'invention pris par Laroche frères et C<sup>ie</sup>, fabricants de papier, à Puymoyen, pour une machine destinée à la fabrication du papier vergé et vélin à la forme, avec lettres filigranées.

1842, 3 avril. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par

Lacroix frères et Gaury, pour l'application d'un système de collage à la gélatine au papier mécanique continu, au moyen d'une machine avec appareil de séchage à air et de ventilation.

1842, 19 août. — Brevet d'invention pris par Laroche, Joubert et Dumergue, fabricants de papier, à Nersac (Angoulême), pour un procédé propre à fabriquer le papier vergé à la mécanique.

1843, 11 janvier. — Brevet d'invention de cinq ans, délivré à Callaud-Bélisle frères, Nouël et C<sup>ie</sup>, fabricants de papier, à Magnac (Angoulême), pour un procédé ayant pour but d'éviter le lavage des chiffons dans les cylindres raffineurs employés à la fabrication du papier.

1843, 25 avril. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Laroche-Joubert fils aîné, à Nersac, pour un régulateur propre à opérer d'une manière égale le versement de la pâte de la machine à papier au moyen d'un flotteur.

1843, 18 mai. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Laroche et Fongeret, à Larochandry, pour un moyen à fabriquer le papier blanc avec des étoffes composées de fils et de laine, en extrayant la laine.

1843, 20 juin. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Troussset et Catala, pour une toile métallique et des procédés propres à la fabrication du papier vergé.

1844, 19 février. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Laroche-Joubert et Dumergue, pour une feuille de cuivre sans fin adaptée à une lisse placée à la suite d'une machine de laquelle on satine et glace le papier continu, sortant de la machine à mesure qu'il se fait ou après sa fabrication.

1844, 5 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Callaud-Bellisle frères, Nouël et C<sup>ie</sup>, pour une machine pour

éplucher, satiner, glacer, filigraner le papier continu sans le noircir.

1845, 5 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Durandeu jeune, fabricant de papier, à Lépine, pour un appareil propre à régler l'écoulement de la pâte dans les machines à fabriquer le papier continu.

1846, 18 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Delage, fabricant de toile métallique, à Angoulême, pour une caisse de pompe aspirante, avec virole et rouleau tournant, propre à la fabrication du papier continu.

1849, 13 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Lacroix, à Lacouronne, pour un système destiné à remplacer les toiles métalliques dans les papeteries et autres usines, consistant en feuilles et plaques de zinc, cuivre, tôle ou fer-blanc, percées de trous ronds, carrés et toutes formes connues, à des distances plus ou moins rapprochées.

1850, 22 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, délivré à Laroche-Joubert, Dumergue et C<sup>ie</sup>, pour des toiles cylindriques vergées, sans fin et sans couture, propres à la fabrication du papier vergé mécanique à vignette, droit, ondulé et moiré de toutes sortes de dessins, avec chaîne en tous sens, dont les vergeures sont inaltérables par le plus fort glacement.

1850, 4 septembre. — Brevet de perfectionnement de quinze ans, pris par Lacroix frères, pour perfectionnement d'un cylindre compresseur vergé, à pontuseaux circulaires.

1852, 12 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Laroche-Joubert, Dumergue et C<sup>ie</sup>, pour la fabrication, à l'aide de toile cylindrique ou de rouleau, de papier rayé par la fabrication elle-même, aidée du satinage et du glacement.

1852, 1<sup>er</sup> décembre. — Brevet d'invention de cinq ans,

## LISTE

## DES BREVETS D'INVENTION, DE PERFECTIONNEMENT OU D'IMPORTATION

PRIS SUR LES PLANTES TEXTILES ET AUTRES QU'ON A TENTÉ D'APPLIQUER  
A LA FABRICATION DU PAPIER. (S. G. D. G.)

1801, 22 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Seguin pour un procédé propre à fabriquer du papier de toutes sortes avec de la paille et d'autres matières végétales.

1817, 15 octobre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Pascal Beretta pour un procédé de fabrication avec le résidu de pomme de terre, après l'extraction de la fécule.

1820, 7 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Hérigoyen fils, à Budos (Gironde), pour un procédé de fabrication de papier avec de la paille pure. Cédé à M. Pelletereau, négociant à Angoulême.

1821, 18 août. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Jaubert, de Marseille, pour un procédé de fabrication avec la chènevotte, le sparte et le bois de réglisse, mélangés ou séparément. Il le céda au sieur Givre, de Marseille, le 24 mai 1822.

1824, 10 juin. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Laforest et C<sup>ie</sup>, à Lineuil (Dordogne), pour un procédé propre à la fabrication du papier avec de la chènevotte de chanvre non roui.

1824, 30 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Wanhouten, de Rotterdam, pour un procédé propre à faire du papier avec de la mousse, destiné au radoub, doublage, calfatage de navire, etc.

1824, 30 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Bronzac, le vicomte Chaptal et Darcet, membre de

l'Académie des sciences, pour un procédé de fabrication de papier avec de la paille.

1825, 18 août. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Poleza pour la fabrication de papier et carton avec de la paille.

1825, 6 octobre. — Brevet de perfectionnement pris par Laforest, Berryer fils et C<sup>ie</sup>, pour un procédé propre à fabriquer du papier avec la chènevotte du chanvre non roui.

1825, 14 novembre. — Brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, par Laforest, Berryer fils et C<sup>ie</sup>, pour des procédés propres à la fabrication du papier avec la chènevotte de chanvre, du lin et avec la partie ligneuse de l'ortie, du houblon, de la liane et du maïs. Ce brevet fut ensuite cédé, le 29 octobre 1827, aux sieurs Fulchi, Orbron, Lebreton et Nouël.

1827, 29 juin. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Cadet Devaux pour la fabrication du papier et du carton avec le lin en baguette.

1827, 14 septembre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Poisson pour la fabrication du papier et du carton avec la racine de réglisse.

1828, 14 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Bernardet, professeur de calligraphie, et Daubenton et C<sup>ie</sup>, pour un procédé propre à faire du papier avec les débris de peaux tannées de toute nature, papier appelé par les auteurs *aporeutype*.

1828, 16 juin. — Brevet d'invention pris par Bernardet, directeur des mines de houille de Fréjus, pour un procédé de fabrication de papier avec du bois pourri.

1829, 27 juin. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Jullien, fabricant de papier à Vascœuil, pour la fabrication du

papier et du carton de différentes couleurs avec d'autres substances.

1830, 11 février. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Bary, chimiste manufacturier, pour la fabrication du papier et carton avec la pulpe de betterave.

1833, 14 juin. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Delestrade, à Marseille, pour l'emploi de l'algue à la fabrication du papier.

1833, 30 décembre. — Brevet d'invention et de perfectionnement, pris par la Société anonyme de la papeterie mécanique d'Echarcon, pour l'application des procédés de fabrication de papier avec la paille, pour lequel MM. Bronzac, Chaptal et Darcet ont pris un brevet le 30 décembre 1824, et dont la susdite société s'est rendue cessionnaire le 14 juin 1833.

1837, 4 janvier. — Brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pris par M. Bouchet, fabricant de papier, pour l'emploi des feuilles de maïs dans la fabrication du papier. (Mis en usage à la papeterie de Guise.)

1838, 7 février. — Brevet de dix ans, pris par Montgolfier frères, pour un papier de bois et carton de bois bitumé.

1838, 14 mars. — Brevet de quinze ans, pris par Gérard et le comte de Prédaval, pour divers procédés de nettoyage des écorces de mûrier, de tilleul et autres plantes propres à la fabrication du papier.

1838, 27 mars. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Poncet, d'Avignon, pour un procédé propre à extraire de l'aubier et du cœur du bois blanc une substance propre à la fabrication du papier de carton.

1838, 7 septembre. — Brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pris par Menuau de Villeneuve, à Paris,

pour l'emploi d'une substance végétale exotique, également propre à être filée, tissée, employée à la fabrication du papier.

1838, 30 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, à Labarthe, rentier à Paris, 1° pour la découverte, dans toutes espèces d'écorces d'arbres ou d'arbustes et dans plusieurs plantes lombarcées, terrestres ou marines, d'une matière nouvelle applicable aux arts, dite *cortérine*; 2° l'art de traiter les diverses plantes et écorces, et d'en extraire la matière dont il est question; 3° pour l'application de la cortérine à la fabrication du papier et à celle du feutre des shakos militaires, et des tissus de diverses natures.

1838, 14 novembre. — Brevet de perfectionnement de dix ans, délivré à Menuau de Villeneuve, à Paris, pour l'emploi de jonc-sparte, sparte, sparterie, substance exotique également propre à être filée, tissée et à la fabrication du papier.

1838, 14 novembre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Richardson, Davidson et Glande, ingénieurs mécaniciens, 1° pour une préparation de bois de toutes espèces, notamment les bois blancs servant à la fabrication du papier; 2° à pulvériser les noyaux de coton qui se trouvent dans les grosses toiles, et dans les étoupes de lin et de chanvre; 3° à nettoyer les déchets de carton, les chiffons, les grosses toiles employées dans la fabrication du papier, et les étoupes de lin et de chanvre.

1839, 11 mai. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Bugnot, négociant à Rouen, pour un moyen de produire, avec la tige du colza (chou champêtre), une matière propre à remplacer le chiffon dans la fabrication du papier.

1839, 5 septembre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Perrier (à Batignolles) pour la découverte d'une substance propre à la fabrication du papier et du carton.



1840, 15 février. — Brevet d'invention de dix ans, délivré à Okey, avocat à Paris, pour l'emploi de la paille, chènevotte et autres substances dans la fabrication du papier.

1840, 17 août. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Desorgues, ancien magistrat à Paris, pour un nouveau papier propre à divers usages, fabriqué avec des matières non employées jusqu'à ce jour.

1840, 29 septembre. — Brevet de dix ans, pris par Dubochet, négociant à Paris, pour un procédé au moyen duquel on extrait des végétaux leur substance filamenteuse dans les conditions les plus propres à la conservation du papier.

1843, 30 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Dommey, à Paris, pour un procédé propre à la fabrication du papier avec de la paille de riz.

1844, 27 mars. — Brevet d'importation, pris par Davies, de Manchester, pour perfectionnement dans les machines ou appareils propres à opérer le blanchiment de certaines substances et à les convertir en papier ou carton de diverses espèces.

1844, 29 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Gaillard et Rampin, à Paris, pour emploi et préparation de nouvelles matières propres à la fabrication du papier.

1844, 9 juillet. — Brevet de quinze ans, pris par Gaillard et Rampin, à Paris, pour emploi et préparation de nouvelles matières propres à la fabrication du papier.

1844, 5 octobre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Laroche-Joubert, Dumergue et C<sup>ie</sup>, fabricants de papier à Angoulême, pour la fabrication du papier sans chiffon, à l'aide de plantes aquatiques, non employées jusqu'à ce jour à cet objet, dit papier Laroche-Joubert.

1845, 28 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Roque, à Paris, pour divers procédés propres à la fabrication du papier avec les sommités ou aiguilles des pins.

1845, 5 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Hebert, Descroquelles, fabricant de fécule pour la fabrication du papier et du carton avec le résidu de la fécule de pomme de terre.

1845, 12 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, par Désetable et Lemoine fils, à Paris, pour l'emploi du résidu de la bière, de betterave et de pomme de terre dans la fabrication du papier en y mêlant du chiffon.

1845, 27 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Mège, à Paris, pour le moyen d'obtenir une nouvelle pâte propre à la fabrication du papier.

1845, 28 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Depée à Paris, pour l'emploi de l'aloès et du phormium dans la fabrication du papier.

1845, 7 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Roques, négociant à Paris, pour l'application des plantes textiles d'Afrique à la fabrication du papier.

1845, 5 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Fléchet, à Alger, pour l'application du *chamarops humilis* (palmier nain) à la fabrication du papier.

1846, 12 février. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Cothon-Breuil, ancien officier, à Paris, pour certains procédés de composition et de fabrication d'une pâte à papier au moyen des bois et des écorces de certains végétaux, dont les filaments peuvent aussi être rendus susceptibles de subir les opérations du peignage, du filage et du tissage.

1846, 23 août. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Dowse, de Londres, pour perfectionnement dans la fabri-

cation de certaines matières destinées à remplacer la pâte à fabriquer le papier.

1846, 21 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Daubrée, à Rennes, pour l'emploi du résidu ligneux de la canne à sucre sous quelque forme qu'elle se présente après l'extraction du sucre comme matière propre à la fabrication du papier.

1847, 12 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Voelter pour un procédé propre à réduire le bois en pâte, et à le rendre ainsi propre à la fabrication du papier.

1847, 20 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Gros, à Batignolles, pour un procédé propre à la fabrication de la pâte à papier avec du genêt.

1847, 20 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Peupille, à Toulon, pour la fabrication des cartons et des papiers de pliage de toutes sortes, au moyen de substances végétales.

1849, 29 août. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par la Société anonyme des papeteries du Souche, représentée par Mauban, directeur à Paris, pour l'application du tamisage mécanique à la séparation des bois réduits en pâte par la machine Voelter ou toute autre pour la fabrication du papier.

1849, 10 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Monde Babièrre, chimiste, et Bouché jeune, négociant à Nantes, pour un procédé de fabrication du papier au moyen d'une substance nouvelle.

1851, 16 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Garagnon, à Marseille, pour l'introduction de nouvelles matières dans la fabrication du papier.

1851, 17 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris

par Coupier et Mellier, chimistes à Paris, pour certains procédés propres à réduire les matières végétales fibreuses en pâte propre à la fabrication du papier.

1852, 25 mai. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Villeneuve-Estrades, négociant à Bordeaux, pour la fabrication du papier et du carton, à l'aide d'une pâte végétale.

1852, 19 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Galies père, à Lyon, pour mélange de matières provenant de produits chimiques dans la fabrication du papier et du carton.

1852, 23 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Lallemand, fabricant de bougie à Besançon, pour du papier avec de la tourbe.

1852, 9 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Joubert, de Marseille, pour l'emploi d'une substance végétale propre à la fabrication du papier.

1853, 8 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Rodon, à Paris, pour une machine propre à triturer la feuille de palmier-nain et à la convertir en pâte à papier.

1853, 28 avril. — Brevet de quinze ans, pris par Joannes, médecin à Paris, pour la fabrication du papier sans chiffon, propre à l'usage des bureaux.

1853, 2 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Bargnagno, pour la fabrication du papier et carton composé en tout ou en partie de matières végétales.

1853, 4 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Kraft, chimiste, et Marini à Paris, pour le débouillissage et blanchiment des pâtes à papier et de fils faits avec le palmier-nain, le sparte et la houille.

1853, 22 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans,

pris par Cheron, mécanicien à Heinsbrunn (Haut-Rhin), pour un procédé destiné à préparer et travailler le bois pour le rendre propre à entrer dans la fabrication des papiers blancs et autres, et des cartons.

1854, 24 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Chauchard et Marini, à Montferrier (Hérault), pour une machine destinée à hacher les matières fibreuses et à les transformer en pâte à papier.

1854, 27 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Dehau, à Paris, pour la fabrication de pâte de papier par la plante textile dite *stipa tenacissima*.

1854, 1<sup>er</sup> juillet. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par la Société en commandite du feutre-peau, représentée par Bernard Dupuis, à Ambert, pour la fabrication d'un papier dit *feutre-peau*.

1854, 8 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Hélin, pharmacien, pour l'emploi de la paille blanche dans la fabrication du papier.

1854, 8 novembre. — Brevet de quinze ans, pris par Burgh aîné, à Paris, pour l'emploi des feuilles de pins à la fabrication de la pâte à papier.

1855, 2 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Pinondel de la Bertoche, à Lyon, pour l'application de la racine d'asphodèle, un des résidus de cette racine, après sa dessiccation, à la fabrication de toutes espèces de papier, carton ou pâte à papier, ou à carton de moulage, ensemble pour l'emploi de cette matière, soit seule, soit mélangée, dans la fabrication du papier et carton.

1855, 27 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Maurin, fabricant de chaises, à Montpellier, pour une matière propre à la fabrication d'une pâte à papier sans chiffon.

1855, 10 février. — Brevet de quinze ans, pris par le colonel baron de Suarce, à Paris, pour l'emploi de plantes textiles propres à la fabrication du papier et à la préparation desdites substances.

1855, 23 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par le marquis d'Anxy, à Paris, pour un procédé de fabrication de papier avec la pulpe de betterave.

1855, 10 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Lafon de Candeval, pour application d'une plante textile, nommée *diss*, dans la fabrication du papier.

1855, 13 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Smith et Lantley, pour un procédé de traitement de la plante du tournesol et son application à divers produits textiles, fils, cordages papiers, etc.

1855, 26 avril. — Brevet de perfectionnement, pris par Jackson, pour perfectionnement dans la fabrication du papier, pour la préparation et l'emploi du lin, du chanvre ordinaire, de celui de l'Indoustan et de l'Inde, etc., etc., et autres substances végétales fibreuses, ainsi que des étoupes, déchets, provenant de ces mêmes substances (patente anglaise de quatorze ans).

1855, 16 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Autreux, directeur de la fabrique de papier Cattlar (Espagne), pour une machine destinée à produire la pâte à bois, propre à fabriquer des papiers et cartons avec ou sans chiffon.

1855, 20 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Hélènes, ingénieur des mines, à Paris, pour une machine propre au lavage et au blanchiment des pâtes à papier.

1855, 6 juillet. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Bounevialle jeune, à Alger, pour le dégagement et l'isole-

diviser le bois ou les racines, notamment pour faire la pâte à papier.

1858, 20 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par les sieurs Jouhaud, à Limoges, pour un système de fabrication de papier de paille, au moyen d'un système de broyeuse de pâte à papier.

1858, 25 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Lainé, à Paris, pour une machine à diviser et couper le bois propre à la fabrication du papier et du carton.

1858, 7 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Devilaine, pour une machine à effiler les bois secs pour les rendre propres à la fabrication du papier.

1858, 9 juin. — Brevet de quinze ans, pris par Wheeler, à Paris, pour un perfectionnement dans la préparation de la pulpe, matière propre à la fabrication du papier.

1858, 27 juillet. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Ravaisse, de Lyon, pour l'extraction des filaments de la tige de fève et ses emplois à l'usage du papier.

1858, 16 août. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Bourguignon, à Paris, pour préparation de la paille pour la fabrication du papier.

1858, 23 septembre. — Brevet d'invention, pris à Paris, pour différents modes de traitements des résidus de betterave de Manglewurt et d'autres espèces du genre de bella, application de ces résidus à la fabrication du papier.

1858, 25 septembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Lainé, à Paris, pour la fabrication du papier avec des plantes textiles.

1858, 5 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Robert, à Paris, pour emploi de végétaux à la fabrication du papier et d'autres usages.

1859, 26 avril. — Brevet de quinze ans, pris par Collyer et Gaupillat, à Paris, pour une machine propre à écraser, broyer, pulvériser les substances; cette machine étant spécialement applicable à préparer la paille et autres matières quelconques pour la fabrication du papier (patente anglaise).

1860, 31 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Denelle et Lagaste, à Lyon, pour la fabrication d'un papier et carton-peau.

1860, 28 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Ragnet, à Paris, pour un mode de traiter et de blanchir le sparte et toute autre matière textile filamenteuse pour la pâte à papier.

1860, 5 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Lyman, à Paris, pour un procédé propre à la désagréation des substances végétales ou animales pour les rendre applicables à la fabrication du papier.

1860, 11 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Basset, à Paris, pour la fabrication d'une pâte à papier et à carton, et procédés relatifs.

1860, 11 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Fremy, membre de l'Institut à Paris (jardin des Plantes), pour une matière propre à la fabrication du papier.

1860, 31 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Obert Vasseur d'Houbigant, à Paris, pour préparation de pâtes propres à faire le papier, au moyen de l'extraction préalable de deux produits et matières contenues dans toutes plantes terrestres, aquatiques ou marines, et procédés spéciaux de traitement employé à cet effet.

1860, 31 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Robert, à Melun, pour application à la fabrication des papiers cartons et cartons pâte, de l'écorce du saule, du coudrier, et principalement de l'osier.



1861, 4 mai. — Brevet de quinze ans, pris par Vautier, à Charenton (Seine), pour extraction de produits textiles à la filature, au tissage, etc., et à la fabrication de pâte à papier et carton, et procédé d'extraction desdits produits.

1861, 17 mai. — Brevet de quinze ans, pris par demoiselle Chenu, à Paris, pour un procédé ayant pour objet la transformation du bois en papier.

1861, 6 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Pitoy-Millot, à Nancy, pour fabrication de tous papiers d'endroîtée et crin du même nom.

1861, 13 septembre. — Brevet de quinze ans, pris par Pitoy-Millot, à Nancy, pour la fabrication du papier avec de la tige de pomme de terre.

1861, 4 octobre. — Brevet de quinze ans, pris par Roeck, à Lyon, pour application ou emploi des matières soyeuses et déchets de soie pour la fabrication du papier carton et cartes.

1861, 9 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Pirson et Dekesser, à Paris, pour une matière propre à la fabrication des papiers cartons, et de tissus et cordes de tous genres.

1861, 16 octobre. — Brevet de quinze ans, pris par Bille-Fayard fils, à Paris, pour l'emploi de la vigne vierge et des sarments de vigne à la fabrication du papier et des tissus.

1861, 31 octobre. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Colinet, à Épernay (Marne), pour un procédé de fabrication avec des matières textiles indigènes, d'un papier dit papier Sylvain.

1861, 16 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris pas Dechmer, à Paris, pour perfectionnement dans le traitement des végétaux propres à la fabrication du papier.

1861, 10 décembre. — Brevet de quinze ans, pris par Hermann, à Paris, pour un procédé de traitement des substances fibreuses destinées à la fabrication du papier.

1862, 7 janvier. — Brevet de quinze ans, pris par le baron de Nivière et Vasseur, à Paris, pour perfectionnement apporté dans la fabrication du papier au moyen de l'emploi de plantes textiles.

1862, 25 janvier. — Brevet de quinze ans, pris par Siry, à Paris, pour un procédé de désagrégation et du blanchiment des matières textiles, telles que la paille, l'apha et le chiffon, etc., propres à fabriquer le papier blanc.

1862, 27 janvier. — Brevet de quinze ans, pris par Wagner, à Paris, pour application des fibres végétales à la fabrication des tissus et de la pâte à papier.

1862, 17 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Breghot-Dulat, à Didier (Grenoble), pour la fabrication d'un nouveau genre de pâte à papier.

1862, 27 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par de Corn, à Malmont (Corrèze), pour l'application de meules accouplées, appliquées à la trituration de la paille destinée à la fabrication du papier.

1862, 29 août. — Brevet de quinze ans, pris par Jaubert et Garagon, à Marseille, pour la fabrication du papier avec le poireau.

1862, 21 novembre. — Brevet de quinze ans, pris par Carbonel, Paris, pour un système de blanchiment et de préparation pour la fabrication de pâte à papier provenant du sparte.

1862, 27 décembre. — Brevet de quinze ans pris par Palsen, à Paris, pour un appareil perfectionné, propre à la fabrication de la pâte à papier, et à l'extraction de l'alcali employé dans cette fabrication.

1862, 6 février. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Vilain, pour perfectionnement apporté dans la machine de préparation du coton et autres matières filamenteuses.

1862, 8 février. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Violet, pour blanc minéral servant à la fabrication du papier.

1862, 19 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Hook et Mathias, pour perfectionnement apporté dans la fabrication du papier.

1862, 14 avril. — Brevet d'importation (patente anglaise), pris par Kougton, pour perfectionnement apporté dans les appareils destinés à la réduction de la paille et autres substances végétales dans la fabrication du papier.

1862, 19 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Siebrieh, pour perfectionnement dans les appareils à triturer le bois.

1862, 26 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Ghislin, pour perfectionnement apporté dans le traitement des plantes bulbeuses pour en extraire et utiliser les fibres.

---

## LISTE

### DES BREVETS D'INVENTION OU DE PERFECTIONNEMENT

PRIS POUR DIVERS OBJETS A L'USAGE DE LA PAPETERIE

(S. G. D. G.)

1799, 18 janvier. — Brevet de quinze ans, pris par Robert, ouvrier de la papeterie d'Essonne, pour une machine propre à fabriquer le papier d'une grande étendue.

1800, 27 juin. — Robert céda son invention à Léger Didot, qui alors dirigeait la papeterie d'Essonne.

1809, 14 avril. — Léger Didot donna une concession de cinq ans de son brevet au baron de Canson, d'Annonay, à la charge par celui-ci de n'exercer cette industrie que dans l'arrondissement de Tournon et dans un rayon de trente lieues.

1811, 16 octobre. — Concession de quinze ans, faite par Léger Didot, à Berthe, à Paris, qui s'associa, le 7 octobre 1812, avec Grevenich et prit avec lui un brevet de perfectionnement pour cette machine.

1813, 19 novembre. — Brevet de dix ans, pris par Listenschneider, demeurant à Poney (Côte-d'Or), pour une machine propre à suppléer à la main-d'œuvre dans la fabrication du papier.

1816, 23 février. — Brevet de perfectionnement de quinze ans, pris par le même Listenschneider, pour sa machine à papier; il le céda ensuite aux sieurs Bibille et Lenteigne, à Paris, qui y ajoutèrent de nouveaux perfectionnements.

1818, 8 août. — Brevet d'addition et de perfectionnement, pris par Léger Didot, qui ainsi prolonge ses droits sur la machine Robert.

1820, 11 décembre. — Léger Didot donne une concession de ses droits à Thomas Varenne, pour lui permettre l'application de la machine Robert dans le département de la Nièvre.

1824, 31 janvier. — Brevet de dix ans, pris par Delcambre, pour une machine propre à fabriquer le papier vélin et vergé par un mouvement continu.

1824, 12 février. — Brevet de quinze ans, pris par Del-

cambre, pour la fabrication de papier continu d'une couleur différente de chaque côté, et du papier vélin continu imitant la vergeure.

1824, 12 février. — Brevet de quinze ans, pris par Montgolfier, pour une machine à fabriquer le papier vélin vergé par mouvement continu, dans des proportions déterminées, sans qu'on soit obligé d'employer des toiles métalliques ou des moules à articulation.

1825, 5 janvier. — Brevet de quinze ans, pris par Bruand, Porlier et Durieux, demeurant à Besançon (Doubs), pour une machine propre à fabriquer du papier continu.

1825, 19 mai. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Forbes, à Paris, pour un papier-carton propre à la couverture des maisons.

1827, 19 janvier. — Brevet de quinze ans, pris par Mairet, fabricant de papier à Fontenay, près Montbart (Côte-d'Or), pour une machine propre à fabriquer le papier vélin et le papier vergé, d'une grandeur indéfinie et d'un format fixe, à volonté.

1827, 15 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Rondeaux et Henne, fabricants de carton, pour une fabrication de papier et carton de cuir, imperméable et ordinaire.

1827, 28 septembre. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Canson, à Annonay, pour un procédé de collage dans la pile de cylindre.

1827, 21 décembre. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Batilliat, pharmacien à Mâcon, pour l'emploi de sulfate de chaux dans la fabrication du papier.

1828, 22 mai. — Brevet de cinq ans, pris par Xavier

Odent, fabricant de papier à Courtalin, pour une machine à presser et à sécher les feuilles de papier à mesure que les ouvriers les relèvent de la cuve.

1828, 7 juillet. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Abadie fils aîné, fabricant de papier, et Meynardie, Lavaysse jeune, Fomaire, à Tarbes, pour un procédé économique de collage du papier.

1828, 29 décembre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Pierquin et Mazel, à Paris, pour un papier que les auteurs ont appelé *falsiphage*, destiné à mettre les billets de commerce, de banque, etc., à l'abri de faux.

1829, 25 juillet. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Vidocq, fabricant de papier et de carton à Saint-Mandé, pour la fabrication de papiers et cartons dits *tuiles indestructibles* à l'eau et à l'intempérie des saisons.

1829, 10 novembre. — Brevet de quinze ans, pris par Favreau, à Paris, pour une machine propre à la fabrication du papier de toutes sortes, laquelle peut presser et sécher en même temps. Le 23 juillet 1830, il y ajouta quelques perfectionnements.

1830, 11 janvier. — Brevet d'invention et de perfectionnement pris par Renglet, fabricant de papier à Montiliviers, pour un nouveau procédé de blanchiment de papier.

1830, 25 août. — Brevet de quinze ans, pris par Oechelhaeusser, de Siegen, en Allemagne, pour un nouveau moyen de fabriquer le papier.

1830, 30 septembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Zuber et C<sup>ie</sup>, fabricants de papier peint à Rixheim (Haut-Rhin), pour une machine propre à la fabrication du papier.

1833, 13 mars. — Brevet d'invention de cinq ans, pris

par Lespermont frères et sœurs, fabricants de papier à Fontenay (Jura), pour une machine que les auteurs nomment *presse coucheuse mécanique*.

1833, 13 mars. — Brevet d'addition et de perfectionnement de cinq ans, ajouté au brevet d'importation pris le 10 septembre 1831 par Sanford, pour une machine dite *épurateur*, propre à dégager la pâte à papier des parties grossières qu'elle contient.

1836, 10 décembre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Hivert, Vauthier et Brocard, à Montbard (Côte-d'Or), pour un système de séchage de papier.

1837, 21 avril. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Édouard, conducteur des travaux de la papeterie d'Avignon, pour une machine à couper le papier de toute grandeur au moment de sa fabrication.

1837, 9 septembre. — Brevet d'addition et de perfectionnement, au brevet de cinq ans pris le 22 octobre 1836 par Meisner, Polonais réfugié à Dijon, pour une machine à fabriquer le papier.

1837, 13 septembre. — Brevet d'addition et de perfectionnement ajouté au brevet d'invention de quinze ans, pris le 13 septembre 1834 par Mozard, à Paris, pour la fabrication de papier de sûreté contre les faux en écriture.

1838, 15 janvier. — Brevet de quinze ans, pris par Hautin, de Lyon, pour une toile métallique sans fin, propre à la fabrication de papier de tous genres.

1838, 19 janvier. — Brevet d'invention et de perfectionnement pris par Monel, à Paris, pour un perfectionnement apporté à la machine à fabriquer le papier.

1838, 15 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Lemaigre aîné, fabricant de papier à Saint-Mesmin (Or-

léans), pour un procédé propre à fabriquer des papiers de plusieurs feuilles en plusieurs couleurs superposées.

1838, 28 juin. — Jacques Landry et Favereau fils, le premier, cessionnaire en partie du brevet, et le deuxième, son héritier, ont cédé tous leurs droits à M. Auger-Croué, sur une machine à fabriquer le papier.

1838, 29 septembre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Brocard, mécanicien à Montbard (Côte-d'Or), pour une machine à fabriquer le papier sans fin, à système rotatif, à plusieurs formes circulaires.

1838, 29 septembre. — Brevet d'importation de quinze ans, pris par Achet, Sanford et Warall, à Paris, pour une machine : 1° propre à pulvériser les noyaux de coton qui se trouvent dans les grosses toiles, et dans les étoupes de lin et de chanvre ; 2° à nettoyer les déchets de coton, les chiffons, de grosses toiles employées dans la fabrication du papier, et les étoupes de lin et de chanvre.

1838, 3 octobre. — Brevet de quinze ans, pris par Chappelle et Montgolfier, pour un appareil destiné à faire les trois opérations suivantes par système de continuité : 1° collage de papier à la gélatine ; 2° satinage et glaçage des papiers d'écriture, tenture, d'impression et autres sortes ; 3° mise en couleur des fonds mués pour papier de tenture.

1838, 16 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Perrier, aux Batignolles, pour un procédé propre au lavage et à la trituration de toutes les substances employées pour la fabrication du papier et du carton, par le moyen d'une platine mobile et économique.

1838, 20 octobre. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Thèbe aîné et neveu, fabricants de papier à Tarbes, pour une machine dite sécheur-coupeur à feu direct.

1838, 23 octobre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris



par Breton père et fils, fabricants de papier à Grenoble, pour une machine à couper le chiffon, à l'usage des papeteries.

1838, 15 décembre. — Brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pris par Clanceau, à Paris, pour un papier oriental.

1839, 11 avril. — Brevet d'addition et de perfectionnement, pris par Grenier, horloger-mécanicien à Paris, pour une machine à couper le papier.

1839, 25 avril. — Brevet d'invention et de perfectionnement, pris par Coquard, blanchisseur de coton et de soie, à Lyon, pour un moyen de blanchir la feuille, la canne et la racine du maïs, propre à la fabrication du papier.

1839, 26 août. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Apostoly frères, à Paris, pour un nouveau régulateur servant à distribuer régulièrement sur la toile métallique la pâte à papier.

1840, 15 janvier. — Brevet d'invention et de perfectionnement demandé le 8 décembre 1838, par Debergue, Spréfico et C<sup>ie</sup>, mécaniciens à Paris, pour une nouvelle machine à couper le papier longitudinalement et transversalement.

1840, 7 février. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Molinée, à Saint-Pons, pour un appareil appelé néomètre ou distributeur de la pâte, destiné à régulariser l'écoulement d'un jet continu, proportionnellement à la vitesse de la machine et quelle que soit d'ailleurs la pression du liquide contenu dans la cuve.

1840, 18 mai. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Marion, à Paris, pour un nouveau papier à reflets prismatiques, dit *papier des dames*.

1840, 25 mai. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Montagnac, fabricant de toile métallique à Paris, pour toiles métalliques à l'usage des papeteries.

1840, 12 août. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Blanchet frères et Kléber, pour un rouleau cylindrique appelé typographie, pour être adapté à la machine à fabriquer le papier continu, et propre à fabriquer le papier vergé ; à rayer en pâte et à apposer des enseignes sur le papier fabriqué à ladite mécanique.

1840, 17 août. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Vial, à Paris, pour un procédé de fabrication du papier et du parchemin continu, et les moyens de leur donner une consistance qui les rendent très-propres à de nouveaux emplois.

1840, 29 août. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Maurel, fabricant à Vienne (Isère), pour un nouveau procédé propre au collage du papier.

1840, 4 septembre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Marion, à Paris, pour une machine propre à la fabrication d'un papier dentelle et susceptible d'autres applications.

1840, 8 octobre. — Brevet d'importation de dix ans, pris par Poole, de Londres, pour un perfectionnement de collage et de séchage du papier fabriqué à la mécanique.

1840, 8 octobre. — Brevet d'importation de dix ans, pris par Poole, de Londres, pour une machine à rogner le papier.

1840, 8 octobre. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Oochelhauser, pour une nouvelle machine à fabriquer le papier sans fin.

1843, 18 février. — Brevet d'importation de dix ans, pris par Wrigley, pour un perfectionnement dans certaines machines employées dans la fabrication du papier.

1843, 23 février. — Brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pris par Kœchlin, constructeur de machines à Mulhouse, pour un procédé perfectionné pour la fabrication de la pâte à papier et carton.

pris par Bécoulet, fabricant de papier à Arcier (Doubs), pour un appareil à vase clos, à haute température, pour la lessive des chiffons destinés à la fabrication du papier.

1847, 2 décembre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Schaarschmidt, Steiner et Rosennher, pour la construction d'une machine dite *brise-nœuds*, cylindres perpendiculaires, servant à perfectionner la confection du papier hollandais et la fabrication dudit papier.

1848, 7 février. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Girod, de Besançon, pour un papier translucide.

1848, 11 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Doat, à Paris, pour un procédé propre à éviter le lavage des papiers.

1849, 8 mars. — Brevet de quinze ans, pris par Bruan, fabricant à Colmar, pour un perfectionnement apporté à la machine à papier continu du système Didot et autres.

1849, 8 mars. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Andrieux, Vallée et Morlaix, pour un procédé produisant d'une manière continue, dans la machine à papier elle-même, des papiers rayés, tricolores et multicolores.

1849, 8 juin. — Brevet de quinze ans, pris par Renard fils, mécanicien, pour un système de cylindres à laines amovibles, pour la fabrication du papier.

1849, 29 septembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Suffert, à la papeterie du Souche, près Saint-Dié (Vosges), pour une machine effilocheuse et raffineuse de paille, destinée à la fabrication du papier.

1850, 15 février. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Mignot, mécanicien à Paris, pour un procédé de satinage continu.

1850, 3 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris

par Domingo, à Belleville, pour la fabrication du papier pergamenique.

1850, 5 septembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Santes frères et Maillard Sahin, négociants à Besançon, pour rouleaux en fonte, creux et à jour, destinés au service des papeteries.

1850, 22 novembre. — Brevet d'invention de cinq ans, pris par Garnier et Fremont, fabricants de papier, pour substitution de rouleaux nouveaux aux rouleaux anciens dans la fabrication du papier, avec suppression des talons et tirettes.

1851, 20 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Gratiot au nom et comme directeur de la Compagnie anonyme des papeteries d'Essonne, pour une disposition de cylindres à papier à la vapeur.

1851, 17 février. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Faillot, à Paris, pour perfectionnement apporté à la machine à fabriquer le papier continu, du feutre de la machine, et dans les moyens de fabriquer trois feuilles de papier et plus de diverses couleurs à la fois.

1851, 15 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Albin et C<sup>ie</sup>, fabricants de toile métallique à Strasbourg, pour une machine à égoutter la pâte à papier, et à fabriquer le carton et du gros papier d'emballage.

1852, 25 février. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Glyn pour perfectionnement dans la préparation ou des matières qui la composent, ayant pour but d'empêcher la reproduction ou impression de tout ce qui peut avoir été écrit ou imprimé.

1852, 25 octobre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Lespermont, à Mulhouse, pour un procédé propre à glacer les papiers blancs, peints et cartons.

1853, 13 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par J. Steiner, Mamhardt, Zuber et Reider, manufacturiers à Rixheim (Haut-Rhin), pour une machine dite *évaporation à cylindre*, servant à perfectionner la fabrication du papier.

1853, 2 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Canson frères, fabricants de papier, Bryan et Donkin, pour une machine à couper le papier.

1853, 1<sup>er</sup> décembre. — Brevet d'invention de dix ans, pris par Pinson, directeur de la papeterie à Troyes, pour une machine à presser la pâte à papier.

1854, 10 octobre. — Brevet d'importation de quatorze ans, pris par Marland de Boston (patente anglaise), pour perfectionnement dans la machine cylindre pour faire le papier.

1855, 30 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Bégouin, fabricant de papier à Noirat (Puy-de-Dôme), pour une machine destinée au lavage de flottes dans la fabrication du papier à cuve, et le dégraissage des étoffes de laine, de coton, de chiffon, etc.

1855, 8 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Viollet, à Paris, pour divers moyens propres à rendre plus conforme la densité de la pâte liquide à papier, et, par suite, l'épaisseur des papiers fabriqués, lesquels moyens comprennent comme détails des appareils hydraulique et électrique pouvant être appliqués à régler la densité des divers liquides à divers usages industriels.

1856, 14 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Dupont et Derniame, à Paris, pour une machine à satiner le papier.

1856, 24 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Curtis et Donkin, pour un système de machine à couper

les chiffons, cordes et toutes autres substances de la même nature.

1856, 28 juin. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Worster et Dieusen, pour un système de satinage de papier.

1856, 5 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Bollon, à Annonay, pour une machine servant à découper et à étendre la colle et la gélatine.

1856, 20 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Stuart, pour un perfectionnement dans la machine pour sécher le papier après le collage (patente anglaise).

1857, 1<sup>er</sup> avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Abadie, à Paris, système pour filigraner le papier.

1857, 10 août. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Planche et Girard, à Paris, pour un appareil servant à régler la marche de la toile métallique des machines à fabriquer le papier.

1857, 12 août. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Bichelberger, à Estival (Vosges), système pour apprêter le papier.

1857, 18 août. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Jouhaud et Sirotteau, le premier au val d'Anrand, le second à Limoges, pour perfectionnement et complément à la grande machine à papier sans fin, par l'application d'un système de cylindres satineurs.

1857, 19 août. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Claye et Derui aîné, à Paris, pour perfectionnement dans une machine à glacer et à satiner le papier.

1857, 20 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Filocque, à Paris, pour perfectionnement dans la machine à satiner le papier.

1858, 9 janvier. — Brevet de quinze ans, pris par Durieux, à Domène (Var), pour un cylindre circulaire aspirant, appliqué aux machines à papier.

1858, 13 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Denuelle, à Lyon, pour un flotteur-régulateur combiné pour la fabrication du papier.

1858, 18 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Allée, à Paris, pour perfectionnement apporté aux machines à fabriquer le papier.

1858, 5 juillet. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Rapeaud, à Paris, pour un système de tambour-laveur dans les piles de cylindres des fabriques à papier.

1858, 4 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Truffault, à Tours, pour une machine à fabriquer le papier.

1858, 26 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Frouton, à Paris, pour un papier façon Annonay fait par un procédé mécanique.

1858, 20 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Pressoir, à Paris, pour un procédé de fabrication de papier et de carton.

1859, 15 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Ferro, à Paris, pour un procédé de blanchiment à l'effet de perfectionner la fabrication du papier.

1859, 15 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Vallet, à Jouy-sur-Morin (Seine-et-Marne), pour un appareil destiné à la fabrication du papier continu.

1859, 9 février. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Frachon Dugas, Crollard et C<sup>ie</sup>, à Voiron (Isère), pour un appareil dessiccateur propre à la fabrication du papier.

1859, 10 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Thivet et Dickhoff, pour un appareil dit distributeur-mesureur de pâte, applicable aux machines à papier.

1859, 18 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Lagosse et Quentin, à Montgon (Ardennes), pour modification apportée dans la fabrication du papier de carte et du carton mécanique.

1859, 7 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Bonnard, à Sergues (Vaucluse), pour un appareil à feu direct à cuire la paille pour la fabrication du papier.

1860, 31 janvier. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Denuelle et Lagaite, pour un papier et carton peau.

1860, 4 février. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Villepoix et Bonnetterre, à Paris, pour la filtration industrielle de toute matière liquide pour la fabrication du papier.

1860, 12 mai. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Proponet, à Paris, pour un appareil aspirateur dit aspirateur trompinal, propre à produire une aspiration constante dans toute espèce de vase ou récipient, et notamment dans les caisses aspirantes placées sous la toile des machines à papier.

1860, 2 août. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Routledge, à Paris, pour perfectionnement apporté dans la fabrication du papier (patente anglaise).

1860, 29 décembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Chemeaux et Laboureaux, à Nantes, pour un appareil épurateur de pâte à papier dit épurateur à rotation.

1861, 27 novembre. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par la Société des papeteries du Marais et Sainte-Marie,



pour la fabrication d'un papier avec des pâtes de plusieurs couleurs.

1862, 8 février. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Bernard, à Paris, pour un perfectionnement apporté dans la fabrication du papier, particulièrement dans l'encollage de la pâte.

1862, 15 février. — Brevet de quinze ans, pris par Chenu père et fils, et Ancelin, à Paris, pour un tissu appliqué comme feutre dit *Montant*, à l'usage des papeteries mécaniques.

1862, 4 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Maché, à Paris, pour un procédé pour la fabrication des papiers filigranés, clairs, colorés, ombrés, etc.

1862, 5 mars. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Thiry et Dautrebandes, à Nancy, pour un système d'épurateur à double effet pour la pâte à papier.

1862, 22 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Hérold, à Saint-Denis, pour une bascule à double pression appliquée à la machine à fabriquer le papier.

1862, 29 avril. — Brevet d'invention de quinze ans, pris par Marion et C<sup>ie</sup>, à Paris, pour une machine à satiner et à albuminer le papier par un système continu.

---

# TABLE DES MATIÈRES.

## PREMIÈRE PARTIE.

### PAPETERIE A LA MAIN.

	Pages.
CHAPITRE I. Fabrication ancienne. — Législation. — Papeteries d'Angoulême avant 1789. . . . .	1
Extrait d'un compte de revient établi à la fin du dix-huitième siècle. . . . .	30
II. Condition entre propriétaire et fabricant. . . . .	35
III. Corporation des ouvriers papetiers de l'Angoumois. . . .	39
IV. Suite des corporations. — Papeterie à la main, de 1789 à 1835.. . . .	57

## DEUXIÈME PARTIE.

### PAPETERIE MÉCANIQUE.

CHAPITRE I. Son origine. — Sa première application à Angoulême. — Ses progrès, sa crise, ses succès. . . . .	37
II. Reprise de la fabrication. — Continuation des embarras. — Sociétés. — Réformes. — Accroissement de la fabrication. . . . .	102

## TROISIÈME PARTIE.

CHAPITRE I. Observations sur le commerce du chiffon. . . . .	133
II. Dernières observations. . . . .	180
III. Des différentes matières qui pourraient servir à faire du papier (Delalande). . . . .	183

	Pages.
IV. Réflexions de Desmarest sur l'emploi des matières brutes pour suppléer au chiffon.. . . .	199
V. Circulaires relatives aux essais sur le sparte.. . . .	203
VI. Essais sur les plantes exotiques, compagnie Roque.. . . .	205
VII. Observations des fabricants de papier, à propos de la loi sur l'exportation des chiffons. . . . .	219

## PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Législation. . . . .	246
Exposé des rapports faits par les jurys des expositions sur la papeterie française . . . . .	341
Brevets d'invention pris par les fabricants d'Angoulême.. . . .	475
Brevets d'invention pour l'emploi des plantes textiles et autres dans la fabrication du papier. . . . .	480
Brevets pris pour divers procédés et machines propres à fabriquer le papier. . . . .	498



FIN DE LA TABLE.

B

